SOUVENIRS

DU

GÉNÉRAL

COMTE DE RUMIGNY

AIDE DE CAMP DU ROI LOUIS-PHILIPPE

(1789-1860)

Publiés par R.-M. GOURAUD D'ABLANCOURT

QUATRIÈME ÉDITION

PARIS

ÉMILE-PAUL FRÈRES, ÉDITEURS

100, Rue du Faubourg-Saint-Honoré

M.CM.XXI



SOUVENIRS

DU

GÉNÉRAL COMTE DE RUMIGNY

(1789-1860)

SOUVENIRS

DU

GÉNÉRAL

COMTE DE RUMIGNY

AIDE DE CAMP DU ROI LOUIS-PHILIPPE

(1789-1860)

Publiés par R.-M. GOURAUD D'ABLANCOURT

PARIS

ÉMILE-PAUL FRÈRES, ÉDITEURS

100, Rue du Faubourg-Saint-Honoré

M.CM.XXI



AVANT-PROPOS

Le général comte Théodore de Rumigny, né en 1789 et mort en 1860, a écrit ses mémoires au jour le jour, jetant ses souvenirs et ses impressions avec toute la force de vérité des choses vues, des événements vécus, sans recherche littéraire. Il embrasse une longue période et retrace quatre époques, non sans lacunes, celles-ci donnant à l'œuvre l'apparence d'un chapelet que la disparition de quelques grains ne rendrait pas moins précieux. Ces souvenirs, dans l'idée de l'écrivain, devaient servir à bâtir l'histoire de son temps, il comptait employer ses dernières années à les compléter. Il ne le put. Sa veuve, la comtesse de Rumigny, après la mort du général, plaça tous ses papiers dans le vieux portefeuille qui l'avait suivi à travers ses campagnes. Elle le ferma soigneusement sous clef et n'y songea plus.

Elle n'avait guère que trente ans ; elle rejoignit sa famille. Avec une délicatesse extrême, elle fit un paquet de toutes les lettres du roi Louis-Philippe, de la reine Marie-Amélie et des Princes ; et elle renvoya le tout au prince de Joinville, ne gardant que les lettres strictement personnelles et affectueuses adressées à son mari par la Famille Royale.

Le 28 juillet 1913, j'allai la visiter à Vichy, appelée vers elle par de vieux et tendres liens de famille,

et là, tout en causant d'hier et d'aujourd'hui, elle me dit :

« J'ai quatre-vingt-quatre ans; bien souvent je revis ma longue carrière. Quel roman on en pourrait faire !

— Écrivons-le, chère tante Aglaé, n'avez-vous pas quelques notes?

— De moi, non, mais je possède les souvenirs écrits par Théodore... Je n'ai pas ouvert le portefeuille qui les contient depuis 1860.

— Exhumons-le; nous y ferons, j'en suis sûre, de précieuses trouvailles.

— Et je pourrai remplir les dernières volontés de mon mari, dont le grand désir était de les voir paraître. »

Nous ouvrîmes le sac de cuir; les cahiers dormaient là avec des lettres, des fleurs séchées, des cartes de visite, des dessins et les quelques messages autographes des Princes, conservés pieusement. La comtesse me pria instamment de publier ces feuillets. De tous côtés on lance des Mémoires plus ou moins authentiques; ceux du général sont un document d'un vif intérêt, une véritable histoire des guerres de l'Empire, surtout en Russie.

La vie intime du duc d'Orléans et de sa famille à Neuilly forme la seconde partie. Nommé aide de camp du prince en 1818, il ne le quitta pas jusqu'à sa mort en exil.

Dans cette seconde partie, revivent la Restauration, le règne de Louis-Philippe, avec des anecdotes, des portraits, des vérités sur chacun des héros qui défilent devant l'objectif du conteur. Il parle sans recherche, sincèrement, sans aucune peur, il ne ménage

personne, il mord, il rit, il fait de la photographie avant son invention. Il ne déduit pas, il n'apprécie qu'exceptionnellement; il raconte ce qui est, ce qu'il voit... et il a vu beaucoup.

Il jette un jour sur des faits ignorés, sur des caractères méconnus — en bien et en mal. Il ne cherche ni lien, ni transition; le soir, il raconte sa journée.

Nous n'avons pas voulu altérer cette sincérité attrayante, allonger, réduire, styliser des récits qui perdraient par là l'aspect de l'époque, ne rendraient plus le milieu tel qu'il fut; nous donnons dans son état le vieux manuscrit simple et rude du soldat sans peur et sans reproche.

A l'inverse de presque tous les auteurs de mémoires, il parle peu de lui-même, et il faut avoir recours aux quelques personnes, bien rares aujourd'hui, qui l'ont connu pour tracer de lui une courte biographie.

Ainsi qu'il le raconte, son enfance fut austère; elle débuta par l'adversité. Au plus loin que remonte sa mémoire, elle lui dépeint l'exil, une grande gêne, sa mère bien-aimée travaillant pour gagner le pain quotidien lors d'un long séjour en Angleterre.

La marquise de Rumigny a une âme d'élite, un cœur tendre et chaud, un courage à toute épreuve. Elle parvient à sauver ses enfants pendant la Révolution à travers mille dangers, et elle peut s'installer avec eux et une fidèle servante à Harwick. L'existence leur est cruelle, il faut tellement économiser que la santé s'en ressent; le strict nécessaire figure seul aux repas; le combustible est rare, mais l'ingéniosité est immense. Annette Neuville, la dévouée cuisinière, utilise la vapeur produite par la soupe en bouillant pour faire cuire, dans un plat qui la couvre,

les œufs ou les mets quelconques du dîner. Quand on ne travaille pas, la lampe est éteinte, la maigre lueur du feu suffit pour accomplir certaines occupations.

Très fièrement, la marquise refuse l'aide des autres, elle tire l'aiguille du matin au soir et s'épuise..., jamais une plainte ne monte de son cœur, elle sourit vaillante aux chers petits dont toute la gaîté naît de celle qu'elle s'impose. Souvent, sans perdre de vue sa broderie, elle leur conte des histoires, elle les fait prier, elle enseigne ce qu'elle sait. Dociles, ils écoutent, groupés autour d'elle. Ils ont des vêtements fabriqués par leur mère et leur bonne, mais il y a une chose trop difficile à composer pour les deux femmes, ce sont les souliers; alors, un vieil émigré, l'abbé P..., s'ingénie à tailler des semelles de bois sur lesquelles il cloue des fragments assemblés de gros drap. La détresse commune est un peu diminuée par les procédés amicaux des malheureux compatriotes.

Ces heures sombres s'écoulent cependant, la famille va enfin rentrer au château ravagé. Le marquis, après une si atroce séparation, revoit les siens. La douairière de Rumigny a sauvé quelques bribes de sa fortune, et grâce à elle le domaine d'Amiens est racheté. Tous ensemble vont connaître un peu de bien-être et d'union. Seulement, la santé de la marquise est trop ébranlée pour se remettre; elle a trop lutté, trop peiné, elle a refoulé trop de larmes sous des sourires de vaillance, et le cœur n'a plus la force de battre longtemps. Elle s'éteint entourée de ses enfants, de son mari, de ses serviteurs, et retourne à Dieu. La douleur de Théodore est profonde, jamais il ne s'en guérira. L'existence va le ballotter à travers bien des

heurts, il frisera la mort souvent, il sera blessé, brisé, mourant de faim et de froid, il connaîtra la déception des défaites, l'ingratitude des amis, le chagrin des séparations ; en aucune circonstance, son âme ne sera si profondément navrée.

L'École militaire de Fontainebleau d'abord, puis la rude vie des camps à partir de 1806, s'emparent du jeune homme ; il est brave, son éducation première l'a aguerri, il est distingué par ses chefs.

C'est un bel adolescent, robuste, blond, à la physionomie ouverte et gaie. Il a le plus heureux caractère qui soit, bien français. Il réagit vite contre la fatigue, les privations ; le sort ne l'a pas encore gâté ; il n'a pas d'argent à dépenser en plaisirs, mais il sait se créer de modestes distractions avec ses camarades qui l'aiment. Et quand il voit ceux qui ont la poche lourde jeter au vent du caprice leur fortune et l'inviter à des fêtes, il recule dignement pour ne rien devoir.

En revanche, il gagne des grades, l'Empereur l'apprécie ; on verra au cours de ses Mémoires quelques anecdotes qui le prouvent. Lui-même est pris au charme de ce vainqueur, et il le suit d'enthousiasme au champ de bataille. Une autre physionomie sympathique qui passe fréquemment dans les souvenirs de Rumigny, c'est le général comte Gérard. Le portrait de ce brave est brossé en honneur par un témoin sincère de ses hauts faits. Mais ceux pour qui, dans le cours de sa vie, Théodore de Rumigny garde les meilleurs élans d'affection, ce sont les princes d'Orléans. Devenu aide de camp de Louis-Philippe, il vit dans l'absolue intimité de la Famille Royale. Durant trente années il partage joies et peines avec elle. On ne peut s'empêcher de penser, en lisant comme nous

le faisons dans la conscience de ce soldat, combien ces Princes qu'il vénère devaient être dignes de l'être pour que nul d'entre eux, pendant un tel laps de temps, n'ait amené ni déception, ni recul chez le fidèle ami. Il se révolte lorsqu'on parle devant lui de la parcimonie de Louis-Philippe; il sait — puisque souvent il était le messager — combien au contraire la bourse royale s'ouvrait largement pour aider ceux qui comptaient sur elle... même les adversaires. La Reine donnait par vertu chrétienne, le Roi par largesse naturelle. Ils n'étaient nullement ingrats pour les services rendus. La diplomatie qu'on prête parfois aux princes n'exerçait pas ses décevants effets sur ceux-ci. Ils n'avaient pas pour principe de négliger les hommes dont on est sûr pour réserver sa bienveillance aux autres.

Les jeunes enfants de Leurs Altesses Royales grandissent autour du général, jouent souvent avec le serviteur fidèle qui les admire passionnément (1). Il veille à leur sécurité. Une nuit, au château de Neuilly, il entend un bruit insolite dans les escaliers. Il bondit, prend un vêtement sommaire, un pistolet, et s'élance à travers les marches. Une lumière faible se marque sur le mur : Il crie : « Qui va là? » Un rire lui répond et une voix qu'il connaît ajoute : « Ne craignez rien pour nous, général, rentrez vos foudres, mais puisque vous voilà, venez m'aider à redresser Jeanne d'Arc qui s'effondre. »

Théodore posa son arme sur un degré et rejoignit

(1) Les jeunes princes avaient des petits noms intimes en famille, et leurs lettres au grand ami sont ainsi signées :
Tan, petit nom du duc de Nemours.
Totone, petit nom du prince de Joinville.
Mimi, petit nom du duc d'Aumale.

la jeune princesse Marie, souriante sous sa coiffe de nuit, qui l'emmena dans son atelier : « Voilà, expliqua-t-elle, je ne pouvais dormir, je pensais à ma chère Jehanne, qui penchait terriblement hier au soir, j'ai bien peur qu'elle ne s'écroule. » Effectivement, la statue exquise modelée par l'artiste habile perdait son aplomb. Les deux travailleurs nocturnes lui rendirent son équilibre normal et, tandis qu'ils reprenaient le chemin de leurs chambres respectives, la princesse Marie dit gentiment :

« Merci, mon ami, vous avez sauvé mon héroïne, je vous ferai cadeau de la maquette, en revanche. »

Elle tint parole, cette sculpture est aujourd'hui encore sous globe, à Vichy, dans la villa Joinville, où réside la veuve du général de Rumigny.

Voici un autre trait qui peint bien la cordialité simple et la bonté du roi. Un jour, alors qu'il était encore duc d'Orléans, il revenait de Paris au château de Neuilly, accompagné de son aide de camp. Fatigué d'une journée d'audience, il avait voulu prendre le grand air, et les deux promeneurs marchaient silencieux. Quand ils entrèrent dans le parc, l'officier de service remarqua un homme accourant derrière eux. Il était tard, une pluie lourde commençait à tomber, le concierge avait refermé la barrière devant l'importun, mais une voix s'élevait, et ces mots arrivaient aux oreilles du Prince : « *Signor, venite.* »

« Voyez donc ce qu'il veut, Rumigny », dit le Duc. L'aide de camp obéit et revint souriant :

« Monseigneur, c'est un Sicilien ; il conduisait la barque sur laquelle Votre Altesse Royale allait pêcher dans le golfe de Naples quand elle était à Palerme. Il s'appelle Filippo.

— Filippo, je crois bien. Faites-le entrer. »

Rumigny alla chercher le pêcheur, qui accourut, joyeux, s'exclamant ainsi :

« Carissimo Signor ! il mio carissimo signor !

— Filippo ! Vieni a pranzato (Viens dîner). »

Et il emmena dîner en famille le fidèle Italien (1).

Théodore cependant songeait au mariage. Il voyait sans cesse devant lui l'exemple du parfait bonheur conjugal et il se disait qu'à son tour il pourrait se créer un intérieur heureux. Au cours de ses voyages il avait remarqué à Laval une jeune fille, Mlle Secrétain, dont les beaux yeux l'avaient conquis. Il sollicita sa main ; il l'obtint très facilement et ramena à Neuilly une charmante comtesse que la sœur du Roi, Mme Adélaïde, nomma sa dame d'honneur. Ce poste de dame d'honneur était fort enviable auprès d'une aussi parfaite princesse. C'était la situation rêvée pour une naïve provinciale. Il est vrai qu'elle n'était nullement préparée aux intrigues de cour. Heureusement, rien de semblable n'était à redouter près de Mme Adélaïde. Confiance, franchise, telle était la règle de la maison.

Au moment de l'avènement de Louis-Philippe, son aide de camp montra un dévouement habile, une intelligence digne des difficultés variées, mystérieuses, secrètes, accumulées sur le chemin du trône. Dans ses souvenirs, le général raconte des choses très graves qu'il a barrées ensuite et que nous tairons aussi, bien que ce soient les preuves absolues de la sincérité du Roi, de la fausseté des intrigues et des conspirations dont on l'a accusé à tort.

(1) Louis-Philippe était toujours très bon envers les inférieurs. Quand il quitta la Suisse en 1795, il était si pauvre qu'il ne possédait qu'un seul cheval, et comme son fidèle serviteur Baudoin était affaibli et convalescent, il le fit monter sur l'animal et marcha auprès.

Rumigny — qui, soit dit en passant, n'était peut-être pas un mari modèle — eut le chagrin de perdre sa femme lors du choléra de 1832. Il n'avait pas d'enfants; mais son attachement si profond à la Famille Royale suffit plus tard à son cœur. Superficiellement, il cédait aux entraînements. Il eut, deci de-là, quelques aventures. Il y avait à Laval une jolie jardinière appelée Georget qui parait de bouquets les jeunes muscadins de l'époque. On dit que Théodore en obtint quelques fleurs. C'était un mondain charmant, spirituel, très apprécié dans la société mayennaise...

La chute du Roi trouva fidèle au poste l'ami des jours heureux. Ce fut Rumigny qui accompagna Louis-Philippe à Trouville, à Honfleur, et enfin à Claremont. Il revint ensuite en France, proscrit encore, pour recueillir quelques bribes des objets appartenant à ses Princes. Il sauva de l'argenterie, des bibelots, des papiers, et reporta le tout en Angleterre. Puis de nouveau il rentra dans son ingrate patrie, et là se place l'épisode touchant de son second mariage raconté par lui-même dans les pages qu'on lira. Agé maintenant, las, découragé, affligé des peines de ceux auxquels il avait voué sa vie, il eût été comme désemparé sans le dévouement admirable de la belle et vaillante Aglaé Dubois (fille du Dr Dubois, député d'Amiens, conseiller à la cour royale) qui sacrifia sa brillante jeunesse à ce vieux soldat. Que se passa-t-il dans le cœur de cette charmante enfant de vingt-trois ans? Il se passa une chose que bien des femmes comprendront. Elle avait vu proscrit, malheureux, abandonné, cet ami de son père. Il avait trouvé au château de Beaulieu, où le docteur et sa fille habitaient, près de Fontainebleau, un asile mystérieux.

On l'avait caché, soigné, réconforté. De là à conquérir le cœur poétique et doux d'Aglaé, il y avait peu de chemin à faire. Après l'épreuve d'une année d'attente imposée très sagement par le père de la jeune fiancée, le mariage eut lieu à Saint-Louis-d'Antin, à Paris. C'était pour le général une nouvelle aurore, et c'était l'été de la Saint-Martin. Il en jouit pleinement pendant dix années, ne quittant sa chère épouse que pour aller accomplir des périodes de service à Claremont près de son Roi. Elle eut sur ce mari, jadis croyant, élevé par une mère pieuse, une influence des plus heureuses. La vie des camps, le souffle de matérialisme et d'impiété qui avait passé sur la France, à cette époque, avaient grandement pesé sur Théodore. Il ne pratiquait ni ne priait, depuis de longues années. Il avait perdu sa voie...

L'exemple admirable d'Aglaé l'y ramena. Et ce ne fut pas chose facile, les habitudes invétérées du soldat l'entraînaient souvent vers les anciennes fréquentations. Il fallut à cette jeune femme un courage, une force d'âme puisée dans sa foi, son amour, son devoir compris selon les préceptes évangéliques, pour triompher des embûches qui guettaient encore ce brave à son déclin. Mais, Dieu aidant, la jeune comtesse de Rumigny parvint à mettre le calme en cette conscience troublée, à ramener au bercail cette brebis dont elle était la patiente bergère, et le général s'éteignit dans ses bras en la bénissant (1).

Il la laissait sans autre fortune que sa petite dot, employée par elle à racheter la propriété de Maison-

(1) Quand la reine Amélie sut ce retour à Dieu, elle écrivit à la jeune comtesse une lettre admirable et lui envoya deux chapelets, un pour elle, un pour le général.

Rouge (enclave de la forêt de Bondy où le Roi logeait son aide de camp) lors de la vente des biens royaux (1). Le général de Rumigny, imprévoyant, avait servi toute sa vie son pays et son Roi, mais n'avait jamais songé à amasser une réserve. La Révolution de 1848, en lui faisant perdre sa retraite de général, l'avait laissé sans ressources. Mais sa femme était énergique ; elle s'arrangea pour vivre dignement, et Dieu lui a gardé de longues années calmes, peuplées de souvenirs.

Quelques jours après la mort du général de Rumigny, un envoyé de la reine Amélie et des Princes exilés se présenta à *Maison-Rouge*. Il était porteur de paroles affectueuses pour la comtesse de Rumigny et d'un portefeuille contenant plusieurs billets bleus. La fière jeune femme repoussa le don royal, et dit avec émotion : « Je n'ai pas besoin d'aumône, Monsieur, veuillez exprimer à Sa Majesté toute ma gratitude pour ses bienveillantes paroles, elles ont pour moi un inestimable prix, je l'en remercie de tout mon cœur et ne désire rien de plus. »

Maintenant la veuve du général demeure entourée d'amis fidèles, au milieu des fleurs, des portraits de la Famille Royale. Sa plus grande joie est de raconter le passé, de reparler de ses chers Princes, de continuer à vivre la pensée attachée à ceux qui restent. Et elle dit, doucement émue, en regardant les photographies des arrière-petits-enfants du roi Louis-Philippe et de la pieuse reine Marie-Amélie : « Voilà mon dernier rayon de soleil (2). »

(1) Décret du 10 janvier 1852.

(2) S. A. R. Madame la Duchesse de Vendôme eut la bonté de lui envoyer son portrait, celui de Mgr le Duc de Vendôme, ceux des princesses Marie-Louise, Sophie et Geneviève et du jeune Duc de Nemours.

On verra, à l'appendice, un récit du passage du roi Louis-Philippe à Trouville, écrit par l'ex-maire de cette ville, qui a été l'acteur et le témoin des faits qu'il raconte. Il envoya son écriture au général de Rumigny, qui la conserva avec ses papiers, parmi lesquels nous l'avons trouvée.

R.-M. GOURAUD D'ABLANCOURT.

Cette notice devait paraître en juillet 1914 en tête des *Souvenirs du général de Rumigny*. La guerre en a entravé la publication. La comtesse de Rumigny n'a pas eu la satisfaction de voir paraître en volume les feuilles qu'elles m'avait confiées. Elle s'est éteinte en 1916.

R.-M. G. D'A.

NÉCROLOGIE

Cet article, paru dans le Journal des Débats *du 22 juillet 1860, écrit par Victor de Nouvion, ami du général de Rumigny, résume sa vie :*

M. le lieutenant-général comte Marie-Théodore de Gueulluy de Rumigny, dont nous annoncions la mort il y a quelques jours, est un de ces hommes auxquels une place est réservée dans les souvenirs du pays, qu'ils ont honoré par leurs services et par leur caractère. Né en 1789, d'une des plus anciennes familles de Picardie, Théodore de Rumigny passa sa première jeunesse sur la terre étrangère, où son père avait dû chercher un refuge contre les fureurs révolutionnaires. Rentré en France sous le Consulat, il fut admis à l'École militaire de Fontainebleau, d'où il sortit comme sous-lieutenant en 1806. En 1809, il gagna le grade de lieutenant au combat de Presbourg, et un mois après il fut nommé adjudant-major dans le 12e de ligne, sur le glorieux champ de bataille de Wagram. Il se battit vaillamment à Smolensk, et après la brillante affaire de Valoutina-Gora il reçut des mains de l'Empereur la décoration de la Légion d'honneur. Choisi pour officier d'ordonnance par le général Leclerc après la bataille de la Moskowa, il se fit remarquer, pendant la retraite de Russie, par sa fermeté et sa constance au milieu de si cruelles épreuves. A Viasma, le général Gérard l'attacha à sa personne comme chef de bataillon aide de camp. On le trouve ensuite à Merzbourg, à Lutzen, à Bautzen, à Jauer, à Dresde, où il reçut la croix d'officier de la Légion d'honneur, et à Leipzig. Rentré en France avec les débris de notre

armée, il fit la campagne de 1814, et assista aux combats de Brienne, d'Arcis-s.-Aube, de Nangis et de Montereau, et y gagna le grade de colonel. Mais la Restauration ne le lui reconnut pas, et le mit à la demi-solde de chef de bataillon. En 1815, le colonel de Rumigny, rappelé dans l'armée active, reçut du général Gérard l'ordre de reprendre le village de Ligny, occupé par 30.000 Prussiens. Rumigny, à la tête de deux bataillons seulement, pénétra dans le village, et, par une attaque à la baïonnette des plus impétueuses et des plus opiniâtres, réussit à chasser l'ennemi qui se retira en désordre. Peu de temps après, il assistait, à Waterloo, au dernier et héroïque effort de l'armée française contre l'Europe coalisée.

En 1816, il fut mis de nouveau à la demi-solde de chef de bataillon; deux ans après, il rentra au service actif avec le grade de lieutenant-colonel, et fut choisi pour aide de camp par le duc d'Orléans. Il conserva les mêmes fonctions près du roi Louis-Philippe, et il venait d'être fait maréchal de camp lorsqu'en 1831 le Roi le nomma son commissaire dans l'Ouest, où il contribua puissamment, par son énergie et sa modération, à faire cesser le désordre et à ramener le calme dans les esprits. Plus tard, il se distingua au siège d'Anvers et alla à plusieurs reprises partager les dangers et la gloire de notre armée d'Afrique. Il prit part notamment à l'expédition que conduisit en 1839 le maréchal Vallée contre Cherchell, et où M. le duc d'Orléans commandait la première division. Le général de Rumigny, qui commandait la seconde division, fut atteint de deux balles et mis hors de combat.

Ce n'est pas seulement du reste dans les armées que M. de Rumigny fut utile à son pays. Il lui rendit des services moins brillants peut-être, mais non moins recommandables, dans les Assemblées législatives, où il fut envoyé comme député, d'abord par le département de la Somme, ensuite par l'arrondissement de Mayenne.

Après la Révolution de Février, le général de Rumigny suivit le Roi en Angleterre, et se condamna à un exil volontaire près de celui à qui il resta attaché par la plus honorable fidélité.

Au courage prouvé sur tant de champs de bataille, le

général de Rumigny joignait les plus nobles et les plus précieuses qualités de l'esprit et du cœur. Retiré, depuis la mort du Roi, dans sa petite maison de campagne de Gagny, il y vivait dans le culte de ses souvenirs et de ses affections, recevant toujours avec bonheur la visite de quelques amis. C'est là que la mort est venue l'atteindre inopinément, condamnant au deuil du cœur, c'est-à-dire à ce deuil qui ne s'efface pas, sa veuve, sa famille et tous ceux qui ont pu le connaître et l'apprécier.

Victor DE NOUVION.

(*Extrait du* Journal des Débats *du 22 juillet 1860.*)



PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

L'ENFANCE DE THÉODORE DE RUMIGNY. — SA FAMILLE. — LE DÉPART EN CHARRETTE. — LES AVENTURES DU VOYAGE. — LES ÉTAPES A TOURNAY, A BORNHEIM. — DROLE D'AVENTURE AVEC UN GARDE-CHASSE.

Le marquis et la marquise Gueulluy de Rumigny avaient déjà un fils et trois filles lorsque le petit Théodore vint au monde le 12 mars 1789.

Il arrivait juste en même temps que les idées nouvelles et débutait dans la vie avec la Révolution.

La famille de Rumigny était connue en Picardie comme celle de bons gentilshommes militaires de père en fils.

Ses titres remontent jusqu'à l'expédition faite par le duc de Bretagne, que leur premier ancêtre accompagna lorsqu'il vint au secours des Flandres attaquées par Louis XII.

Le roi Philippe II leur accorda la franchise des droits et coutumes pour la châtellenie de Labroie-sous-Hesdin, en Artois, en 1650.

Le roi Henri II accorda les preuves au premier de Gueulluy de Rumigny qui vint s'établir au marquisat de Rumigny, près Amiens.

Et le chef de famille fut dès lors compté parmi les bons gentilshommes de Picardie. Louis-Gabriel de Rumigny, mort en 1835, devint page de la reine Marie-Antoinette,

puis capitaine dans le régiment de Royal Roussillon, où il était encore en 1792 lorsqu'il alla rejoindre les Princes avec l'émigration.

D'autre part, Mme de Rumigny, mère du général, était de la famille des Hatte de Chevilly, alliée à de très illustres maisons.

Elle était d'une beauté remarquable, d'un courage supérieur, et sut supporter les maux que la Providence lui envoya comme à tant d'autres, dans les années d'épreuves qui accablèrent la noblesse française.

Le marquis était parti pour l'armée de Condé, et la jeune femme se trouvait seule avec des serviteurs dévoués, mais impuissants à lui assurer la sécurité, lorsqu'en 1792 il lui fallut fuir la terre de Rumigny pour se réfugier à Tournay.

Sa petite fille Adèle, encore au berceau, fut envoyée par elle à sa grand'mère, demeurée à Amiens, et qu'une servante fidèle, nommée Annette Neuville, parvint à joindre. En se donnant pour la femme d'un soldat mort au champ de bataille, l'intelligente fille put traverser les armées et retrouver sa maîtresse en Flandre. Plusieurs pages, dans les Souvenirs du général, sont consacrées au récit fait par sa mère de leurs aventures tragiques; transcrivons-les :

« Un matin, Riotour, notre cocher, vint éveiller ma mère en frappant fortement à la porte de la chambre à coucher, où elle dormait avec mes sœurs Esther et Marie. Mon frère Hippolyte, de quatre ans plus âgé que moi, partageait la pièce que j'occupais à côté de l'appartement de nos parents.

— Madame la Marquise, expliqua le brave homme, on a incendié cette nuit des fermes et je crois bien le château de Baquigny. Des paysans sont venus se cacher chez nous, mais nous ne serons plus longtemps en sûreté. L'ennemi sait que M. le Marquis est émigré, Madame la Marquise devrait fuir.

Hélas! ma chère maman redoutait depuis longtemps cette extrémité, elle aussi savait les massacres de femmes et d'enfants qui se commettaient journellement. Elle craignait pour nous, pauvres petits, dont l'aîné, Hippolyte, avait sept ans.

Cet hiver de 1792 fut glacial. Nous étions en décembre. Pour gagner Tournay, où nous pensions être à l'abri, il fallait franchir une quarantaine de lieues par des chemins défoncés, semés de périls de toutes sortes. Pourtant, il n'y avait pas moyen d'hésiter, le départ paraissait notre unique chance de salut.

Riotour reprit : — Si Madame la Marquise voulait, je prendrais notre charrette à fourrages, elle a une bonne bâche de toile, la grosse percheronne la traînerait et, sur une épaisse couche de paille, les petits enfants ne seraient pas trop mal.

— Pourquoi ne prendrions-nous pas la berline, mon ami?

— D'abord, Madame la Marquise, elle a un essieu de brisé ; ça s'était fait quand M. le Marquis est parti à Calais, et puis avec quatre roues dans les ornières qu'on trouvera...

— Alors, Riotour, arrangez le voyage le mieux que vous pourrez, je vais emplir les malles.

— Le moins possible, Madame la Marquise, s'il vous plaît, à cause de la charge. Faudrait partir au plus vite; si on pouvait seulement aller coucher à Doullens, il n'y a guère que huit lieues. Demain, on ferait une bonne étape, le matin jusqu'à l'Arbret, soit quatre lieues, et on irait passer la nuit à Arras, six lieues plus loin.

— Essayons, dit bravement notre mère; allez, mon ami, et envoyez-moi votre sœur pour m'aider aux bagages.

La sœur de Riotour était notre bonne, depuis qu'Annette Neuville était partie conduire Adèle à Amiens pour la confier aux soins de notre grand'mère. Nous ne pouvions pas savoir que la douairière de Rumigny était en prison à la Providence d'Amiens avec les plus illustres dames de la province. En conséquence, Annette remit l'enfant à une cousine, à celle qui était épicière sur la place de la Cathédrale, et revint, toujours avec la même chance, nous rejoindre à Rotterdam. Elle avait mis six mois à nous chercher !

Revenons au départ de Rumigny.

On nous avait habillés avec de gros vêtements de laine très chauds, des bonnets de coton abritaient nos oreilles, nous avions aux pieds des chaussons de tricot dans des

sabots. Notre mère s'était couverte d'une mante large et longue à capuchon.

Trois malles contenaient notre petite fortune : argenterie, bijoux, linge et quelques provisions.

Après avoir bien déjeuné, nous emplîmes nos poches de pommes et de noix, et avec une joie bien anormale, mais admissible chez des enfants, nous prîmes place dans la charrette. On avait mis à l'avant et à l'arrière les caisses; au milieu, sur une jonchée de paille, les enfants. Maman, assise sur un panier plat, tenait les guides, et le cocher, armé d'un fouet, marchait à côté du cheval.

Il y avait dans la charrette un fusil et deux pistolets.

Il pouvait être midi quand nous partîmes.

Le ciel était bas, il semblait qu'un nuage de neige fût suspendu au-dessus de nos têtes; l'adieu à nos braves serviteurs fut bien triste, mais il ne fallait pas s'attarder, ni s'amollir. Un claquement de langue de Riotour fit démarrer la bête.

Tous les quatre on s'amusait dans la paille.

Nous fîmes assez aisément quatre lieues, la route gelée facilitait la marche, les heurts et les cahots nous faisaient rire. Je ne pense pas que notre pauvre maman fût d'avis de partager cette gaîté, elle éprouvait, en avant de cette fourragère nullement suspendue, des chocs qui devaient la briser.

On était aux environs de Talmas, une espèce de dégel s'accentuait, le chemin devenait glissant, la percheronne fatiguait, trempée de sueur; soudain, la roue droite tomba dans une ornière jusqu'au moyeu. Nous étions jetés les uns sur les autres.

Riotour cria : Faut descendre et décharger.

Maman nous prit et nous posa à terre, Hippolyte enjamba les malles sans le secours de personne; il se croyait le chevalier de notre mère et voulait toujours employer ses forces pour l'aider. Elle le laissait faire, jugeant bien de l'habituer tout jeune à la galanterie de bon aloi que tout homme doit avoir envers une femme, surtout quand il est son fils.

Le cocher déblayait la terre devant la roue embourbée, et maman, avec une grosse branche ramassée sur le talus, et qu'elle avait enfoncée sous la roue, essayait de faire

levier. La jument tirait à plein collier. Mon frère avait saisi la bride, ajoutant son énergie à celle de la pauvre bête : « Hue ! hue ! »

Après bien de la peine et plus d'une demi-heure de travail, nous parvînmes à nous arracher de ce fatal trou, nous étions épuisés, surtout la percheronne.

— Nous avons encore trois lieues d'ici Doullens, Madame la Marquise.

— Voyons, Riotour, vous oubliez toujours que je suis Françoise ; si on vous entendait...

— Ben vrai, la Françoise, reprit le brave homme, faudrait voir à s'accoutumer... Je crois ben qu'on devra camper avant la ville, comme qui dirait au bord de l'Authie, qu'on aurait du mal à passer dans la nuit, et le jour s'en va grand train. Il doit être près de cinq heures.

On traversa au pas le bourg de Talmas, toutes les maisons étaient fermées, les habitants avaient peur et froid, nous ne vîmes personne. On avança encore pendant deux heures, un coup de vent nous apporta le son des cloches de l'église Saint-Martin de Doullens.

L'*Angelus* ou le tocsin, nous ne pûmes le savoir.

— Il est préférable de ne pas entrer en ville, Riotour, conseilla maman ; nous ne voyons plus à nous conduire, d'ailleurs.

A la lueur d'une lune très pâle, voilée à chaque instant par les nuages, nous pûmes entrer dans un champ et ranger la charrette contre des arbres, dont la silhouette embrumée se dressait en ombre dans l'air ; de la sorte, notre aspect se confondait avec les branches, et nous ne serions pas un point de mire isolé au bord d'un champ.

Maman nous mit à terre, nous avions froid, nous étions engourais, et alors, pendant que le cocher dételait sa bête, calait la charrette et tirait le panier aux provisions, cette excellente mère, dont je n'ai jamais vu, en n'importe quelle circonstance, l'énergie se trahir, nous fit courir et jouer autour d'elle pour nous réchauffer, ramener la circulation, nous garder le cœur content. Après, elle nous donna de grandes tartines, un œuf dur et une timbale pleine de lait, dont elle avait eu soin de remplir une grande gourde de chasse à papa.

Après, elle nous fit faire la prière habituelle, nous arrangea bien dans notre paille, étala par dessus une épaisse couverture et nous dit de dormir, que le bon Dieu veillait sur nous.

Elle-même s'enveloppa de sa grosse mante, dont elle rabattit le capuchon sur sa tête, et s'installa pour la nuit. Riotour s'allongea sous la charrette. La percheronne, après avoir mangé son avoine, apportée de chez nous, essayait de tondre l'herbe — peut-être le blé — qui était à ses pieds. Un silence profond régnait partout, on aurait dit qu'il n'y avait que nous sur la terre. Jamais je n'oubliai cette première nuit passée sous le toit de toile d'une fourragère; depuis, j'ai dormi sous la tente des camps, quelquefois sous le ciel simplement, sur le pont d'un bateau, dans les steppes de la Russie, même dans un lit paisiblement; mais rien ne s'est incrusté dans ma mémoire comme ce voyage terrible, que la tendre sollicitude de ma bien-aimée mère savait si bien adoucir.

Aux premières lueurs de l'aube, on se remit en route. A Doullens, nous entrâmes dans une auberge pour manger une soupe chaude, acheter du pain et des sabots pour Hippolyte, qui en avait perdu un pendant l'accident.

Maman alla trouver un homme auquel papa avait rendu de grands services, en lui donnant de l'argent pour établir un entrepôt de toiles d'emballage, dont le commerce est considérable en ce pays, et il lui fit obtenir un passeport pour Lille.

Nous arrivâmes à l'Arbret, quatre lieues plus loin, vers midi, et le soir, nous fîmes encore quatre lieues et demie pour venir coucher à Arras.

Cette grande journée nous avait moulu les membres; la percheronne avait les jambes raides comme un lièvre forcé, maman une affreuse migraine, Esther gardait une grosse bosse au front pour s'être heurtée contre la paroi de la fourragère lors d'un cahot. Hippolyte, Marie et moi restions vaillants.

Nous franchîmes la porte cochère d'une auberge, et Riotour dételа dans la cour, pour mettre la bête à l'écurie. Il nous descendit de notre niche entre les malles, et nous suivîmes notre mère dans la cuisine. Il y avait des hommes

qui buvaient autour du feu. Maman demanda une chambre et deux lits : un pour elle, Esther et Marie; l'autre pour mon frère et moi; le cocher dormirait auprès de son cheval.

On nous conduisit dans une grande pièce carrelée, où étaient quatre lits aux quatre angles; deux étaient déjà pris par des gens qui ronflaient : « Dans le troisième, expliqua l'aubergiste, il y a une place de réservée pour une dame de Calais, qui est à souper, mais comme les petites ne sont pas grosses, on en mettra une au pied du lit des garçons et l'autre avec vous. »

La fatigue de notre chère maman était telle qu'elle accepta ce bizarre arrangement et se coucha aussitôt avec Esther. L'aubergiste s'occupa de nous : elle nous fit prendre un peu de bouillon, mais notre grande lassitude nous avait ôté tout appétit.

Nous nous endormîmes aussitôt, entre des draps qui n'avaient, dit l'hôtesse, encore guère servi.

Quand maman s'éveilla, reposée, au matin, assez tard, puisque le soleil entrait joyeusement par une étroite fenêtre aux carreaux verdâtres, elle fut stupéfaite de voir accoudée près d'elle, dans le lit, une femme qui lui souriait.

Maman se frotta les yeux, s'assit pour mieux regarder et, finalement, prenant sa compagne par le cou, l'embrassa tendrement.

— Toi !

— Toi !

— Ma cousine !

— Agathe !

Vraiment, le hasard avait bien fait les choses. Notre tante Agathe, religieuse Bénédictine, dont le couvent avait été licencié, se rendait à Lille avec un passeport de commerçante de laine. Elle avait fait, sur un mauvais bidet, une partie de la route et s'était endormie, si brisée elle-même, qu'elle avait surmonté le dégoût de partager le lit d'une inconnue.

Il fut convenu que tante Agathe voyagerait avec nous dans la fourragère; nous n'avions plus que onze lieues jusqu'à Lille, nous pensions les faire dans la journée.

Les rouliers qui avaient reposé dans les autres lits étaient partis avant le jour; nous pouvions jouir en paix de la

grande chambre, où nous déjeunâmes en famille. Tante Agathe était pleine de courage : elle voulut elle-même procéder à notre toilette, arranger les cheveux des deux petites, car pour nous nos jolies boucles avaient été tondues et nous nous habillions seuls.

Entre Lens et Carvin, nous fîmes halte pour laisser dîner la bête; nous étions de belle humeur, il faisait bien moins froid et un gai soleil brillait sur la campagne.

Pour être tranquilles, car il passait des soldats sur la route, nous avions quitté le grand chemin et pris un sentier nous conduisant à un petit bois, où nous pensions nous abriter; heureusement, nous vîmes à temps une colonne de fumée : il y avait déjà là un bivouac.

Vite nous rétrogradâmes et pûmes nous dissimuler sous des saules, au bord d'un ruisseau. Riotour fit glisser les cerceaux qui tenaient la bâche et elle s'affaissa sur les bords de la charrette, nous coiffant; la percheronne but à longs traits dans le petit cours d'eau, gelé seulement au bord, et nous nous assîmes contre le talus pour dîner.

A peine avions-nous développé la serviette où était le pain que des soldats bondirent autour de nous avec leurs marmites pour les emplir au ruisseau. Ils nous regardèrent, surpris; l'un d'eux dit, bourru :

— Qu'est-ce que vous faites là?

— Vous le voyez, dit ma mère, avec son joli sourire candide, nous allons déjeuner, mon ami.

Il haussa les épaules, un camarade le tira par le bras. « Laisse donc ces femmes tranquilles, quel mal font-elles? Viens faire la soupe. »

L'autre marcha, grommelant. Mais bien souvent le charmant visage de maman, sa simplicité confiante, nous tira des mauvais pas.

Nous avions laissé tante Agathe à Lille : nous apprîmes plus tard qu'elle avait fini ses jours en prison ou sur l'échafaud. Notre voyage s'acheva assez bien, à part un soir, où nous versâmes au pied d'un moulin à huile, dont le propriétaire, obligeant, nous aida à nous remettre d'aplomb. Nous n'avions heureusement rien de cassé, sauf dans le harnais, composé avec des ficelles; seulement, une malle s'était ouverte, et les garçons meuniers avaient pu voir

quelques pièces d'argenterie. La nuit, ils nous suivirent et essayèrent de nous voler; mais maman prit tranquillement ses pistolets, Riotour son fusil, Hippolyte ouvrit bravement son couteau de poche et je l'imitai, de sorte que les deux vauriens s'enfuirent; les six lieues de Lille à Tournay se firent aisément.

Tout de suite, ma mère loua deux chambres, où nous nous installâmes. Riotour prit congé de nous, non sans beaucoup de larmes de part et d'autre; on vendit la fourragère, et maman voulut que le fidèle conducteur qui nous avait amenés en cette ville, où nous espérions trouver le calme et la sécurité, repartît, monté sur la percheronne. Mais il s'y opposa nettement.

— Non, non, disait-il, je m'en irai à pied; un homme se cache comme il veut et passe partout quand il n'a que de lui à s'occuper. On va vendre la jument, Madame la Marquise, vous aurez bien besoin de l'argent.

Nous dûmes céder. L'excellent homme ne voulut prendre seulement que quelques écus que maman lui cousit dans sa veste, et il nous quitta le cœur bien gros.

Juste au moment où nous commencions à nous plaire à Tournay, voilà que l'invasion française vint nous forcer d'en partir au plus vite.

Bien que la modeste installation de nos petites chambres, dont la vue donnait sur le fleuve, ne ressemblât en rien à nos habitudes d'aisance au château familial, nous y trouvions un certain bien-être fait de sécurité et de confiance. Jamais nous n'avions tant vécu auprès de notre chère maman, que le monde ne distrayait plus de ses devoirs maternels; nous pouvions apprécier son cœur si doux, sa grande intelligence, sa parfaite bonté et son absolu dévouement. Malgré la peine de l'heure affreuse que nous vivions, son souci au sujet de notre père, elle gardait la gaieté énergique qui était le fond de son caractère. Dès la plus tendre enfance, elle nous dressait au courage, à l'horreur du mensonge et de la lâcheté, les sentiments si chevaleresques de nos ancêtres étaient notre exemple, et on ne nous rappelait les origines illustres des Rumigny et des Chevilly que pour nous montrer les vertus que nous devions acquérir. Mon frère et moi mettions tout notre orgueil

à n'avoir jamais peur, à ne pas pleurer si nous nous faisions mal, à être complaisants envers nos sœurs, et nous avions un vrai culte pour notre maman, si parfaite et si jolie.

Encore une fois, nous dûmes fuir devant nos compatriotes; le comble de notre malheur était de redouter ces Français qui conquéraient Tournay.

Maman fit mettre nos malles sur un bateau et nous suivîmes l'Escaut jusqu'à Bornheim, village situé sur la rive gauche, où notre ami le marquis de Maring possédait une superbe terre.

Il accueillit à bras ouverts les fugitifs émigrés que nous étions et mit à notre disposition un pavillon, rendez-vous de chasse, situé aux confins de son immense parc, sur la route de Bruxelles.

C'était un bâtiment tout rond, couvert en chaume, élevé sur un perron, entouré d'un balcon enguirlandé de plantes grimpantes; le rez-de-chaussée servait d'écurie aux chevaux pendant le repos, et le haut de salle à manger pour les chasseurs. Le long des parois, faites en troncs d'arbres, d'aspect rustique, un grand et large divan régnait, un tapis, en nattes tressées, couvrait le plancher, une armoire vitrée contenait une quantité de vaisselle; il y avait plusieurs tables, dressoirs, fauteuils, et un bon poêle; de lits, point. Seulement, le marquis nous en fit porter deux grands, pour maman et Esther; mon frère et moi; Marie serait à l'aise sur le divan. On étendit un grand et lourd paravent vers le tiers du chalet, pour isoler la chambre à coucher.

Nous nous trouvâmes fort bien, nous mangions dans de fines porcelaines, nous buvions dans des verres chiffrés, et une servante du château nous apportait souvent du gibier, des légumes et des fruits.

Mais maman avait refusé tout service : elle préférait préparer elle-même le nécessaire, ne voulant pas diminuer trop vite nos ressources assez maigres, l'équipement du père avait pris la majeure partie de nos revenus, déjà bien restreints.

Un certain nombre de religieux Dominicains, émigrés, avaient rétabli un collège au village de Bornheim; maman résolut d'y envoyer mon frère, pour que ses études ne souffrissent pas trop de nos vicissitudes. Hippolyte partait

chaque matin avant le jour pour arriver en classe à 8 heures. Il avait une lieue à faire, avec son petit panier au bras, et il rentrait le soir pour souper en famille, l'étude finissait à 4 heures et demie. Naturellement, le petit faisait la route tout seul; seulement, le soir, maman allait au-devant de lui jusqu'à l'endroit où commençait le bois, c'est-à-dire à environ un quart de lieue de chez nous. Pendant son absence, nous mettions le couvert, et ma sœur aînée, qui avait près de neuf ans, surveillait la cuisson du souper, que notre mère mettait en train avant de partir.

Mon frère revenait aussi vite que ses petites jambes le permettaient, afin d'épargner des pas à maman. Il avait imaginé de chanter en marchant quand il approchait de l'endroit du rendez-vous, afin d'avertir de loin sa maman et la rassurer plus vite.

Il faisait aussi nos commissions et rapportait du village, dans le panier où le matin il emportait son dîner, les choses demandées.

Si notre tendre mère n'était pas très heureuse, nous l'étions, nous; elle ne nous montrait jamais un visage morose et elle instruisait mes sœurs et moi, tout en cousant nos habits, dans la journée. Ce temps est un des meilleurs de mon enfance, notre grande tendresse réciproque était le véritable élément de notre bonheur.

Une fois, il se passa un incident assez comique. On ne savait pas qui nous étions dans le pays, nos modestes allures nous faisaient passer pour des gens du peuple, maman n'allant jamais au château lors des réceptions et se bornant à voir nos excellents amis dans la plus stricte intimité. Notre position exigeait la plus extrême prudence.

Or donc, il arriva qu'un soir, vers cinq heures, un flot de neige se mit à tomber avec une extrême violence; en quelques instants la route fut toute blanche, et nous voilà bien inquiets. Hippolyte devait être parti du village. Justement, le pauvre petit était chargé de provisions encombrantes. Il avait à nous rapporter une pinte d'huile et un paquet de chandelles.

Maman s'enveloppa de sa mante et partit, bien résolue à aller jusqu'au village si elle ne rencontrait pas son fils. Nous restâmes tous les trois, le nez collé aux vitres, pour

ne rien voir, car l'épais rideau de flocons légers noyait toute perspective.

Maman n'alla pas bien loin, à peine au bas de la côte, où elle était forcée de s'arrêter pour enlever la neige collée à ses sabots et qui la faisait trébucher; elle entendit la petite voix chérie qui chantait tant qu'elle pouvait : *Ave maris Stella*. Bien vite elle répondit, le cœur allégé, et voilà qu'une grosse voix, à l'accent jovial, cria : « T'inquiète pas, la dame, le vlà votre « fiske », savez-vous. »

Maman se mit à rire. Hippolyte, à cheval sur les épaules d'un bon Belge, garde-chasse chez le marquis, arrivait sans encombre. L'homme continuait : « J'ai rencontré le petit à la sortie du pays, tu sais, il enfonçait jusqu'aux genoux, suait sang et eau et avait envie de pleurer; je l'ai enlevé d'une poignée, l'ai calé là où il est et vlà que tout de suite ça a mis dehors sa peine, savez-vous. »

Le brave Flamand riait, enchanté de lui.

Ils arrivèrent à la maison, où nous les accueillîmes avec des cris de joie; nous embrassions notre frère, et Sterke, le garde, m'enleva dans ses grands bras.

— Hé ! fiske, t'as pas vu les papillons blancs voler sur la route; vous savez, il me tenait le cou au chaud ton frère.

Maman avait ôté la veste d'Hippolyte et lui mettait une blouse chaude.

L'enfant tendait ses mains gourdes vers le poêle.

— Voulez-vous souper avec nous, Sterke? offrit notre mère.

— Ah ! oui, je veux, la dame, tu sais, il fait bon chez vous.

Le garde s'assit en face de notre mère, et Esther apporta le potage. Le brave homme enfournait d'immenses cuillerées, et nous le regardions, ébahis. Après le souper, nous souhaitions son départ, mais il ne démarrait pas. Il essuyait son fusil avec son mouchoir de poche et Esther donnait les assiettes à lécher à son chien.

Maman, sans se gêner, nous mit au lit, après avoir dit la prière comme toujours, puis elle proposa :

— Si vous voulez une lanterne, Sterke, la neige ne tombe plus, il faut vous en aller.

— Ben vrai, faut que je me mette dehors, la dame, on

est bien avec vous, et si tu savais comme j'ai pas envie de m'en aller.

— Oui, seulement, moi, j'ai envie de dormir, Sterke; allons, prenez votre manteau, je vais vous ouvrir la porte.

Il se leva de mauvaise grâce : « Tu sais, la dame, vous avez pas de mari pour gagner dehors votre pain; alors, moi, je pense dans mon dedans : si qu'elle voudrait que je reste tout de même, j'y ferais tout ce qu'elle souhaiterait; je suis pas un mauvais gas, tu sais. »

— Ça, je n'en doute pas, Sterke; seulement, savez-vous, mon ami, j'ai un mari que j'aime de tout mon cœur. Allons, partez, il est bien temps.

L'homme partit à regret, et souvent nous eûmes de la peine à nous en débarrasser. Il guettait autour du pavillon et nous apportait du gibier que maman avait quelque difficulté à refuser.

Cette aventure grotesque ne fut pas la seule de ce genre qui arriva à la marquise de Rumigny. Bien souvent, son charmant visage et son joyeux caractère lui valurent des offres extraordinaires, mais elle sut toujours s'en tirer avec avantage, et garda même comme amis dévoués et respectueux des gens qui avaient rêvé davantage. »

CHAPITRE II

LA BLESSURE ET LE COURAGE DU JEUNE HIPPOLYTE DE RUMIGNY. — LE CHARITABLE ANGLAIS. — LES ÉMIGRÉS A HARWICH. — CHACUN TRAVAILLE. — RETOUR AU CHATEAU ANCESTRAL. — VERS LA GUERRE.

Notre étape à Bornheim ne fut pas de longue durée : l'armée française arrivait, envahissant les Flandres. Le marquis de Maring vint nous avertir avec un profond chagrin qu'il ne jugeait pas prudent de nous donner asile plus longtemps. Il proposa de nous faire conduire à Rotterdam dans sa chaise de poste.

Maman accepta avec reconnaissance l'aide bienveillante de cet excellent ami, avec lequel nous n'avons cessé de garder les plus affectueuses relations, et, encore une fois, il fallut se mettre en route avec les trois malles. La Hollande était, croyait-on, à l'abri de l'invasion française, mais le marquis, voyant à quel point tous ces déménagements nous brisaient, conseilla à notre mère de gagner l'Angleterre, où beaucoup d'émigrés s'étaient réfugiés et trouvaient une paix relative.

En conséquence, dès notre arrivée à Rotterdam, au lieu de nous enquérir d'un logement, nous allâmes sur le port chercher un navire en partance; nous n'étions pas seuls, hélas ! ayant ce but.

En 1794, les glaces rendaient vaine la défense sur laquelle comptaient les chefs de la Hollande, l'entrée de Pichegru dans les États néerlandais chassait encore les émigrés que la fortune ne se lassait pas de confondre et de torturer.

Il faut avoir vu les misères de ces malheureuses familles, naguère riches et opulentes, pour se faire une idée exacte de ce qu'il a fallu de courage pour ne pas succomber au désespoir.

Entassés dans des barques pour arriver en Hollande, il en fallait repartir aussitôt.

Cependant, à Rotterdam, une joie nous attendait. Nous retrouvâmes là notre servante fidèle, Annette Neuville, qui, après d'incroyables périls, avait encore une fois traversé les armées pour nous rejoindre. Elle ne voulait plus nous quitter. Et de fait, elle partagea toutes nos misères, aida ma mère à gagner notre vie et à nous élever, nous l'aimions comme une parente.

Il y avait à quai un navire hollandais prêt à mettre à la voile; maman s'y présenta et obtint notre passage, non sans peine, car il était déjà fort chargé.

Il pouvait être alors 8 heures du matin, le froid avait redoublé, les hommes chargés d'embarquer les effets s'emparaient des malles. Ils les jetaient à bord, et la précipitation fut telle, qu'on put impunément isoler celle qui contenait notre petit trésor et les maigres ressources que nous avions pu arracher à la rapacité républicaine. Pour comble de malheur, au moment où on largua les amarres, Hippolyte eut le pied profondément coupé par la corde et il faillit tomber à la mer.

Il s'évanouit. Annette le prit sur elle, pendant que maman essayait de trouver de quoi panser l'horrible blessure qui saignait abondamment. Un passager anglais vit sa détresse : il fouilla dans son porte-manteau et lui donna du linge et un alcoolat propre à faire cicatriser une plaie, puis il se retira discrètement.

Les vagues étaient houleuses; le mal de mer terrassa ma pauvre bonne; ensuite, maman, malgré la lutte qu'elle essayait de soutenir, fléchit à son tour. Esther, nullement atteinte, pas plus que Marie et moi, veillait sur nous tous avec le courage et l'adresse qu'elle mit en œuvre toute sa vie.

Nous finîmes par arriver à Harwich, dans le comté d'Essex, à bout de forces. Le coup de grâce pour maman fut de constater la perte de ses bagages. On lui rendit une seule malle, sur laquelle, brisée, elle s'assit devant le port, avec nous autour d'elle et Annette qui portait mon frère.

Que devenir? Où aller? sans ressources en pays inconnu.

Ce fut la seule fois que je vis sangloter notre mère. Elle pleurait à fendre l'âme.

Mais la Providence veillait... Des valets d'un hôtel voisin vinrent nous prendre, ainsi que notre unique caisse, et nous conduisirent dans un confortable appartement bien chauffé.

Maman s'adressa, toute surprise, à la maîtresse de l'auberge :

— Je ne pourrai pas vous payer ces belles chambres, dit-elle; donnez-m'en de plus modestes.

— Non, Madame, répondit cette femme. Elles sont à vous.

— Je vous répète que je n'ai pas d'argent.

— Tout est payé, Madame, et pour le temps que vous voudrez; c'est par ordre que je vous ai logés ici.

La marquise de Rumigny ne comprenait rien à cette largesse, mais Annette lui montra par la fenêtre un homme qui s'éloignait discrètement, comme déjà il l'avait fait sur le bateau

— Oui, dit alors l'hôtesse, c'est ce lord qui, témoin de votre douloureuse situation, a voulu l'alléger. Il m'a donné tout l'argent nécessaire afin de pourvoir à votre dépense et à celle de vos enfants. Soyez donc en paix.

Nous ignorâmes longtemps le nom de notre bienfaiteur, qui s'abstint avec une grande délicatesse de venir nous visiter. Bien souvent, d'ailleurs, les Anglais aidèrent les émigrés français, et, nous pouvons le dire, ce peuple hospitalier se montra toujours l'ami des exilés, aussi bien des Princes que des autres.

Après quelques semaines de repos, dont nous avions le plus grand besoin, nous allâmes vivre dans un humble cottage. D'autres émigrés y avaient déjà loué des chambres, et, dans une misère commune, on s'aidait de tout son pouvoir.

Chacun essayait de travailler pour vivre. Maman, qui brodait à merveille, tenait l'aiguille sans relâche et parvenait par ce moyen à être rétribuée d'environ une livre sterling par semaine. Annette Neuville, outre notre petit ménage, tricotait de grosses chaussettes de laine pour les vendre aux marins. Esther allait chaque jour passer deux

heures dans une famille, où elle parlait français avec des enfants. On lui donnait le lunch et bien des petites choses en nature, telles que pudding et confitures qu'elle rapportait chez nous, ces gens ayant un commerce de denrées.

Maman, sans quitter sa broderie, nous instruisait, Marie et moi. Hippolyte allait à l'école chez un prêtre émigré, qui avait fondé une pension où il parlait latin aux jeunes Anglais. Mais ma bien-aimée mère, qui ne se plaignait jamais, se fatiguait beaucoup; sa santé, d'ailleurs, ne s'en remit jamais et elle mourut en 1810, enlevée à notre amour. Ce fut pour nous une douleur que ni le temps ni l'âge ne purent jamais calmer.

Mais n'anticipons pas. En revivant mes souvenirs, je revois l'exquise créature, et c'est encore un peu d'adoucissement à mon inaltérable chagrin.

Les soirs, entre émigrés, on se réunissait afin de profiter du même feu et de la même chandelle. Bien que très misérables, on causait entre soi, allégés par un peu d'oubli. Ma mère savait charmer par sa conversation. Son charmant visage, au-dessus de l'abat-jour de la lampe, restait dans l'ombre tandis que ses doigts agiles s'activaient à la broderie. Presque toujours, c'était chez nous qu'on veillait, parce que à cause de nous, enfants, elle ne pouvait sortir pour aller chez les voisins. Il venait alors M. de Noinville, dont, plus tard, ma sœur Esther épousa le neveu : il sculptait curieusement des pipes de bruyère. Il venait aussi l'abbé de Martini, qui, n'ayant le moyen d'acheter aucune matière première, ramassait où il pouvait tous les os possibles et fabriquait des porte-plumes des coupe-papier, de petites boîtes, objets de bazar, qui se vendaient quand même. La vieille Mme de Portefeu, dont le mari avait été tué devant elle à Nantes, sur la place du Bouffay, à l'âge de quatre-vingts ans composait avec du carton des boîtes de baptême, sur lesquelles, grâce à deux paires de lunettes l'une sur l'autre, elle traçait de fines et jolies aquarelles. Javotte, sa petite-fille, tissait des tapisseries anciennes. Ces visiteurs étaient les habitués, les plus proches voisins. Quand le temps était beau, il se joignait au groupe fidèle deux ou trois exilés dont le logement était éloigné.

Pendant ce cercle, on contait des nouvelles, vraies, fausses, contradictoires, désespérantes la plupart du temps. Tous n'avaient qu'un désir : pouvoir aller jusqu'au Roi, qu'on savait à Hartwel, après le sanglant affront que lui avait fait le tsar, à Mittau.

Un de nos prêtres disait la messe, le dimanche, dans le salon d'une dame anglaise catholique. Mon frère la répondait et Esther décorait les vases de l'autel avec ce qu'elle pouvait découvrir de fleurs. Pour l'aider, il y avait la jeune Yolande de C., âgée de quinze ans, dont la santé ne pouvait se remettre de l'émotion éprouvée lors de la fuite; ses mains tremblaient continuellement, et le moindre bruit inusité la jetait dans des crises de nerfs effrayantes.

Nous passâmes quatre ans en Angleterre, vivant de privations et de travail, soutenus par la foi et toujours encouragés par notre vaillante mère. Enfin, en 1798, nous pûmes revoir le sol natal.

Nos biens avaient été vendus, notre fortune n'existait plus; nous fîmes toutes les démarches imaginables pour racheter Rumigny et quelques pièces de terre avec l'argent que ma grand'mère, la douairière de Rumigny, possédait encore. C'était bien peu; cependant, grande fut notre joie quand nous nous retrouvâmes chez nous. Les meubles, les tableaux, les souvenirs précieux avaient disparu; le bon Riotour s'était fait tuer en défendant le bien de ses maîtres, et sa femme, paralysée, végétait, logée dans la maison du concierge. Enfin, en 1800, notre père reparut au milieu de nous.

En 1805, mon frère fut admis par le prince de Talleyrand au ministère des Affaires étrangères. Il commença dès lors la remarquable carrière politique qu'il poursuivit toute sa vie. Son habileté diplomatique, sa loyauté, ont fait époque dans le monde d'alors. Il garda cette brillante situation sous les divers gouvernements qui se succédèrent en France. Louis-Philippe le nomma ambassadeur, et c'est lui qui eut l'honneur de représenter le roi au mariage de ses enfants en Espagne et en Belgique. Mon frère, toujours tendre et bon, se maria par amour et eut trois filles : l'une mariée au comte de Sercey; l'autre au marquis de Beauvoir, et la troisième au frère du duc d'Ursel, en Belgique.

L'année 1805 vit aussi mon départ de la maison.

J'entrai au service — j'avais seize ans — et fus envoyé à l'École de Fontainebleau, où je commençai le dur apprentissage du métier que j'accomplis pendant quarante-sept ans sans interruption. Fontainebleau était alors la seule école militaire de France. Son régime ne pouvait certes être taxé de mollesse, le général Bellavesne nous imposait une rigoureuse discipline, afin de préparer pour la guerre une pépinière d'officiers qui est restée célèbre et qui a contribué au succès de nos armes dans les campagnes les plus glorieuses de l'Empire.

La nourriture, plus que frugale, les corvées, quelquefois pénibles pour des jeunes gens de famille, rompaient le corps et façonnaient l'esprit aux privations que les guerres d'alors imposaient à l'armée.

Le régime était tout militaire et, au contraire de ce qui se pratique aujourd'hui, c'était alors le point important poursuivi, et il en résultait que le but de Napoléon était parfaitement atteint.

Les chefs de l'école étaient d'anciens et braves soldats de la garde impériale, tous ayant de beaux services de guerre, et ils n'épargnaient aux élèves aucune fatigue.

On se levait avec le jour, on nettoyait la chambrée, on faisait son lit, on astiquait du haut en bas la caserne, on allait à l'exercice, à la manœuvre, à l'étude, on mangeait à la gamelle commune la soupe et les vivres que les hommes de corvée allaient chercher à l'économat.

Enfin, les soldats de l'armée qui parvenaient à entrer à l'École trouvaient que dans les régiments la vie était plus douce.

L'Empereur aimait à passer en revue les bataillons de l'École, et à Paris, en 1805, l'année d'Austerlitz, ce fut un élève sergent-major qui commanda la manœuvre, place du Carrousel. Le succès obtenu devant tous les maréchaux et la garde donna une grande réputation à l'École militaire : dès lors, elle fournit à l'armée des officiers d'avenir.

Lorsqu'en 1808, on transféra l'école à Saint-Cyr et que l'on eut créé l'école de cavalerie à Saint-Germain, les élèves devinrent plus instruits peut-être dans les mathématiques, la littérature, mais l'esprit militaire y perdit

un peu, et les jeunes officiers, en arrivant dans l'armée, eurent plus de peine à s'y faire.

Les premiers élèves durent, au commencement, être prêts à lutter contre la jalousie et le mauvais vouloir des anciens des corps. Plus tard, et à mesure que la proportion en augmentait dans l'armée, ceux qui arrivaient s'étonnaient d'apprendre le nombre de coups d'épée échangés entre leurs devanciers et les officiers sortis, comme on disait alors, de l'école... de bataillon. Quant à moi, je pense qu'une bonne armée est celle où le nombre des élèves admis dans les régiments est dans la proportion de un sur huit. Ils apportent en général un point d'honneur plus sévère, plus de politesse, une instruction plus solide, et ils donnent aux régiments une force d'impulsion et un esprit d'initiative, plus rares dans les corps où tous les officiers sortent du rang.

J'arrivai à l'armée au mois d'octobre 1806, j'avais dix-sept ans, j'aimais mon métier, j'avais une ardeur juvénile; la victoire d'Austerlitz m'enthousiasmait, et c'est presque avec regret que je croyais la guerre terminée.

On pouvait cependant voir poindre déjà une nouvelle cause de querelle dans l'attitude de la Prusse. Son armée était dans l'effervescence de sa haine contre la France, elle était impatiente de venger l'affront reçu dans la campagne de 1794, et les chansons moqueuses des soldats français sur l'effet des raisins de la Champagne piquaient au vif les jeunes officiers. L'insolence de ceux de Berlin était arrivée à son paroxysme. Glorieux des souvenirs du grand Frédéric et de la défaite des Français à Rosbach, ils croyaient de leur honneur d'effacer nos récents succès.

L'expérience du fait ne sert jamais aux nations, l'orgueil n'a pas d'oreilles pour entendre, ni d'yeux pour voir; il faut que le malheur écrase un peuple pour lui ouvrir l'entendement.

La Prusse, par sa neutralité, avait acquis tout ce que les peuples qui l'entouraient avaient perdu depuis 1793.

Sa réputation guerrière était intacte, on regardait son armée comme la meilleure après l'armée française.

La renommée de sa discipline, de son instruction, de

son inébranlable solidité, était pompeusement vantée et on était convaincu qu'elle seule pouvait lutter contre les légions françaises.

L'ombre de Frédéric la couvrait comme une égide !

La jeunesse prussienne ne manquait aucune occasion de témoigner son envie d'essayer ses forces contre nous.

CHAPITRE III

IENA — FRIEDLAND

Avant de poursuivre ce chapitre des « Souvenirs », il ne sera peut-être pas hors de propos de retracer les grandes lignes de la campagne de 1806, qui s'ouvre victorieusement à Iéna, s'achève triomphalement à Friedland, et que consacre le traité de Tilsitt, en 1807.

La Prusse, soutenue par la Russie, débuta par un ultimatum enjoignant à Napoléon de se replier en arrière du Rhin. En même temps, le roi Frédéric-Guillaume, malgré son indécision naturelle, ordonnait l'offensive. Ses deux généraux, Hohenlohe et Brunswick, se mettaient en marche, dans le but de tourner et d'anéantir la gauche des Français.

Napoléon les prévint, par une action symétriquement inverse contre leur gauche à eux-mêmes. Il avait la supériorité numérique.

Les opérations commencèrent par la victoire de Lannes à Saalfeld, où le prince Louis de Prusse fut tué. Le 13 octobre, Napoléon était à Iéna, en face du prince de Hohenlohe, tandis que le maréchal Davoust, que devait rallier Bernadotte, quittait Naumbourg et s'emparait des défilés de Kösen avant l'ennemi, dont la masse principale était devant lui, à Auerstaedt, sous le commandement de Brunswick. On le voit, les deux armées, séparées par la Saale, avaient pris la place l'une de l'autre, les Français tournant le dos à la Prusse et les Prussiens à la France.

L'Empereur n'eut pas de peine à écraser Hohenlohe à Iéna. Dans la nuit, il avait fait construire, au Landgrafenberg, hauteur dominant le plateau au delà de la Saale, une route d'accès, qui lui permit, le 14 octobre au matin, de présenter, au lever du brouillard, aux yeux des Prussiens stupéfaits, son armée, rangée en bataille et s'ébranlant pour l'attaque.

Davoust, que Bernadotte n'avait pas rejoint (par une criminelle jalousie professionnelle), attaquait, le même jour, les cinq corps d'armée de Brunswick, auquel pourtant il

n'avait à opposer que les trois divisions de son corps d'armée, les immortelles divisions Gudin, Friant, Morand, et mettait l'ennemi en complète déroute.

Les fuyards d'Auerstaedt, se repliant par la route de Weimar, s'y heurtèrent aux troupes débandées venant d'Iéna. Ce fut un désastre sans précédent !

La poursuite qui succéda à ces deux sanglantes rencontres fut un chef-d'œuvre d'habileté de conception et de rapidité foudroyante. Le récit du général de Rumigny en donne un vivant aperçu. L'ordre était de ne s'arrêter qu'au bout de la Prusse, quand on aurait pris tous les corps ennemis, tous les chefs d'armée, toutes les places fortes. Et, tandis que l'Empereur faisait une entrée grandiose à Berlin, l'invraisemblable programme était exécuté de point en point. Les poursuivants laissaient bien sur les chemins la moitié de leurs effectifs; mais enfin, on arrivait ! C'est ainsi qu'on put faire prisonniers d'abord Hohenlohe, puis en dernier lieu l'énergique Blücher. Celui-ci ne devait pas oublier une aussi cruelle leçon. Le 4 juillet 1815, il écrivait de Meudon à la feld-maréchale Blücher ces lignes caractéristiques : « Paris est en mon pouvoir... C'est à la bravoure incroyable de nos troupes, ainsi qu'à ma volonté de fer, que ce triomphe est dû. Les observations, les lamentations sur l'épuisement des troupes n'ont pas manqué de pleuvoir autour de moi; mais je suis resté sourd à tout. Je savais par expérience qu'on doit et ne peut recueillir tous les fruits d'une victoire qu'en poursuivant le vaincu sans trêve ni répit. »

Il serait trop long d'exposer les péripéties de cette guerre, c'est-à-dire les opérations de 1807 contre les Russes. Les deux événements saillants sont Eylau (8 février 1807) et Friedland (14 juin).

Eylau fut une victoire où les résultats ne répondirent pas au sang versé. Les Russes avaient 400 bouches à feu; l'Empereur seulement la moitié. Cette circonstance ainsi que la tempête de neige qui retarda l'intervention des corps Davoust et Ney rendirent la lutte longtemps indécise. Enfin, le champ de bataille nous resta. Mais quelle boucherie ! Le 9 au matin, l'Empereur parcourut l'affreux charnier. Dans son bulletin, il lui échappe la phrase suivante : « Qu'on se figure, sur un espace d'une lieue carrée, neuf ou dix mille cadavres, quatre ou cinq mille chevaux tués, des lignes de sacs russes, des débris de fusils, de sabres, la terre couverte de boulets, d'obus, de munitions, vingt-quatre pièces de

canon auprès desquelles on voyait les cadavres des conducteurs tués au moment où ils faisaient des efforts pour les enlever; tout cela avait plus de relief sur un fond de neige... Ce spectacle est fait pour inspirer aux princes l'amour de la paix et l'horreur de la guerre. » Et Ney s'écriait de son côté : « Quel massacre ! et sans résultat ! »

Le 26 mai, le maréchal Lefebvre faisait capituler Dantzig. Pendant le siège, Lefebvre avait paru troublé par les critiques de jeunes officiers de son entourage. Napoléon lui répondit en ces termes : « Je vous croyais plus de caractère et d'opinion... Prenez le Hagelsberg, et vous verrez avec quelle rapidité la place tombera !... Chassez de chez vous à coups de pied au... (le mot y est) tous ces petits critiqueurs... Faites briser les palissades et donner l'assaut. Ne prenez conseil que de Chasseloup et de La Riboisière (1). »

Friedland, au contraire d'Eylau, fut une victoire bien napoléonienne et couronna justement une stratégie admirable. Elle ne fut sanglante que pour les Russes.

L'Empereur n'avait pas réussi à chasser le général russe Benningsen de sa forte position d'Heilsberg. Il menaça alors sa ligne de retraite en appuyant sur Kœnigsberg. Benningsen, en effet, qui avait dans la place ses grands magasins, se laissa intimider et décampa pour s'en rapprocher. Mais pour y parvenir, il lui fallait se transporter sur la rive gauche de l'Alle en franchissant l'unique passage du pont de Friedland, opération éminemment périlleuse si l'on ne prévenait les Français. On arriva au pont avant eux et la traversée s'effectua. Les maréchaux Lannes et Mortier accoururent, mais ne purent que retarder de leur mieux le développement de l'armée russe dans les plaines de la rive gauche.

Cette faute de Benningsen, Napoléon l'avait prévue; mais il n'osait encore y compter formellement. Lorsque, débouchant d'Eylau à la tête de l'armée, il apprit la nouvelle, et qu'il fut sûr d'avoir encore une fois imposé à l'ennemi une manœuvre désastreuse, il fut saisi d'un transport de joie : « Allons, dit-il, voilà un jour heureux, l'anniversaire de Marengo ! Et je vais battre les Russes comme j'ai battu les Autrichiens ! »

En effet, cette bataille de Friedland, livrée par les Russes

(1) Deux hommes de premier ordre, Chasseloup-Laubat, appartenant à l'arme du génie; Lariboisière, le véritable créateur de l'artillerie de l'époque.

avec une rivière à dos, consomma leur perte et termina la guerre.

On va retrouver le développement des événements ci-dessus dans la relation du général de Rumigny.

Reprise du texte du général de Rumigny.

Le malheur de la Prusse était d'avoir à la tête de ses armées des jeunes princes qui encourageaient l'esprit de forfanterie militaire.

Parmi eux se trouvait un prince accompli, que les grâces de sa personne, le prestige de ses talents, unis à ses idées chevaleresques, rendaient l'objet de l'admiration nationale. C'était le prince Louis, neveu du Roi, l'enfant gâté de la cour et du peuple. Il était l'Achille du Nord sans en avoir l'invulnérabilité.

Dans toutes les fêtes de la jeunesse, le prince Louis exaltait la fibre patriotique, toutes ses paroles attisaient le feu qui couvait, et j'ai entendu raconter, par l'un de ses amis, qu'il mettait le sang en ébullition chaque fois qu'il parlait de la guerre contre la France.

Le Roi était sage; il luttait contre cette tendance. Mais il fut entraîné malgré lui et de plus subjugué par les charmes de la Reine de Prusse qui, poussée par la fatalité, partageait les erreurs de l'esprit qui régnait. Ces idées étaient encore dominantes en Prusse au commencement des hostilités.

Le prince de Hohenlohe, qui commandait un corps prussien, vint au mois d'août 1806 dans le Wurtemberg et, profitant de l'obligeance du général de division Gudin, il assista à une revue des 7e léger, 12e, 21e, 25e et 85e de ligne, dans les environs de Heilbronn. Il fut étonné de la belle tenue des troupes; mais comme il aperçut quelque mobilité dans les rangs, il dit au général Gudin :

« C'est beau; mais si vous voyiez nos Prussiens, c'est bien autre chose ! » Et à ses officiers il dit : « Ces troupes-là ne pourraient jamais résister aux troupes prussiennes. »

Quelques jours après, il était défait, abîmé, vaincu par ces mêmes troupes qu'il regardait d'un air si dédaigneux. L'armée prussienne était belle de tenue et de science; mais elle était amollie par une longue paix. Le coup de tonnerre qui la frappa à Iéna en quelques heures la remplit d'une telle terreur, que, le lendemain de la bataille, des corps d'armée se rendaient presque sans combattre. Un très petit nombre resta inébranlable.

Un fait curieux à noter est, qu'en Prusse, l'armée était peu populaire, au point que, lorsque la nouvelle de la défaite arriva à Berlin, beaucoup de gens disaient : « Leur insolence mérite les malheurs qu'ils éprouvent. »

A cette époque, il se passait des choses graves qui entretenaient en Prusse l'animosité entre les éléments militaire et civil. L'état militaire était tout; le reste, même la magistrature, était regardé comme d'essence inférieure.

Parmi les faits qu'on nous racontait à Berlin en 1807, on peut citer celui-ci à l'appui de l'animosité de l'élément civil :

Une jeune dame passait avec des amies sur la place où se tient la parade. Un jeune officier fit le pari d'aller l'embrasser. Et il eut l'insolence d'exécuter de vive force cette folle entreprise, malgré les cris et les menaces des témoins.

Mille traits de ce genre avaient occasionné une violente antipathie entre les Prussiens et leur armée. La rude leçon d'Iéna ne fit donc que peu d'effet sur la nation, et, sans les terribles conséquences qui accablèrent la malheureuse Prusse, il n'y aurait eu que des regrets partiels et non cette haine invétérée aux jours de nos revers.

La défaite des Prussiens à Iéna fut complétée par le corps du maréchal Davoust, dans lequel j'ai servi longtemps.

L'Empereur lui donne l'ordre de passer par Naumbourg et de tourner l'aile des Prussiens.

Le Prince (1) avait sous ses ordres trois belles divisions

(1) C'est par inadvertance que, par anticipation, l'auteur qualifie ci-dessus Davoust de « Prince ». En effet, après sa prestigieuse victoire d'Auerstædt, en 1806, Davoust fut nommé Duc d'Auerstædt. Ce n'est que pendant la campagne de 1809 que l'Empereur le fit Prince d'Eckmühl.

commandées par trois officiers généraux du plus grand mérite, qui tous étaient capables de commander en chef :

Pour la 1re, Morand;

Pour la 2e, Friant;

Pour la 3e, Gudin.

Le mouvement était hardi et décisif, mais il ne fallait rien moins que ces intrépides divisions pour résister à toutes les forces qui allaient les assaillir à Auerstædt. Les ennemis se trouvaient en présence le 13, à 8 heures du soir. Nos troupes avaient quitté les cantonnements depuis peu de temps, elles n'avaient enduré aucune grande fatigue. Hommes et chevaux étaient frais et dispos.

Frédéric le Grand disait que, pour tirer tout le parti possible de la cavalerie, il fallait la mettre pendant dix années dans une boîte à coton pour s'en servir pendant une demi-heure. C'était presque le cas depuis 1805. Cette fois, on pouvait prévoir une bataille rude où la victoire serait chèrement achetée.

Le génie de l'Empereur avait diminué la moitié des difficultés par la direction donnée à la marche du 3e corps (Davoust). Elle menaçait le point de retraite des Prussiens. Ils s'en aperçurent trop tard et en éprouvèrent les craintes les plus justes.

Le 14 à 6 heures, les armées étaient en ligne, un brouillard épais, signe d'un beau jour d'automne, empêchait les troupes de se voir, et, lorsque vers 8 heures le soleil eut dissipé cette obscurité, les deux armées se virent face à face et le canon gronda d'un bout à l'autre de la ligne. Le combat devenait de plus en plus rude et rien ne se décidait encore à Iéna, lorsque le canon du 3e corps se fit entendre d'Auerstædt. Pour l'Empereur, c'était le canon de la victoire, et le duc de Brunswick put voir l'effroi gagner son état-major. Le Prince d'Eckmühl (1) eut quelque peine à mettre ses trois divisions en ligne. Le mauvais état des routes ralentit toujours la marche des corps tournants, et ici les défilés qui se présentaient étaient des obstacles difficiles.

Néanmoins, les généraux prussiens finirent par com-

(1) Davoust ne portait pas encore ce titre, qu'il gagna en 1809, à Eckmühl, ainsi qu'il a été dit.

prendre le danger, et ils s'efforcèrent aussitôt d'y remédier en lançant des corps nombreux contre le 3e corps. Leurs efforts furent héroïques, mais se brisèrent contre l'énergie des envahisseurs. Les Prussiens chargèrent avec tous leurs cuirassiers contre nos carrés, qui furent inébranlables. Un seul bataillon du 85e fut entamé au moment où il formait son carré; quelques soldats furent sabrés.

Les cuirassiers prussiens montrèrent une grande bravoure, plusieurs moururent sous les baïonnettes du premier rang. Malgré l'élan de cette belle cavalerie, il lui fallut sonner la retraite. Celle-ci devint une affreuse déroute à laquelle la mort du duc de Brunswick vint mettre le comble.

L'activité de la poursuite organisée par Napoléon doubla les pertes de l'armée prussienne; le lendemain, on trouvait des corps d'armée errants, sans direction certaine. Tous tombèrent en peu de temps au pouvoir des Français avec les garnisons des places fortes, qui n'opposaient d'ailleurs aucune résistance.

Les places étaient confiées en Allemagne à de vieux officiers dont l'énergie était usée, et très peu osèrent affronter les premiers coups de canon. Murat, avec la cavalerie, donnait une chasse sans relâche aux arrière-gardes ennemies. Il entra bientôt à Berlin, tandis que les places dépassées par lui s'empressaient de capituler. Il en résulta que l'armée française arriva sur la ligne de l'Oder moins d'un mois après être entrée en campagne.

Le nombre des prisonniers, des drapeaux, des canons enlevés à l'ennemi, était énorme.

CHAPITRE IV

ÉLÉGANCE DES SOLDATS FRANÇAIS. — NAPOLÉON ACCUEILLI AVEC JOIE EN POLOGNE. — L'ARMÉE REGRETTE LA PLANTUREUSE ALLEMAGNE. — MISÈRE DES POLONAIS. — LES SOLDATS ET LES CHEVAUX MANQUENT DE TOUT. — PROFONDE DÉTRESSE. — LES FONDRIÈRES.

Quelques corps français traversèrent Berlin sans s'y arrêter, mais ce qui frappa les habitants, c'était la coquetterie de nos soldats. Avant d'arriver dans la capitale, on ordonnait, suivant l'usage, de se mettre en grande tenue, et, comme la pluie mouillait les rues, les Berlinoises remarquaient que les soldats passaient sur la pointe des pieds pour éviter les flaques d'eau et pour ne pas crotter leurs guêtres noires. Cette imprévue recherche de propreté, après des fatigues inouïes, étonnait et amusait spectateurs et spectatrices.

Lorsque l'armée passa à Berlin, elle se flattait de l'espérance de la paix. L'hiver était venu. Les routes boueuses commençaient à devenir d'un parcours pénible. Les bivouacs étaient durs à supporter. On n'était cependant pas au bout de ses peines ni de ses succès. La gaieté intarissable des hommes rendait d'ailleurs le mal moins grand que pour d'autres nations; mais les chevaux commençaient à manquer, et les maladies causées par une constante humidité occasionnaient des diminutions énormes dans les escadrons.

On arriva devant Custrin (1) par un temps horrible. Cette forteresse, assise entre deux rivières, l'Oder et la Wartha, est la limite des défenses de la Prusse du côté de la

(1) Belle et forte ville du Brandebourg, sur l'Oder et à sept lieues de Francfort.

Pologne. Tout le monde s'attendait à un long siège. C'était à qui n'en ferait pas partie en raison de l'ennui qu'on y attendait. Mais le gouverneur ne se crut pas en sûreté derrière les marais qui l'entouraient. Il rendit une place qui eût été bien difficile à prendre, et l'armée passa l'Oder !

Stettin et les places du Sud firent comme Custrin, elles se rendirent après une défense de peu d'heures. La cavalerie de Stettin n'était composée que de quelques escadrons ; le général Lasalle (je crois) menaça de bombarder la ville ; il parla haut et fort. La capitulation fut signée rapidement. Blücher s'était rendu à Travemunde après un court combat contre le Prince de Ponte-Corvo (Bernadotte).

Finalement il fut pris.

Jamais une plus brillante victoire ne fut suivie de plus admirables résultats. La Prusse, ce pays au corps de guêpe, se trouva tronçonnée jusqu'à l'Oder. Le Roi de Prusse, le seul sage de son pays, avait été réduit à gagner les deux états de la Baltique. Il était à Kœnigsberg, appelant à son secours la Russie et son jeune et bel Empereur.

Une seconde phase se présentait pour Napoléon. Il n'hésita pas, et l'armée fut poussée vers la Pologne. Il faut avoir fait partie des corps qui passèrent l'Oder pour savoir quel enthousiasme saisit les Polonais. Jamais peuple ne fut plus propre à la guerre. Un cavalier levé aujourd'hui est bon au combat dans le mois suivant. Né pour combattre à cheval, il paraît apte à être mené à l'ennemi dès qu'il a reçu la lance, son arme favorite.

Avant d'être arrivés à Posen, les Français voyaient dans leurs rangs de braves cavaliers, et les légions polonaises se recrutaient avec une rapidité remarquable. L'aspect du pays ne causait pas aux Français une joie égale. Les frontières du côté de la Prusse ont été ravagées par tant de guerres et tant de destructions que c'est pitié de voir la misère des habitants. La dernière levée de boucliers de Kosciusko en 1792 avait achevé la ruine du pays, et les privations commençaient avec l'entrée en Pologne.

Jusqu'à Posen on ne retrouve que de très petites villes et on regrette les bivouacs plantureux de l'Allemagne.

Les pauvres paysans n'avaient que le strict nécessaire,

et les bestiaux, petits et maigres, étaient une mince ressource pour des estomacs affamés. Là, tout diminue de volume, les chevaux eux-mêmes sont d'une petitesse qui excite le rire. Un cheval se dit en polonais Kou, des chevaux : Konia. Les Konias devinrent le sujet des plaisanteries. Les méridionaux, surtout, les Gascons, les appelaient Kocaces, et tous voulaient en avoir pour porter leurs bagages. Il fallut sévir contre cette manie du fantassin.

Les Russes ne paraissaient pas encore. Quant aux Prussiens, ils avaient gagné à tire-d'aile Dantzig et les bords de la Vistule. L'armée était électrisée par les succès; sa confiance dans son chef dépassait tout ce que l'on peut imaginer. Il n'entrait pas alors dans l'esprit des soldats et des officiers que l'on pût éprouver le moindre échec, et l'on abordait l'ennemi sans concevoir la pensée d'une résistance possible.

L'armée russe elle-même, toute brave et bonne qu'elle pût être, ne causait pas le moindre effroi. On traversa donc la Pologne avec la conviction du triomphe, et les affreux combats de Pulstusk et du Bug, dans le mois de novembre, n'étaient que des stimulants et des occasions de montrer son courage. J'étais au 11e dragons. Je fus détaché au grand quartier général, où je fis un service d'autant plus pénible que le manque de cavalerie empêchait que j'eusse un ordonnance, j'étais donc obligé de panser mon cheval. Le froid excessif, les dégels qui le suivaient, causaient de terribles pertes à l'armée victorieuse. Les régiments fondaient de jour en jour. Nombre de chevaux étaient blessés par les selles qu'ils ne quittaient ni jour ni nuit. Mais surtout l'absence de vivres sains les faisait périr par centaines. Les hommes n'étaient pas plus favorisés. Les hôpitaux, créés à la hâte sans les ressources nécessaires, étaient encombrés, à peine les ambulances pouvaient-elles suffire au pansement des blessés. Pour comble de malheur, la terre glaiseuse de quelques parties offrait des obstacles que nulle force ne pouvait vaincre, et l'on a vu des pièces de canon, enfoncées jusqu'au moyeu, rester piquées dans la boue sans que les attelages triplés, décuplés, parvinssent à autre chose qu'à briser les cordes qu'on y mettait.

Les pauvres chevaux d'un obusier de 24 restèrent

enlisés pendant une nuit sans qu'il fût possible de les arracher, avant le jour, de la boue glaciale où ils étaient aussi solidement implantés que s'ils avaient eu des racines.

Le maréchal duc de Trévise (1) eut des hommes perdus dans la boue dans les circonstances suivantes : Des soldats dans les environs de Pulstusk voulurent prendre un raccourci à travers une plaine qui paraissait parfaitement sèche. Les premiers passèrent sans obstacle, mais tout à coup le terrain s'humecta et un soldat à cheval s'enfonça sans qu'il fût possible de lui porter secours, car tous ceux qui mettaient le pied dans cette boue y restaient. Alors un Polonais cria à ceux qui étaient déjà engagés dans les fondrières et dont les chevaux avaient les jambes déjà prises : « Jetez-vous à terre et revenez en vous roulant sur vous-mêmes tout de votre long. »

Ils le firent et, grâce à ce moyen, furent sauvés; mais les bêtes furent perdues.

(1) Mortier.

CHAPITRE V

VARSOVIE. — SCHILL LE PARTISAN. — LE BON CŒUR DES POLONAIS ENVERS LEURS ENNEMIS. — COUP D'ŒIL SUR LE PAYS. — HOMMES ET CHEVAUX S'ENLISENT DANS LES MARAIS. — LA COUTEUSE VICTOIRE D'EYLAU. — ESCARMOUCHES ET TRAHISONS.

Cependant les têtes de colonne s'avançaient sur Varsovie. La route, ouverte et sans défense, permettait de se porter rapidement sur cette capitale remplie de mécontents et de peuple qui redemandaient une patrie. A chaque heure il arrivait des gentilshommes armés, suivis de leurs paysans qui brûlaient de venger les massacres des faubourgs de Prague et le honteux partage de leur pays. L'Empereur poussait ses légions en avant, et enfin les Polonais pouvaient faire entendre le cri de la vengeance et de la liberté !

L'entrée à Varsovie fut un triomphe. Dans toutes les rues, Napoléon fut accueilli en libérateur.

Pendant ce temps, le corps du maréchal Lefèvre investissait la ville de Dantzig, les autres corps se dirigeaient vers Thorn et envahissaient les bords de la Vistule. Il ne restait plus de troupes prussiennes dans l'espace compris entre l'Elbe et la Vistule, sauf dans quelques forteresses bloquées ou en train de capituler.

Une seule protestation contre cet envahissement se manifestait dans tout cet immense espace conquis en quelques jours :

Un lieutenant de cavalerie, appelé Schill, se mit à parcourir le pays compris entre l'Oder et Posen. A la tête de quelques cavaliers, il arrêtait les petits convois, les isolés; même il saisit un jour des chevaux de l'Empereur et fit prisonniers quelques gendarmes qui les escortaient.

Il courut ainsi jusqu'aux environs de Custrin, et il y fit

quelques prouesses sur la route stratégique de la Grande Armée.

On envoya contre lui quelques troupes et des nouvelles levées polonaises. Schill les évita, les battit quelquefois et se retira à Colomay, forteresse.

Cet officier gagna de la sorte une assez belle réputation, qu'il mérita par son activité et son intelligence de la guerre de partisan.

A Varsovie, l'Empereur organisa tous les services. Il se multipliait pour remettre en ordre tout ce qu'une marche aussi longue et aussi forcée avait apporté de confusion et de souffrances. L'artillerie et la cavalerie avaient éprouvé des pertes considérables en chevaux. Il s'occupa activement des remontes.

En Pologne, les routes ne sont pas ferrées, la pierre est trop rare. Aussi, dans certaines parties, la circulation des voitures est-elle impossible. Nous y avions déjà beaucoup souffert; mais ce n'était que le prélude de ce que nous gardait l'hiver du Nord ! Après de telles marches, il eût fallu le repos, des quartiers d'hiver sains; mais le temps pressait, et l'Empereur ne voulait point donner à ses ennemis celui de se reconnaître.

Il fit donc passer la Vistule à Thorn et à Varsovie. Il s'empara du faubourg de Prague, théâtre, en 1792, des horreurs d'une boucherie générale des habitants : hommes, femmes, enfants ! Les Russes de Souwarow avaient tout égorgé, et les souvenirs en étaient encore palpitants lorsque nous arrivâmes dans cette ville.

Je dois cependant dire, à la louange des Polonais, que je les ai vus conduire des prisonniers de guerre russes sans les maltraiter et que, même, je les ai vus donner des vivres à des soldats qui avaient sans doute tué de leurs parents. Il n'y a pas de famille polonaise, pauvre ou riche, qui n'ait eu quelques-uns de ses membres massacrés par les soldats du Tzar.

A Varsovie, nous vîmes un grand élan vers nous dans toutes les classes, et nous fûmes assez bien reçus pour nous récompenser de nos peines et nous engager à en supporter d'autres.

Notre avant-garde avait rencontré les Russes, et les

combats d'avant-postes se renouvelaient sans cesse. La boue nous semblait s'étendre et s'approfondir à mesure que nous avancions. Un coup d'œil sur le pays où nous nous trouvions donnera l'explication de ces terribles fondrières où plus d'un brave a trouvé un tombeau sans gloire dans un bourbier sans fond. Les bords de la rivière du Bug et de ses affluents sont en général complètement plats et tellement peu au-dessus du niveau des eaux, qu'à la moindre crue celles-ci couvrent de grands espaces, au milieu desquels se trouvent des villages qui ne sont élevés que de quelques pieds au-dessus des inondations. Cette constitution du sol entretient des marais d'une immense étendue, qui produisent depuis des siècles des herbes et des petits bouquets de bois composés d'arbustes tendres. Toute cette végétation pourrit et finit par former des terres tourbeuses. En été, le soleil sèche leur croûte et permet de passer sans danger, si les poids ne sont pas lourds, mais lorsqu'une troupe ou un convoi veut suivre une même ligne, le terrain se creuse et la croûte solidifiée s'enfonce.

Cet état de choses a obligé de construire de grands chemins au moyen de sapins placés les uns à côté des autres, et retenus ensemble par des chevilles en bois assujetties à des madriers placés dans le sens de la longueur. Lorsqu'une voiture passe là-dessus un peu vite, elle est immanquablement couverte de boue liquide. Cet aspect montre les difficultés de l'armée engagée dans un pareil pays, en décembre 1806 et janvier 1807.

Après les affaires de Pulstusk et du Bug, où les Russes et les Français avaient montré un grand acharnement, les Russes se retirèrent. Malgré la saison, on sentit un grand soulagement lorsqu'on quitta le pays de la fange, où il fallait vingt-quatre chevaux pour traîner un obusier! Un jour, un cuirassier, voulant faire place à son chef qu'il voit venir, s'écarte d'un pied de la route, aussitôt il s'engloutit avec son cheval; et tous deux disparaissent au milieu de l'effroi des spectateurs impuissants à les secourir.

Au combat du 26 novembre, deux soldats, l'un français, l'autre russe, voulant avancer l'un contre l'autre, restèrent piqués dans la boue. Le Russe furieux tira précipitamment sur son ennemi et le manqua. Le Français prit son temps,

l'ajusta, et le Russe s'affaissa... Il fallut ensuite que le Français fît mille efforts pour arracher de la boue son adversaire. Il y serait resté avec lui, si on ne lui avait apporté une planche volée à une maison, et sur laquelle il passa sans oser emporter son sac, à cause du poids. Peu de temps après, il y eut une gelée plus intense. Au moment où l'on arriva à Eylau, la neige couvrait la terre.

La bataille d'Eylau, qui fut célébrée comme une victoire, coûta des monceaux de morts, et elle acheva de détruire la cavalerie. La cause de nos pertes énormes fut que nos corps d'armée ne purent entrer en ligne que les uns après les autres, en sorte que, les efforts des attaques russes portant simultanément sur une troupe plus faible, celle-ci était condamnée à se voir subitement arrêtée. C'est le danger du fractionnement à la guerre, où les petits paquets sont une faute, parfois difficile à éviter. Ce fut la dernière bataille livrée avant de prendre quelque repos. Les trois mois suivants furent pour nous un moment de répit et de calme forcé. La cavalerie qui restait alla en arrière de la ligne de la Passarge se refaire un peu dans la Prusse, pays fertile et bien peuplé. L'infanterie, au contraire, s'établit dans les villages qui sont situés sur les bords de la Passarge, rivière étroite et assez encaissée dans les environs de Hohenstein. Chaque jour, à la pointe de l'aurore, les cantonnements prenaient les armes, tandis que des escarmouches avaient lieu aux avant-postes.

Dans la nuit du 23 novembre, les Russes, vers minuit, avancèrent au pont qui était sur un ruisseau entre les deux armées : « Qui vive ! cria le grenadier du 12e. — France ! — Avance à l'ordre. »

L'officier russe avance, suivi de ses soldats, et d'une seule décharge le grenadier de faction est renversé avec quelques autres qui se chauffaient au bivouac. Puis les Russes s'élancent au pas de course et franchissent le pont. Au bruit de la décharge, le 12e et le 21e accourent, la baïonnette en avant. Ils parviennent à repousser les assaillants, qui cèdent le terrain. Chaque jour voyait de nouveaux combats de ce genre et les nuits étaient d'autre part très pénibles à cause du froid et de l'humidité.

L'hiver vint assez tard. Enfin les gelées raffermirent la

terre, rendant les marches moins difficiles. Le quartier général s'était mis en route. L'Empereur suivait les Russes, qui firent leur jonction avec les Prussiens. Vers la fin de janvier, on s'attendait à une bataille; malheureusement les corps d'armée cheminaient à une assez grande distance les uns des autres.

CHAPITRE VI

L'EMPEREUR ET LE JEUNE SOLDAT. — LA DYSENTERIE. — LA MARAUDE. — LA MÉTHODE DES RUSSES A LA GUERRE. — LES HOPITAUX REGORGENT DE MALADES; LES REMÈDES ET LES MÉDECINS MANQUENT. — LE BON ISRAÉLITE. — LES CAMPS FRANÇAIS. — LE MARÉCHAL NEY FAIT REPRENDRE LES HOSTILITÉS. — LES COSTUMES DE MURAT. — SA BRAVOURE. — LE PETIT CAPORAL. — DE FRIEDLAND A TILSITT; 23 HEURES DE MARCHE SANS ARRÊT. — LES KALMOUKS. — LE KNOUT.

L'Empereur avait dû, la défaite de l'armée prussienne achevée, pourvoir à toutes les nécessités. Il avait fallu occuper la Prusse, attaquer les places, mettre des garnisons, faire assiéger Dantzig par le maréchal Lefèvre, contenir les Russes sur tout le cours de la Vistule jusqu'à Varsovie.

Cette tâche surhumaine demanda à cet immense génie un travail que lui seul pouvait supporter, car lui seul était l'âme de l'armée, dont les maréchaux et leurs troupes étaient les membres, inertes sans lui.

J'avais perdu deux chevaux depuis Varsovie, l'un tué sous moi, l'autre enlisé dans la boue. J'allai trouver l'Empereur et lui demandai à passer dans l'infanterie. « Pourquoi? dit Napoléon.

— Sire, parce que ma famille est pauvre et que j'ai perdu deux chevaux depuis trois mois (1). »

L'Empereur sourit et, de son geste familier et bienveillant, il me prit le bout de l'oreille : « Dans quel régiment voulez-vous entrer? — Dans le 12e de ligne, Sire. — Pour-

(1) Les Rumigny avaient été ruinés par la Révolution.

quoi le 12e ? — Parce qu'il a perdu depuis un an un grand nombre d'officiers. »

L'Empereur sourit encore : « Vous n'êtes pas dégoûté, votre nom? — Rumigny, Sire. »

L'Empereur se tourna du côté du duc de Vicence qui était près de lui. Il lui parla à demi-voix, et le général, appelant un officier de service, lui dit : « L'Empereur accorde; faites le nécessaire. » L'Empereur fut toujours rempli de bontés pour moi. Je le vis souvent et je pus remarquer combien il était correct et poli. Il ne tutoyait pas les officiers, comme on l'a dit.

L'hiver fut signalé par d'affreuses maladies. La dysenterie épidémique attaquait les plus robustes; les vivres de mauvaise qualité, les eaux stagnantes, avaient miné les hommes affaiblis par les bivouacs, l'humidité et les fatigues. Les hôpitaux regorgeaient de malades, et bientôt la neige, dans laquelle on était sans bas avec des souliers perméables, nous causa de terribles irritations des bronches.

Dans les villages qui bordaient la Passarge, les habitants mouraient par milliers, et bientôt le manque de vivres fut cause que les soldats furent organisés en pelotons de maraude. Ils allaient à travers les champs et les bois, la baguette du fusil à la main, et ils sondaient la terre pour découvrir les silos de pommes de terre et de grains cachés par les malheureux paysans. On partageait quelquefois avec ceux-ci; mais la misère la plus profonde les atteignit bientôt.

Les Russes avaient une forte avant-garde à Passenheim, que les cosaques couvraient avec leur habileté ordinaire. Cette admirable cavalerie légère est sans cesse en mouvement. Chaque nuit ses éclaireurs se poussent en avant, de manière à serrer l'ennemi d'aussi près que possible.

Voici à peu près sa méthode. L'infanterie russe est au bivouac avec ses grand' gardes semblables aux nôtres. Au poste avancé se trouve un détachement de cosaques, ayant devant lui un poste tout entier à cheval qui n'en descend pas pendant la nuit. Ce poste, à son tour, a devant lui un réseau de vedettes, placées en général près de la route. Ces vedettes envoient pendant la nuit des cavaliers donner l'alerte aux vedettes ennemies.

Le double avantage de ce mode est qu'il est presque impossible de surprendre une avant-garde russe, à moins que l'indiscipline ou la négligence du chef ne se communique à ses subordonnés.

L'hiver de 1806 à 1807 se passa en préparatifs de la part de l'Empereur. Mais la perte en hommes fut terrible. La ville d'Hohenstein était un immense hôpital où on soignait 22.000 malades de la dysenterie. Les médecins et les remèdes manquaient. Officiers et soldats se trouvaient réduits à l'eau pannée. Je fus pris par le mal à mon tour et on m'amena dans une charrette avec huit compagnons d'infortune de grades variés. On nous déposa dans une chambre où il y avait déjà 21 officiers de la même division, celle du général Gudin, du corps du prince d'Eckmühl.

Les infirmiers, atteints du mal, cessèrent bientôt de paraître dans la chambrée, où nous étions couchés sur un peu de paille à peu près pourrie. Presque tous les officiers y mouraient. Ceux qui échappèrent furent ceux portés par les soldats de leurs régiments dans des maisons particulières en ville.

Je fus conduit chez un brave israélite qui, moyennant 20 francs, me procura une livre de riz. Il me composa avec ce riz une boisson qui me guérit. Ce juif et sa famille eurent pour moi des soins auxquels je dus promptement la santé, je ne les oublierai jamais.

Vers le mois de mars 1807, les camps furent occupés, et celui de Hohenstein, où était la division Gudin, se distingua par des arrangements et un confort remarquables.

Les paysans payèrent encore les frais de la campagne, et plus d'une baraque fut meublée aux dépens des chaumières. Ce n'était à la vérité guère qu'un emprunt, car tous rentrèrent en possession de leurs propriétés. Ces camps remirent les hommes en santé et en bonne discipline. Tous reprirent l'air martial que le manque de vêtements avait changé en mines douloureuses. Alors le maréchal Ney annonça la reprise des hostilités.

Le début fut une surprise des Russes, qui vinrent incendier nos camps, où nombre de soldats périrent. Nous nous mîmes en marche, résolus à faire payer cher à l'ennemi une pareille attaque. Nous l'atteignîmes à Heilsberg, où il fut

battu et poussé sur Friedland (1). Ce fut là une victoire éclatante qui anéantit ensemble l'armée prussienne et l'armée russe. Jamais plus beau jour n'avait éclairé un ordre plus admirable, et l'armée française s'y couvrit de gloire.

L'Empereur envoya le corps du prince d'Eckmühl sur la route de Kœnigsberg, ville attaquée par la belle division Gudin. Quelques coups de canon furent tirés de part et d'autre. Ce combat insignifiant n'eut rien de remarquable que la promenade faite autour de la ville par le prince Murat, commandant toute la cavalerie française.

Il était vêtu d'une redingote de velours vert bordée de martre zibeline. Un chapeau voyant, couvert de plumes de différentes couleurs, le faisait apercevoir de loin ; des bottes de maroquin rouge complétaient son costume théâtral.

Reconnu dès le premier moment, il fut salué par les boulets de tous les ouvrages qui tirèrent sans parvenir à lui faire hâter le pas et changer l'allure de son coursier. Ceux qui riaient du costume ridicule admiraient le courage calme du héros, au milieu de la grêle de projectiles dont il était la cible. Sa brillante valeur rendait supportable chez lui ce qui eût été plus qu'absurde chez un autre. Il portait les cheveux bouclés et longs, ainsi que les favoris très épais. Son teint un peu rouge et ses yeux animés lui donnaient un air martial qui plaisait à sa cavalerie.

L'armée à cette époque se permettait des plaisanteries qui égayaient les soldats pendant les marches. L'Empereur lui-même, qu'on appelait « le petit Caporal », n'y échappait pas. L'expression russe : « papa, klieba ! » (père, du pain !) et sa réponse « nié ou menia » (il n'y en a pas !) avaient un succès prodigieux.

Un caporal proposa un jour de mettre « Le petit Caporal » à la salle de police parce qu'il ne soignait pas l'ordinaire du soldat. Cette proposition fut acceptée avec acclamation et l'Empereur condamné à l'unanimité. Le caporal, se

(1) Benningsen ne fut pas forcé dans sa position d'Heilsberg. C'est la crainte d'être coupé de Kœnigsberg par la manœuvre tournante de Napoléon qui le décida à appuyer vers la mer.

levant avec solennité, dit : « Brise d'amour, tu es le plus crâne de la compagnie, je te charge de l'exécution du présent décret, sous peine de payer une bouteille lorsque nous serons en paix. »

Ces plaisanteries amusaient autant l'Empereur que ceux qui en étaient témoins.

Après la bataille de Friedland, l'Empereur fit pousser l'ennemi à outrance, et la division Gudin fut lancée, ainsi que le corps d'armée, à marches forcées sur Tilsitt.

Cette division marcha pendant 23 heures sans arrêter, et la tête de colonne arriva avant l'ennemi, qui fit une retraite précipitée. Ces marches forcées produisaient souvent des résultats remarquables et décisifs. Cependant, en général, si ceux contre lesquels on les dirige pouvaient voir le désordre et l'épuisement causés par une longue marche de nuit, ils en seraient moins effrayés et l'effet en serait bien amoindri; il suffirait d'opposer à ces audaces une résistance tant soit peu énergique. A peine, au bout de 20 à 23 heures de marche, reste-t-il un dixième des hommes en état de combattre avec quelque force. La puissance du besoin de sommeil est telle que le bruit le plus retentissant ne peut empêcher de dormir. La crainte de la mort ne suffit pas pour tenir éveillés certains hommes, surtout les jeunes. Ceux qui veillent encore, fatigués par la marche, ne sont plus capables que de combattre nonchalamment. Je me suis trouvé souvent dans ces situations, et j'ai remarqué que seuls les vieux soldats pouvaient résister.

Les Russes ayant repassé le Niémen, les régiments de ligne furent reportés sur la rive gauche. Dès les premiers jours de l'armistice, j'obtins la permission d'aller à Tilsitt. Je rencontrai dans la ville un officier russe qui me proposa de visiter les camps de la rive droite. Nous passâmes le fleuve avec un autre officier dans une barque conduite par le Russe.

Ses camarades nous reçurent avec une cordialité toute militaire. Après le dîner, nous parcourûmes les bivouacs. Ceux des Cosaques du Don, des Kalmouks, et des Kirguiss, attiraient spécialement notre attention. Nous vîmes les Tartares tirer l'arc et, comme ce jeu est en usage dans le nord de Paris, je surpris les Kirguiss en tirant avec une

certaine adresse les flèches qu'ils me donnaient. Le but était un bonnet piqué sur une lance à une distance de soixante pas. Les Tartares ne revenaient pas de leur étonnement de trouver en moi un rival.

Les Cosaques chantaient des airs nationaux doux et plaintifs. Ils étaient assis sur leurs talons, en cercle autour d'une marmite remplie de cette mauvaise eau-de-vie de grain que l'on appelle schnaps en allemand. La quantité d'alcool qu'un cosaque peut supporter est énorme. Un aubergiste me dit que quatre cosaques avaient bu pour un ducat de schnaps, soit plus de vingt bouteilles. Il exagérait un peu !

La discipline envers les Tartares est très sévère. A la moindre faute, on les roue de coups de knout, espèce de fouet formé d'un nerf de bœuf attaché en fléau au bout d'un bâton court. Il remplace aussi pour le cosaque l'éperon. Et comme le cavalier cosaque est monté sur une espèce de coussin garni de cuir qui sert de porte-manteau, sanglé de plus sur une selle en bois, qui hausse le cavalier d'un pied au-dessus de l'épine dorsale du cheval, l'effet du knout sur sa monture est prodigieux. Le cheval bondit autant que les chevaux arabes sous le long éperon de leur maître. Un coup de knout bien appliqué fait éprouver une douleur affreuse. Le tzar Paul fit frapper à coups de knout une dame de l'impératrice, il la fit mettre nue jusqu'à la ceinture sur le dos d'un Russe, et le bourreau du premier coup lui enleva une lanière de chair sans que ce coup pût assouvir la rage du Tzar. Elle en reçut ainsi une vingtaine qui la laissèrent sans connaissance. Elle n'en mourut pas et fut transportée en Sibérie, où elle resta longtemps. Ce knout est malheureusement trop employé en Russie; et, dans l'armée, on ne ménage pas son usage redoutable.

CHAPITRE VII

LA BELLE REINE DE PRUSSE. — LA BEAUTÉ DE L'EMPEREUR ALEXANDRE ET DE SES FRÈRES. — MŒURS POLONAISES. — ANECDOTES. — PORTRAIT DE DAVOUST.

Le camp de Tilsitt où était la division Gudin fut visité par l'empereur Alexandre, par le Roi et par la belle Reine de Prusse qu'accompagnait l'empereur Napoléon. Cette revue dut frapper les alliés, car les troupes étaient admirables, malgré une campagne qui durait depuis octobre 1806.

L'Empereur avait voulu changer l'uniforme de l'infanterie française, il avait ordonné que les trente premiers régiments fussent habillés en blanc. A la revue de Tilsitt, se trouvaient un bataillon du 12e de ligne et un du 21e en blanc. L'effet des bivouacs avait eu pour résultat de tacher ces habits trop clairs. L'Empereur, frappé des inconvénients, décida alors que l'habit bleu serait conservé. En cela il céda au vœu de l'armée, qui était contre l'adoption du blanc pour l'uniforme. L'économie peut être en faveur du blanc, mais c'est une couleur très incommode en campagne pour les armées condamnées à bivouaquer comme les nôtres.

Pendant cette revue, les Français furent frappés de la noble figure de l'empereur Alexandre et de celle de ses frères, surtout du jeune prince Nicolas, dont la beauté ne le cédait pas à celle de son frère aîné. Constantin seul faisait exception; son nez tartare lui attira bien des quolibets. Ce dernier s'était pris à Tilsitt d'une grande affection pour Murat, dont la réputation chevaleresque attirait les sympathies. Tous les deux avaient une détestable conduite, ils couraient les mauvais lieux, sous les yeux mêmes des gens dont ils avaient à se faire respecter. Ils avaient hautement le mépris des mœurs. On racontait dans le camp les

nuits de débauche de ces deux princes, triste exemple jugé sévèrement.

Le roi de Prusse, qui assistait à la revue, trahissait une tristesse profonde, bien concevable après les malheurs de son pays. On savait que la guerre de 1806 avait eu lieu malgré lui et que la folle jeunesse militaire prussienne était la vraie responsable des désastres de l'armée et de la ruine de la nation. Les officiers présents ne pouvaient se défendre d'un grand sentiment de pitié pour lui.

La belle reine de Prusse attira tous les regards (1). On connaissait son horreur des Français, mais sa beauté intéressait vivement. L'empereur Napoléon était très galant auprès d'elle. Pendant la revue, elle fit bien des conquêtes parmi nous, ses mortels ennemis. Après ce grand spectacle, les troupes se mirent en marche pour retourner dans la vieille Prusse du côté de Dantzig, la campagne fut ainsi terminée.

A cette époque, l'armée avait reçu les nouvelles levées faites en France. Les régiments, dans le meilleur état, oublièrent bientôt les souffrances passées. Les troupes du 3e corps, commandées par le prince d'Eckmühl, prirent des cantonnements dans la Pologne, qui s'organisait, et qui promettait de devenir florissante avec l'appui de la France. Nous allâmes à Thorn et dans les environs.

Chaque compagnie occupait un village et quelquefois trois ou quatre. Les Polonais formaient des troupes qui, dès leur début, tinrent ce qu'elles avaient promis. Rien ne peut donner idée de la promptitude avec laquelle ces paysans de la veille devenaient soldats le lendemain. L'air martial de cette nation montrait le parti excellent qu'on en pouvait tirer en la tenant sous une ferme discipline. L'Empereur, au lieu de créer le duché de Varsovie, aurait dû en faire un royaume héréditaire, en choisissant la famille Poniatowski. Son chef, en effet, acquit dès les premiers jours une gloire, qui a été en augmentant jusqu'à sa mort, arrivée à la bataille de Leipzig, en 1813.

(1) Wilhelmine-Amélie de Mecklembourg Strelitz; elle possédait des vertus qui la rendirent l'idole de la nation. Elle soutint son mari dans ses terribles revers et mourut regrettée de tous, le 19 juillet 1810.

La riche noblesse polonaise occupe des châteaux très beaux qui ne le cèdent en rien à ce que nous avons de mieux dans l'ouest de l'Europe. L'éducation brillante de cette classe y crée des hommes et des femmes accomplis; mais un usage bizarre cause une grande démoralisation dans les mœurs, en facilitant les divorces, qui sont des plus fréquents.

Lors de la rédaction de l'acte de mariage, on y introduit une clause de nullité, qui est invoquée lorsqu'il semble bon à l'une des deux parties de rompre ses liens. L'église polonaise ne se fait pas scrupule de remarier un époux divorcé et il n'est pas rare de voir une jeune femme à son quatrième mari. Elle n'en éprouve ni honte, ni déconsidération : c'est l'usage. Une autre coutume assez bizarre à cette époque consistait à prendre, dans les repas joyeux, le soulier de la plus belle personne et à boire à sa santé dans cette coupe d'une nouvelle espèce.

L'Empereur avait du goût pour les jolies Polonaises. Il prit en tendresse Mme W......a et eut de cette liaison un fils qui devint capitaine, journaliste, député, diplomate, et enfin ambassadeur à Londres et ministre des Affaires étrangères. Aujourd'hui il est absolutiste après avoir été journaliste d'opposition libérale.

L'Empereur ne croyait pas faire tant de choses à la fois.

La mère du jeune homme, après 1815, épousa le général d'Ornano, dont elle eut un fils. Dans l'hiver de 1807, elle était fort jolie, gracieuse, bienveillante. Elle aimait vraiment l'Empereur et lui est restée longtemps attachée. Elle avait aux Tuileries un appartement qui, sous le roi Louis-Philippe, était près du cabinet du baron Fain, dans l'escalier noir situé à côté de la chambre à coucher de l'Empereur.

La petite noblesse en Pologne était logée alors comme nos plus modestes fermiers. Dans quelques parties du pays, entre autres chez le père de la baronne de Lewinski, la maison se composait d'une chambre plus longue que large qui servait de chambre à coucher, de salon et de salle à manger, et en outre d'une cuisine. Les deux lits du père et de la mère étaient formés de quatre planches fixées sur une espèce d'estrade. La famille comprenait : deux vieil-

lards, deux filles non mariées, un fils marié, qui tous partageaient cette unique pièce. Lorsque nous arrivâmes trois officiers à loger, on nous reçut à cœur ouvert, sans manifester le moindre souci pour nous caser. Voici comment le brave père de famille s'y prit :

Il fit étendre, par terre, dans la longue chambre, des bottes de paille en travers de la longueur. Sur cette paille on posa les quelques lits de plume dont on pouvait disposer, le reste fut couvert de draps blancs avec le plus de couvertures possible. Le mobilier consistait en une table de bois et des chaises de paille; on les mit dans la cuisine, qui était assez vaste mais enfumée. Ensuite, on procéda à la réglementation du coucher.

Le père prit la chandelle et nous mena dans la chambre longue. Il fit mettre les jeunes mariés (le mari était officier dans un régiment de lanciers) dans le lit, ensuite, il plaça contre le mur du fond les deux jeunes filles l'une à côté de l'autre; après, la vieille baronne et lui. Enfin, sur le bord, il installa mes deux camarades et moi. Chacun debout devant sa place attendit que la lumière fût éteinte, puis on se déshabilla et on se coucha comme il convenait.

Cet arrangement nous amusa beaucoup. Nous passâmes là deux excellentes nuits, sans autre inconvénient que les ronflements désordonnés du vieux baron. Au matin, avant d'ouvrir les volets, on nous faisait lever sans chandelle et sortir avec nos vêtements les plus indispensables, pour aller dans la cuisine achever notre toilette. Pendant ce temps, les dames s'habillaient. Puis tout rentrait dans l'ordre pour le déjeuner fort gai, où chacun se trouvait à l'aise sans l'ombre de mauvaise pensée. Je cite ces faits pour donner l'idée exacte du pays tel qu'il était alors. Le vieux baron était un personnage des plus respectables, ayant servi avec distinction.

Le prince d'Eckmühl (Davoust) avait reçu de l'Empereur d'immenses dotations, on les évaluait à cette époque à un revenu de 1.500.000 livres de rentes. Il en faisait un bon usage, il était généreux et charitable. Les Polonais l'aimaient beaucoup, avec juste raison.

Le maréchal Davoust, duc d'Auerstaedt en 1806 (prince d'Eckmühl en 1809), était un homme de moyenne

taille, un peu voûté, dont la grosse tête, parfaitement chauve, et les yeux myopes ne faisaient pas un Adonis. Il ne pouvait rien voir sans lunettes à la distance de cent pas. C'était un général tenace, d'une bravoure remarquable, d'une rigidité qui approchait de la rudesse, inflexible lorsqu'il croyait que le service l'exigeait. Il avait eu l'art de choisir les meilleurs généraux de division, et son corps d'armée s'est toujours conduit avec la plus haute distinction dans toutes les campagnes de l'Empire.

J'ai servi sous ses ordres, j'ai été témoin d'actes durs de la part du maréchal. Mais comme ces actes n'atteignaient que des coupables, les bons officiers applaudissaient plus qu'ils ne blâmaient. Partout le maréchal a obtenu des succès, et quoiqu'il fût très mal avec ses collègues, il avait l'estime de ses subordonnés. Il ne tolérait aucune incartade, ni aucun méfait de ses troupes, ni en guerre, ni dans les cantonnements. Son corps d'armée ne commettait aucun dégât inutile. Dans les cantonnements, il y avait des prescriptions sévères dont il était difficile de s'écarter sans être brutalement rappelé à l'ordre. Ses généraux de division étaient Morand, Friant et Gudin. Plus tard, le général Saint-Hilaire ainsi que le général Gérard.

Ce sont tous des noms illustrés par de nombreux combats et des succès remarquables.

CHAPITRE VIII

DEUX COLONELS DU 12e DE LIGNE. — LE DUC DE BRUNSWICK. — LE TUGEND-BUND. — RÉFLEXIONS PHILOSOPHIQUES. — GUERRE DE RUSSIE.

La fin de 1807 fut calme, et le repos répara toutes les santés ébranlées par la longue campagne qui venait de se terminer.

Le 12e de ligne avait eu en 1806 pour colonel M. Vergès, dont l'humeur gasconne faisait issue en toutes circonstances.

A la bataille d'Iéna, il commandait avec distinction, lorsque, dans le carré, il fut atteint au col par un biscaïen. Il perdait du sang; mais le chirurgien-major lui annonça que la blessure ne serait pas mortelle. Faisant appeler un sergent de grenadiers qu'il aimait beaucoup, il lui dit d'un air dolent : « Bompillon, va trouver l'Empereur et dis-lui que je suis mort pour son service.

— Mais non, mon colonel, vous n'en mourrez pas.

— C'est égal, va toujours ! »

Vergès fut fait général à la suite de la bataille.

Dans le régiment, on l'accusait d'avoir fait disparaître, lors de la prise du château de l'Œuf à Naples, la couronne royale qui y était déposée.

Il avait aussi, en Italie, légèrement pressuré les habitants, et le régiment ne le regretta pas, malgré sa bravoure incontestable.

Le nouveau colonel était M. Muller, Alsacien, bellâtre, montrant à tous propos ses dents modèles, se faisant friser régulièrement. Muller était arrivé dans l'hiver de 1806 à 1807. Il apportait dans le régiment le plus parfait bon ton. Il avait été aide de camp du général Macdonald, depuis maréchal de France.

A Eylau, Muller ne satisfit nullement les officiers de son

régiment. Entre autres choses, il avait commandé un « feu de régiment » sur les tirailleurs russes. Ce feu absurde avait donné une assez pauvre opinion de lui, et la suite a prouvé que ce n'était pas à tort.

A Tilsitt, il y eut quelques mauvais comptes dans l'évaluation des finances avec les écus en monnaie du pays. Enfin le régiment n'avait pas foi dans son chef.

En 1808, les ordres de l'Empereur firent étendre les cantonnements. Le pays était appauvri, et les prévisions de l'avenir l'obligeaient de rappeler les troupes vers le centre de l'Allemagne.

La division Gudin s'élargit dans la nouvelle marche, et plus tard elle repassa l'Oder pour occuper l'ancien duché de Brunswick.

Les habitants étaient tendrement attachés au fils de leur duc, tué à la bataille d'Iéna. Il avait reçu une balle qui, lui traversant les deux yeux, le fit périr en peu d'heures. Le fils et héritier de ce duc était alors proscrit, son duché avait été annexé au royaume de Westphalie, dont Jérôme Bonaparte, frère puîné de l'Empereur, était le roi.

Le pays était au désespoir et les habitants le témoignaient à leurs hôtes de l'armée française. Ces sentiments, qui honoraient leur fidélité, ne les empêchaient pas de bien recevoir les officiers et soldats logés chez eux. Les soldats, de leur côté, se rendaient utiles à leurs hôtes, et la plus parfaite intelligence régnait entre eux.

Les compagnies, longtemps après leur départ, recevaient des marques de souvenir des habitants de Brunswick. L'armée était donc aimée d'eux; mais les exigences de l'Administration, les contributions forcées et quelquefois exagérées, commençaient à pousser les pays allemands vers la haine. Plus tard, le poids du joug imposé à leur contrée l'augmenta de jour en jour, et toutes les passions des vaincus se montrèrent de mille façons. L'animosité entre Allemands et Français éclata surtout lors de la fondation du « Tugendbund (1) » et de sa propagation parmi

(1) « Société de la vertu » formée dans le but apparent d'expulser les Français de l'Allemagne et d'y établir la liberté constitutionnelle. Parmi ses membres se trouvaient les hommes les plus influents. On dut la dissoudre en 1815.

les étudiants des universités. Les premiers symptômes datent de 1808. Les mots de liberté furent prononcés et produisirent l'effet qu'ils produisent toujours, car les peuples ignorent que ceux qui hurlent le plus fort ces mots magiques sont toujours des intrigants et des despotes, qui plus tard empêchent la vraie liberté et profitent du désordre.

L'exemple donné par la France révolutionnaire n'a servi à rien, et les Allemands, comme tous les peuples, sont destinés à servir de jouet aux anarchistes, grâce à l'abus du mot liberté ! C'est l'histoire de toutes les époques. La Roue du Temps ramène successivement les efforts des hommes pour conquérir cette pierre philosophale !

L'Angleterre est une exception, parce que chez elle la loi est tout en faveur des classes riches et que dans ce pays elles ont la puissance. Les révolutions y ont été faites par l'oligarchie et pour ses intérêts. Les pauvres restent esclaves et les lois dures pour eux, mais pour eux seuls.

Il y avait encore en 1808 des officiers, sortis des armées républicaines, imbus des idées de 1793. Parmi eux, un homme d'esprit qui s'appelait Fusier et était de Paris. Souvent il plaisantait sur le despotisme de l'Empereur. Un jour, un paysan lui faisait une réclamation juste. Pour toute réponse il lui envoya un immense coup de pied dans le derrière : « Ah ! tu réclames et tu parles de liberté. Tiens ! voilà celle que t'envoie le grand empereur Napoléon, c'est la seule qu'il donne aux nations ! »

Une autre fois il disait à son hôte : « Vous vous plaignez? Pour quoi comptez-vous donc les paroles de liberté et de civilisation que vous apporte le grand homme? On ne saurait acheter trop cher l'honneur qu'il vous fait en vous pillant, vous rançonnant et vous battant ! C'est pour votre plus grand bonheur qu'il vous ruine. Allons ! criez donc : Vive le grand Napoléon ! »

Ici se présente une lacune considérable dans les souvenirs du général. Néanmoins, le récit reprend bientôt; il nous conduit, en 1812, à Moscou, à travers les batailles de Valoutina et de la Moskwa. Suivent alors quelques épisodes de la funeste retraite de Russie, épisodes tant soit peu

enchevêtrés chronologiquement. Ces notes sont encore de la main du général, telles qu'elles ont été écrites au jour le jour... Vient encore une lacune, dont il sera parlé plus loin. A la reprise, l'auteur n'a sans doute plus le temps de prendre lui-même la plume; ou, s'il la prend, il fait remettre, plus tard, le texte au net par la jeune comtesse de Rumigny, qui, pendant les longues journées solitaires du vieux soldat, cloué dans son fauteuil, lui servira de secrétaire. Ils étaient alors à Maison-Rouge, le roi Louis-Philippe en exil; l'ancien aide de camp, brisé moralement et physiquement, essayait de revivre le passé, de l'apprendre à sa dévouée compagne, de retrouver dans les tableaux évoqués la jeunesse perdue.

Comme précédemment, nous croyons devoir raccorder d'avance ces passages par un tableau préliminaire de l'ensemble de la période où nous entrons avec le narrateur, celle de 1812.

GUERRE DE RUSSIE — 1812

Jamais la France n'avait été aussi puissante qu'après le traité de Tilsitt. Malheureusement, l'Empereur était grisé par des triomphes sans pareils. Son orgueil, devenu démesuré, son rêve de domination universelle, son génie prodigieux qui lui faisait voir du même coup l'obstacle et le moyen de le briser, allaient le jeter dans de vastes entreprises dépassant la limite des forces humaines. A cela, il faut ajouter la violence d'une volonté despotique, ses rancunes de Corse, enfin un besoin d'humilier et d'asservir qui exaspérait souverains et nations. Forcément, une coalition européenne allait éclater et renverser sa puissance.

Napoléon commença par contraindre la Prusse et l'Autriche à un traité d'alliance avec lui. Puis il partit de Paris le 9 mai 1812 pour se rendre à Dresde. Déjà, l'organisation de la Grande Armée se parachevait sous son impulsion active. Alexandre Ier était à Wilna. Entre les deux monarques, les négociations restaient sans résultat, la nation russe ne pouvant se plier à des conditions inacceptables.

Le 22 juin, paraissait une proclamation irritée de l'Empereur des Français, qui fut mise à l'ordre du jour. Elle disait, en substance : « ...Les vaincus prennent le ton des vainqueurs. La fatalité les entraîne : que les destins s'accomplissent ! » Deux jours après, l'armée avait passé le Niémen.

Le Tzar, à cette violation de son territoire, répondit, le 25, par une protestation, se terminant par ces mots : « ...Il n'est pas nécessaire de rappeler aux généraux, aux chefs de corps et aux soldats, leur devoir et leur bravoure; le sang des valeureux Slavons coule dans leurs veines. Guerriers, vous défendez la Religion, la Patrie et la Liberté ! Je suis avec vous; Dieu est contre l'agresseur ! »

Quelques jours avant, il avait dit au comte de Narbonne, notre négociateur, ces mots remarquables, présages de l'acharnement de la lutte, ainsi que de la tactique des Russes et des horreurs réservées par la guerre qui s'ouvrait : « Votre

souverain verra que le sort d'un Empire long et large comme le mien ne dépend point d'une bataille. Ce ne sera qu'au fond de la Sibérie qu'on me fera signer une paix ignominieuse. »

Le plan d'Alexandre, d'abord incertain, s'orienta bientôt dans le sens d'une guerre nationale, s'inspirant de celle d'Espagne, et d'une défensive pied à pied qui refuserait au conquérant l'occasion du choc décisif. Il résolut de couvrir sa retraite lente par la barrière d'une dévastation méthodique, sans cesse renouvelée. La cavalerie cosaque harcèlerait les flancs et les derrières de l'envahisseur; et la rigueur du climat ferait le reste. Enfin, si l'on était acculé, on opposerait à l'ennemi la résistance désespérée dont, en Portugal, Wellington avait donné l'exemple derrière les lignes de Torrès-Vedras.

Le plan de Napoléon était de fondre sur le centre des Russes, qui s'étaient divisés en trois armées; ensuite de frapper chacune des deux ailes séparément, ce à quoi il excellait. Il ne comptait pas pousser ultérieurement au delà de Smolensk, grande ville située au nœud de la ligne de partage des eaux du Dniéper et de la Dwina. De là, il dicterait ses conditions.

Il comptait sans le parti pris de recul de l'adversaire, sans la difficulté de vivre dans un pays peu habité, et dont on allait faire un désert, sans l'insuffisance des rouages de l'armée, sans la lassitude morale des chefs, sans l'indiscipline des soldats que les privations allaient rendre effroyable.

Le Tzar débuta par se replier sur le camp retranché de Drissa, couvert par la Dwina. Emplacement dangereux, car il compromettait gravement l'armée russe de gauche (Bagration). Celui-ci, en effet, fut aussitôt coupé à Minsk par Napoléon, et battu à Mohilew. Il parvint, il est vrai, à force d'énergie, à s'échapper et à rallier le centre en gagnant Smolensk.

Pendant ce temps, Alexandre continue à éluder la bataille. Il se retire en escarmouchant. A Smolensk, pourtant, il songe à faire tête. Son armée est rangée en bataille derrière la ville et la rive droite du Dniéper. Mais Napoléon fait enlever les remparts de la place, dans un combat furieux et sanglant. La nuit arrive. Les Russes se ravisent. N'osant se confier au sort des armes, ils allument des incendies et disparaissent. Après Smolensk, Valoutina, succès glorieux; mais sans autre résultat que des pertes cruelles.

L'Empereur, exaspéré, n'hésite plus à poursuivre encore. S'il ne rencontre pas la victoire, la grande victoire qui met un peuple à merci, il poussera jusqu'à Moscou; et, maître de la Ville Sainte, il fera la loi aux vaincus.

La grande bataille, il va l'avoir sur la Moskwa; ce sera la victoire, mais non point la grande victoire, non le coup de foudre espéré ! Et désormais, on courra à l'abîme !

Barclay de Tolly a été remplacé à la tête des Russes par Koutousoff, ardent patriote, ayant, à défaut de talent, une prudence, une bravoure et une ténacité de premier ordre. C'est donc lui que nous trouvons à la Moskwa (1). Cette journée de gloire est trop connue pour qu'il soit utile d'en raconter les phases. Pour juger de l'acharnement des Russes et de l'héroïsme de nos assauts, il suffira de rappeler que les Français perdirent dans cette journée 30.000 hommes, et les Russes plus de 50.000. Koutousoff était vaincu; mais tel était l'épuisement des vainqueurs qu'il put se retirer sans être désorganisé. Ney, qui avait été admirable, fut fait sur l'heure Prince de la Moskowa.

Le 14 septembre, nos troupes entrèrent à Moscou. La magnifique cité avait été évacuée. Le gouverneur Rostopchin avait préalablement ouvert les prisons, ordonné en secret qu'on mît le feu aux quatre coins de la ville, et emporté avec lui toutes les pompes à incendie. On sait le reste... la destruction de Moscou par le feu atterra l'armée française et son chef. Ce ne fut qu'environ un mois après que Napoléon, qui d'ailleurs ne semblait plus être lui-même, sortit de sa prostration et décida la retraite, la funeste retraite de Russie. Elle commença le 19 octobre 1812.

Il n'y a pas lieu d'en entreprendre ici la relation, les notes du général de Rumigny étant surtout anecdotiques. Quand on relit les péripéties qui se succèdent, on s'étonne que les restes de l'armée soient même arrivés au Niémen ! Les incidents les plus marquants de cette période furent : la bataille de Krasnoïé, où les Russes furent enfoncés; la sublime retraite de Ney sur Orcha; et enfin le passage de la Bérésina, où le général Eblé, de l'artillerie, mit le comble à sa réputation dans l'extraordinaire jetée des ponts à Studianka.

Nos colonnes, épuisées, réduites à rien, décimées qu'elles

(1) Bataille de la Moskwa (Borodino pour les Russes), 7 septembre 1812.

furent par les maladies, les privations et les incessantes attaques des Cosaques, se traînèrent, presque débandées, jusqu'à Tilsitt, par les étapes douloureuses de Wilna et de Kowno, dont il va être question dans des pages particulièrement saisissantes.

Le 5 décembre, l'Empereur quitta l'armée à Smorgoni, avant Wilna, et gagna Paris. L'armée le lui reprocha, à tort : la politique exigeait impérieusement son retour.

Nous reprenons maintenant le texte du général de Rumigny.

CHAPITRE IX

VALOUTINA. — BATAILLE DE LA MOSKWA. — ERREURS DE M. DE SÉGUR. — CRUEL EXEMPLE.

Le 19 avril 1812, après la prise de Smolensk, où la division Gudin avait perdu 8 à 900 hommes tués ou blessés, le 4e corps ennemi, commandé par le général Tutschkoff, voulut arrêter la marche du maréchal Ney, en se maintenant dans l'excellente position de Valoutina, et il l'occupa avec 40.000 hommes et une artillerie formidable. Le maréchal, quelque vigueur qu'il mît à ses attaques, fut contraint de s'arrêter au bas de la position russe, qu'il ne pouvait enlever. La division Gudin arriva vers 4 heures en arrière d'un petit pont que les Russes avaient détruit dans leur retraite et où il fallait passer pour aller leur livrer bataille. Les bords du ruisseau sont boueux et marécageux près de ce point.

L'Empereur lui envoya l'ordre de traverser et d'attaquer la position contre laquelle toute la vaillance du maréchal Ney venait de se briser. Vers 4 heures et demie, le 1er régiment de la division s'élança, en colonne par pelotons, et fut suivi du reste de la division, dont les bataillons, salués successivement, dès leur arrivée au pont, par toute l'artillerie ennemie, n'en avancèrent pas moins l'arme au bras (1), en colonne à droite et à gauche de la route.

Le brave Gudin fut frappé mortellement, au début de l'action, d'un boulet qui lui enleva les deux jambes, et le général Gérard prit le commandement, qu'il conserva jusqu'à la fin de la journée, pendant que le maréchal Ney

(1) La position de « l'arme au bras », étant une position de repos et non de tir ou d'attaque, passait pour manifester, chez une troupe assaillante, le mépris du feu de l'ennemi.

ralliait son corps d'armée en arrière de la division Gudin.

Le combat se soutint avec violence jusqu'au soir; et la longueur du jour, qui ne finit qu'à 10 heures, éclaira maints faits d'armes. On se battit pendant plus d'une heure à la baïonnette sur la droite, où était le deuxième bataillon du 12e de ligne, dont j'étais adjudant-major.

Le général Tustchkoff fut pris à la tête d'une division de grenadiers russes par M. Étienne, lieutenant des voltigeurs de ce bataillon. Celui-ci combattit corps à corps avec le général et le fit prisonnier, de vive force, et nullement par hasard, comme le fait croire M. de Ségur.

A 10 heures, une dernière charge nous rendit maîtres de la position. C'est à 9 heures seulement que le maréchal Ney avait paru à la tête d'une division de son corps d'armée. Sans vouloir en rien diminuer la brillante réputation du maréchal Ney, il me semble que M. de Ségur aurait dû prononcer les noms de Gudin et de Gérard. Mais il s'en garde, comme si ces deux généraux n'avaient même pas contribué à la gloire de cette brillante journée, où 12.000 Français firent céder le terrain le plus favorable à la résistance à 40.000 Russes, dont une grande partie étaient des grenadiers (1).

(1) Marbot dit : L'ordre de l'Empereur à la division Gudin « fut exécuté avec une rare intrépidité. Mais, dès la première attaque, ce brave général tomba mortellement blessé. Cependant, conservant son admirable sang-froid, il voulut, avant d'expirer, assurer le succès des troupes qu'il avait si souvent conduites à la victoire et désigna le général Gérard..., etc. ». Gérard s'empara de la position, tuant 6.000 Russes.

BATAILLE DE LA MOSKOWA
(7 septembre 1812).

La veille de la bataille, le 6 au soir, à 10 heures ou 11 heures, l'empereur Napoléon, suivi de deux officiers, arriva au bivouac du général Gérard, qui était à gauche du ravin, à droite de la route de Moscou, et dont les avant-postes étaient en présence des Russes, à peu de distance du ravin qui couvrait leur centre et la grande redoute. L'Empereur l'appela et se dirigea vers une redoute carrée construite près de la route par les Français. Cette reconnaissance de nuit dura peu de temps; mais au retour, l'Empereur, approchant de nos bivouacs, chantait à haute et intelligible voix l'air du *Réveil du peuple :* « La victoire en chantant nous ouvre la carrière. »

Il appuya sur les mots : « Tremblez, ennemis de la France. » Nous l'entendîmes tous, très distinctement, et le général Gérard à son retour nous en parla, ainsi que des grandes espérances pour la journée du lendemain. Comment arranger cela avec la fable que fait M. de Ségur sur l'affaissement épouvantable que l'Empereur éprouvait depuis deux jours?

Le même auteur, dans son récit des épisodes ultérieurs de la retraite de Russie, nous fait abandonner Orcha devant l'ennemi. C'est inexact; et voici ce dont j'ai été témoin oculaire.

A la suite de la bataille de Krasnoïé, après que le maréchal Ney, par un véritable prodige d'énergie et de vaillance, eut rejoint l'armée le 20 novembre et échappé au désastre qui avait anéanti une grande partie de son corps d'armée, la division Gérard reçut du prince d'Eckmühl l'ordre de faire l'arrière-garde et de tenir à Orcha le plus longtemps

possible. L'ennemi nous entourait au loin, et nous n'avions pas encore quitté les hauteurs qui dominent cette petite ville et le cours du Dniéper. Soudain, l'alarme se répandit dans les troupes qui étaient sous les armes, et quelques murmures se firent entendre. Le général Gérard réunit promptement tout son monde et déclara qu'il avait ordre de tenir et qu'il tiendrait tant qu'il croirait possible de le faire. L'indiscipline dans l'armée en était arrivée, à cette époque, à un degré effrayant. Un grenadier du 2e bataillon du 12e de ligne sortit alors des rangs et s'écria que, depuis Malo-Iaroslawetz, c'était sans cesse à eux de faire la retraite et que pour son compte il n'en voulait plus. Le général lui donna ordre de rentrer dans sa compagnie; tous les officiers criaient à l'homme de reprendre son rang, quand, sur son refus formel, le général tira son pistolet de ses fontes, le sommant, d'une voix de tonnerre, de rentrer à sa place; que, sans cela, il lui ferait sauter la cervelle. Le grenadier refusa; au même instant la balle partit et lui fracassa la tête.

Alors, profitant de l'instant de stupeur que cet exemple de sévérité excitait parmi les témoins, le général Gérard s'écria de toute la force de ses poumons qu'il traiterait de même tout lâche qui refuserait de suivre les ordres de ses chefs, que les soldats du grand Napoléon n'étaient pas faits pour supporter des maux ordinaires, que ce n'était pas dans des cantonnements qu'il fallait montrer sa bravoure et sa discipline, mais bien au milieu des plus grandes souffrances et de la plus affreuse misère; que lui était résolu à ne pas abandonner le terrain sans combattre et que, dût-il périr, et eux aussi jusqu'au dernier, il ne sortirait pas de la ligne qui lui était tracée.

A ces mots, prononcés avec une ardeur entraînante et en présence d'un cadavre palpitant encore, les soldats répondirent par les cris de : « Vive l'Empereur ! Vive le général Gérard ! »

Peu de temps après, la retraite fut ordonnée; et elle commença sans que l'ennemi pût parvenir à nous faire aller plus vite qu'au *pas ordinaire* (1). Cette journée est, certes

(1) C'était le pas de parade de ce temps-là.

une des plus belles de notre vie militaire. Les Russes essayèrent plusieurs charges et ne purent nous prendre autre chose que des voitures vides et brisées, et pas un homme qui fût encore en état de se traîner. Le général Gérard proposa devant moi au prince d'Eckmühl de faire en permanence l'arrière-garde si on voulait lui changer les troupes tous les jours.

Beaucoup plus tard, à Kowno, le maréchal Ney accepta l'arrière-garde à condition que le général Gérard lui serait donné pour le seconder. Quand les Cosaques vinrent pour franchir nos palissades, le maréchal et le général Gérard firent le coup de feu et en tuèrent plusieurs, et Lafontaine et moi les trouvâmes dans cette attitude. Nous raccolâmes trois ou quatre canonniers, et M. Émety amena ensuite une compagnie d'artillerie, pour éloigner l'ennemi jusqu'au soir.

L'écriture du général de Rumigny s'arrête ici. Il n'est pas étonnant, au milieu des périls qui l'entouraient, que souvent son carnet de notes fût interrompu. Le mérite de ces sortes de souvenirs ne consiste pas à retracer mot à mot une campagne décrite par les historiens, mais à en donner une couleur vraie et vue, dont précisément l'impression manque à ceux qui n'en firent pas partie. Il s'étend sur un combat où il se battit. Il néglige ceux où sa personne ne fut pas en cause... Son journal est comme un fanal porté par un voyageur dans la nuit et qui n'éclaire que son passage; mais les endroits que frappe cette lumière sont nettement éclairés. Tant pis... ou tant mieux, pour les gens placés sous son rayonnement. Après cette lacune, nous passons à un épisode de la terrible retraite de Russie.

Reprenons le texte où nous le retrouvons, c'est-à-dire encore à Kowno.

CHAPITRE X

RÉCIT NOUVEAU DES INCIDENTS DE KOWNO. — LE TRÉSOR EN DÉTRESSE. — LE MARÉCHAL NEY ET LES GÉNÉRAUX SE BATTENT COMME DE SIMPLES SOLDATS. — CHARLES, LE PAUVRE CHEVAL. — REPAS INTERROMPU. — TRISTE ABANDON D'UN SOLDAT AUX PIEDS GELÉS. — CRISE DE DÉSESPOIR SUR LA NEIGE. — LA PRIÈRE FERVENTE. — SAUVÉ.

Ceci est un fait qui m'est tout à fait personnel, assez intéressant pour qu'il mérite d'être raconté.

L'armée, moins l'arrière-garde où j'étais, venait d'atteindre Kowno, le dernier point de la Russie dans notre triste retraite. La fin de cette déplorable marche avait été marquée par l'abandon de tous nos trophées, par celui de nos dernières pièces de canon, et, pour comble d'infortune, par la perte du Trésor de l'armée, dont les sacs et les caisses d'or et d'argent avaient été vidés par tous ceux à qui il restait assez de force pour se charger d'une somme quelconque (1). Moi-même, aidé de quelques camarades, j'avais mis sur un traîneau 25.000 francs que j'annonçai au prince d'Eckmühl et qu'il me dit de distribuer. Chacun prit ce qu'il voulut, et pour mon compte j'emportai 600 francs en écus de 5 francs. L'or avait été pris par les agents du trésor et par les quelques soldats du train, ou autres, qui conduisaient ou escortaient ces agents et leurs fonds. Ces 600 francs me tiraient les bretelles et menaçaient de déchirer mes habits, malgré la précaution que j'avais prise de les disséminer dans toutes mes poches. Force me fut d'en jeter la moitié. Les Russes, en arrivant à la mon-

(1) Les voitures du Trésor avaient été dans l'impossibilité de continuer, à cause du verglas. Ordre fut donné de le distribuer aux présents, pour en laisser le moins possible aux Cosaques.

tagne de Wilna, trouvèrent assez d'occupation pour ne pas inquiéter l'arrière-garde et nous passâmes la nuit tranquillement après avoir quitté Wilna.

Le lendemain, nous étions à notre tour à Kowno, poste que nous regardions comme celui du salut, puisque nous entrions, après avoir passé le pont du Niémen, sur le territoire de la Prusse, alliée douteuse, mais enfin alliée. En pénétrant à Kowno, nous rencontrâmes un bataillon de la confédération du Rhin, frais et de bonne mine, qui, nous le croyions, tiendrait assez de temps pour nous permettre un repos de quelques heures. Les Russes arrivaient peu après nous devant les fortifications de la ville.

Ce bataillon cependant ne justifia pas notre confiance, car, après les premiers coups de canon tirés par les Russes (qui apportaient les pièces sur des traîneaux), ils abandonnèrent le poste qui leur était confié. Il s'était produit ceci : c'est qu'un capitaine, pour remonter le moral de ses hommes, était monté sur le parapet et s'était mis à danser et sauter. Malheureusement une balle de mitraille l'étendit mort. Les soldats épouvantés s'enfuirent, laissant la barrière à peine fermée.

Le maréchal Ney et le général comte Gérard se rendaient par hasard à cette barrière qu'ils croyaient gardée. A leur grand étonnement ils trouvèrent un cosaque grimpé sur les palissades et essayant de les franchir, afin d'ouvrir la barrière à ses compagnons qui étaient sur les glacis. Les fusils qui jonchaient le sol permirent au général de tuer ce malheureux cosaque et d'envoyer quelques balles à ceux qui attendaient dehors. Le maréchal et le général n'étaient accompagnés que de deux officiers, qui les secondaient gaillardement.

J'accourus à la fusillade et je trouvai mes chefs faisant le coup de feu comme de simples soldats. Le général me cria de rassembler le plus de monde possible afin de garnir les remparts. Je courus dans la rue où se trouvaient des soldats isolés; j'engageai quelques grenadiers de la garde à me suivre. A leur honte, ils refusèrent, et firent preuve d'une indiscipline dont, hélas! il n'y avait que trop d'exemples depuis que tout ordre et toute règle avaient disparu pour notre malheur. Ils m'envoyèrent au diable,

disant qu'ils n'avaient pas d'ordres à recevoir de moi.

Exaspéré, je les appelai lâches. Alors l'un d'eux tira sur moi un coup de fusil presque à bout portant. La balle me manqua, et j'allais m'élancer sur lui, lorsque ses camarades l'emmenèrent et se mirent entre lui et moi. Je trouvai quelques canonniers qui me suivirent. Ils étaient commandés par un sous-officier nommé David, qui avait été témoin de l'attentat dont je venais d'être l'objet. David, en arrivant aux avant-postes, nous dit que la batterie était enclouée; mais ayant trouvé une pièce en bon état, il pointa et fit feu sur les Russes, dont un canon fut démonté du premier coup. David tira encore quelques coups sur les ennemis qui franchissaient le Niémen sur la glace, et toute la cavalerie s'éloigna. Le maréchal Ney, commandant de l'arrière-garde, se concerta avec le général Gérard, qu'il avait demandé au vice-roi d'Italie, et que l'Empereur avait chargé du commandement en chef.

Il fut décidé que le soir même on ferait sauter le magasin de poudre de Kowno, que l'on enclouerait les dernières pièces et que le feu serait mis aux magasins. En passant devant une église remplie de fourrage, j'eus la curiosité de savoir ce qu'était devenu mon brave cheval que j'avais ramené de Moscou et laissé devant l'immense dépôt d'avoine, pour y trouver peut-être une mort gastronomique.

Mon pauvre Charles, en m'apercevant, hennit pour m'appeler. Il avait fait une énorme brèche au tas d'avoine, il en était presque gonflé et il donnait cependant tous les signes d'une bonne santé. Je le bridai et l'emmenai, à sa grande satisfaction et à la mienne. C'était un ami que je retrouvais. Il avait résisté à toutes les privations, vivant quelquefois de branches de sapin, n'ayant mangé que rarement du foin et de la paille, que j'allais voler aux cavaliers endormis. Le pauvre animal était d'une maigreur effrayante; sa hanche sortait de telle façon que je faisais tenir mon bonnet de poil de castor à ce porte-manteau d'un nouveau genre. Chaque jour il tombait plusieurs fois sans pouvoir se relever seul. Nous l'aidions, et, une fois remis sur ses quatre pattes, il allait tête baissée, incapable de s'arrêter dans une descente, jusqu'à nouvelle chute dont il sortait sain et sauf, grâce à mes obligeants amis.

La nuit, il se couchait pour dormir contre moi jusqu'au réveil, qui avait lieu trois ou quatre heures avant le lever du jour. Plusieurs fois il avait failli être mangé tout vivant, mais je l'avais défendu le sabre à la main, et même une nuit il fut volé et je ne le retrouvai qu'en gagnant la tête de la colonne. Il portait un fantassin juché sur ma selle, ce qui valut à celui-ci une rude correction dont je ne ménageai l'énergie que lorsqu'il me fut impossible de la continuer. J'arrivai à la maison, où se préparait le repas chaud que j'allais manger pour la première fois depuis notre retraite. La maison était une auberge remplie de soldats de toutes armes. Une seule chambre avait été évacuée pour le général. La nuit venait, la soupe était servie, soupe à la viande, enviée de tous. Un cri s'élève dans la cour, une vive clarté se répand; le feu est dans l'écurie au-dessous de nous. Impossible d'attendre, car tout s'éclairait et on entendait pétiller la flamme. Malgré le danger, nous attaquâmes cette soupe dont nous seuls savions la juste valeur, lorsque tout à coup la porte est enfoncée par la chaleur et, malgré toute notre ardeur à souper, nous prenons la fuite avec la plus grande presse et nous gagnons la rue. Il y eut quelques hommes de brûlés. Le feu provenait de l'imprudence d'un garde de nuit qui avait une chandelle dans l'écurie. Il était ivre et avait laissé tomber sa lumière sur la paille.

Le maréchal Ney était déjà sur le pont lorsque nous le joignîmes. Le général Gérard m'appela en me disant de prendre les ordres du maréchal. « Capitaine, me dit ce dernier, voyez ces feux sur la montagne de l'autre côté du Niémen. Ce doit être la division de Soison. Dites au général Soison que l'arrière-garde va passer le pont et le rejoindre et que vous venez m'annoncer à lui. Allez le plus vite que vous pourrez. »

Je m'élançai donc à toute course et j'arrivai au pied de la montagne. Dans la grande route allant au pont se trouvait une vaste auberge où j'entendis chanter des soldats ivres. Leur joie me gagna; nous étions sauvés du plus grand désastre dont l'histoire fasse mention. Gumbinnen n'était qu'à quelques lieues; on devait y arriver avant l'arrière-garde et je me régalais par avance du repas qui m'atten-

dait dans la chambre chaude où j'oublierais l'enfer glacé de la retraite. Je montais donc gaillardement à la lueur de Kowno en feu et je gravissais rapidement la pente gelée, lorsque je trouvai une voiture abandonnée, quoique garnie de toutes sortes de bonnes choses. C'était un spectacle trop habituel pour m'occuper l'esprit. Je continuai donc, et déjà je voyais, à peu de distance, les feux de la division Soison, lorsque j'aperçus la silhouette de quelques cavaliers qui me parurent avoir la tournure plutôt étrangère que française.

Une prompte réflexion ralentit ma marche : qu'est devenue, me dis-je, cette cavalerie qui pendant toute la journée a traversé le Niémen à notre gauche? Je m'arrêtai et j'aperçus une maison sans porte et sans fenêtres, éclairée par un feu qui brûlait dans l'intérieur. Je quittai la grande route et me dirigeai vers la maison, en suivant le bord de la montagne. Dans l'intérieur, je vis autour du feu des cosaques occupés à dépouiller des soldats à demi morts de froid. Cette vue me suffit; il y avait deux chevaux à la porte attachés à deux lances fichées en terre. J'éprouvai la tentation d'en prendre un et de descendre la montagne avec lui, mais à peine avais-je fait dix pas que j'entendis le cri connu de « Kto iedet ! » c'est-à-dire Qui vive ! en russe. Je me jetai dans la montagne. En même temps l'explosion d'un pétard avertissait la ligne des avant-postes russes. Je descendis la montagne à la course et je ralentis ma marche en approchant de la voiture abandonnée. Les cavaliers ne m'inquiétaient guère, car il leur eût été impossible de courir sur le verglas ou plutôt sur la glace polie de la route. J'ouvris donc la voiture et j'y pris : 1o) un sabre, car je n'avais plus d'autres armes qu'une paire de pistolets que je portais à ma ceinture ; 2o) deux salières en argent que je donnai depuis au maréchal Gérard (elles étaient russes) ; 3o) trois chemises que je fourrai dans ma pelisse, serrées par une corde.

Je trouvai des souliers, mais trop petits, et je descendis lestement pour avertir le maréchal Ney, que je croyais encore à Kowno.

En arrivant au pont, je ne rencontrai personne : pas un mouvement; la lueur de l'incendie éclairait des rues vides.

Et le grondement qui se faisait entendre était celui des flammes dévorant la ville... Un désert de mort régnait autour de moi...

Je ne puis dire ce qui se passa en mon cœur en cet instant cruel. Quelle route avait pu prendre l'armée? Où était le maréchal Ney? Je revins sur mes pas, j'entendis du bruit dans l'auberge, j'y entrai et vis des hommes ivres, presque tous de la garde, et quelques autres. Ils dormaient là profondément. Je leur représentai le danger qu'ils couraient, et les Russes qui allaient les prendre prisonniers; mais je parlais inutilement. J'arrivai au pont, cherchant quelques traces de la marche; il y avait une route en amont et une en aval, puis celle par où j'étais venu. La voix plaintive d'un soldat criait : « Camarade, venez à mon secours !

— Qu'avez-vous? lui dis-je. — J'ai les pieds gelés et je ne puis remonter la route. »

J'allai à lui et l'aidai à regagner le bout du pont : « Où est passée la troupe? lui dis-je alors.

— Par là », dit-il, en me montrant la route d'aval, celle qui va à Tilsitt.

A peine eut-il prononcé ces mots que je le quittai. Ce malheureux m'appelait et j'entendais sa voix qui allait en s'affaiblissant; les derniers sons de cet écho plaintif me fendaient le cœur. J'augmentai mon allure en pressant le pas, afin d'éviter cette lamentation, qui, bien longtemps encore, affecta mon oreille.

Que pouvais-je cependant pour lui? Il aurait ajouté ma perte à la sienne. Je me le répétais, et cependant ma conscience a gardé le poids de ce souvenir. Car, en récompense du service qu'il me rendait, je l'avais abandonné à la mort... Je marchai une heure dans une solitude profonde, au milieu de cette nature hostile, couverte d'un linceul blanc, toujours le même depuis Moscou, le long de cet interminable chemin semé de morts et de mourants, où nous n'avions rencontré que des privations affreuses. Tout se réunissait ce soir-là pour m'impressionner lugubrement. Après plusieurs heures de marche, mes souliers, que je portais en pantoufles attachés avec des ficelles qui se brisèrent les unes après les autres, me laissèrent dans un embarras difficile à dépeindre. Ces malheureux souliers venaient d'un

soldat du 7e léger mort pendant la retraite. Ils étaient trop courts de quelques points; mais j'avais eu le bonheur de les acheter lorsque mes bottes s'étaient brûlées à la neige. Ma misère était immense, mais elle arriva à son comble lorsque les ficelles qui liaient les souliers à mes pieds se trouvèrent cassées. J'essayai de marcher quand même; mais la neige s'amoncelait entre mon talon et le soulier. Je fus forcé de m'arrêter. Je m'assis et tentai de réparer l'avarie. Le froid était encore intense, quoique plus modéré que les derniers jours. Il me fut impossible de faire un nœud avec mes doigts à moitié gelés. Cette dernière contrariété m'occasionna un abattement dont on ne peut se rendre compte; un désespoir irrésistible s'empara de moi.

L'idée cruelle de rester sur la route lorsque je touchais au port m'exaspéra; je songeai au suicide. Pendant que j'étais assis sur cette neige glaciale, les mains enfoncées sous ma pelisse, réfléchissant au triste sort qui m'attendait, j'entendis sur la rive droite un bruit confus qui avançait vers le fleuve; des cris éloignés se rapprochaient peu à peu. Quelques coups de fusil, un cri de détresse et des flammes qui s'élevaient d'un village ne me laissèrent pas de doute sur les nouveaux malheurs qui assaillaient nos infortunés traînards. J'entendais les hurlements des égorgeurs et les gémissements des victimes.

Le Niémen est un peu plus large en cet endroit que la Seine à Bercy. Un pont de glace me séparait du théâtre de cette horrible boucherie.

A la lueur de l'incendie je voyais les soldats courir vers le fleuve et se lancer sur la glace. J'en entendis un appeler au secours, puis pousser son dernier cri. Cloué à ma place par la demi-paralysie de mes doigts, je pris mes pistolets avec rage, je visitai les amorces, puis j'essayai une dernière fois de nouer ces cordons qui devaient décider de mon sort.

Par un bonheur inouï je réussis à faire le nœud et je repris ma course, qui ne fut pas longue, car le nœud mal fait se dénoua et me replongea dans mon désespoir. Je me recommandai à Dieu. Je fis le sacrifice de ma vie en voyant l'inutilité de mes efforts. Je me promis de ne pas me laisser surprendre vivant, et cette résolution me rendit mon courage.

Après vingt minutes, je pus retrouver un peu de souplesse dans la main et je fis cette fois un second nœud plus solide. Il faut avoir éprouvé ce que j'ai ressenti pour bien concevoir ma joie. Ma force, mon énergie, étaient revenues, et je pensais que Dieu avait écouté la prière d'un soldat sans reproches. Le massacre se ralentissait dans le village. Je supposai que les victimes manquaient aux égorgeurs. A ce moment ils continuaient leur marche sur la rive du fleuve et avaient gagné un autre village plus en avant de moi. Mon cœur battait violemment, et j'allais à grands pas, m'attendant néanmoins à chaque instant à rencontrer quelque cosaque qui aurait traversé la glace. Mais il n'en fut rien, et je continuai pendant une heure, poursuivi par ces horribles scènes de douleur.

Le silence qui succéda à ces cris affreux, cris de détresse ou de rage, me semblait plus profond encore qu'en quittant Kowno. L'appréhension de m'égarer obsédait de nouveau mon esprit et l'engourdissait.

« Qui vive !

— Tel fut le cri qui me réveilla tout à coup. — France ! criai-je de toute la force de mes poumons.

— Avance à l'ordre. »

Je bondis plutôt que je ne courus vers la sentinelle. C'était l'armée !

CHAPITRE XI

LE GÉNÉRAL DE RUMIGNY NOMMÉ AIDE DE CAMP DU GÉNÉRAL GÉRARD. — LE BON GITE. — LE PATÉ DE FOIE GRAS MANGÉ SANS PAIN. — LE GÉNÉRAL LENORMAND ET SON ORDONNANCE. — LES SOUFFRANCES ENDURCISSENT LE CŒUR.

Pour comble de bonheur, j'entendis mon brave et bon général Gérard crier :

« Rumigny, est-ce vous ?

— Oui, mon général; moi, qui désespérais de vous atteindre cette nuit ! »

Une des deux pièces de canon que le général ramenait de Kowno avait fringolé sur la neige; elle était accrochée à un arbre de la route. Cet accident avait retardé la marche d'une heure, et c'est à lui que je devais mon salut, car si j'avais continué seul la route de Tilsitt que je suivais, j'aurais très probablement été massacré par les paysans, si j'avais pu échapper aux Cosaques. Je trouvai les hommes autour de bons feux sur la route de traverse qui conduit à Gumbinnen. Les villages que nous traversâmes étaient plantureux et garnis d'excellents vivres, que bêtes et gens savouraient avec bonheur. Le général Gérard me croyait prisonnier, parce que le maréchal et lui avaient compris, tardivement, que les Russes occupaient la montagne qui est sur la route allant de Kowno en Prusse. Quelle a été alors la pensée du maréchal ? Je l'ignore, mais s'il a cru que je pouvais trahir l'ordre qu'il m'avait donné, il ne me connaissait guère, car j'étais en principe décidé à ne pas me rendre, et cette résolution m'a sauvé dans plusieurs circonstances graves de ces longues guerres. Le général Gérard m'avait pris dans la retraite de Moscou sans con-

naître mes antécédents, sur la seule vue de ma conduite pendant les premières journées de cet affreux exode.

Le jour de la bataille de Viazma, il me donna un ordre que j'exécutai à sa satisfaction. Il s'agissait de déloger une pièce de canon russe qui nous incommodait fortement. J'étais adjudant-major depuis trois ans au 2e de ligne. Je m'avançai avec quelques hommes. Nous gravîmes les bords escarpés d'un ravin, malgré les Russes qui le couronnaient. Une décharge heureuse tua quelques canonniers et un cheval de l'attelage. Ce fut fini du tir des Russes. La pièce eût été à nous si nous avions eu des attelages pour l'emmener. Au retour, le général me dit :

« Adjudant-major, voulez-vous être mon aide de camp et chef de bataillon? »

On peut juger de ma joie et de ma reconnaissance. C'est au général Gérard que je dois tout le succès de ma carrière militaire.

J'ai servi avec ardeur, j'ai souvent mérité des éloges; et, si la campagne de 1815 n'eût pas été suivie du désastre de l'armée, j'aurais acquis les deux étoiles de général de brigade. Mon général les aurait demandées pour moi le lendemain de la bataille de Ligny, pour peu que le hasard nous eût fait rencontrer l'Empereur.

A Montereau, le général m'obtint le grade de colonel. J'avais alors vingt-cinq ans, et je puis dire avec quelque orgueil que je l'avais mérité ce jour-là plus que jamais. Mon cheval et moi avions reçu quatorze coups de sabre et de baïonnette; et, lorsque l'on m'avait vu revenir, mon général m'avait serré dans ses bras et embrassé de tout son cœur sous les yeux des grenadiers de la Garde, que l'Empereur avait mis sous ses ordres ainsi que toute l'armée combattant ce jour-là. Ces souvenirs me sont chers et précieux.

Mais revenons à la retraite de Russie. De Gumbinnen, nous nous rendîmes à Thorn, où les débris de la division se réunirent.

Au mois de juin nous passions le Niémen. En ma qualité d'adjudant-major de semaine, je portai au général de brigade de Sailly l'état d'effectif des hommes présents à l'appel sur la rive droite de ce Niémen, qui m'a laissé, depuis, de

si tristes souvenirs. Cet effectif donnait 3.400 baïonnettes et 103 officiers. A Thorn, nous étions à peine 200 hommes valides. Quelques blessés avaient gagné la Prusse; mais 400 hommes au plus échappaient à la terrible campagne de 1812. A Valoutina, nous avions perdu plus de 1.000 blessés ou tués et 40 officiers, outre le brave Thoulouse, mon excellent colonel, que chacun de nous regrette encore. A la Moskowa et en route, nous avions perdu 900 hommes, et à Moscou nous étions 1.500. Il est donc peu étonnant que nos misères nous eussent réduits au chiffre que j'indique.

Ces pensées me rappellent un fait de gastronomie curieux. En arrivant le matin à Gumbinnen, nous étions logés chez un boulanger. Son four ne refroidissait pas, afin de pouvoir satisfaire nos appétits désordonnés, et l'odeur du pain chaud m'empêchait de dormir sur la paille où je m'étais étendu, lorsqu'une servante me dit :

« Voulez-vous une tasse de café avec du pain chaud? »

J'acceptai d'enthousiasme. Elle m'apporta, suivant l'usage allemand, une cafetière remplie, avec du lait, du sucre et du beurre bien frais. Je m'installai seul, car mes camarades ne voulurent que dormir, tant la fatigue les accablait. Je pris une tasse, puis une seconde, puis une troisième; enfin douze tasses avec autant de petits pains chauds y passèrent. La servante me fit l'observation que j'allais me rendre malade, après avoir subi un jeûne aussi long et aussi rigoureux. Au douzième pain je m'arrêtai, je me réétendis sur ma paille et je m'endormis tout de suite du sommeil du juste, sans m'être souvenu de mes douze petits pains et de mes douze tasses de café autrement que pour me rappeler le plaisir que j'avais ressenti. C'était la première douceur que le ciel m'accordait, par la main de cette brave et attentionnée Gretchen.

Dans la retraite de Moscou, lorsque nous étions près de Smolensk, un directeur des vivres de la division arrive, ne se doutant pas de ce qu'était devenue cette magnifique armée qui avait émerveillé le monde et fait trembler les nations. Ce digne homme, pour se faire bien voir du général et de l'état-major, apportait dans sa voiture trois pâtés de Strasbourg, qu'il offrit, l'un au général de division, le second à nous, aides de camp, et dont il garda le troisième

pour lui-même. Après l'avoir remercié, nous entamâmes de suite la grosse terrine. Étonnement du pourvoyeur : « Vous mangez du foie gras sans pain !

— Mais, Monsieur, il y a quinze jours que nous n'avons goûté à la moindre croûte. »

Il s'extasia en regardant son pâté disparaître dans nos estomacs de vingt ans. Le lendemain, le sournois avala une tranche du sien avec du pain qu'il nous avait caché. Le soir, lorsqu'il ouvrit son sac, il s'aperçut que le reste de son pâté avait disparu. Un de nos farceurs l'avait enlevé et nous l'avions mangé, encore sans pain, en l'arrosant de neige fondue. Je recommande ce remède aux gens délicats, ce doit être un excellent digestif, car nul de nous ne fut incommodé de ce repas pourtant contraire aux règles de l'hygiène. L'infortuné directeur ne put jamais s'habituer à notre régime, et il est mort de la même misère qui nous accablait tous et qui lui fut fatale comme à tant d'autres.

Un autre trait de la fatalité qui s'acharne aux uns et semble respecter leurs voisins est ce qui advint au général Lenormand, vigoureux et vieil officier qui nous arriva à Smolensk. Il avait quitté depuis deux mois l'armée de Portugal, suivi d'un domestique anglais nommé John, qu'il avait choisi parmi les prisonniers de guerre et qui s'était dévoué à son maître. Le général Lenormand prit le commandement de la brigade; mais la rigueur du temps commençait à tuer les hommes en masse, et le pauvre général ne commanda bientôt plus rien. Le froid le rendait, lui, aussi raide sur son cheval que s'il y eût été collé. Il se retournait tout d'une pièce, et le malheureux, enveloppé d'un manteau insuffisant, était plus mort que vif quand on le descendait de sa selle.

John ne pouvait supporter les souffrances de la retraite, avec son habit étriqué et sa redingote couleur hanneton. Il faisait pitié. Ses conversations avec son maître étaient si désolées, si lamentables, que nous ne pouvions nous empêcher d'en rire. Nous souffrions autant qu'eux, mais nous essayions de lutter; John s'abandonnait à sa triste destinée avec un désespoir sans remède. Il mourut le premier, gelé, dans une écurie, dont nous enlevâmes ensuite la couverture de chaume pour la donner à manger à nos chevaux. Son excellent maître le pleura; deux jours après,

le maître mourait comme le serviteur, après avoir perdu l'usage de ses membres. Ce pauvre officier ne pouvait admettre qu'un seul de nous fût capable de résister à un climat aussi différent de celui du Portugal, qu'il venait de quitter. Les souffrances endurcissent le cœur et dessèchent l'âme; on voit périr les autres autour de soi presque sans émotion. L'égoïsme du misérable dépasse toute croyance.

Une affreuse scène dont je fus témoin donne une idée de ce désastre inouï. Un reste du 12e de ligne de la division Gérard, anciennement Gudin, s'était établi dans une grange près de Smorgoni et je m'y réfugiai aussi ! Entassés les uns sur les autres, les soldats cherchaient un reste de chaleur pour se préparer à de nouvelles fatigues. Ceux qui voulaient plus tard pénétrer dans cette grange ne pouvaient y trouver place, et des feux s'établirent sur son pourtour. Il en résulta que des étincelles allumèrent le toit de chaume. En quelques minutes les flammes couvrirent la grange.

Les malheureux entassés dans l'intérieur essayaient de s'échapper de la fournaise qui les enveloppait. Les plus près de la porte sortirent sans obstacle. Je fus du nombre, et ma méfiance habituelle me sauva, ainsi que ceux qui étaient autour de moi.

L'intérieur de la grange présentait un spectacle horrible. Ceux qui voulaient fuir étaient arrêtés par ceux qui essayaient en vain de se lever, et ils s'enchevêtraient ainsi dans les jambes, dans les habits. Éperdus, tous hurlaient épouvantablement. Ils formèrent bientôt des monceaux, que l'aspect affreux de membres entremêlés rendait horribles à voir.

Nul secours n'était possible, et plus de 4 à 500 hommes périrent là, brûlés ou asphyxiés. Quelques-uns furent tirés du brasier à demi brûlés pour aller mourir gelés sur cette glace impitoyable qui les attendait au dehors. Ce qu'on a peine à croire, c'est que quelques-uns de ceux échappés du brasier ne craignaient pas de s'en rapprocher de nouveau pour se réchauffer avant de se mettre en marche.

Une des victimes, dont la figure ne sortira jamais de ma mémoire, est le tambour-major du 12e, le nommé Vingard, soldat de taille colossale, cheveux et barbe rousse, guerrier intrépide et d'une force herculéenne. Debout au milieu

d'un groupe, il était retenu par des bras crispés qui l'étreignaient convulsivement. Il faisait des efforts inouïs pour se dégager; les brandons enflammés tombaient autour de lui. Il lutta jusqu'au dernier moment et s'écroula sur ses compagnons de martyre, comme un chêne abattu par la cognée. Il périt là de braves et vigoureux soldats qui auraient pu aller se battre au delà du Niémen et trouver une mort plus glorieuse et plus utile à leur patrie.

Les premiers jours de la retraite de Russie furent signalés par des traits de bravoure qui prouvent quels énergiques soldats étaient ceux de cette guerre. Un sous-officier atteint d'un boulet eut une jambe emportée près de Mozdok. Il était décoré de la Légion d'honneur, les camarades le portèrent environ une lieue, lorsque cet homme intrépide leur dit : « Nous avons 3 à 400 lieues à faire; me porter n'est pas possible, les Cosaques termineront mes douleurs; mais je ne veux pas mourir sans vengeance. Donnez-moi un fusil et trois cartouches. »

On l'assit sur le bord du fossé droit de la grande route, appuyé contre un arbre. Nous lui dîmes adieu. Lui, avec un sang-froid admirable, détacha sa croix, la mit dans sa bouche et, plaçant son fusil en travers de ses cuisses, il attendit les Cosaques. Nous le vîmes de loin ajuster le premier qui courut sur lui la lance en avant, pour l'achever, car il n'y eut pas de quartier les premiers temps de cette longue retraite. Le coup partit; le Cosaque tomba sur la tête de son cheval. Ses camarades se précipitèrent sur le héros, le lardèrent de coups de lances et s'acharnèrent après son cadavre. Plus d'un Français imita cet exemple, et je vis périr ainsi, peu avant Kowno, un intrépide grenadier nommé Montigny, du 21e de ligne, qui tua plusieurs ennemis avant de succomber au nombre. A la dernière station que nous fîmes avant d'arriver à Wilna, il se trouvait sur la route une auberge assez confortable tenue par des Allemands. Le général Gérard, suivi de ses officiers, se retira dans une petite chambre, ayant portes et fenêtres, où s'entassèrent pour la nuit une telle foule de soldats que nous étions assis, tenant un camarade entre nos jambes et appuyés les uns contre les autres. Une plus grande chambre, où était le poêle de faïence, fut remplie de soldats autant qu'elle en put tenir. La nuit venue et le feu allumé dans le

poêle, il fallait l'entretenir. Le bois manquait; on prit les portes et les fenêtres avec l'imprévoyance habituelle aux troupes en temps de guerre.

Lorsque le général donna ordre de partir pour Wilna, nous nous mîmes debout et nous poussâmes la porte de notre chambre pour passer dans l'autre où était le poêle. Mais le battant résistait à nos efforts. Finalement la porte tomba en dehors, s'abattant sur des hommes amoncelés. Quelques-uns, fort peu, se soulevèrent, c'étaient ceux qui étaient près du feu. Nous eûmes beau frapper du pied les autres, le tiers seul restait vivant, le reste était gelé. Nous pûmes sortir en passant par-dessus ces malheureux.

Cette nuit-là avait été affreuse. Un chasse-neige épouvantable avait fait périr sur la route des bataillons entiers de troupes fraîches, sorties de Wilna, qui venaient au-devant de nous.

La route était jalonnée de leurs cadavres ensevelis sous la neige. A chaque instant nous butions contre un malheureux qui la veille était un brave plein de vie. C'étaient, en général, des hommes de la confédération du Rhin. C'est sur leurs traces que nous arrivâmes à Wilna, où nous espérions nous remettre un peu de nos souffrances.

A Wilna, j'entrai dans une auberge où il y avait une écurie. J'y installai mon cheval et aperçus dans l'auge une botte de paille. J'allai la chercher pour Charles (mon cheval) lorsqu'en la soulevant je vis qu'un petit enfant y était enveloppé... C'était l'enfant d'une Française commerçante à Moscou, dont le mari avait été tué, et qui, un peu avant Smolensk, avait accouché au bivouac sur la neige. On avait arraché quelques branches vertes de sapin pour lui faire un lit et on avait allumé un feu à quelque distance afin de lui épargner le plus de souffrances possible. Pauvre petit bébé ! il avait poussé quelques vagissements et la neige qui l'avait vu naître lui servit de linceul. Sa mère ne tarda pas à suivre le petit ange, près du bon Dieu. Elle lui avait donné quelques heures d'existence, et tous les deux s'en étaient allés où l'on ne souffre plus.

Une grande lacune existe ici et nous transporte à la première Restauration. Toute la campagne de France (1814) manque.

CHAPITRE XII

LA MAISON DE LOUIS XVIII. — L'ARMÉE MÉCONTENTE. — LA CHARTE CONSTITUTIONNELLE. — LES SOLDATS N'AIMENT PAS LA COCARDE BLANCHE. — PORTRAIT DU ROI. — NAPOLÉON REVIENT DE L'ILE D'ELBE.

Les événements de 1814 avaient laissé de profondes traces, les rivalités et les haines assoupies par l'anéantissement des forces impériales avaient eu le temps de se réveiller.

Le règne de Louis XVIII (1) avait débuté par des maladresses, que l'ignorance des temps, des lieux et des esprits, là où la Providence ramenait le roi, pouvait lui faire commettre.

Il avait pensé, lui et son entourage, qu'en arrivant à Paris, il retrouverait une nation éclairée par toutes les épreuves qui étaient venues fondre sur la Patrie, désireuse de revoir ses Princes légitimes et heureuse de s'abriter sous le sceptre paternel de ses anciens Rois. Il n'en était rien. L'armée surtout conservait pour la mémoire de l'Empereur un attachement profond que ses malheurs avaient encore augmenté. Un très petit nombre d'officiers supérieurs et de généraux avaient pu apprendre qu'en 1814, dans le mois de mars, les souverains alliés avaient envoyé, par M. Hippolyte de Rumigny — mon frère — secrétaire

(1) Le général de Rumigny est souvent injuste pour un roi auquel la plupart des historiens, appartenant à tous les partis, ont reconnu, abstraction faite des premiers tâtonnements, un instinct supérieur d'homme d'État. Le général a d'ailleurs, dans ses dernières années, exprimé le regret d'un jugement que la suite des événements lui a montré erroné. En reproduisant *textuellement* son journal, nous savons que chacun fera la part de l'impression, toujours trop hâtive, du premier moment.

du cabinet de l'Empereur, un traité de paix des plus honorables, dans lequel, malgré la situation critique où Napoléon se trouvait, ils accordaient le Rhin pour limites, et que ce traité, remis à l'Empereur, n'avait obtenu qu'une seule réponse : « Encore une bataille, et nous verrons. »

Le porteur de ce traité avait trouvé cependant les avant-postes français à Nogent-sur-Seine, c'est-à-dire que les trois quarts du nord-est de la France étaient déjà envahis. Ces paroles de l'Empereur, qui révélaient toute la passion du joueur, étaient encore peu connues. Les illusions n'étaient pas détruites; et l'armée ainsi qu'une partie de la nation attribuaient les calamités dernières, non aux fautes de l'Empereur, mais à la trahison.

Louis XVIII, en arrivant à Paris, fut tellement entouré d'adulations qu'il ne pénétra pas le fond de la pensée de la nation. Sa conduite au moment de la formation de sa Maison militaire fut celle d'un prince qui n'a pas suffisamment approfondi ce qui s'est passé dans son pays, dont, moralement, il était tenu trop loin.

Ses gardes du corps, sa Maison Rouge, les gardes *de Monsieur*, formaient un total de près de 1.800 cavaliers, ayant tous le rang d'officier. Les sous-officiers avaient le rang d'officier supérieur, les lieutenants et sous-lieutenants ceux de généraux et de colonels. Tous ces hommes, chamarrés d'épaulettes, sortaient de toutes les classes de la Société. Pendant que l'on contestait quelques nominations faites à Fontainebleau, en faveur d'officiers, couverts encore de la poussière des batailles, dont l'Empereur avait récompensé les hauts faits, on créait plus de 200 officiers supérieurs. L'armée rongeait son frein en silence; mais il était facile de se convaincre que le fond des pensées de tous était fait de regrets et de mécontentements.

La charte donnée par Louis XVIII était sage et bonne. Elle accordait à la France une liberté convenable; mais telles étaient les préventions contre tout ce qui venait de ce qu'on appelait l'Émigration, qu'aucun n'en était satisfait, qu'on la bafouait avant même qu'on n'en eût connaissance. Cette charte accordait une certaine liberté

à la presse; elle n'eut d'autre effet que de permettre de laisser tourner en ridicule tout ce qu'il y avait de bon dans ce gouvernement.

Pendant ce temps, l'Empereur était à l'Ile d'Elbe. Les communications avec l'extérieur y étaient fréquentes et, malgré la sévérité des douanes, les nouvelles de ce qui s'y passait arrivaient dans les salons et dans le peuple. La chute lourde du colosse, qui trois ans auparavant gouvernait le monde, avait ébranlé tous les esprits, et on se remettait à peine des pertes éprouvées par la guerre, que déjà la pitié pour une si grande infortune avait attendri bien des cœurs.

On oubliait les maux dont la France était accablée, la mort de milliers de braves, les campagnes dépeuplées. On ne se souvenait dans les chaumières que des grandeurs de Napoléon et des choses extraordinaires exécutées par lui. Chacun voulait avoir dans sa demeure le portrait du conquérant vaincu. Dans quelques provinces, cette admiration allait jusqu'au fanatisme. La nouvelle Cour de France, alarmée de cet état d'esprit, entretint des pourparlers avec les puissances alliées afin d'éloigner le dangereux voisinage du grand Proscrit. Napoléon en fut informé et il redoubla d'activité dans son travail sur les esprits en France, s'attachant à les préparer à la pensée de son retour. Le foyer de toutes ces intrigues était Paris. Les correspondances passaient par l'Italie, la Corse, le Piémont.

L'année 1814 s'acheva au milieu de cette fermentation de l'opinion, tandis que l'esprit d'opposition au gouvernement faisait des progrès, visibles à tous les yeux. Dans les régiments de l'armée, les soldats avaient donné le nom de *punaise* à la fleur de lys, et ce nom ajoutait à la répugnance qu'ils avaient éprouvée, lors de la suppression des aigles et de leur remplacement par l'emblème royal.

Comme toujours, dans les époques de trouble, les partis commettaient des actes regrettables, s'en prenant aux choses. Le jugement si pondéré du Roi le déplorait. Il prenait la France dans un tel état qu'il lui était impossible — sans l'action calmante du temps — de redresser tous les abus. Ainsi la fureur avec laquelle des personnalités

en vue s'étaient attelées à une corde, pour arracher la statue de Napoléon placée sur la colonne Vendôme, et les aménités que les dames du faubourg Saint-Germain avaient prodiguées aux Cosaques lors de leur entrée à Paris, aigrissaient encore les esprits et faisaient attendre impatiemment l'heure de la vengeance.

Tous ces faits et souvenirs restaient encore dans l'ombre, mais il était facile d'en prévoir le résultat lorsque le moment serait venu. Ce moment arriva. L'on apprit, sans trop s'étonner, le débarquement de l'Empereur à Cannes, le 1er mars 1815, tandis que Paris était tout aux stériles discussions de partis.

Je passais au Palais Royal lorsqu'un homme inconnu de moi se penche à mon oreille et me dit à demi-voix :

« L'Empereur est débarqué ! »

C'était le 3 mars à midi.

Je regardai l'homme. Il s'éloigna, me laissant stupéfait.

J'allai m'informer auprès du général Gérard, qui me dit :

« C'est vrai, mais on ne sait rien de plus. »

Dès le lendemain, on chuchotait partout, à la Bourse, dans la ville.

On parlait d'envoyer des troupes contre l'Empereur; mais on craignait que les soldats ne voulussent pas tirer sur leur ancien général. Son nom effrayait les plus intrépides de ses adversaires; tout ce qui avait porté un uniforme sous ses ordres ressentait une immense joie de la nouvelle, quoique au fond on prévît vaguement des malheurs pour la Patrie. Par-dessus tout, on voyait, dans ce coup de théâtre, une revanche contre les ennemis du pays. Les plus ardents seuls se réjouissaient pleinement d'avance de la chute des Bourbons. Mais même leur exaltation était mêlée de la crainte que les Alliés ne se réunissent tous contre nous.

Les souvenirs de la guerre et les maux que la France avait eu à supporter pesaient comme un cauchemar sur les esprits que la passion n'aveuglait pas tout à fait. Une année n'était pas encore écoulée; l'ardeur guerrière n'avait donc pas eu le temps de se réveiller. Pourtant on sentait qu'il allait falloir de nouveau prendre les armes et courir aux frontières.

On entendait ces paroles vraies et sages se faire jour; mais elles passaient comme un nuage devant le soleil. Les rayons de la gloire impériale en dissipaient l'effet. On espérait d'ailleurs un peu que l'Autriche ne se joindrait pas aux ennemis du gendre de l'empereur François II. Celui-ci avait recouvré les pays qu'il avait perdus; il s'était vengé de ses défaites, il devait donc se trouver satisfait.

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

LE DUC D'ORLÉANS ENVOYÉ A LYON. — LE GÉNÉRAL DESPINOIS. — BELLE RÉPONSE D'UN CANONNIER. — LE GÉNÉRAL DE BOURMONT. — LE GÉNÉRAL LAFAYETTE. — LES VENDÉENS ET LEURS CHEFS. — LA DÉFECTION DE BOURMONT. — CAMPAGNE DE WATERLOO.

En 1814, le duc Louis-Philippe d'Orléans avait pris pour aides de camp des officiers qui s'étaient distingués par leurs services sous l'Empire. Le premier était :

1° Le général Albert, général de division qui comptait vingt-deux ans de services. Il avait fait toutes les campagnes depuis 1792. Il était d'une bravoure remarquable. En 1813, il avait fait l'avant-garde de la division Gérard dans la belle marche de Lutzen sur Bautzen. C'était un officier remarquable.

2° Le colonel Attalin, officier du génie. Il avait été répétiteur à l'école Polytechnique. L'Empereur l'avait pris pour le cabinet topographique.

3° Le colonel de Saint-Aldegonde, ancien aide de camp du maréchal Ney, officier d'artillerie. Il avait à la figure une blessure qui l'avait fortement atteint. Il était connu pour son courage et son élégante tournure.

4° Raoul de Montmorency, chef de bataillon d'état-major, officier plein de loyauté et d'honneur, qui avait été officier d'ordonnance du maréchal Davoust, prince d'Eckmühl.

La maison du Prince était donc aimée de l'armée et très populaire. En 1815, au retour de l'Empereur, le Prince fut envoyé par Louis XVIII à Lyon pour l'arrêter; mais c'était trop tard. Le Prince avait tenu à emmener avec lui le général Gérard (1), l'homme d'alors le plus distingué parmi les généraux de division des campagnes de 1812-1813-1814.

Il comptait autant de succès que de combats, et sa division s'était toujours couverte de gloire au milieu des désastres de l'armée.

Le duc d'Orléans ne se dissimulait pas la tâche impossible à lui confiée. Il s'y résigna. Mais dès son arrivée à Lyon, il reprit le chemin de Paris, en annonçant qu'on ne pouvait compter que les troupes combattissent leur ancien général. A Paris, il apprit le départ de la duchesse d'Orléans et de ses enfants pour l'Angleterre. Il conduisit à Lille les troupes sous ses ordres; puis il congédia ses officiers, en leur recommandant de combattre jusqu'à la mort pour défendre leur pays contre les étrangers. Il enviait, disait-il, leur sort.

Je ne faisais pas alors partie de la maison du Prince, et, comme j'avais repris mon poste d'aide de camp du général Gérard, je fus envoyé par l'Empereur à Strasbourg pour annoncer au général Despinois, gouverneur de la division depuis 1814 au nom du roi Louis XVIII, que l'armée devait reprendre la cocarde tricolore. Le général Despinois avait une réputation terrible. Il était regardé comme ayant été un tyran féroce dans son ancien commandement d'Alexandrie; il était pour les officiers une espèce de croquemitaine, auquel personne ne voulait avoir affaire.

Je partis le 20 mars au matin, à franc étrier, sans autre instruction qu'une lettre de mon général qui m'enjoignait de prendre toutes les mesures que je jugerais utiles pour l'exécution de ma mission. J'arrivai à Strasbourg vers 8 heures, le 22 mars; et, après avoir serré mon sabre autour de mes reins, j'allai droit au quartier général. Je priai l'officier de service d'annoncer : « Le colonel de Rumigny, en mission par ordre de M. le Ministre de la Guerre. »

(1) Maréchal de France en 1830.

Le général Despinois me reçut immédiatement; il était debout dans son cabinet, adossé à la cheminée. J'allai droit à lui, le schako sur la tête et le fourreau du sabre dans la main gauche. Après un salut raide et militaire, je lui dis : « Mon général, je suis fâché d'avoir à remplir auprès de vous une mission désagréable, mais le ministre m'envoie pour vous faire remplacer dans votre commandement par le général le plus ancien en grade, en attendant la nomination de votre successeur, et pour ordonner aux troupes de reprendre la cocarde tricolore. »

Le général, contre mon attente, me répondit, avec une extrême douceur, qu'il savait devoir être remplacé et qu'il se conformerait aux ordres que j'apportais. Il ne me demanda pas de lui montrer l'ordre écrit et il ne me fit qu'une seule question :

« Que fait-on à Paris?

— Mon général, on s'est soumis aux décrets de la Providence. »

Après cette réponse peu explicite, je me retirai. Le lendemain, il y avait un nouveau gouverneur, à titre provisoire.

Je partis alors pour Belfort, qui était commandé par un ancien aide de camp de Louis XVIII. Il se soumit également sans aucune récrimination; mais il m'avoua que, si l'Empereur lui laissait son commandement, il lui obéirait comme à Louis XVIII. Ici, il y eut quelques scènes de désordre et quelque tumulte dans les bas rangs de la garnison; mais je vis les chefs, et tout rentra dans l'ordre. Je fus frappé d'un mot plein de dignité d'un simple canonnier. Quelques soldats jetaient dans la boue la cocarde blanche; le canonnier s'écria : « Allons donc, c'est mal; on ne jette pas dans la boue ce qu'on a porté sur la tête ! »

Et cette dérision d'une couleur qui avait été celle de l'armée cessa sur-le-champ. Les cocardes furent remises aux sergents-majors et retirées avec ordre. Ce trait me fit un vif plaisir. De Belfort je me transportai à Phalsbourg, à Lutzelstein (1) et dans tous les forts, que j'avais ordre de faire mettre en état de siège.

Je revins ensuite à Paris, où j'appris que le général

(1) Ou Petite-Pierre, fort à 15 kilomètres au nord-ouest de Saverne.

Gérard avait reçu l'ordre de se rendre à Metz, pour y prendre le commandement du camp d'observation de la Moselle, dont le quartier général serait à Metz. Ce corps devait être composé de cinq divisions, trois d'infanterie et deux de cavalerie. Nous nous préparâmes au départ.

Le 6 avril 1815 au matin, j'étais couché rue de Buffant, chez M. Duvoux, l'agent de change, ami du général, qui occupait le premier étage de la maison, lorsqu'un domestique entra et vint me dire :

« Le général de division de Bourmont demande à vous parler.

— Qu'il entre ! »

Après les premiers bonjours, très affectueux, parce que M. de Bourmont avait été colonel, chef d'état-major de notre division, puis général de brigade, puis enfin, à Nogent-sur-Seine, nommé général de division, et que, par conséquent, nous étions dans une grande intimité, il me dit, pendant que je m'habillais à la hâte :

« J'apprends que les deux premières divisions du corps d'armée du général sont données, et qu'il reste la troisième à décerner. J'espère que le général voudra bien penser à moi. Il connaît mon attachement; il sait ce que je vaux et qu'il peut compter sur moi, à la vie, à la mort.

— Mon cher général, lui répondis-je; nous ne pouvons pas douter de l'estime du général Gérard pour vous. Je vais lui annoncer votre désir. Si la troisième division n'est pas promise, vous pouvez être sûr de l'avoir. Attendez-moi un moment. »

Je descendis chez le général, qui me dit, après m'avoir entendu :

« Faites venir Bourmont; je vais le recevoir et lui dire que vers 11 heures j'irai demander à l'Empereur ma troisième division pour lui. »

En effet, Bourmont fut amené par moi, et le général le reçut en l'embrassant affectueusement. A 11 heures, nous montâmes en voiture, et le général Gérard se rendit au cabinet de l'Empereur, qui lui accorda sa demande, après lui avoir fait quelque difficulté. L'Empereur dit n'être pas sans méfiance, et ajouta ces mots : « Ce qui est blanc est

toujours blanc; mais puisque vous êtes sûr de lui, je vous l'accorde. »

Bourmont nous attendait chez M. Duroux. Il reçut sa nomination avec bonheur. Je suis sûr qu'en ce moment il était sincère et disposé à remplir tous ses devoirs. Plus tard, les discussions des Chambres, que l'Empire eut le tort de conserver au moment d'une crise affreuse, éclairèrent bien des points d'ombre. Les discours des Lafayette, Dupin et autres, affaiblissaient la puissance dictatoriale, indispensable dans une pareille situation. L'Empereur fit un tort grave à la France en quittant l'Ile d'Elbe une année seulement après les terribles désastres de 1814. Le peuple était las de la guerre, affamé de paix et d'idées libérales. Il fallait donc, ou le laisser en repos, ou bien le forcer à se lever et à se défendre. Le juste milieu n'est jamais le bien venu pendant les crises; il faut se placer dans les extrêmes ou se soumettre à sa destinée.

Les discours des députés, commentés et colportés par les libéraux, calmaient les plus ardents et ébranlaient les plus fermes. Enfin l'Acte additionnel (1) mit en mouvement les haines de parti. Dès lors, il y avait, même dans l'armée, des dissidences; et les discussions irritantes devenaient quotidiennes. Au lieu de laisser dormir les passions, chaque jour on les attisait. En outre, les démagogues poussaient à la république. Lafayette et ses amis propageaient leurs idées les plus avancées. Lafayette était, depuis 92, la plaie du pays. Voyer d'Argenson et autres soutenaient la politique tortueuse de cet homme fatal.

Dans la division, il y avait une vieille croûte d'officier de 1795, qui répétait sans cesse que l'Empereur n'arriverait à rien, s'il ne décapitait pas l'âme de la France avec une guillotine.

Nous avions mis hors de nos réunions ce misérable colonel, et, lorsqu'une balle perdue vint lui casser le crâne dans le village de Ligny, il y eut un cri de joie parmi nous.

(1) La nouvelle Constitution, sorte de Charte instituant des élections libres, des Ministres responsables, la liberté de la presse, etc..., fut en partie l'œuvre complaisante de Benjamin Constant. L'Empereur tint à ce qu'elle portât le titre d'*Acte additionnel*.

Ces propos montaient toujours quelques têtes et excitaient quelques cerveaux fêlés. Je vous donne ces explications, non pour justifier la conduite postérieure de Bourmont passant à l'ennemi quelques heures avant le combat, mais pour faire comprendre ce qui s'opérait dans les esprits, et les progrès que faisait la désorganisation de la nation. Les idées nouvelles, introduites par la charte constitutionnelle octroyée par Louis XVIII, avaient monté chez elle au paroxysme le désir d'une liberté, tout au moins de nom, perdue sous le gouvernement impérial. Lors du séjour de Bourmont à Metz, quelques jours avant le départ de l'armée pour Waterloo, on pouvait s'apercevoir des contradictions auxquelles certains cerveaux étaient en butte. Bourmont avait proposé alors au colonel du génie Marion de Beaulieu de quitter l'armée. Celui-ci le repoussa et nous en parla.

Bourmont se préoccupait du soulèvement de la Vendée qui allait avoir lieu, et des persécutions qu'on y exerçait au nom de l'Empereur. Il avait autour de lui des hommes remuants et agissants. Le colonel Clouet était son chef d'état-major; M. Détrestan son aide de camp, ainsi que le fils du général d'Andigné; M. de Villoutray était sous-chef d'état-major; enfin tous ses officiers étaient pris parmi des enfants ou parents de Vendéens.

Plusieurs fois Bourmont me parla de ses regrets de voir la tournure que prenaient les choses. Je n'aimais pas plus que lui les hurlements de la *Marseillaise* poussés par les gardes nationaux descendus des Vosges, conduits par des officiers retirés dans leurs foyers depuis les premières guerres de la Révolution. Ces absurdes gens croyaient qu'en clamant ces chants rétrospectifs, ils montraient leur patriotisme, et qu'un bon patriote avait plus besoin de cris que de discipline pour vaincre les armées étrangères.

Ils portaient la terreur partout où ils passaient. Puis, dès qu'ils se virent astreints aux lois militaires, ils désertèrent en masse et regagnèrent leurs montagnes sans tambour ni trompette.

C'est peu de temps après que l'ordre de s'avancer vers la frontière arriva. Sur l'invitation du général Gérard, je restai à Metz après son départ pour m'assurer que ses

instructions étaient suivies et qu'il ne demeurait aucune troupe en arrière, en un mot que l'ordre de marche était exécuté ponctuellement. Je suivis donc l'armée dès que le dernier soldat fut en mouvement et j'atteignis la division Bourmont à quelques lieues de Metz. La nuit était venue, je demandai asile à Bourmont, qui me fit faire un lit dans la chambre qu'il occupait au rez-de-chaussée d'une auberge. Lorsque nous fûmes seuls, mon ami me parla de la situation des affaires, de la tiédeur des populations pour la guerre, des maux qui allaient fondre sur la France, et de l'impossibilité de résister è toute l'Europe, coalisée, comme en 1814, contre l'Empereur.

Il me parla de la Vendée, de son regret de voir qu'on allait y porter le fer et le feu. Ses discours me frappèrent tellement que, lorsque je vis le général Gérard aux environs de Philippeville, je lui racontai la conversation que j'avais eue la nuit précédente avec Bourmont. Il me semblait évident qu'il allait ouvrir la campagne à contre-cœur, à moins que ce ne fût sa santé qui était altérée. Son visage, qui reflétait de rudes combats intérieurs, pouvait le faire supposer. Il avait en Vendée toutes ses affections. Le général Gérard avait, de son côté, fait les mêmes remarques que moi. Il alla au-devant de Bourmont et lui offrit un congé pour retourner à Paris. Il ajouta : « Si vous faites la guerre avec répugnance, avouez-le-moi, je vous donnerai toutes facilités pour vous retirer. » Bourmont refusa, de telle sorte que notre général en chef se rassura complètement. Nous restâmes les journées des 13 et 14 juin à Philippeville. Le 14 au soir, l'ordre de mouvement arriva du quartier impérial. Je fus chargé d'aller à la division Bourmont cantonnée autour de Florenne et je partis à 2 heures du matin. J'allais au grand galop, lorsque deux chasseurs à cheval, arrivant de la direction des avant-postes, me firent signe de m'arrêter :

« Le général Bourmont a déserté, me criaient-ils de loin.

— Malheureux ! leur dis-je, en mettant le sabre en main, taisez-vous, c'est impossible.

— Nous vous le jurons ! »

Abasourdi par cette nouvelle, dont ils précisaient les

moindres détails, je leur ordonnai de se rendre au quartier général à Philippeville, de ne dire la chose qu'au chef d'état-major, le colonel Saint-Rémy, et de l'aviser que je continuais ma route sur Florenne. J'arrivai en ce lieu quelques minutes plus tard. Dès l'entrée, je fus entouré de soldats qui criaient : « Nous sommes trahis, à bas les traîtres ! »

Ces cris se dirigeaient contre tous les officiers, sans m'excepter. Je ne me dissimulais pas le danger de ces menaces, mais je me mis au milieu d'eux en leur disant : « Bourmont vous a quittés, parce qu'il n'est pas digne de vous commander. J'apporte l'ordre de marche, mes enfants, prenez vos armes. »

Je remis les ordres au général Vichery, j'encourageai les hommes et parvins à remettre la foi en leur cœur. Voici ce que j'appris sur Bourmont et ses compagnons. Vers minuit, il avait déchiré tous les papiers militaires qu'il ne voulait pas emporter. Les morceaux en étaient épars auprès du fourgon d'état-major. A une heure, il monta à cheval avec tous ses officiers et les deux chasseurs d'ordonnance auprès de lui. Il s'était dirigé droit au nord, sur les avant-postes prussiens, distants de deux lieues au plus. Arrivé là, il avait engagé les deux ordonnances à le suivre. Ils s'y étaient refusés, et, malgré des promesses d'argent, ils étaient revenus. C'étaient eux que j'avais rencontrés.

La nouvelle de la désertion s'était répandue je ne sais comment; mais, en arrivant à Florenne, je trouvai tout en rumeur. La division avait ordre de passer la Sambre à 8 heures. Nous étions devant le pont, lorsque le général Gérard nous rejoignit. Il fit une harangue vive, ardente, en stigmatisant Bourmont; et, au milieu des cris de rage des soldats, il les engagea à observer la plus stricte discipline.

Après mille serments de le suivre partout, l'ex-division Bourmont (1) se remit en marche, et nous passâmes tous

(1) Plus tard, le général de Bourmont se montra remarquable lors de la prise d'Alger; il avait devant l'ennemi ses quatre fils, tous officiers, dont l'un fut tué.

la Sambre au bruit de quelques fusillades que nous entendions en avant.

Il paraît que Bourmont, en arrivant, déclara que l'armée était en marche, ce que les ennemis ignoraient. Lui ou ses officiers annoncèrent ce qu'ils savaient de nos mouvements, et l'alarme fut donnée avant que nous fussions en présence du Châtelet. Heureusement, aucun effort, ni aucune disposition, n'avaient été mis en œuvre pour détruire le pont, qui ne fut nullement défendu (1). Après avoir dépassé le Châtelet, nous rencontrâmes les autres corps d'armée qui prenaient leurs lignes de bataille. On avança vers Fleurus.

(1) Ce seul fait, malgré les assertions du général de Rumigny et du livre de Henri Houssaye, établit que l'ennemi n'était pas renseigné par Bourmont. Le général de Rumigny, qui n'a cessé, dans ses *Souvenirs*, de revenir jusqu'à la satiété sur l'incident de Florenne, remet les choses au point, avec beaucoup moins de passion, lorsque, raisonnant de sang-froid (chapitre II de l'épilogue), il déclare nettement que Bourmont n'a pu livrer à l'ennemi l'ordre de mouvement français, pour la bonne raison qu'il est parti avant de l'avoir reçu.

CAMPAGNE DE 1815 (Ligny-Waterloo).

Les souvenirs du général de Rumigny vont donner, dans les pages suivantes, un récit palpitant de la bataille de Ligny, en même temps qu'ils apporteront, sur les opérations désastreuses du maréchal de Grouchy, la veille et le jour de Waterloo, l'opinion capitale d'un témoin impartial et mieux informé que qui que ce soit.

Mais, pour bien apprécier la portée de ses impressions, il est nécessaire, encore une fois, de faire la synthèse de la mémorable et funeste campagne de cinq jours qui détruisit un empire. Malgré le sort contraire, il n'est pas un écrivain militaire, entre tous le plus réputé, Jomini, qui n'affirme que jamais Napoléon, même en faisant état de quelques fautes, n'a donné d'une manière plus éclatante la mesure de son génie.

A peine Louis XVIII reparti pour l'exil, l'Empereur réorganisait l'armée; et tandis que les Anglais et les Prussiens s'étendaient dans de vastes cantonnements, Wellington entre l'Escaut et la Senne, Blücher de Givet à Liége, il les surprenait en franchissant la Sambre, vers Charleroi, le 15 juin 1815. Fidèle à son même système, il courait empêcher leur jonction.

Malheureusement, il ne disposait plus que d'une organisation de guerre improvisée et il n'était plus renseigné comme autrefois. Ne recevant pas de nouvelles suffisamment précises de l'ennemi, il ne parvint à commencer ses attaques, le 16, qu'un peu tard.

L'aile droite de l'armée française était commandée par le maréchal Grouchy. L'aile gauche, par le maréchal Ney (1). L'Empereur comprit, dès le premier coup d'œil, que, pour atteindre son but stratégique, il fallait s'emparer de la

(1) Les aberrations du maréchal Ney à Quatre-Bras et à Waterloo causèrent la perte de l'Empereur.

grande route de Namur à Sombreffe et Quatre-Bras, par laquelle les Alliés allaient se donner la main. Ceux-ci, en effet, se concentrèrent avec la plus grande hâte : Blücher se serrant sur la droite de sa position, à Ligny; Wellington sur sa gauche, à Quatre-Bras. — Napoléon ordonna d'attaquer à fond des deux côtés.

Ses ordres, moins clairs ou moins bien traduits que d'ordinaire (il n'avait plus Berthier), et les incertitudes du maréchal Ney, arrivé de Paris depuis la veille seulement, firent qu'on aborda Quatre-Bras beaucoup trop tard, alors qu'une ou deux heures plus tôt les Anglais, encore en nombre insuffisant, eussent été écrasés, ce qui eût amené à bref délai le dénouement de cette campagne.

A notre droite, au contraire, le corps du maréchal de Grouchy s'engageait, sans perte de temps et énergiquement, contre les Prussiens. Il échoua en raison de l'écrasante supériorité numérique de ceux-ci, et aussi par suite d'un malentendu fatal qui fit que le corps d'Erlon, destiné à prendre à revers toute l'aile droite prussienne, erra toute la journée sur le champ de bataille, sans combattre, appelé d'abord par Napoléon, rappelé ensuite par Ney.

Pour en finir, l'Empereur dirigea la Garde à la place de d'Erlon, et, marchant à sa tête, mit l'adversaire en complète déroute. Blücher, renversé de son cheval dans une charge de nos cuirassiers, fut épargné par ceux-ci et s'échappa. Cette générosité perdit la France, car l'énergie de cet homme était seule capable de sauver l'armée prussienne d'un désastre irrémédiable.

L'armée anglaise, restée maîtresse de Quatre-Bras, ignorait encore le lendemain la défaite de Blücher, l'officier porteur de la nouvelle ayant été tué. Napoléon eût pu, ce matin-là, l'anéantir. Malheureusement, il n'avait plus ni la santé, ni l'activité foudroyante de Montenotte, Rivoli, Mantoue. Quand il ébranla l'armée, Wellington était en retraite sur Bruxelles.

L'Empereur le suivit et prescrivit d'autre part au maréchal Grouchy de s'attacher à Blücher et de l'immobiliser à tout prix. Le maréchal alla d'abord vers Gembloux, puis vers Wavre. On lira tout à l'heure le tableau saisissant où Rumigny, l'oreille au sol, entend le canon de Waterloo, où Gérard adjure Grouchy de se rabattre de ce côté-là, où Grouchy refuse obstinément, où Gérard désespéré essaie de se faire tuer. Qu'importe la cause de la résistance de Grouchy, inertie, incapacité, obscurité dans les ordres reçus? Ce qu'il

y a de certain, c'est que la Postérité le condamnera avec la sévérité vengeresse qu'elle a envers ceux qui ne marchent pas au canon.

Le 18, la rencontre de Waterloo se présentait dans les conditions les plus favorables aux yeux du vainqueur de tant de batailles sanglantes... Soudain, entre 4 et 5 heures du soir, le Prussien Bülow apparaît devant Planchenois, sur notre droite. Il est repoussé. — Mais, vers 7 heures et demie, au lieu de Grouchy attendu, c'est Blücher qui surgit à son tour, avec tout le reste de l'armée prussienne ! Dès lors, c'en est fait ! La droite française est enveloppée ! la bataille est perdue ! La déroute est complète !

Nous n'en dirons pas davantage, ayant hâte de rendre la parole à l'un des plus valeureux acteurs de la victoire de Ligny.

CHAPITRE II

L'EMPEREUR PEU SURPRIS DE LA DÉFECTION DE BOURMONT. — VERS WATERLOO. — ACTE CHEVALERESQUE DES CUIRASSIERS FRANÇAIS.

Le 16 au matin, le général rencontra l'Empereur au moulin qui est en arrière de Fleurus. L'Empereur était en haut de l'échelle du moulin, où le général alla le saluer. Nous étions à cheval au bas du moulin, qui est peu élevé.

Le général au retour dit à Saint-Rémy et à moi : « L'Empereur n'a pas paru surpris de la désertion de Bourmont. Il a l'habitude des abandons depuis 1813. Il en a entendu de toutes sortes, et les scènes de Fontainebleau doivent encore retentir à ses oreilles.

« La conduite des maréchaux Marmont, Ney, Oudinot, est de nature à l'éclairer sur ce qui se passe aujourd'hui. »

Le général Gérard se mit en marche sur la droite du village de Ligny, où les Prussiens rassemblaient leurs forces, et il observa la route de Namur, en attendant que l'infanterie fût arrivée.

Peu après, il se porta en avant, avec son état-major, de manière à se trouver en présence d'un escadron de lanciers prussiens précédés de quelques tirailleurs. Les chasseurs de l'escorte du général engagèrent un feu de tirailleurs, pendant lequel le général avança toujours à notre tête, sans s'inquiéter de n'être soutenu par personne.

Le colonel de Carignan, avec le 6e hussards, était en arrière, masqué par une élévation. Tout à coup, l'officier prussien lance son escadron au galop et nous donne ce qu'en terme de guerre on appelle une poussée.

Le général et son escorte firent bonne contenance jusqu'à l'approche de l'escadron ennemi, qui culbuta huit ou dix de nos chasseurs.

Le général et son gros chef d'état-major, voulant descendre dans un chemin creux, tombèrent avec leurs chevaux et se trouvèrent pris sans pouvoir se débarrasser.

Un lancier prussien, qui galopait par le chemin creux, donna cinq à six coups de lance à Saint-Rémy, qui se trouva heureusement en avant du général. Nous arrivâmes alors, et le Prussien se retira prudemment, laissant ses deux adversaires par terre.

Le général Saint-Rémy en fut quitte pour des blessures assez légères, et le général Gérard pour de bénignes contusions à la jambe.

J'étais allé appeler la cavalerie. Elle arriva au trot, et écrasa à son tour l'escadron prussien, qui se replia sur Ligny.

Une heure après, la bataille s'engagea. Ligny fut attaqué par la gauche, pendant qu'une des brigades, commandée par le général Rommieu, l'ancien colonel du 7e léger, abordait le centre du village. Les Prussiens occupaient Ligny très fortement, et, comme l'attaque était vigoureuse, ils entassaient les troupes à mesure qu'elles accouraient de leurs cantonnements. Bientôt le feu de l'artillerie devint violent; les batteries tonnaient par-dessus les maisons du village, très long et peu large Vers 2 heures, le général Gérard m'ordonna d'aller dire au général Rommieu de ne pas s'engager trop avant, si la résistance était trop vive. Je trouvai le 30e de ligne dans des chemins creux emplis d'une boue collante. Les malheureux soldats étaient fusillés par les Prussiens qui occupaient les jardins et les haies. Le 30e souffrait horriblement et le général Rommieu était bientôt gravement blessé. Je fis retirer les hommes du 30e, qui auraient succombé jusqu'au dernier, sans pouvoir atteindre l'ennemi; et je dis aux officiers de les porter en arrière du ruisseau qui se trouve au milieu du village. J'allai rendre compte au général Lavigne de tout cela.

Le maréchal Blücher fit faire une attaque soutenue par environ 20 milliers d'hommes. Le 30e et la brigade du général Rommieu ne purent soutenir un pareil effort; le village resta momentanément la conquête des Prussiens. Leurs tirailleurs parurent dans les haies extérieures, d'où le feu de leur infanterie fut très ardent.

En ce moment le général Gérard m'appelle, il m'ordonne de prendre deux bataillons et de chasser les Prussiens du village.

Je pris un bataillon du 72e et je m'élançai en tête. Nous franchîmes les haies sans tirer un seul coup de fusil et les grenadiers arrivèrent jusqu'auprès du cimetière sans avoir brûlé une amorce. Là, un bataillon prussien, arrêté par un défilé, fut presque entièrement anéanti par nos baïonnettes. Alors, plaçant le 2e bataillon pour garder ce que nous avions pris du village, je fis tête de colonne à droite et, après avoir longé un mur et passé devant une auberge, je dirigeai le 72e à l'extrémité des haies de Ligny.

Ce mouvement nous faisait déborder la gauche des Prussiens.

J'allai en rendre compte au général Gérard, demandant du renfort pour tomber sur l'aile gauche de l'ennemi. En ce moment, l'Empereur était à cheval dans un verger; le général me dit :

« Allez rendre compte à l'Empereur. »

Je m'approchai de Sa Majesté, et lui dis que j'étais derrière la gauche de l'ennemi, et que, si j'avais quelque cavalerie, je pourrais faire un grand nombre de prisonniers. L'Empereur donna alors ordre d'envoyer son piquet, malheureusement il ne put pas passer à cause de la tête de colonne des grenadiers de la garde impériale, qui était engagée dans le chemin bordé de haies, conduisant au point occupé par les troupes que j'avais empêchées de déboucher. Et après avoir éprouvé moi-même mille difficultés à passer, à pied, j'arrivai au 72e, craignant avec raison qu'une autre troupe n'eût l'honneur de mettre le désordre dans l'aile gauche des Prussiens. Je mis les deux bataillons en marche. Un chasseur prussien, embusqué aux dernières haies, nous ajusta, et lorsque j'eus dis au chef de bataillon : « Commandant ! à vous ou à moi », mon cheval s'affaissa d'une balle dans la tête. Je continuai à pied à la tête des troupes.

Il faut avoir éprouvé la sensation heureuse que l'on ressent lorsque, dans une bataille disputée avec acharnement, on a saisi le point faible de l'ennemi et que l'on sent la victoire dans ses mains, pour comprendre la joie avec

laquelle nous aperçûmes, en sortant des haies, les Prussiens occupés à faire un feu d'enfer contre le village, mais nous tournant le dos. Ils ne comprenaient pas être complètement tournés, et ne s'en rendirent compte que lorsque nous fûmes à près de 300 pas des maisons. Quelques-unes de nos balles, qui les prirent par derrière, occasionnèrent chez eux une déroute qui se propagea jusqu'au milieu du village. Malheureusement nous n'avions pas un seul escadron avec nous, il ne nous fut possible que de saisir quelques prisonniers, qui se rendaient sans difficulté. Ils étaient du régiment d'Ost Prussien. Nous vîmes courir plus de 30.000 hommes devant nous. Quelques balles accéléraient la marche. A ce moment, Blücher, apercevant ce mouvement décisif, lança ses hussards noirs pour arrêter la cavalerie du général Exelmans et du général Pajol, qui s'avançait en dehors du village à notre extrême droite. Il conduisit lui-même la charge, et je tiens du général prussien comte de Kostitz (aide de camp du roi de Prusse en 1842), alors aide de camp de Blücher, le fait suivant que je transcris dans les termes où je l'ai écrit *sous sa dictée.*

Textuel : « Nous galopions avec le maréchal Blücher, lorsque le cheval du maréchal trébucha et tomba de telle façon que la cuisse du maréchal fut prise et que ses efforts ne purent la dégager.

« Le sous-officier d'ordonnance sauta alors pour débarrasser notre chef et j'en fis autant, lorsque tout à coup une charge de cuirassiers français nous arriva comme la foudre.

« Le maréchal était par terre, et moi dans l'impossibilité de le sauver. Je me mis devant lui en signalant par des gestes notre détresse aux cavaliers. Ces braves soldats, malgré l'entrain de la charge, détournèrent leurs chevaux, en respectant notre malheur.

« Quelques minutes après, les hussards noirs revinrent à la charge, firent plier les cuirassiers; et, au retour, comme à leur premier passage, les cuirassiers détournèrent leurs chevaux pour ne pas blesser des ennemis désarmés. »

Tel fut son récit, et je ne pus m'empêcher de soupirer en pensant à toute la haine que Blücher nous portait, et au mal qu'il a fait à la France. Je reviens à mes notes.

CHAPITRE III

TRISTE SORT D'UN OFFICIER FRANÇAIS FIDÈLE AU ROI. — ON CROIT VOIR PARTOUT LA TRAHISON. — LES RELIGIEUSES PILLÉES. — LE CANON DE WATERLOO. — ÉTRANGE RÉCIT. — LES GÉNÉRAUX GROUCHY ET GÉRARD. — CE DERNIER VEUT SE FAIRE TUER. — LA MISSION SECRÈTE.

Lorsque j'aperçus la charge des cuirassiers, dont j'étais peu éloigné, je fis mettre en carré mes deux bataillons, et je les portai au sommet de la montagne. Puis je les laissai, pour retourner auprès du général Gérard, regardant ma mission comme accomplie.

Au moment où je quittais le bataillon, commandé par M. de Moncarville, j'entendis un cri de détresse et, en me retournant, je vis le désordre dans le bataillon. Je m'élançai dans le carré, où un officier se roulait à terre en expirant. J'appris qu'au moment où l'ennemi s'était montré, les soldats avaient crié : Vive l'Empereur ! et cet officier, par mégarde peut-être, vive le Roi ! Un sous-officier exalté lui avait passé sa baïonnette au travers du corps. La désertion du général Bourmont faisait crier à la trahison ! et le malheureux officier fut victime de cet état de choses.

Au milieu de la chaleur de la bataille, ce fait passa inaperçu ; si le sous-officier échappa au châtiment qu'il méritait, ce fut grâce aux événements qui se précipitèrent, car j'en fis part au général Gérard, très sévère et très juste dans la rigueur de l'application des lois militaires. Aucun corps n'était plus discipliné que le sien. Il montra, le lendemain 17 juin, avec quelle rigidité de discipline il voulait que les soldats se conduisissent. A mon retour au quartier général, je trouvai la victoire complète, quant au gain du champ de bataille, mais peu de prisonniers et de trophées. Des

morts et des mourants encombraient les routes du centre de Ligny. Le combat avait été acharné, le village disputé, pris et repris; et des deux côtés beaucoup de pertes.

Le général passa la nuit dans une grange, et le lendemain matin il apprit que l'Empereur se dirigeait sur Bruxelles pour attaquer l'armée anglaise. Tandis que le maréchal Grouchy prenait le commandement de l'aile droite de l'armée, ayant sous ses ordres : le général Vandamme, le général Gérard, et leurs corps d'armée, ainsi que la cavalerie du général Exelmans, nous gardâmes le champ de bataille, et, le 17 au soir, allâmes coucher à Gembloux. Le 18 au matin, le général attendit en vain les ordres du maréchal Grouchy jusqu'à 3 heures. Les troupes étaient prêtes, s'attendant à marcher d'un pas rapide à la poursuite des Prussiens, d'autant plus que le bruit se répandait qu'ils avaient été surpris par la marche et l'attaque de l'Empereur, et que leurs corps d'armée, passablement en désordre, cherchaient à se rallier au maréchal Blücher, leur général en chef. Ils se rendaient en effet vers lui à marche forcée. La cavalerie prenait des pelotons entiers égarés et ne sachant où aller pour nous éviter.

Au moment où nous étions le plus étonnés du retard que nous éprouvions, les religieuses du couvent de Gembloux vinrent se plaindre que l'on pillait leur communauté. Un officier fut envoyé, il s'empara d'un sous-officier du génie qui, profitant d'un trou fait par lui et les sapeurs du génie dans la clôture du couvent, s'y était introduit et volait vin et provisions.

On l'emmena prisonnier, et le général, voulant faire un exemple, ordonna qu'on le fusillât. Cela fut exécuté sans miséricorde contre le mur du couvent, et un ordre du jour annonça que tout acte de pillage en Belgique, chez nos compatriotes, serait réprimé avec la plus extrême sévérité. Vers 10 heures enfin, après une attente fiévreuse, l'ordre de marche arriva, et on fit une lieue dans la direction de Wavre. Arrivé près d'une ferme, le général Gérard fut invité à déjeuner par le maréchal Grouchy. Le général, déjà mécontent de la lenteur de notre marche, s'y rendit avec répugnance. Le corps de Vandamme était en avant sur Wavre, il avait rencontré les Prussiens et les suivait assez

mollement. Inquiet de voir nos chefs se mettre à table dans une ferme isolée, sans troupes pour les garder, je quittai la chambre et me dirigeai vers le jardin, qui était entouré d'un mur, avec une espèce de claire-voie peinte en vert, à l'extrémité. A quelque distance, vers l'ouest, se trouvait un bois. Je regardais attentivement, lorsque le bruit sourd d'un coup de canon me rendit plus attentif encore. Cette détonation fut suivie de plusieurs autres; je mis mon oreille contre le mur pour mieux distinguer les sons. J'étais seul et je perçus de nombreux coups de différents calibres. Ce ne pouvait être un simple combat d'avant-garde. Je rentrai en hâte dans la ferme. On y était dûment attablé :

« Monsieur le Maréchal, dis-je, il y a, du côté où est l'Empereur, un combat acharné.

— C'est peut-être un combat d'avant-garde?

— Je prie Monsieur le Maréchal de descendre au jardin pour en juger. »

Je conduisis moi-même le maréchal et le général Gérard au bout du jardin, où d'abord on n'entendit rien à cause du bruit de tout ce monde réuni. Je mis alors l'oreille à terre, et j'entendis distinctement la canonnade la plus vive. Le maréchal fut alors convaincu et il ordonna de monter à cheval. L'ordre exécuté, on se porta sur la route de Wavre. Guidant la marche, j'entendis un commencement de discussion assez vive entre le maréchal Grouchy et le général Gérard. Au moment où nous atteignions l'arrière-garde du général Vandamme, nos deux chefs entrèrent dans une maison de paysan, dans laquelle se trouvait un poêle en faïence. Tout le monde était dehors, excepté M. de Pontbelanger, aide de camp du maréchal Grouchy, et moi. Nous étions tous les deux contre la porte d'entrée afin d'empêcher qu'on ne vînt les distraire ni les interrompre. J'étais, on le sait, colonel, aide de camp du général Gérard, et par conséquent le premier de ses officiers. Le général et le maréchal tenaient ouverte une carte d'un capitaine, et le maréchal avait appuyé sa main droite sur cette carte, suspendue contre le poêle; le général la soutenait de sa main gauche.

Le point capital de la discussion, qui s'animait de plus en plus, était de savoir la direction à donner à l'armée.

Gérard voulait appuyer sur l'Empereur, et Grouchy, au contraire, pousser les Prussiens devant lui. Du point où nous étions, il n'y avait plus à douter que le combat ne fût une vive et véritable bataille; on voyait éclater les obus en l'air; de plus, nous comprenions, par la direction des feux, que nous étions plus haut vers le nord que la position de l'aile gauche de l'armée prussienne et que celle-ci filait vers l'ouest à notre insu. C'était maintenant clair comme le jour. Mais le maréchal hésitait, refusait, accumulant raisons sur raisons. Enfin nous entendîmes le général Gérard dire avec la plus vive animation :

« Monsieur le Maréchal, il est d'axiome à la guerre que l'on doit marcher sur le canon lorsqu'on entend le canon.

— Général, vous avez à exécuter des ordres, et non à les interpréter. »

Après ces mots, suivis d'une réflexion que je n'entendis pas, et quelques paroles vives du maréchal, on se sépara.

En arrivant à nous, le général Gérard était exaspéré; il nous dit :

« Il n'y a rien à faire, c'est affreux ! »

Pendant ce temps, Vandamme était arrivé devant Wavre, et il s'était flatté de prendre le point sans difficulté. Un peu d'hésitation fit manquer son attaque : les Prussiens ne montrèrent d'abord que peu d'artillerie; puis la résistance s'organisa, enfin une artillerie formidable leur permit de repousser toutes les attaques.

Le corps du général Gérard s'était étendu vers la gauche de Vandamme, ayant devant lui un petit pont, et un moulin sur la rivière de Wavre, qui couvrait son front. Les troupes étaient massées, attendant des ordres. A notre arrivée sur ce point, les Prussiens étaient immobiles devant nous, ayant seulement quelques tirailleurs le long de la rivière.

Le général Gérard m'envoya vers le maréchal Grouchy pour lui dire qu'il pouvait marcher par la gauche, passer le pont et se diriger vers l'Empereur. Le maréchal me répondit fort impatiemment, malgré ses formes toujours polies : « Dans un instant le général Vandamme sera maître de Wavre et toute l'armée le suivra. » Hélas ! cette illusion acheva le malheur de l'armée. Le général Gérard alla vers

le maréchal et eut de nouveau avec lui une vive discussion, il revint vers nous plus exaspéré encore.

Enfin il envoya deux ou trois officiers, coup sur coup, dire au maréchal que l'on voyait des Prussiens par divisions à droite (1), se diriger vers la bataille. Les bataillons succédaient aux bataillons, et tout un corps marchait, bon pas, devant nous, pour aller attaquer l'aile droite de Napoléon. Le maréchal s'obstina, refusant de se porter au secours de l'Empereur. L'heure avançait, et il était plus que temps de se décider. Le général alla encore trouver le maréchal, puis revenant à nous il nous dit : « Lorsque après vingt-cinq ans de guerre on voit faire de pareilles âneries, un officier général qui se respecte doit se faire tuer. » Alors, malgré nos remontrances, il ôta son manteau, qui était un carrick suivant la mode du temps, et s'avança vers les tirailleurs prussiens, qui dirigèrent immédiatement leur feu sur lui. Il parut en frac bleu, ayant au col le collier de l'ordre du Danebrog en diamants, plusieurs autres décorations, et la plaque de la Légion d'honneur.

Les balles tombaient très dru ; un officier d'état-major fut blessé, un sapeur du 30e tué ; et tout à coup, une balle, qui fit éclat en frappant, coucha à terre le général. Nous le saisîmes et, l'enveloppant dans mon carrick noisette, nous l'emportâmes avec nous en arrière et le déposâmes dans une ferme. Là, nous attendîmes avec anxiété les pronostics du Dr Cuttinger, chirurgien en chef du corps d'armée.

La balle avait frappé sur le troisième bouton, entraîné avec elle une partie du jabot de la chemise ; puis s'était logée dans le poumon gauche.

Les nouvelles de la journée ne nous rassuraient pas. On savait l'attaque de Wavre repoussée et Vandamme resté sur la rive gauche. Le canon du côté de l'Empereur ne s'entendait plus. A 11 heures du soir, le général Gérard me fit appeler. Voici ses propres paroles, que j'écrivis dans un carnet que j'ai conservé en raison de l'importance du sujet. Après quelques mots prononcés avec peine, le général, m'attirant près de son lit, me dit :

« Mon cher Rumigny, il est probable que je vais mourir,

(1) La droite des Prussiens.

ma poitrine s'emplit de sang, mais avant ma mort je veux rendre un dernier service à l'Empereur. Allez à Bruxelles où il doit être maintenant, dites-lui que je n'ai haine ni mauvais vouloir contre le maréchal Grouchy, mais que tout corps d'armée isolé laissé entre ses mains est un corps perdu pour l'armée française. »

Il me fit répéter ses paroles : « Je compte sur vous, ajouta-t-il; redites ma pensée sans ajouter ni diminuer. »

Je le lui jurai et, après lui avoir dit adieu en pleurant, je montai à cheval et j'allai aux avant-postes pour me rendre à ma destination. Je trouvai en chemin M. de Souci qui commandait une compagnie de voltigeurs. Il m'apprit que les Prussiens de Wavre n'avaient pas reculé, que le pont et le moulin étaient en leur pouvoir.

Je descendis le cours d'eau, avec quelques cavaliers, afin de trouver un passage et aller remplir ma mission. Je finis par découvrir un gué et franchis le ruisseau avec quinze cavaliers. J'allais me diriger vers la forêt de Soignes, lorsque j'aperçus des cavaliers poursuivant un trompette des nôtres sans bonnet, qui se jeta au milieu de nous. Son premier mot fut : « L'Empereur est battu; allez-vous-en, nous sommes foutus, la garde impériale est en déroute. J'ai couru toute la nuit sans savoir où j'allais, poursuivi par l'ennemi. »

Ces propos et l'air effrayé de cet homme me parurent suspects; je fis prendre sa bride par un dragon et je lui dis que j'allais le conduire au quartier général de l'Empereur.

Cependant quelques Prussiens que je vis sortir d'un bois me donnèrent à penser, et je me rapprochai de la rivière dont j'étais à près d'un quart de lieue. A une certaine distance, je fus chargé par un escadron et nous n'eûmes que le temps de passer à la nage. Deux de nos hommes furent pris. Je me hâtai de regagner l'armée du maréchal Grouchy, emmenant mon musicien (le trompette). On venait d'apprendre à l'instant l'affreux désastre de Waterloo !

CHAPITRE IV

LE GÉNÉRAL DE GROUCHY N'EST PAS UN TRAITRE. — RENCONTRE DU GÉNÉRAL SÉBASTIANI, DE LAFAYETTE ET DE BENJAMIN CONSTANT. — INCIDENT RELATIF AU MARÉCHAL OUDINOT. — L'EMPEREUR A LA MALMAISON. — COMBATS AUTOUR DE PARIS. — LES IDÉES FRANÇAISES RETOURNENT A LA ROYAUTÉ; MAIS L'ARMÉE CRAINT LES REPRÉSAILLES. — ON PENSE AU DUC D'ORLÉANS POUR OCCUPER LE TRONE APRÈS LES 100 JOURS. — LABÉDOYÈRE SE CROIT EN SURETÉ. — SA BELLE CONDUITE.

L'ordre était donné de se rendre à Namur. J'allai prendre rang dans l'état-major du général Pajol, qui commandait la cavalerie. Je ne pus rien apprendre du général Gérard. Je le croyais mort ou au moins prisonnier. J'avais le cœur déchiré. Arrivé à Namur, nous faillîmes prendre le commandant prussien, à qui j'envoyai un coup de pistolet qui le manqua.

Le lendemain soir, il y eut un combat violent, qui coûta cher aux Prussiens. Ils avaient voulu nous surprendre la nuit. Ils perdirent près de 3.000 hommes. A chaque instant, nous apprenions des nouvelles accablantes de la défaite de Waterloo. Nous arrivâmes à Givet, où déjà nous trouvâmes des soldats échappés à ce malheur.

A Rocroi, le maréchal Grouchy me fit appeler. Il me donna l'ordre de me rendre à Paris, à franc étrier, pour annoncer à l'Empereur que le corps allait marcher sur Mézières avec 34.000 hommes et 100 pièces de canon, et que tout le monde était bien disposé et prêt à se battre. Je pris sur-le-champ un cheval de poste et un postillon et gagnai la route de Paris.

On a souvent accusé le maréchal Grouchy de trahison,

c'est une affreuse calomnie. C'était un homme d'honneur, mais, hélas ! très peu capable de conduire une armée isolée. Il était officier de cavalerie exclusivement, et, par conséquent, peu apte à diriger une armée composée de plusieurs armes. Le général Gérard le jugea ainsi que moi. Je puis garantir que le maréchal Grouchy, s'il a perdu l'armée, ce qui est certain, a été de bonne foi. Il y eut incapacité ce jour fatal, pas plus. Il n'a pas été le seul aux jours de nos revers à en montrer. Ney et autres ont leur part dans les tristes résultats qui nous ont abattus en 1814 et 1815. Dans les moments de victoire, tout le monde est bon pour poursuivre; mais aux jours de revers, il faut des âmes bien trempées et des têtes capables. J'allais donc galopant et pensant tristement, lorsque, dans la forêt de Villers-Cotterets, je vis venir une voiture à quatre chevaux de poste avec un courrier en avant.

« Arrêtez, arrêtez ! » me cria-t-on.

Je m'approchai de la voiture et je vis le général Sébastiani.

« Quelles nouvelles ? me dit-il.

— Mon général, je vais annoncer à l'Empereur que le maréchal Grouchy...

— Mon cher colonel, me répondit-il, l'Empereur a abdiqué. Il n'est plus à Paris. Mais allez au Ministère de la Guerre, dites au prince d'Eckmühl que vous m'avez rencontré et que je vais faire diligence pour arrêter l'ennemi et parlementer.

— Vous rencontrerez aujourd'hui, ajoute-t-il, le général Lafayette et Benjamin Constant, qui me suivent dans le même but. » Ces deux noms m'étaient antipathiques, et je dis au général :

« Mon général, il vaut mieux se battre que de négocier; et on ne vous recevra pas, j'en suis certain. »

Je continuai encore plus tristement ma route. A quelques lieues, Lafayette me fit appeler par son domestique, je ne répondis rien et en fis de même à Benjamin Constant, sauf un : « Va te faire f... » que je lui lâchai en passant.

J'arrivai enfin à Paris, où j'appris que l'Empereur était à la Malmaison, et qu'il me serait impossible d'aller le trouver parce qu'on le gardait à vue. Je me rendis donc au

Ministère de la Guerre et, pendant que je rendais compte au prince d'Eckmühl de ma mission, j'appris que le général Gérard avait réussi à passer à travers les ennemis et que, porté sur son fourgon, défendu par ses braves aides de camp : Perron, Lafontaine, Gérard, etc..., et son escorte, il était arrivé à Paris. Cette nouvelle fut pour moi un premier sujet de consolation, car je lui étais fort attaché et je l'avais pleuré du fond de l'âme.

Pendant que j'étais dans le cabinet du Ministre, on annonça le maréchal Oudinot. La conversation suivante s'établit. M. Guérier, secrétaire du maréchal, était présent :

« Mon cher maréchal, dit Oudinot, je viens te demander un commandement, car dans l'état des choses tout le monde se doit à son pays. »

Le maréchal Davoust l'interrompit brusquement en lui disant :

« Ah ! pour cela, c'est impossible. Qui diable veux-tu qui ait confiance en toi aujourd'hui, après ta conduite en 1814 ? La seule chose que je puisse faire est de te donner un commandement entre le village de Meudon et Paris.

— Je te remercie », dit Oudinot.

Et il s'en alla, pendant que le Ministre, se tournant vers nous, expliqua :

— Où diable a-t-il la tête ! Personne ne se fierait à lui ! »

Je me rendis chez le général Gérard, qui était rue de Buffant, chez M. Duroux, son ami. Je le revis en état passable, mais souffrant beaucoup. Il causa de la mission qu'il m'avait donnée, et depuis nous en parlâmes souvent. Je n'ai jamais voulu rien publier pendant la controverse qui s'est établie en 1821 et 1822, au sujet du maréchal Grouchy. Il avait été plein de bonté pour moi en plusieurs occasions. Je pensais que les faits que j'écris ici intéresseraient surtout la postérité, et je ne voulais pas ajouter à l'âcreté des écrivains de l'époque. L'officier au carrick noisette dont parle Dismée, c'était moi.

J'étais, lors de ce débat, aide de camp de Mgr le duc d'Orléans, et, par conséquent, tenu à une neutralité silencieuse. Il m'eût été pénible de dire au maréchal Grouchy (qui était, je le répète, un homme d'honneur et un brave officier, commandant parfaitement, sous les ordres de

l'Empereur, un corps de cavalerie) : « Vous êtes incapable de commander en chef, vous avez perdu la France ! » Je me suis donc abstenu. Le général Gérard lui-même m'a approuvé ! Vers la fin des Cent-Jours, les nouvelles les plus absurdes étaient répandues à profusion. Quand l'ennemi s'avança de tous les points de nos frontières de terre, le maréchal Davoust et les membres du Gouvernement provisoire n'offraient pas à l'armée, dans leur association hybride, une garantie suffisante pour que les troupes sentissent renaître confiance et ardeur guerrière.

Quelques colonels formèrent alors le projet d'enlever l'Empereur à la Malmaison. Il y eut plusieurs réunions auxquelles j'assistai. L'avis des plus énergiques était : 1° d'aller à la Malmaison, de saisir le général Beker qui avait la charge de garder l'Empereur; 2° de se porter à la hâte, après avoir enlevé l'Empereur, sur la Chambre, de la jeter à la porte; ensuite, de marcher à l'ennemi et de le battre pendant qu'il était en pleine sécurité.

La question de ce que l'on pouvait faire contre les ennemis nombreux qui s'avançaient inquiétait un peu, mais on pensait, et avec raison, que les absurdes idées de la Chambre et le peu d'énergie des membres du gouvernement provisoire allaient nous livrer pieds et poings liés aux Alliés, sans qu'ils voulussent rien entendre en voyant ce qui se passait chez nous. Il y avait une grande division dans les opinions des officiers qui se trouvaient réunis, et le complot avorta. L'âme du complot était Lalon, officier supérieur, qui me fit ses adieux et se brûla la cervelle quelque temps après. Le maréchal Davoust me donna alors un commandement du côté de la Villette. Parmi les hommes que j'avais à commander, se trouvaient 1.800 fédérés, qui étaient assez ardents, mais point disciplinés. Je fis peu de chose, bien que nous ayons tiraillé pendant quelques jours contre les Prussiens. Ceux-ci avaient commis la faute de se séparer, et un corps de 30.000 hommes s'était mis en marche sur Versailles.

Un conseil de guerre eut lieu à la Villette, où le maréchal Davoust avait son quartier général. Il fut convenu que les troupes campées en avant de Montrouge sous les ordres du général Exelmans se porteraient sur Sèvres et attaque-

raient les Prussiens. 12.000 hommes de la garde devaient former la tête de la colonne qui partirait par le vieux Neuilly pour marcher sur Saint-Germain, le reste de l'armée devait suivre et menacer la gauche des ennemis. Le maréchal Davoust me donna ordre de me rendre auprès des officiers ayant la direction du corps du général Gérard blessé, hors d'état encore de monter à cheval. J'allai à Montrouge et je suivis les troupes lorsqu'elles furent en marche.

Le général Exelmans faisait l'avant-garde avec la cavalerie. Il rencontra les Prussiens à Sèvres, les culbuta et arriva à Versailles, où un régiment de hussards de Brandebourg fut obligé de mettre bas les armes. La grille de Versailles qui barre la route de Saint-Germain se trouva fermée, de telle sorte que le régiment ennemi ne put se frayer un passage. Le reste de l'armée ne bougea plus. Naturellement, on fit passer les hussards et les prisonniers prussiens par le boulevard, où tous les Parisiens purent les voir. Ce petit succès enflamma l'ardeur de quelques gardes nationaux, mais il était trop tard; la nation n'avait plus de chef, les discours de quelques députés jetaient le découragement et cela ne conduisait à rien. Les alliés commençaient alors à entourer Paris et à couvrir de flots de troupes nos provinces les plus guerrières.

La Vendée appelait les Princes de la famille royale, et beaucoup de gens étaient fatigués des alarmes et des excitations des mois précédents.

Les vociférations des fédérés inquiétaient le grand nombre. Quant au prestige impérial, il restait affaibli : Napoléon, quelque grand qu'il fût, venait d'être vaincu deux fois, en 1814 et en 1815. Les idées constitutionnelles avaient fait des progrès, tout concourait à annihiler nos forces combattantes. Nous étions encore plus de 70.000 vigoureux soldats; mais nos chefs n'avaient nullement la volonté de s'ensevelir sous les ruines de l'Empire. Par conséquent, aucun d'entre eux n'avait l'enthousiasme nécessaire pour entraîner les armées.

La capitulation de Paris se traita d'une étrange façon. On envoya, du quartier général situé à Montrouge, une députation qui se rendit à Meudon. Je la rencontrai en revenant des postes établis en avant d'Issy. M. Bourgeois,

chef aux Affaires étrangères, me dit : « Venez avec nous, nous aurons besoin de vous pour rapporter les nouvelles. »

Mais au bas de la côte d'Issy, les Prussiens refusèrent de me laisser passer parce que j'étais à cheval, et je revins vers les postes de l'ancienne division Vichery. Des gardes nationaux se ruèrent sur moi en me voyant revenir des postes prussiens, et peu s'en fallut que je ne fusse fusillé par eux. Heureusement, des grenadiers du 30e de ligne vinrent à mon secours, arrêtant la fureur de ces hommes sans frein ni discipline. A leur tour, ils furent heureux que j'intercédasse pour eux, car un sergent du 30e voulait les tuer sans miséricorde.

Quelques jours après, j'étais près du général Gérard, qui se rendait à Orléans avec l'armée du maréchal Davoust. On s'arrêta à Savigny, où un grand nombre de généraux se trouvaient réunis. Il y eut une espèce de conseil, dans lequel on convint qu'il serait utile de faire une démarche en faveur du duc d'Orléans, alors en Angleterre. L'armée craignait Louis XVIII. Elle pensait que jamais ce monarque ne pardonnerait ce qui s'était passé au retour de l'Ile d'Elbe, qu'enfin les troupes seraient très mal traitées sous son règne. A la suite du conseil, le général Gérard me fit appeler en présence des généraux Fresgnet, Pajol, Exelmans, Vichery et quelques autres. Le maréchal Davoust me donna l'ordre de me rendre à Paris et de remettre au duc d'Otrante (Fouché) la lettre collective qu'on me confiait. En outre, j'avais ordre d'aller voir le duc de Vicence (Caulaincourt) et de m'entendre avec lui.

Je pris à la poste de Savigny un bidet — bien fatigué, mais allant un peu — et je m'acheminai sur Paris avec un postillon. A peine hors du village, le postillon effrayé me déclara qu'il n'irait pas plus loin, parce que les cosaques s'avançaient et qu'il serait gardé prisonnier. Je continuai donc mon chemin seul, et effectivement, à deux lieues, je fus arrêté par deux cosaques qui voulurent d'abord me désarmer, mais je tirai mon sabre et j'allais me mettre en défense lorsqu'un officier russe arriva au galop. Après quelques mots d'explication, il me donna un de ses hommes pour m'accompagner jusqu'à la barrière. Je me remis au galop et, soit que le cheval du cosaque fût fatigué, ou qu'il

eût peur de s'éloigner de son poste, il me laissa gagner de l'avance et j'arrivai seul à Paris. J'allai d'abord chez le duc de Vicence, il était aux Tuileries dans l'appartement qui donnait sur le quai, au bout de la galerie de Diane. Il lut attentivement la lettre dont j'étais porteur, et, après quelques mots d'entretien, il m'envoya au duc d'Otrante. Je trouvai ce ministre quai Malaquais, à l'ancien hôtel de la Police. Il était fort tard dans la nuit. Le duc me parla de la lettre dont j'étais porteur et me dit que les difficultés seraient énormes, que les Alliés voulaient purement et simplement rétablir Louis XVIII comme il était en 1814, qu'une nouvelle proposition entraverait les choses et qu'il me donnerait une réponse le lendemain.

Je me retirai. Le lendemain, lorsque je revins, il me dit d'attendre. La journée se passa, et lorsque je voulus avoir un ordre pour retourner au quartier général, il me dit que c'était inutile, qu'il fallait que je restasse à Paris, que d'ailleurs il ne me donnerait pas de passeport.

Cette réponse me mit en fureur; et je le lui témoignais, lorsqu'il me dit tranquillement : « Mon cher colonel, je partage toutes les pensées des généraux; mais il y a force majeure, je l'ai fait dire au prince d'Eckmühl et aux autres officiers de l'armée. »

Je lui représentai que si je restais à Paris pendant que l'armée était à Orléans et sur la rive gauche de la Loire, j'aurais l'air d'être un déserteur. Alors il me dit :

« Revenez dans deux jours, vous aurez un passeport. »

J'étais à Paris, lorsque je rencontrai Labédoyère, avec qui j'étais lié depuis la campagne de 1813. Il était en cabriolet.

Je l'arrêtai et lui parlai de l'imprudence qu'il commettait en ne partant pas; qu'il n'y avait pour lui qu'un lieu de sûreté et qu'il devait gagner l'Amérique. Il me dit qu'on ne le prendrait pas et que d'ailleurs on n'oserait pas le mettre à mort.

J'eus beau l'engager à montrer de la prudence, je n'en pus rien obtenir et je le quittai, bien convaincu qu'il lui arriverait malheur.

Ma conviction n'était, hélas ! que trop fondée.

J'ai connu peu d'officiers plus braves, de plus d'entrain à

l'armée, d'un plus brillant courage. Je l'accompagnais à la bataille de Bautzen lorsqu'il commandait le 112e de ligne; je lui apportai l'ordre du général Gérard de reprendre la position que le maréchal Oudinot abandonnait, avec tout son corps d'armée. Cette position, qui était sur le flanc droit de notre division Gérard, était occupée par une division de grenadiers russes. Le maréchal Oudinot l'avait évacuée malgré les plus vives instances du général Gérard, qui bouillonnait de colère, parce que de là pouvait dépendre le non-succès de la bataille. Lorsque j'apportai l'ordre à Labédoyère, il me dit :

« Diable, ce sera rude !

— Oui, mais le général m'a chargé de vous dire que, dussions-nous y périr, il faut l'enlever.

— Alors, allons !

— « Par division (1) à droite, à distance de peloton, serrez la colonne ! cria-t-il; et ensuite : en avant marche ! »

Jamais mouvement ne fut plus beau, et le 112e aborda les Russes la baïonnette croisée, nous eûmes la gloire d'enlever cette rude position, et je vis le capitaine de grenadiers du 1er bataillon du 112e abattre de son épée l'officier russe qui était devant lui.

Chacun de nous croisa le fer avec les Russes. Labédoyère fut admirable. Lorsque l'occupation de la position fut assurée, je courus vers le général Gérard, qui était à quelques pas de nous.

Pauvre Labédoyère ! que n'est-il tombé là !

(1) Dans les commandements de *manœuvre*, le mot « division » voulait dire deux compagnies combinées. Les compagnies d'infanterie s'appelaient des pelotons. Quant à la division, *unité tactique*, elle se composait de deux brigades d'infanterie et de plusieurs batteries.

CHAPITRE V

Mlle BOURGOIN ET NAPOLÉON. — L'ÉPUISEMENT DE L'ARMÉE EST AU COMBLE; ON LA LICENCIE. — LE MARÉCHAL BRUNE ET TRESTAILLON. — LOUIS XVIII MONTRE UNE ÉNERGIE ROYALE. — RUMIGNY EN DEMI-SOLDE PROJETTE DE COMPLÉTER SON INSTRUCTION. — IL EST ADMIS PAR LE DUC D'ORLÉANS COMME AIDE DE CAMP.

Lorsque le roi Louis XVIII fit sa seconde entrée à Paris, j'étais sur le boulevard au coin de la rue Montmartre.

Mlle Bourgoin, la belle actrice du Théâtre-Français, était au balcon de la maison sous laquelle je me trouvais avec un camarade d'armée. Mlle Bourgoin était très jolie et connue pour son royalisme exalté et pour sa haine contre l'Empereur. Cette haine avait, dit-on, pour origine la manière dont elle avait été traitée par quelques grands seigneurs de sa Cour. Au retour de l'Ile d'Elbe, elle avait tenu les propos les plus aigres contre le vainqueur du jour, et ses paroles, commentées par la police, avaient été dites à l'Empereur. Il résolut donc une petite vengeance, qui porta au dernier degré la haine de l'actrice. Pendant les Cent-Jours, Napoléon fit demander Mlle Bourgoin. Elle arriva le soir aux Tuileries; elle coucha dans la chambre qui est en haut de l'escalier des appartements et qui aboutit au deuxième étage du château. Vers une heure du matin, l'Empereur, qui avait feint d'oublier la belle, arriva dans sa chambre, la regarda assez longuement sans parler; puis, haussant les épaules, il la quitta en disant :

« Ce n'est que cela ! Il ne valait pas la peine de faire tant la renchérie ! »

Cette anecdote, qui amusa tout le monde, explique bien

la rancune d'une personne habituée à tous les hommages, et que l'empereur Alexandre avait trouvée très à son gré à Erfurt et à Paris.

Mlle Bourgoin, en voyant sous le balcon deux officiers en qui, à leur teint bronzé et à leurs décorations sans lys, elle reconnut des officiers de Waterloo, des « demi-solde » sans doute, nous fit, avec la main et le visage, un signe de profond mépris.

Nous ripostâmes par un léger coup de sifflet, et peu s'en fallut que nous ne fussions maltraités par la foule.

Malgré tout ce que l'on a pu écrire et dire, il est évident qu'au retour de Louis XVIII, toute la population de Paris, sauf quelques exceptions, était heureuse et voyait là un gage de calme pour l'avenir.

Le licenciement de l'armée s'était fait sans la moindre opposition; jamais soumission n'a été plus complète aux décrets de la Providence. L'armée en rentrant dans la nation y porta cependant le culte des souvenirs et ce levain de Bonapartisme qui a donné souvent de mauvais jours à la Royauté.

L'orgueil naturel aux hommes de guerre ne pouvait se pénétrer de l'idée que Napoléon avait commis de grandes fautes; pas un soldat ne croyait à une défaite suite de mauvaises combinaisons. Ils avaient vu dans celles de Leipsig, de 1814, et de Waterloo, uniquement la trahison. Ce mot est le voile qui aveugle les croyants en palliant les fautes de l'idole, et l'illusion qu'il crée explique l'attachement au nom de Napoléon, et le fanatisme des anciens soldats qui ont survécu aux longues campagnes de 1794 à 1815. Les officiers supérieurs ne partageaient pas cette opinion. Souvent, en 1814, on entendait dire : « Bravo ! encore une victoire ! mais si l'Empereur ne fait pas la paix, un beau jour, après la victoire, nous nous en irons chacun chez nous, avec une blouse et un bonnet de coton, car il n'y aura plus personne pour ramasser les lauriers ! » L'épuisement de l'armée était à son comble, chaque combat la diminuait dans une proportion effrayante. De recensement, il n'était plus question, la race était presque éteinte.

Dans le midi de la France, il y eut des actions déplorables. Ainsi, lorsque la garnison de Marseille reçut avis

de son licenciement, on lui donna ordre de quitter les forts Saint-Jean et autres. Ensuite, on lui demanda ses drapeaux, elle les livra. Le lendemain, on demanda ses fusils, en disant que les royalistes s'effraieraient de voir des armes dans les mains d'une armée commandée par les officiers de l'Empereur vaincu. Par une faiblesse inouïe, on livra les armes.

La garnison reçut ordre de se rendre à Toulon, et lorsqu'elle se soumettait entièrement en prenant la route de Toulon, elle fut attaquée sans ordres. La populace de Marseille excitée se rua sur les femmes et les derniers mamelucks et les tua, les pilla. Poursuivant par-dessus les murs qui bordent la grande route les régiments désarmés, elle massacra un grand nombre de soldats.

Jusqu'à Aubagne les survivants furent traqués, indignement mis à mort, et leurs restes outragés.

Le massacre eut lieu sans que M. de Vitrolles (1) eût été vu entre les victimes et les égorgeurs. Son nom doit donc être voué à l'exécration. Tout le monde sait l'horrible fin du maréchal Brune. Après le licenciement de l'armée du Midi, il arriva à Avignon. Sa présence excita une grande fermentation dans la populace; il y eut des rassemblements. Aussi quelques personnes conseillèrent-elles au maréchal de ne pas rester dans la ville et de partir en se déguisant.

Brune refusa : « J'ai fait ma soumission, dit-il, que veut-on de plus? »

Au milieu de la nuit, la maison est attaquée par la bande de Trestaillon, le maréchal résiste avec les personnes qui l'accompagnent. Un homme se laisse glisser par la cheminée, ouvre à la bande des forcenés. Ceux-ci pénètrent dans l'hôtel, prennent le maréchal et l'égorgent avec la dernière barbarie.

Ces événements portèrent la rage dans les cœurs des vieux soldats; beaucoup voulaient que l'on prît les armes, mais force fut de se soumettre, et d'ailleurs, il faut le reconnaître pour être juste envers la Restauration, on donna des ordres pour réprimer ces excès; ils furent donc

(1) C'est lui qui exerçait l'autorité dans le Midi.

partiels. Nous autres officiers supérieurs, on nous renvoya avec certaines formes, et on nous engagea à quitter Paris. Je me retirai dans la Somme, chez mon père, à Amiens. J'y fus témoin d'une chose assez curieuse pour que je la raconte :

Le prince de Salm, gendre du duc d'Havré, capitaine d'une compagnie des gardes du corps, n'avait jamais servi dans aucune armée. Il arriva à Amiens avec des officiers d'état-major et des aides de camp, tellement nombreux qu'on ne savait où les loger. Tous se mirent à acheter des épaulettes de capitaine, de lieutenant, etc., mais de soldats, pas un seul. La ville fut inondée de ces uniformes chamarrés. Le prince ne se montrait qu'entouré de ce brillant et grotesque état-major. Rien n'était plus comique; on les rencontrait par petites bandes avec des sabres énormes, se promenant comme s'ils eussent été les vainqueurs du monde.

La ville leur offrit des fêtes et des bals qui semblaient insulter à la misère publique, car les chers Alliés coûtaient des sommes énormes, et ils enlevaient nos trophées avec notre argent. Louis XVIII fit alors un acte de vigueur, qui eut un certain retentissement parmi nous.

Il s'opposa avec une grande énergie à la destruction du pont d'Iéna, que Blücher voulait faire sauter, en révolte du nom qu'il portait, comme si la mine du pont eût pu faire oublier les malheurs de la Prusse et les victoires de Napoléon !

La France possède de telles ressources que peu d'années suffisent pour effacer toute trace extérieure de guerre et de pillage; mais les services individuels oubliés, méconnus, les pertes de famille ne se réparent pas aussi promptement, et les longues guerres laissent l'âme triste et douloureuse. La France respira cependant. En même temps, les soins du gouvernement tendirent à combler les vides laissés dans le trésor par les événements des Cent-Jours.

Les malheurs de 1814 n'avaient pas porté le désordre dans les finances, et deux années de paix auraient réparé les dépenses onéreuses de la défaite; mais les énormes consommations de 1815, les contributions de guerre, la nourriture des troupes étrangères, furent des plaies profondes dont on ne sondait pas les abîmes sans frémir. Une sage liberté,

des dépenses modérées et, il faut le dire, l'économie du gouvernement comblèrent peu à peu les déficits. La nation, au bout de quelques années, se souvenait encore des maux que nous avions soufferts; mais les finances étaient en bon état. La condition de l'armée ancienne fut triste, il est vrai, et ceux qui souffrent sont rarement justes dans leurs récriminations. Nous étions à demi-solde, nos grades dans certains cas furent contestés, et je fus de ceux, nombreux, qui étaient condamnés à perdre les épaulettes qu'ils portaient pendant les Cent-Jours, ou à la fin de 1814.

J'avais été nommé colonel à Fontainebleau par l'empereur Napoléon. Je m'étais, en effet, heureusement distingué à la bataille de Montereau, et le général Gérard avait demandé pour moi le grade de colonel. A Fontainebleau, on faisait des nominations; mais le corps du général Gérard avait tout d'abord été oublié par le prince Berthier, lorsque le général s'en plaignit amèrement. En effet, le 11e et le 2e corps d'armée, mis sous les ordres du général Gérard, avaient agi seuls avec la Garde, à cette dernière de nos victoires.

Le 5 avril au matin, on nous envoya enfin nos brevets. Le gouvernement de Louis XVIII refusa de les reconnaître. Il arrêtait son consentement à ce qu'il avait ratifié le 4 au soir. Cette triste mesure, qui atteignait environ 40 à 50 officiers au plus, servit de texte aux plus furibondes réclamations. J'en souffrais, mais je le supportais avec courage malgré mon chagrin. Je me retirai à la campagne. Quant au général Gérard, il alla pour quelque temps en Belgique. Mon parti fut bientôt pris, je me décidai à compléter mon instruction scientifique, tout à fait manquée par suite de mon entrée au service avant l'âge de seize ans. Je revins à Paris, où je restai tant que mes moyens pécuniaires me le permirent, pour y suivre des cours de géologie, de médecine, de physique, de chimie, etc...

Je trouvai une source infinie de jouissances dans ce travail intellectuel, que j'ignorais presque. Je me préparais à voyager, à utiliser mon peu de connaissances pour le bien de mon pays; je fus sur le point de partir pour la Chine avec M. de Sainte-Croix, qui avait une mission du gouvernement.

Allard, qui devint ensuite général de Ruindjeksingh, roi de Lahore, me proposa de m'emmener avec lui. Je n'étais pas prêt alors et je croyais devoir étudier encore un an avant de tenter les aventures. Je passai ainsi 1816 chez mon père, à Rumigny.

En 1817, je reçus un ordre de me rendre à Paris et de me présenter au ministère de la Guerre. Le ministre était le maréchal Gouvion-Saint-Cyr, et le chef du personnel le général Saint-Alphonse, ancien aide de camp de Bernadotte et ami intime du général Gérard.

On cherchait alors à reprendre tous les officiers qui avaient quelque réputation et l'expérience de la guerre. A Paris, je rencontrai le général Albert, premier aide de camp du duc d'Orléans. Ce Prince était entouré de bons officiers appartenant tous à l'armée ancienne. Albert, avec lequel j'avais fait la guerre, quoiqu'il fût bien plus ancien que moi, me proposa de me présenter au duc d'Orléans et de solliciter pour moi une place vacante d'aide de camp.

J'acceptai, mais par avance je me rendis au ministère de la Guerre en bourgeois. Je n'avais pas mis d'uniforme depuis qu'on ne me reconnaissait plus le grade gagné sur les champs de bataille. Le maréchal Gouvion-Saint-Cyr me fit très bon accueil, il me demanda pourquoi je ne reprenais pas de service.

« Parce que je suis décidé à quitter l'armée et à aller en pays étranger.

— Avez-vous quelque sujet de mécontentement?

— Certes. On m'a refusé le grade gagné à la bataille de Montereau. »

Le maréchal consulte mon dossier et répond :

« Et si on vous le rend?

— Alors, je réfléchirai.

— Eh bien! allez m'attendre chez le général Saint-Alphonse. »

Il se rendait aux Tuileries. Une heure après, le général Saint-Alphonse me conduisait au cabinet du ministre :

« Le Roi m'a refusé absolument, me dit celui-ci, j'en suis désolé. Mais il m'a dit : « Que M. de Rumigny entre au « service, et je ne le ferai pas attendre. »

Le ministre me congédia en me priant de revenir dans deux jours. Je fus à l'audience du duc d'Orléans, présenté par mes anciens camarades, le général Albert, Athalin et Saint-Aldegonde, ses aides de camp.

Le Prince me reçut avec cette bonté qui ne le quittait jamais; il me parla de mes campagnes et me laissa conquis. Albert me dit en sortant que le Prince comptait me demander au Roi. Cela eut lieu effectivement; Louis XVIII répondit qu'il me mettrait auprès du Prince lorsque je serais passé par l'armée, que j'étais un soldat de Waterloo... Je retournai au ministère et je repris du service comme chef de bataillon, avec la promesse d'être nommé lieutenant-colonel à la première occasion. Trois jours après j'étais incorporé dans la légion de la Mayenne, au 51e de ligne. Je me rendis à Cherbourg, à la grande joie de ma famille.

Voici ce qu'était alors l'armée, reformée depuis les Cent-Jours.

Nouvelle armée.

L'État-Major de l'armée comptait dans ses rangs des officiers généraux de mérite, tels que le maréchal Gouvion-Saint-Cyr, le duc de Feltre (Clarke), le duc de Bellune (Victor), Maison, le duc de Raguse (Marmont), et plusieurs généraux de division. Mais au milieu de ces hommes de guerre se trouvaient un grand nombre de généraux improvisés, que Louis XVIII ne pouvait pas repousser, mais qui étaient impropres à tout service militaire. Plusieurs des Vendéens étaient bons pour manier des paysans du bocage et de la Bretagne, mais quelques-uns seulement étaient aptes à commander des troupes comme les nôtres (1). Comme esprit, les régiments étaient presque tous scindés en deux fractions, par l'amalgame que l'on avait voulu faire des anciens militaires et des nouveaux admis. Dans

(1) Le général de Rumigny est injuste : les Vendéens avaient d'excellents chefs. Le général d'Andigné sur la rive droite de la Loire rendit les plus grands services lors de l'occupation prussienne et se montra habile, non seulement comme militaire, mais aussi comme diplomate. En toute circonstance, il fut loyal, et intransigeant avec sa conscience, bien qu'il souffrît de certaines mesures injustes prises par le Roi à l'égard de ses Vendéens, dont les retraites et indemnités de guerre étaient moindres que celles accordées aux soldats de l'Empire.

le régiment de ligne où je fus envoyé, la moitié des officiers sortaient des chouans, l'autre moitié des rangs de l'armée. Les premiers étaient presque tous des jeunes gens indisciplinés, méfiants à l'encontre de leurs camarades de l'armée de carrière, et il est étonnant que l'on ait pu conserver quelque union dans une pareille composition d'hommes.

Le colonel du 51e se nommait de la Poterie. C'était un gros viveur, homme très loyal, intelligent, mais peu militaire. Il avait été l'ami de Georges Cadoudal et chef des chouans pendant dix ans.

Il avait une grande confiance en moi; je crois lui avoir rendu de bons services. Il se plaignait souvent à moi de la conduite des officiers sortis des guerres civiles, et il n'avait aucune confiance en eux à cause de leur amour de boire outre mesure.

Les jeunes gens qui, heureusement pour eux, étaient devenus sous-officiers, apprenaient leur métier, et quelques-uns sont devenus d'excellents officiers. Ce que l'on aurait peine à croire était l'ivrognerie qui dévorait ces hommes, qui, cependant, appartenaient aux meilleures familles du pays. Tous les régiments étaient à peu près dans le même cas, il est curieux d'observer d'autre part que ces régiments faisaient à peu près leur devoir.

Les armes spéciales, telles que l'artillerie et le génie, subirent quelques changements à la suite des inspections générales. On diminua le nombre des batteries, on réduisit le génie, mais il y eut peu de mutations dans le personnel. La formation de la garde royale fut plus tard une bonne opération. Elle donna un noyau de bonnes et belles troupes qui devinrent très remarquables en peu de temps. Quant aux gardes du corps, c'est une mauvaise institution. Ils avaient été mal formés; il aurait fallu en faire un corps d'élite pris dans la garde et l'armée, le constituer en un seul régiment de quatre cents chevaux et y introduire les jeunes gens destinés à être officiers dans la cavalerie et pris parmi les sous-officiers. Cela aurait suffi. Quatre compagnies commandées par des grands seigneurs seront toujours un objet de haine et de jalousie pour l'armée, qui, malgré la hiérarchie, est un milieu d'égalité en matière de service.

On y tolère l'avancement mérité, mais la course aux grades et les avancements de faveur y portent la désaffection et le mépris.

Gouvion-Saint-Cyr rendit d'immenses services. Quoique sa formation des légions ne fût pas bonne, elle a produit de bons effets dans le premier moment. On appelait dans les rangs tous les hommes qui voulaient se rallier à la Royauté.

En 1817 et 1818, il n'y eut pas de conspiration dans l'armée et très peu dans le pays. Les seuls conspirateurs étaient les bonapartistes, et encore, parmi eux, ceux qui sincèrement regrettaient l'Empire. Un très petit nombre se joignit aux mécontents politiques. Cela explique l'isolement du général Berton et de ses complices lors de la conspiration de La Rochelle. Toutes les tentatives faites pour soulever les régiments ont échoué, parce que ce n'était là ni le vœu de la France, ni la nécessité du pays. Lafayette, Benjamin Constant, l'abbé de Courpière, de Corcelle père, Dupont de l'Eure, auraient bien voulu faire un essai de République; mais l'idée était alors très peu populaire. Tous leurs efforts se bornaient à demander les libertés les plus larges possible; ils en attendaient la réalisation de leur marotte et de leur ambition.

Manuel était un de leurs apôtres les plus fervents.

Le langage de tous ces députés n'était alors que parlementaire. Plus tard, il devint factieux, signe avant-coureur des révolutions. Ce fut vers 1820 que j'entendis pour la première fois parler de conspiration. Le carbonarisme commençait alors, et il se glissait peu à peu dans toutes les classes de la société.

Pour recruter des affiliés, les adeptes se présentaient comme quêteurs ayant pour but d'assister des hommes compromis, obligés de se cacher, ou comme des prêtres demandant des souscriptions. Des sots se laissaient prendre à leurs doléances. Une très faible partie de l'argent arrivait à destination. En général, alors comme aujourd'hui, les gens qui se chargent de ces sortes d'affaires sont presque toujours plus ou moins véreux.

Ceux qui travaillaient à former des associations politiques contraires au gouvernement étaient tous des émissaires du

grand Comité de Paris, à la tête duquel étaient Lafayette, Dupont de l'Eure, Laffitte, Voyer d'Argenson, et des auxiliaires moins puissants, moins connus et plus agissants. Lorsque le carbonarisme prit de la consistance, les conspirations cessèrent d'être exclusivement bonapartistes... Elles devinrent libérales, et ce fut alors qu'elles firent de nombreux partisans.

CHAPITRE VI

UNION DE LA FAMILLE ROYALE. — SA VIE INTIME.

En 1818, je devins aide de camp du Duc d'Orléans avec le grade de lieutenant-colonel, et j'entrai alors dans la maison du plus excellent et du plus parfait des hommes et des princes (1).

J'ai suivi sa bonne et sa mauvaise fortune avec constance, et mon cœur a été toujours heureux de ce que j'ai pu faire pour mériter ses bontés. La maison du Duc se composait alors du général Albert, du colonel du génie Athalin, ancien officier d'ordonnance de l'Empereur, du comte Camille de Saint-Aldegonde, ancien officier d'artillerie

(1) En 1791, le Duc d'Orléans — alors Duc de Chartres et depuis Roi de France — était à Vendôme avec le régiment de dragons dont il était colonel. Le jour de la Fête-Dieu — le 23 juin — il sauva de la mort deux prêtres insermentés qui avaient tenu des discours de révolte au moment du passage de la procession. Le peuple voulait les pendre sur-le-champ. Ils n'eurent que le temps de se réfugier dans une maison dont bientôt les portes furent brisées. Le Prince voit le danger, fend la foule, pénètre dans le précaire abri des deux imprudents et en sort avec eux, les tenant par la main. Il demande grâce, l'obtient à condition qu'ils sortiront à l'instant de la ville. Le Duc les accompagne; plusieurs de ses dragons veulent lui faire escorte, mais lui se tourne vers les soldats et dit simplement : « Déposez vos armes, j'ai confiance dans la parole des citoyens de Vendôme. » A l'approche du pont, une bande de forcenés veut jeter les prêtres à l'eau. Quelques paroles du Prince les sauvent encore, mais plus loin des paysans armés se ruent sur la petite troupe sans vouloir rien écouter : « Allons, dit le Duc, je vais les ramener en prison. » Et toujours sans les abandonner, le jeune colonel reconduit ses protégés à la ville et ne les quitte qu'après leur avoir donné une bonne et sûre garde, qui les sauva de la mort.

La municipalité alla remercier le Prince et consigna sa belle conduite dans un procès-verbal.

En 1789, il avait été question d'un mariage entre lui et Madame Royale.

et aide de camp du maréchal Ney, et enfin de Raoul de Montmorency, chef d'escadron, qui avait fait les dernières campagnes de l'Empire auprès du prince d'Eckmühl. Nous étions tous d'anciennes connaissances d'armée, et je fus accueilli comme un frère. L'union la plus complète régnait dans cette maison princière, et tous les officiers étaient bientôt admis dans l'intimité de la famille. L'usage de la maison était que le Prince, la Duchesse d'Orléans et Mme Adélaïde, sa sœur, déjeunassent et dînassent ensemble avec toutes leurs dames et tous leurs officiers de service. La Duchesse d'Orléans avait pour dame d'honneur la marquise de Nérac, femme du marquis, gentilhomme de la chambre du Roi.

Cette dame, âgée déjà, souffrant d'un cancer au sein, dont elle est morte quelques années plus tard, était un modèle de bonté et de vertu. La deuxième dame était la marquise de Dolomieu. S. A. R. Mme Adélaïde avait pour dame la comtesse de Montjoie, sœur de la marquise de Dolomieu. La comtesse de Montjoie était chanoinesse de Remiremont, elle avait suivi la Princesse dans son séjour à Malte, où le Prince et sa sœur s'étaient rendus pour soigner le duc de Montpensier, leur frère, attaqué d'un mal de poitrine que le séjour en Angleterre aggravait sans cesse. L'autre frère du Prince, le comte de Beaujolais, était mort en Angleterre de la même maladie. Le duc de Montpensier s'éloigna et vint mourir à Malte.

Mme de Montjoie avait été la fidèle compagne de Son Altesse Royale, et elle a partagé toute sa vie le bien et le mal qui arrivait à sa bien-aimée princesse.

Le caractère du duc Louis-Philippe d'Orléans était naturellement d'une grande douceur et d'une grande bonté; cependant peu d'hommes étaient plus facilement excitables que lui, il se montait rapidement, mais sa bonté lui faisait imposer silence à son irritabilité, et personne n'était capable de plus d'attachement et d'affection.

La vie du Duc d'Orléans avait été tellement ballottée, tellement accidentée, depuis son âge adulte, qu'il avait contracté l'habitude de la réflexion et de la mesure dans ce qu'il faisait. Ses idées s'étaient formées au milieu des événements les plus extraordinaires. Né sous le gouvernement

absolu, il avait entendu et vu tout ce qui plus tard aboutit à la plus horrible des révolutions.

Il avait en horreur l'anarchie de 1793. Son penchant naturel le portait vers la liberté sage et l'amitié des gouvernements constitutionnels, quoiqu'il craignît les entraînements d'une opposition ardente. « Entre deux maux, disait-il, il faut choisir le moindre; malgré les dangers d'une liberté poussée un peu loin, je la préfère à l'autorité absolue, que je regarde comme le plus grand des malheurs, et pour celui qui l'exerce, et pour ceux qui y sont soumis. »

Souvent, dans les soirées du Palais Royal, lorsque, assis entre sa femme et sa sœur, il nous parlait à cœur ouvert, et nous racontait les événements déroulés sous ses yeux, il s'exprimait avec tant de charme et d'intérêt que nous trouvions le temps trop court et l'heure de la retraite sonnait toujours trop tôt. On dit souvent que le Duc d'Orléans (Louis-Philippe) n'aimait pas la branche aînée de la famille. C'est une grave erreur, car il en parlait avec affection, mais il savait qu'entre le Roi et lui il y avait une foule de courtisans plus royalistes que le Roi, qui, imbus de l'opinion appelée *ultra*, lui avaient voué une haine profonde.

Ici se trouvaient encore des notes à peine rédigées, et un peu incohérentes, sur les événements de 1793. Pour en faire un tout, il eût fallu procéder à trop de retouches. Nous ne l'avons pas voulu. D'ailleurs, ce que le général relate de la Terreur, il n'en a pas été témoin oculaire, puisqu'il est né en 1789. Cela sort donc du cadre et même du titre des « Souvenirs ». La place en est ailleurs. Aussi, avons-nous cru devoir éliminer ces deux courtes pages, étrangères à notre publication.

A partir de la troisième partie, le caractère de ces Mémoires change. Ce n'est plus un récit à peu près continu des faits, mais une succession d'anecdotes ou de réflexions écrites au hasard du moment. Les dates que l'auteur inscrit soigneusement sur chaque page permettent de les rattacher sans effort à l'histoire proprement dite.

Nous nous garderons d'y intercaler des commentaires ou de surcharger le texte de notes fatigantes pour le lecteur. Les vues du général de Rumigny sur les choses de son

temps, particulièrement quand elles reflètent les passions du jour, doivent lui rester personnelles. En tout cas, elles portent le cachet d'une sincérité indiscutable, qui ne doit pas étonner chez Rumigny, car c'est une belle figure d'honnête homme. A chacun de juger le fort et le faible de ses appréciations.

TROISIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

JANVIER 1824. — ANECDOTES SUR GEORGES III. — GODOY, PRINCE DE LA PAIX. — LE PRINCE DE CARIGNAN. — LE MARIAGE DE Mlle DE BEAUVAIS. — Mme DU CAYLA. — ANECDOTE RELATIVE A LOUIS XVIII. — UN MOT DE L'IMPÉRATRICE MARIE-LOUISE. — LA REINE MARIE-AMÉLIE EN EXIL. — HÉROÏSME AMOUREUX. — SÉRIE DE MÉDISANCES.

Monseigneur a raconté hier au soir, à la table de la duchesse, que la folie du roi d'Angleterre Georges III s'était annoncée fort bizarrement. D'abord par des singularités, et enfin par des fureurs à l'égard de la princesse Auguste. Lors de l'ouverture du Parlement, il voulut mettre une perruque à flocons tombant sur les épaules et la poitrine, telle que la portent encore les juges en Angleterre. Tous ses conseillers et ses ministres s'y opposèrent avec obstination, en cherchant tous les moyens possibles d'éviter le ridicule de cette mascarade.

Mais le Roi répondit que Georges II l'avait fait en pareille occasion et qu'il le ferait aussi. En conséquence, il fit fabriquer la perruque, la mit dans une boîte, dont il garda la clef sur lui jusqu'à l'époque de l'ouverture du Parlement, et, le jour venu, il la fit placer avec le sceptre et les ornements royaux dans sa voiture.

Arrivé à la porte de la chambre des Lords, il revêtit ses habits royaux, et quand il fut habillé, il prit, avec un grand

sérieux, la clef de la boîte qui renfermait sa chère perruque, l'ouvrit et s'en coiffa de la même manière que Georges II. Puis, avec toute l'importance de son rôle, il entra dans la salle. Le bizarre costume excita une surprise que tout le flegme anglais eut peine à réprimer.

Pendant un de ses accès de démence, il prit tellement en haine M. Ellès, son médecin (qui le battait horriblement et s'était chargé de le guérir par ce moyen), que, l'entendant venir, le pauvre Roi s'échappa et se mit à courir en chemise par le palais, de chambre en chambre, poursuivi par les implacables médecins.

Arrivé dans la chambre de la princesse Auguste, il s'y barricada et déclara à M. Brown, son valet de chambre, qui l'avait rejoint, que, s'il faisait un mouvement pour ouvrir ou appeler, il lui brûlerait la cervelle avec un pistolet qu'il avait saisi dans une chambre en passant.

Parvenus à la porte, les médecins frappent; et, voyant qu'on s'obstine à ne pas répondre, enfoncent la porte. Ils trouvent le pauvre Brown à demi mort de peur et le Roi couché dans le lit de la Princesse.

Ils eurent le temps de se jeter sur lui et de lui mettre le corset avant qu'il ait pu se mettre en défense.

Dans ses moments lucides, il recevait, et avait une singulière habitude, celle de venir droit aux gens et de dire : quoi? quoi? à tout le monde avant qu'on ait ouvert la bouche. Et ces « quoi » duraient assez longtemps.

Un jour que le Duc l'était allé visiter, le Roi vint à lui et lui dit après une assez longue pause : « Connaissez-vous votre voisine, Mme X., qui est là près de vous ? — Oui, Sire, dit le Prince, j'ai cet honneur !

— Eh bien ! reprend le Roi, imaginez que j'ai dansé avec elle la danse de l'amour vainqueur, en 1753. »

La pauvre dame, qui avait la rage de cacher son âge, fut dans un état à mourir de honte.

Georges III a été élevé durement et hors de la maison paternelle.

Son mariage s'est fait de la manière la plus extraordinaire. Il envoya en Europe un lord qu'il aimait beaucoup, avec la mission de lui chercher une femme. Le commissionnaire

parcourt toutes les contrées successivement. Arrivé à Berlin, il lit dans un journal une lettre fort spirituelle, qu'écrivait la princesse de Mecklembourg-Strelitz, au grand Frédéric pour se plaindre de quelques troupes.

Vite, il vole chez le duc de Mecklembourg et se jette aux genoux de la Princesse en lui annonçant qu'il la fait reine d'Angleterre.

Tout le monde fut ébahi; elle n'en devint pas moins reine d'Angleterre, comme il l'avait dit.

La lettre de la Princesse au Roi était, en effet, très bien écrite, pleine de patriotisme. Mais la pauvre femme ne ressemblait pas à son style, elle était d'une grande laideur. Georges l'épousa, en dépit de sa figure; en revanche, l'envoyé fut disgracié à son retour en Angleterre.

17 janvier 1824.

Godoy, prince de la paix, était grand, fort comme un hercule, les épaules carrées, la figure et l'allure d'un portefaix, l'âme vile, sans pudeur et sans frein, entassant et prodiguant des trésors, sans ménagement et sans discernement. Son empire sur le Roi et la Reine était tel qu'il les traitait sans aucun égard.

La Reine d'Espagne était petite, grasse; sa figure n'était pas belle, et dans le temps de la faveur de Godoy elle n'avait plus de dents; le nez était très fort, le menton très avancé. Une de ses beautés était le bras, qu'elle avait fort bien fait. En outre, dans sa jeunesse, elle avait eu une taille séduisante, le pied mignon et l'air très aguichant.

Le prince de Carignan a fait, peu avant la naissance de son premier fils, une chute dont le résultat a été moins fatal qu'on devait s'y attendre. Il conduisait lui-même une voiture à quatre chevaux près de Turin. Dans la voiture, était sa femme, grosse de six mois, en compagnie d'une dame d'honneur. Derrière la voiture suivait un piqueur à cheval. Le siège sur lequel était le Prince vint à casser; le cocher, placé près de lui, fut lancé à dix pas et tomba sur les chevaux, qui prirent la fuite à toute bride. Un instant,

le Prince s'accrocha à la croupière de l'un d'eux, mais elle cassa et il fut précipité sous la roue, qui lui fractura le bras gauche. Pendant ce temps, la voiture, toujours entraînée par les chevaux, mettait sa femme dans le plus grand danger; mais la hardiesse du piqueur la sauva d'un désastre. Cet homme possédait une monture très vive. Il devança les chevaux emballés et revint sur eux pour se jeter au milieu de l'attelage et l'arrêter. Ce hardi mouvement sauva la Princesse. Le brave piqueur reçut de fortes contusions, son cheval eut l'épaule cassée par le timon. De son côté, le Prince se relevait pour accourir au secours de sa femme. L'enfant ne souffrit pas de la peur de sa mère; mais il naquit plus tôt et coûta à celle-ci soixante heures de souffrances. Je tiens cette histoire de M. de Faverge, aide de camp du Prince.

Le Roi fait toutes les caresses possibles au prince de Beauvau, parce qu'il a donné sa fille au frère de la du Cayla. Le mariage s'est fait jeudi. Vendredi, au déjeuner, il demanda :

« Comment a-t-on trouvé ma fille? Point de réponse. — Je demande, répéta-t-il, comment on a trouvé ma fille hier au bal? Point de réponse. — Enfin, reprit-il plus fort, Madame la Duchesse de Berry, comment avez-vous trouvé Mlle du Cayla? — Fort laide, dit la Duchesse, mais sa mère était charmante. »

Au reste, Mme du Cayla est au mieux avec les Tuileries, elle va chez la duchesse de Berry, chez Madame, et Monsieur la traite en grande amabilité, mais Monsieur devient sourd, et son fils et sa belle-fille crient à tue-tête en lui parlant.

Ce même jour, j'ai vu M. Vitali; quel bon Grec, que de patriotisme et que d'ardeur!

20 janvier 1824.

M. de Lally-Tollendal est venu nous voir et a raconté que le Roi, parlant du mariage de Mlle de Beauvau, avait dit à quelqu'un de la cour : « Elle fait un très beau mariage. » Encore cette fois aucune réponse. Une seconde fois le Roi reprit : « Elle fait un très beau mariage. » Un simple signe de tête fut la réponse du personnage. Enfin, persista Louis XVIII, répondez-moi donc.

« Sire, son aïeule Isabeau de Beauvau avait épousé le père d'Henri IV.

— Oh! soit, dit le Roi, voilà comme vous êtes tous dans votre faubourg Saint-Germain, mais dites à vos Dames que je suis très mécontent d'elles. »

Je me demande ce que le mécontentement du Roi fera dire aux Dames du faubourg Saint-Germain.

On m'a assuré ce soir que Mme du Cayla reçoit 6.000 francs tous les mercredis, et que ce n'est pas 2 millions, mais 300.000 francs qu'elle a vendu Saint-Ouen, en se réservant la jouissance de ce palais pendant toute sa vie.

22 janvier 1824.

Monseigneur a raconté, pendant que nous étions dans la charmante intimité du soir, que le roi Louis XVIII, contraint par le traité de Tilsitt de quitter la Russie (qui l'avait atrocement abandonné), traversa la Suède et obtint à Lottembourg, du roi de Suède, une frégate qui le porta à Harwich. *Monsieur*, son frère, alors en Angleterre, avait prévenu de son arrivée les Princes : Mgr le duc d'Orléans, le duc de Condé, le duc de Bourbon, s'étaient rendus de leur côté à Harwich. Le temps était fort gros. Le gouvernement anglais refusait la permission de débarquer, et voulait que le Roi allât à Edimbourg, lui interdisant l'entrée de l'Angleterre. Après un long débat, l'ordre d'entrer arrivait et une voiture venait prendre Sa Majesté sur le bord de la mer.

Une foule immense s'était portée sur le lieu de débarquement et était couverte d'une véritable tente de parapluies.

Au moment de monter en voiture, Louis XVIII s'arrêta sur le marchepied et, avec une souveraine dignité, se tourna vers la foule qu'il salua en ôtant son chapeau. A l'instant, et d'un mouvement spontané, les parapluies furent fermés et les chapeaux bas, tout le peuple ayant pris l'attitude la plus respectueuse.

Cet hommage rendu par un peuple libre à un prince malheureux honore le peuple qui le rend et le prince qui le reçoit.

Pendant les Cent-Jours, raconte une des personnes présentes, Marie-Louise dit plusieurs fois avec cette froideur dégoûtante qu'elle a toujours : « Oh mon Dieu ! mon mari a près de lui Lucien mon beau-frère, c'est un républicain ardent, il poignardera l'Empereur. »

A Schönbrunn c'était une chose dont on ne doutait pas. Pendant ce temps, Lucien était au Palais Royal tranquillement et y donnait des dîners dont il faisait les honneurs avec toute l'amabilité possible.

Le 12 mars 1815, Mme la duchesse d'Orléans alla faire sa cour au Roi. Et, bien que l'ordre fût donné de lui refuser des chevaux de poste, elle prit le parti de quitter la France pour emmener ses nombreux enfants qui étaient l'objet de sa sollicitude et de ses craintes. Afin de ne pas donner l'alarme, il fut décidé qu'elle partirait à 2 heures du matin dans un fiacre. Athalin et Raoul de Montmorency la mirent en voiture à l'heure dite.

Elle partit donc avec ses six enfants, le marquis de Grave, son chevalier d'honneur, une femme de chambre napolitaine, Beker et la nourrice du duc de Nemours. On la conduisit au faubourg Poissonnière, où elle trouva une chaise de poste affreuse, cahotante, qui la mena quand même à Boulogne avec tout son monde.

La malheureuse voiture, qu'on avait achetée à tout prix, parce que la Princesse n'avait pas osé prendre une des siennes, était en si mauvais état qu'elle cassa plusieurs fois en route.

A Boulogne, le paquebot emportant les effets, mais n'ayant pu, faute de places retenues à l'avance, prendre la famille à bord, force fut à la Princesse d'aller sans s'arrêter jusqu'à Calais, où la mena un voiturin. Là, elle put enfin s'embarquer, se reposa un peu à Douvres, car les enfants et elle-même étaient fort las, et elle partit pour Londres. Pendant ce voyage pénible de sa femme, le Duc allait à Lyon, revenait à Lille où il trouvait le Roi. Voyant l'impossibilité de s'y défendre à cause de la défection des troupes, il partit avec sa sœur, qui venait d'arriver en compagnie de Mme de Montjoie, et gagna Ypres. De là, il envoya

Saint-Aldegonde demander au roi des Pays-Bas un bâtiment pour se rendre en Angleterre.

Arrivé au port des Hollandais, il s'embarqua sur une frégate dont le pilote, se fourvoyant pendant la nuit, les mena près du fort d'Arlborough, où il ne put aborder par la force des vents contraires. La frégate fut en danger pendant la nuit, et, à 7 heures du matin seulement, Monseigneur et *Mademoiselle* purent débarquer sur les épaules des matelots, heureux de voir finir cette rude traversée.

La nouvelle de leur arrivée s'était déjà répandue dans le port, et une grande foule qui s'était réunie salua les exilés d'un triple hourra ! Les Princes, en montant en voiture pour Londres, apprirent que S. A. R. la duchesse d'Orléans y était arrivée saine et sauve avec ses enfants.

Je répète ces récits, mais je ne puis donner une idée de l'humour et de l'intérêt que la parole de Monseigneur sait y donner.

29 janvier 1824.

M. de Jaucourt a été le héros d'une aventure qui, certes, peut être comparée à tout ce que les Amadis et les chevaliers du plus haut renom ont fait de mieux dans leur temps.

Il était l'amant de Mme de la C...., femme du vieux duc de ce nom qui vit encore. Il fut surpris chez sa belle par le mari et n'eut que le temps de s'évader, emportant ses effets comme il put.

Arrivé à la porte de la rue, il la franchit d'un saut et la tira sur lui avec tant de violence que ses doigts furent pris et écrasés entre la porte et le montant. La douleur ne put lui arracher un seul cri. Avec le plus grand sang-froid, il tira son couteau et se trancha les deux doigts qu'il laissa dans la porte.

Quel héroïsme d'amour et de discrétion ! Qu'on vienne médire des amants d'aujourd'hui !

J'ai appris cette histoire ce matin, parce que j'ai demandé si M. de Jaucourt avait servi et si c'était par une blessure reçue à l'armée qu'il lui manquait deux doigts.

Il était ministre de la Marine quand cet événement lui arriva.

M. de Saint-Maurice, officier aux grenadiers à cheval de la garde, s'est brûlé hier la cervelle après avoir perdu sa fortune à la bourse, et, à la même minute, on dit que son frère devait en faire autant, et qu'il n'a été retenu que par la pensée de ses enfants qu'il laisserait orphelins.

31 janvier 1824.

Le prince de Carignan part lundi, il est venu hier au Palais Royal faire ses adieux. Il va retourner dans ses futurs états. Il paraît que son exil est fini.

On dit qu'il est très constitutionnel, mais qu'il est sans énergie, nous le jugerons quand il sera roi.

On prétend que le général Sparre a épousé enfin Mlle Naldy, actrice des Italiens. On dit aussi que la belle est très malheureuse, parce que son mari n'ose la mener dans le monde, et qu'il ne veut pas la mener chez des artistes.

M. Andryam, condamné à mort, a pour adoucissement la prison perpétuelle au château de Spielberg, en Moravie. Il est beau-frère d'un pair de France, M. d'Aubresaut, dont la femme est fille de Merlin et sœur de Mme Andryam.

V... est venu avec R... Ils ont vu le duc de Nemours. Leur tête s'est exaltée à sa vue. Si on voyait le charmant Prince dans un char, tous les gens se jetteraient sur son passage.

6 février 1824.

Le général anglais Montland, gouverneur des Iles Ioniennes, est mort d'apoplexie; on dit qu'elle a été provoquée par un violent accès de colère. Cet ennemi des Grecs, ce protecteur des perfides Musulmans, est étouffé de rage. On ignore le motif de sa fureur, mais cet événement peut influer sur le sort des braves du Péloponèse, puisqu il était leur implacable ennemi. Dieu le lui pardonne s'il se peut...

On parle de nommer pour son successeur Sir William Bentinck ou Lord Hastings. Le premier est un noble caractère d'une grande loyauté, ami de la liberté, et qui sera favorable aux Grecs, mais ses résolutions ne sont pas inébranlables et sa tête ne vaut pas son cœur. Il est protégé par M. Canning. Le second, vrai panier percé pour l'argent, est du parti de la haute aristocratie, étalant le faste le plus asiatique et est incapable de ne pas se ruiner, quelque argent qui lui tombe entre les mains. On cherche à l'éloigner de l'Angleterre, où ses créanciers le poursuivent, et le Roi désire lui donner le commandement des Iles pour le tirer d'affaire. Il ne sera pas favorable à la cause des Grecs comme Lord William Bentinck.

CHAPITRE II

ENCORE 1815. — CAPITULATION DE PA
BRAVOURE DES GRECS. — DOM MIGU
— L'ASSASSINAT DU MINISTRE DE LUL
DE POZZO DI BORGO. — M. BOREL E
MELA.

8

C'est au général Bourmont que les Pru
vables de leur salut dans la courte guer
la catastrophe a été si extraordinaire. Le
général arriva à Philippeville; le 15 au
déserta. L'ordre de mouvement nous a
Nous marchâmes sur Le Châtelet, où
Sambre. Les Prussiens furent surpris (
maient qu'ils ont été prévenus de grand
vée de l'État-Major du général Bourmont
marchait sur Charleroi. Sans cela, nou
Namur le 15 au soir; le 16, nous les écra
de leur sortie des cantonnements, et il

Ainsi la trahison nous a arraché la victoire, notre siècle est allé mourir empoisonné sur un une agonie de quatre ans, pendant laquelle le torturé au moral et au physique.

Un officier fut envoyé du quartier génér d'Eckmühl à Savigny, quand l'armée marcha Sa mission était de se rendre auprès du du Il arriva chez le ministre à minuit, il était p lettre annonçant que le prince d'Eckmühl l'officier d'une communication verbale au nom

Le duc d'Otrante joua l'armée et l'officier lui passer son sabre au travers du corps. L'ar hie, abandonnée, licenciée, et les ennemis, dé d'alliés, furent les maîtres de notre triste p passa en 1815, après la capitulation de Paris général Guilleminot, ainsi que par Bourgeois, extérieures, le préfet de Paris, etc...

Je fus nommé par le prince d'Eckmühl pour les commissaires, mais les Prussiens m'ar avant-postes, et, à mon retour au quartier géné ral Vichery, je manquai d'être assassiné pa nationaux qui me prirent, et qui regardaient ciers supérieurs comme des traîtres.

Les Grecs ont pris Napoli di Romani de la m

quinze Grecs de bonne volonté se présentèrent, les plus braves prirent deux échelles qu'ils lièrent par les bouts et qu'ils appliquèrent au rempart. Un d'entre eux monta. Mais l'échelle se trouva trop courte, et il ne parvint à se hisser sur le rempart qu'en jetant sa ceinture autour de la gueule du canon et en s'élevant par ce moyen jusqu'au haut. Arrivé là, il regarda, ne vit pas d'ennemis. Alors il jeta une petite pierre comme il était convenu, pour engager ses camarades à monter. Trois d'entre eux arrivent en haut du mur, un quatrième qui montait est prévenu que les trois premiers vont se glisser jusqu'à la porte, et qu'ils entreprendront de l'ouvrir. Il redescend vers ses camarades et les mène à cette porte. Les trois premiers intrépides s'efforcent de faire sauter les verrous. Au plus fort de leurs travail, les Turcs prennent l'alarme et envoient des coups de fusils à l'endroit où ils entendent du bruit, mais la porte avait cédé à l'effort des assaillants, et déjà la place était enlevée, quand ses lourds défenseurs, se réveillant, se préparaient à la défense.

Ce trait est digne par sa hardiesse d'être comparé à celui des Gaulois essayant d'enlever le Capitole. Les oies le sauvèrent, mais à Napoli, il n'y avait que des Turcs.

Paris, 15 juin 1824.

Dom Miguel est arrivé, et on lui rend les honneurs dus aux Altesses Royales, c'est-à-dire aux fils de roi. A Brest, Nantes et Rennes, les troupes ont été sous les armes, et l'ont attendu pour lui rendre tous les hommages que l'on rendrait à un prince qui en vaudrait la peine. Ces honneurs conduisent à faire une simple question : Qu'est-ce que Dom Miguel (1)? — Un infant du Portugal, exilé de la cour du Roi son père. Il y a un an, il s'est révolté contre une constitution que son père et toute sa maison avaient juré librement de maintenir.

Dona Carlotta, sœur du roi Ferdinand VII, s'est refusée seule à jurer la Constitution, qui lui déplaisait. Elle excite l'insurrection d'Amaranthe, son fils se révolte contre

(1) Voir la notice sur Dom Miguel à la fin du présent chapitre.

son père, et la persécution commence contre ceux qui demeurent fidèles à la foi jurée.

Cette année 1824 est témoin d'une nouvelle révolte du prince que nous fêtons. Le marquis de Lullé est assassiné en sortant du cabinet du Roi de Portugal, où l'appelait son poste de premier ministre. L'enquête faite sur ce crime atroce est étouffée par ordre supérieur, et un nouveau complot éclate. Dans la nuit, les troupes de la garnison de Lisbonne se réunissent en silence. Les patrouilles parcourent à pas lents les rues de la capitale, les arrestations commencent; et, sous le nom de franc-maçon (*sic*), Dom Miguel, chef du mouvement insurrectionnel, fait arrêter tous ceux qui lui déplaisent. Les officiers qui ont commandé les troupes chargées des arrestations sont eux-mêmes conduits dans la prison où ils ont entassé leurs victimes. La terreur est à son comble, le jour révèle les horreurs de la nuit aux paisibles habitants, qui voyaient les portes de leurs voisins enfoncées et tremblaient d'éprouver le même sort. Le Roi aussi subit le sort commun, Dom Miguel met une garde autour du palais et fait prisonnier son père, en proclamant que c'est dans l'intérêt du trône.

Les ministres étrangers se réunissent, se rendent au Palais et, après un refus formel du commandant des troupes de garde de les admettre en présence du Roi, ils parviennent à se faire conduire devant lui par un passage de service. Le Roi leur déclare en pleurant que son fils est un traître, et, après des paroles inutiles qui causent autant de dégoût que de peine, il se sauve en protestant vers un vaisseau anglais, où il pénètre par ruse.

Son premier acte est d'exiler son perfide Miguel; il l'envoie en France avec des lettres de recommandation pour le roi Louis XVIII.

On assure que Dom Miguel a fait dire au Roi qu'il aurait l'honneur de lui présenter ses hommages la semaine prochaine, et que le Roi lui a fait répondre que, s'il ne vient pas cette semaine, il ne le recevra pas la semaine prochaine. Je ne garantis pas la vérité de ces deux messages, qui montreraient la suffisance des Portugais.

21 juin 1824.

Pozzo di Borgo est venu ce soir chez Monseigneur, quand nous étions dans l'intimité, et il s'est livré avec quelque gaîté à la conversation. Voici ce qu'il a dit de plus saillant :

Il a reçu à Lisbonne une dépêche du chargé d'affaires de Russie, M. Borel, qui lui dit que la Reine a annoncé que, dans peu, elle recouvrerait l'autorité et qu'elle ferait couper les oreilles au corps diplomatique. Ce sont les propres expressions de sa royale bouche. Pozzo assure que les premières dépêches de Lisbonne l'ont fait pâlir; que peu à peu le rire a pris le dessus et qu'il croit quelquefois rêver en les lisant. Voici les détails de l'assassinat du marquis de Lullé :

Il est sorti le soir du cabinet du Roi et, dans le corridor y attenant, il a été assassiné par le marquis d'A...., le cocher de la Reine, un domestique, et *une quatrième personne inconnue*. Le corps fut jeté par la fenêtre. Le lendemain, on a publié qu'il s'était fourvoyé dans sa route et qu'il était tombé accidentellement par la fenêtre.

Toute enquête fut interdite peut-être par la crainte d'amener devant le monde le *quatrième complice*. Voici les causes de l'assassinat du marquis de Lullé : Pamplona, qui a été membre des Cortès, a trahi ce gouvernement à la contre-révolution de 1823. La levée de boucliers de la Reine et des Silveira contre la Constitution avait pour but de mettre le Roi de côté et de faire régner la reine conjointement avec son fils Dom Miguel. Mais Pamplona, par attachement pour le Roi, a réussi à lui conserver le pouvoir. Il a gardé quelque crédit sur son maître, qui est sans énergie. Le Roi affectionnait beaucoup le marquis de Lullé, ami intime également de Pamplona, à qui Carlotta n'a pas pardonné de lui avoir ravi le pouvoir. En conséquence, le parti a prononcé la mort du marquis de Lullé comme celle d'un homme qui pouvait gêner les projets ultérieurs.

Pozzo di Borgo a dit de plus que M. Borel lui a décrit, dans une dépêche renfermant les détails du mouvement de Lisbonne, que, dans la nuit, à 3 heures du matin, il

entendit frapper à sa porte. Il pensa que c'était quelque personne cherchant un refuge, et il descendit ouvrir lui-même avec précaution.

Un bruit de cavalerie au galop lui fit faire attention, il aperçut à la tête des cavaliers l'infant Dom Miguel qui les commandait. Il referma sa porte avec frayeur. Entendant, quelques instants après que le bruit des chevaux eut cessé, plusieurs coups violents encore à sa porte, il ouvre. Un homme enveloppé dans un manteau se précipite et s'écrie : « Je suis le comte Palmela, sauvez-moi ! »

Le chargé d'affaires l'accueille à l'instant, et le fugitif lui explique que sa maison avait été attaquée et qu'il n'avait eu que le temps nécessaire pour se sauver, enveloppé dans le manteau qu'il portait sur lui; mais que, comme le danger allait sûrement augmenter, il le priait de le faire conduire chez l'ambassadeur d'Angleterre, afin qu'il pût facilement gagner un vaisseau.

M. Borel revêtit son uniforme et sortit en donnant le bras au comte de Palmela, qui arriva sain et sauf chez l'ambassadeur d'Angleterre, à l'aide de son déguisement.

La sœur de Dom Miguel a épousé Don Carlos, infant d'Espagne. Il paraît démontré à Pozzo qu'elle prépare en Espagne, à l'aide de la junte apostolique, le pendant de ce qui s'est passé à Lisbonne.

Pendant le séjour de Pozzo en Espagne, elle l'a obsédé de ses projets sur le Portugal; il a fallu que Pozzo l'envoyât presque promener pour s'en débarrasser. Après les arrestations de Lisbonne, on aurait fait venir tous les prisonniers, au nombre de sept cents, dans un fort, afin de pouvoir s'en défaire tout d'un coup. C'est ce qui a déterminé le corps diplomatique à enfreindre tous les usages reçus, et à tout risquer pour faire cesser ce désordre horrible.

Honneur à lui, si c'est là son vrai but...

Après-demain mardi, nous devons avoir à Neuilly Dom Miguel; je suis curieux de le voir.

Il paraît qu'il est d'une grande ignorance; mais qu'il ne manque pas d'une certaine force de caractère. Il a déclaré que, si on l'embarquait sur un bâtiment qui ne portât pas pavillon portugais, il se jetterait à la mer. Il a fallu céder,

et il s'est embarqué, après avoir reçu du Roi son père une forte mercuriale, dans laquelle le bonhomme a déclaré que, si son fils eût réussi, il se serait noyé. — Que de noyades, dit Pozzo, sans que personne se soit mouillé même la cheville !

Le roi Louis XVIII, à sa réception, a embrassé Dom Miguel ! Ceci est officiel, c'est dans l'*Étoile* d'hier soir.

Dom Miguel a suivi aujourd'hui la procession avec les Princes de la famille royale. Il a dû la trouver mesquine sans les confréries et les moines du Portugal.

Notice sur Dom Miguel

Dom Miguel (Maria, Evaristo) est né en 1802 du roi Jean VI de Portugal et de la reine Carlotta.

Son éducation ayant été abandonnée aux domestiques, il ne savait ni lire ni écrire à 19 ans.

La reine Carlotta arma son fils contre son mari. Le premier soulèvement fut tenté le 2 juin 1822. Il échoua. Jean VI, bon et faible, pardonna.

Nouvelle tentative en 1823, nouveau pardon.

Une troisième conspiration eut lieu le 30 avril 1824. Elle débuta par l'assassinat du marquis de Loulé, premier conseiller du Roi. Dom Miguel parvint à emprisonner les Ministres et à chasser son père. Celui-ci ne fut rétabli dans ses droits que par l'énergique intervention des Ambassadeurs étrangers.

Un décret du 12 mai 1824 bannit les deux rebelles, la mère et le fils.

A la mort de Jean VI, la succession du trône revenait à Dom Pedro empereur du Brésil. L'empereur se désista en faveur de sa fille Dona Maria, qui fut fiancée à Dom Miguel. Celui-ci n'en voulut plus et se fit proclamer roi par les anciennes Cortèz.

Une guerre civile en résulta. Mais les défenseurs des droits de Dona Maria, les généraux Palmella et Villaflor, furent vaincus et le Portugal tomba sous un despotisme sans frein, qui se compléta par la ruine financière. En 1830, à la mort de Carlotta, une réaction se produisit, soutenue

par la France. Notre flotte, glorieusement commandée par l'énergique amiral Roussin, força l'entrée du Tage en 1831, et y prit une flotte portugaise. En 1832, Dom Pedro, avec l'appui de la France et de l'Angleterre, intervint à son tour. Après une lutte assez longue, l'armée Migueliste, abandonnant Lisbonne, capitula à Evera (1834). Dom Miguel se retira à Rome, puis en Autriche. En 1851, il épousa la princesse Adélaïde de Lowenstein-Wertheim-Rosenberg, dont il eut trois filles et un fils (Dom Miguel de Bragance). Il mourut en 1866.

CHAPITRE III

LOUIS-PHILIPPE A LE RESPECT DES LOIS. — CONVERSATION AVEC SA BELLE-MÈRE. — DON MIGUEL VISITE LE DUC D'ORLÉANS A NEUILLY. — IL VISITE AUSSI LA DUCHESSE D'ANGOULÊME. — LA DUCHESSE DE BERRY ET LE JEUNE LISZT. — POZZO DI BORGO JUGE LA POLITIQUE ET NAPOLÉON. — ENCORE UNE VERSION DE L'ASSASSINAT DU MINISTRE DE LULLÉ.

22 juin 1824.

Un trait de la vie du Duc d'Orléans, qui caractérise son amour de l'ordre et des lois.

Pendant son séjour à Palerme, il fit un marché avec un ouvrier maçon appelé Seltigrana, auquel, suivant l'usage du pays, il remit la moitié du prix du travail à faire pour l'achat des matériaux. Le lendemain et jours suivants, pas de nouvelles de Seltigrana. Le Prince le fait chercher et apprend, qu'ayant mangé l'argent reçu, il refuse de travailler.

Le Duc envoie chercher un avocat et le prie de déposer une plainte au juge, afin de forcer le maçon au travail. L'avocat étonné lui répond que ce sera inutile, et que le meilleur moyen est de s'adresser à M. de Costrone, chef de la police ; qu'il fera mettre en prison l'ouvrier, ce qui le décidera sans doute à tenir son marché.

— Non certes, répond le Prince, je n'emploierai jamais un tel moyen et je veux m'adresser aux tribunaux.

L'avocat, surpris de cet entêtement, dépose une plainte et, après force enquêtes, il est déclaré que Seltigrana étant milicien volontaire, le tribunal est incompétent.

En conséquence, le Prince — qui faisait une véritable étude de mœurs — reporte sa plainte au juge militaire.

qui, lui aussi, l'engage à avoir recours à M. de Costrone. Refus non moins formel du Prince, qui ne veut pas employer ce moyen illégal.

Le marquis de Saint-Clair, grand favori, apprend ce qui se passe et vient trouver le Duc d'Orléans, en l'assurant qu'il va donner ordre à Costrone de faire saisir le maçon.

Le Prince se révolte à cette idée et déclare qu'il suivra jusqu'au bout son épreuve, pour démontrer combien l'absence de loi est funeste dans un pays.

Saint-Clair le quitta, sûrement, en haussant les épaules et laissa agir le tribunal militaire, qui, après mûre délibération, décida qu'il était incompétent et que l'affaire était purement civile.

Rien ne put faire redresser les décisions des deux tribunaux.

C'est ainsi qu'est administré le plus beau pays du monde !

Seltigrana rencontrait souvent dans les rues de Palerme le Duc d'Orléans et le saluait jusqu'à terre; mais pour rien au monde, il ne voulait lui rendre son argent, ni faire le travail.

Il fallait écouter Monseigneur nous raconter cela !

A son arrivée à Palerme, le Prince avait pris un domestique dont il fut fort content jusqu'à son mariage. A cette époque, la Reine lui dit : « Mon gendre, vous avez Mosso à votre service?

— Oui Madame !

— Eh bien ! je vous prie de le renvoyer.

— Mais, Madame, j'en suis content et je ne le renverrai que si Votre Majesté l'ordonne.

— Non, dit la Reine, mais je dois vous avouer que, conformément à l'usage, en votre qualité d'étranger, c'est un homme que, par mon ordre, Costrone avait mis près de vous. Et maintenant il serait inconvenant qu'il y eût derrière la voiture de mon fils un espion connu de la police.

— Au contraire, riposta le Duc, et je prie instamment Votre Majesté de permettre qu'il continue à me servir, je le désire vivement. »

La Reine céda et, sans lui en rien dire, le Prince garda Mosso encore un an. Au bout de ce temps, l'homme demanda son congé. Le Prince le pria de lui en dire la raison.

Mosso balbutia ; alors Monseigneur lui dit en riant :

« C'est sans doute que Costrone vous en a donné l'ordre. »

L'espion rougit jusqu'aux oreilles et s'excusa, jamais son rôle n'avait été si facile.

Le 22 juin 1824.

L'infant de Portugal Dom Miguel est venu ce matin accompagné de M. de Britto, le chargé d'affaires, d'un officier qui lui sert d'interprète, d'un chambellan, et du fils cadet de l'infortuné marquis de Lullé.

La figure de l'infant n'est pas mal, les dames mêmes le trouvent bien. Il est petit, et sa tenue n'est pas mauvaise.

On prétend qu'il a quelque ressemblance avec l'empereur Napoléon dans sa jeunesse. Je ne trouve pas, quoique j'aie vu l'Empereur depuis 1800 jusqu'en 1815. Dans l'entrevue, il n'a pas été dit un mot de Lisbonne. Et Dom Miguel n'a retrouvé sa langue que quand on a parlé chasse. Il a balbutié quelques mots de français, qu'il commence à comprendre un peu. Il ne sait pas l'espagnol, que Monseigneur a voulu lui parler. C'est une découverte pour moi de voir que mon Prince sait encore la langue espagnole en plus des autres. Il ne me l'avait jamais dit.

On nous a encore raconté autrement la mort du marquis de Lullé. Une lettre de Lisbonne assure que le marquis jouait avec la Reine et les Princes à se jeter de l'eau, suivant l'usage du pays, à diverses époques de plaisir. Le marquis voulut courir dans le corridor et tomba par une fenêtre qui va du haut en bas de l'étage, et se tua.

Dom Miguel est logé à l'hôtel Meurice, rue Saint-Honoré, et y fait une énorme dépense. Il paraît que le luxe des bougies est poussé chez lui à l'extrême. Au reste, le Duc d'Orléans assure que, dans les cours du midi de l'Europe, c'est un luxe qui va jusqu'à la prodigalité. A Palerme, il en fut frappé en arrivant à la cour de la reine Caroline.

Mme la duchesse d'Angoulême a rembarré vertement le pauvre interprète de l'infant, qui s'était avisé de répondre pour le Prince. Elle lui a dit qu'elle le priait de transmettre les réponses et les demandes et de ne rien ajouter ni retrancher de son chef, parce que ce n'était pas avec lui qu'elle parlait.

23 juin 1824.

Ce matin nous avons été chez l'Infant pour lui rendre la visite d'usage. Il loge à l'hôtel Meurice, et nous avons été reçus par son truchement, le marquis de Rio Major, qui a été jadis gouverneur de l'infant et qui l'est redevenu, pour le voyage qu'il entreprend dans le but de s'instruire.

Le gouverneur, soit dit entre nous, a l'air d'un sot. C'est une de ces grandes figures fadasses, dont les cheveux longs et plats laissent voir un front aplati, au bas duquel est un nez qui ombrage complètement le menton. Il est allé avertir l'infant, qui a été revêtir son uniforme, et nous est arrivé tout chaud, tout courant. La conversation a roulé sur la pluie et le beau temps. Et cela fort mal, parce que l'interprète au long nez ne sait le français que très imparfaitement et qu'il éprouve un rude labeur à traduire. Enfin le mot chasse a été prononcé fort à propos, et, comme hier, ce mot magique a déridé le front de l'Infant. Il a profité de la circonstance pour nous montrer son fusil de chasse, qui est une vieille patraque fabriquée en 1792 à Lisbonne, et dont le canon a quatre pieds de long. Il a l'air d'un fusil de munition du temps de Louis XV, et je n'en voudrais pas, si j'étais obligé de m'en servir. Il est lourd, et l'infant, pour nous montrer sa force, l'a tenu à bras tendu, la main gauche appuyée sur la hanche.

Il était bien singulier à voir; mais Monseigneur ne sourcillait pas.

Il nous a également fait voir des pistolets qui ne sont pas plus jeunes, ni mieux faits que le fusil, et il nous a dit qu'il s'en servait dans les carrousels. Ce mot, que ni lui ni le docte gouverneur ne purent prononcer, nous fit croire que c'étaient des pistolets de carrosse. Ce n'est qu'après un quart d'heure d'explication que nous parvînmes à

découvrir qu'il s'agissait de tirer à blanc. Il raconta qu'il suivait à la chasse les sangliers avec une lance, pour les faire passer à son père qui aime à les tirer.

Quel bon fils !

Il doit venir voir le tir du duc de Chartres à Neuilly.

Le jeune Liszt, ce merveilleux pianiste de onze ans et demi, est allé improviser chez la duchesse de Berry cet hiver. Elle lui a fait improviser sur six thèmes différents, quoiqu'il lui eût dit que cela le fatiguait beaucoup, et qu'il était attendu dans une autre maison. Aussi l'enfant en fut malade la nuit suivante.

Le 11 juillet 1824.

Pozzo di Borgo est venu, et nous avons parlé de la politique européenne et des systèmes des divers gouvernements, le sien excepté. Monseigneur a amené la conversation sur Napoléon, et l'ambassadeur a dit qu'il était entré en France, en 1815, 700.000 hommes de troupes étrangères. Il y avait, dans le nombre, 200.000 Russes. On a conclu que quelques efforts qu'eût entrepris l'armée de France, elle aurait fini par périr au sein même de la victoire. Si les Anglais et les Prussiens eussent été battus, il fallait avoir au moins 60.000 hommes pour combattre 200.000 Russes et les Autrichiens. Il a parlé des conférences de Prague en 1812. Pendant l'armistice, il était chargé de négocier pour la Russie, et d'empêcher toute conclusion qui mènerait à la paix. Les Autrichiens la voulaient, les Anglais étaient épuisés, et lord C... avait ordre de travailler en ce sens. Mais, ennemi particulier de Napoléon et gagné par les Russes, il ne communiqua pas ses instructions et prépara une rupture que Napoléon désirait de son côté. Il y eut des réclamations sur la violation de l'armistice, auxquelles Pozzo répondit dans les termes les plus durs, afin d'envenimer les débats. De l'aigreur à la mésintelligence, il n'y a qu'un pas; et, malgré les remontrances des Autrichiens, qui se plaignaient sans cesse que l'on gâtait tout par ces moyens, ils furent dupes des allures de ce Corse, et la guerre devint plus violente que jamais. Nous avons pu voir par

ses discours ce que c'est que la diplomatie. C'est l'art de tromper et de trahir ses alliés, ses amis, et de dire constamment juste le contraire de ce qu'on pense et de ce qu'on désire. Il croit que, en 1814, si au lieu de revenir sur Paris, Napoléon eût marché sur Metz et fût revenu attaquer à outrance les ennemis, il aurait pu avoir de grands succès. Je lui ai dit que j'étais sûr que c'était l'intention de Napoléon, mais que les intrigues de l'État-Major et de la tête de l'armée y étaient opposées.

Je me rappelle que devant Vitry-le-François il y a eu une conversation des plus vives entre Napoléon et le maréchal Macdonald, et que l'armée en fut instruite sur-le-champ, ce qui décida la marche sur Fontainebleau, qui a tout perdu.

A Saint-Dizier, l'armée n'avait pas ou peu combattu, la cavalerie seule avait donné avec fureur et culbuté les Russes, le régiment des houzards de Somskoï avait été abîmé par le 20e dragons, qui les attendait à dix pas avec un feu de carabines, et qui chargea après à grands cris. Tout fut culbuté; le colonel de ce régiment russe reçut une dizaine de coups de sabre. Il était en très mauvais état; le général Gérard le fit mettre sur un fourgon et chargea de le soigner Noisol, colonel du 18e de ligne. Celui-ci s'en est acquitté avec la galanterie d'un vrai brave qui se connaît en courage et en mérite militaire. Il le conduisit à Fontainebleau, où je l'ai vu, le 3 avril, guéri de ses blessures et partant pour Paris. Nous fîmes à cette époque une marche forcée qui nous fit laisser une quantité de traînards. La boue et la fatigue nous épuisaient. Nous marchâmes près de vingt-sept heures sans arrêter. A Troyes, on n'eut que le temps de dévorer quelques morceaux, et nous nous remîmes en marche sur nouveaux frais.

Arrivés dans la forêt de Fontainebleau, nous apprîmes les événements de Paris, les nouvelles de la trahison de Marmont. Dans les jours suivants, les proclamations du gouvernement provisoire mirent la désertion dans nos rangs. Le maréchal Oudinot partit à minuit pour Paris sans voir l'Empereur, et voulant emmener le général Gérard et nous, qui nous y refusâmes.

29 juillet 1824.

Voici une nouvelle version (1) sur l'assassinat du marquis de Lullé, c'est M. de Lally qui me l'a racontée ce soir. D'A..... qui a été arrêté à Lisbonne, il y a un mois, a fait la déposition suivante, qui mettra un terme à son procès, à ce que l'on croit : M. de Lullé venait de quitter le Roi et de se retirer dans son appartement. Il entend frapper à sa porte. On entre, c'est d'A.....

Ce dernier lui propose de le suivre, pour affaire concernant le Roi.

— Je suis horriblement fatigué. Demain matin vous viendrez me prendre.

Lullé pourtant s'habille, sort, et d'A..... lui donne le bras. Ils arrivent dans un corridor obscur. Trois complices se précipitent sur la victime, la saisissent au cou, cherchant à l'étrangler.

Le malheureux lutte, résiste. Ses cris sont étouffés. Un des assassins apporte un marteau, et, à coups redoublés, il enfonce le crâne de l'infortuné ministre.

La victime à peine expirée, ils traînent le cadavre dans la salle du trône et le cachent sous un tapis. Au bout d'un instant, la crainte d'être découverts leur fait prendre une nouvelle résolution; le cadavre est porté par les quatre complices dans le corridor et précipité, par une croisée qui se trouve au bout, dans des décombres où il sera censé tombé par distraction.

(1) Cette version est la seule accueillie par l'histoire.

CHAPITRE IV

NAISSANCE DU DUC DE MONTPENSIER. — LE DUC D'ORLÉANS RADIEUX EMBRASSE TOUS LES ASSISTANTS. — LA BONNE AVENTURE. — TOUCHANT RÉCIT RELATIF AU DUC D'ENGHIEN. — SON CHIEN FIDÈLE. — LE DUC DE NEMOURS ÉCRIT AU COMTE DE RUMIGNY.

1er août 1824.

Notre bonne Princesse est accouchée hier d'un beau petit prince, qui sera nommé le duc de Montpensier. Elle n'a été en grandes douleurs que quarante minutes. J'ai été un de ses témoins avec Anatole de Montesquiou, son chevalier d'honneur, et Chabot. Les témoins du Roi ne sont arrivés qu'à 6 heures et demie. A 5 heures quarante minutes, l'accouchement était terminé. Le premier mot que Son Altesse Royale a dit à Monseigneur, dès qu'elle entendit les cris du nouveau-né, peint bien son cœur si tendre pour ses enfants : « J'espère, mon ami, que je l'ai bien soigné. » Elle était restée sur sa chaise longue pendant deux mois, afin de ne pas avancer le terme de sa délivrance, chose qui serait arrivée sans cette précaution, à cause de la nature de sa grossesse. Le Prince, dans sa joie, nous a tous embrassés.

Le prince Dom Miguel est venu féliciter Son Altesse Royale sur son heureux accouchement. Pendant qu'il était chez elle, le prince de Castel-Cicala, qui a été ambassadeur de Naples en Portugal, nous a raconté que, lors de sa mission en ce pays, il était toujours étonné de l'ignorance de ses habitants. Il lui arrivait sans cesse, à la Cour, de ne pouvoir trouver une seule personne qui pût entendre une autre langue que le portugais. Pendant la maladie du prince du Brésil, frère aîné du Roi actuel, il allait tous les jours s'informer de sa santé et des progrès de la petite vérole. Il y

arrive et, suivant la coutume, demande à un premier gentilhomme des nouvelles du Prince : « *A passata une bona sventura* », répond celui-ci avec une figure riante. Le prince de C..., croyant avoir compris que c'est une métaphore pour signifier que le Prince va mieux, retourne chez lui, profite du départ d'un courrier pour Naples, et donne la nouvelle. Mais le même courrier portait l'annonce de la mort du Prince, et la « *bona sventura* (1) » qui était arrivée au malheureux était d'avoir été rejoindre ses aïeux probablement en Paradis, *où vont tous les Princes Portugais.*

1er août 1824.

Le baron de Saint-Jacques est venu avec le duc de Bourbon, et, comme j'avais appris qu'il avait été arrêté avec le duc d'Enghien (2), je lui ai demandé les détails de sa captivité.

Ils ont été pris, comme tout le monde sait, en Allemagne et conduits à Strasbourg où ils séjournèrent trois jours sous la surveillance du général Leval, qui se conduisit à leur égard avec toutes les marques du respect et de la compassion. Au passage du Rhin, le Prince avait un jeune chien carlin, qu'il avait ramené de Mohilew, en Lithuanie, et qu'il avait pris, pour l'empêcher d'être noyé peu après sa naissance.

Au moment de monter dans la barque, les soldats ne songèrent pas au chien, et la pauvre bête abandonnée se lança à l'eau et vint rejoindre son maître au moment où il entrait dans la citadelle.

La prison où fut écroué le Prince était petite, composée d'une seule chambre, dans laquelle il couchait avec Saint-

(1) Bonne aventure.

(2) La duchesse de Bourbon mit au monde dans de tragiques circonstances le duc d'Enghien, qui semblait prédestiné à une fin sinistre. Après avoir causé à sa mère des souffrances inouïes pendant quarante-huit heures, il arriva privé de mouvement. Pour le ranimer, on l'enveloppa de linges trempés dans l'esprit-de-vin ; une étincelle vola sur ces langes inflammables et y mit le feu ; le médecin parvint à l'éteindre. Sa mère, très pieuse, avait des idées religieuses très proches de celles de Mme Guyon.

Jacques, qui était alors son secrétaire. Le Prince dormait dans le lit de Saint-Jacques — qu'on appelait Jacques tout court — et celui-ci sur un matelas par terre. Le second jour, le général Leval vint et annonça au duc d'Enghien (qu'il appelait Monsieur le Duc) qu'il lui demandait pardon de l'avoir si mal logé, qu'il allait lui donner un autre appartement. Il le lui montra, et Saint-Jacques le dit décoré convenablement. En outre, il lui donnait la permission de se promener dans la citadelle dès le jour même. A cinq heures, le Prince en profita. Dès une heure du matin, il entra dans sa chambre un officier de gendarmerie qui lui dit durement d'avoir à se lever parce qu'on partait à l'instant pour Paris. Il ne lui donna que le temps de prendre deux ou trois chemises et refusa le passage à son secrétaire, lequel partit à 5 heures du matin. En voyant la manière dont on le traitait, le pauvre Prince embrassa Saint-Jacques et lui dit : « Nous ne nous verrons plus; adieu. » Son chien fidèle eut la permission de le suivre et fut le dernier ami qu'il put embrasser. Saint-Jacques arriva en poste à Paris et fut enfermé à Sainte-Pélagie, dans une prison ou plutôt dans un trou de six à huit pieds carrés, haut de quatre pieds, et allant en descendant à cause du toit qui formait le plafond. Pendant cinq mois il resta couché ou assis, et finit presque par perdre l'usage des jambes par le fait de ce long intervalle de temps sans marcher. Le seul air qui parvenait jusqu'à lui entrait par une lucarne de six à sept pouces, qui se soulevait d'un pouce, au moyen d'un morceau de bois qu'il y mettait. Aucun de ses aliments n'arrivait chaud, parce que le geôlier avait vingt et quelques portes à ouvrir et à fermer pour arriver jusqu'à lui. Le but de cette torture était de lui faire signer trois déclarations qu'on lui présentait de temps en temps, et qu'il refusa obstinément de signer. Leur substance était que le Prince était auprès du Rhin pour entrer en France, qu'il avait connaissance de la conspiration de Georges,... j'ai oublié la troisième. Saint-Jacques répondit toujours que : quand cela serait vrai, il ne signerait pas et que, comme c'était faux, il le signerait encore moins. Quand le Prince fut arrêté et détenu à Strasbourg, la princesse de Rohan vint passer sous les fenêtres de la chambre qui renfermait l'objet de sa ten-

dresse (1). Saint-Jacques la reconnut malgré son déguisement, mais il ne le dit au Prince que le lendemain, de peur qu'il ne lui échappât quelque imprudence. Le lendemain, elle eut avis qu'on allait l'arrêter si elle repassait le Rhin. Au bout de cinq mois de captivité et de tourments, on tira le pauvre chevalier de son cachot; il fut mis dans un appartement plus commode. Il fut réuni au domestique du Prince qui avait été arrêté avec lui. Personne ne le reconnut, tant il était changé. Il apprit la mort tragique de son cher Prince, et depuis il n'a cessé de le pleurer.

A sa sortie de prison, il sut que le chien du duc d'Enghien était chez madame... (?) Il alla le lui demander, mais elle eut l'audace de vouloir le lui faire payer 25 louis.

Le pauvre Saint-Jacques n'en avait que dix. La bête, malgré ses pleurs, lui fut refusée. Ce chien à sa mort fut empaillé, et c'est cette madame... qui le possède encore.

Saint-Jacques a des documents positifs qui démontrent que le duc d'Enghien a été fusillé à l'insu de Napoléon (2). Il voulait les publier, mais le duc de Bourbon a exigé de lui qu'il n'en fît rien de son vivant. Il a même brûlé un manuscrit que Saint-Jacques lui apporta à lire. Il le jeta au feu en sa présence.

Heureusement il en existe un double qui est en lieu sûr.

Saint-Jacques affirme — avec preuves — que c'est Rovigo qui a tout conduit (3), et que les dispositions de la mort ont été prises à l'insu du Premier Consul, qu'il prouvera que son but était de garder en otage le duc d'Enghien (4).

La mort du duc d'Enghien causa dans Paris un effet immense. Chateaubriand raconte qu'étant près des Tuile-

(1) Voir l'ouvrage : *Un Roman d'exil : La Princesse Charlotte de Rohan et le Duc d'Enghien*, par Jacques DE LA FAYE (Paris, ÉMILE-PAUL).

(2) Rumigny se fait un peu trop facilement l'écho de ce qu'il entend dire.

(3) Il est incontestable que Rovigo (Savary) rendit impossible une révocation du fatal ordre, révocation dont l'hypothèse n'est pas invraisemblable de la part de Napoléon.

(4) Version inadmissible.

ries il entend crier le jugement de la commission militaire spéciale siégeant à Vincennes et la condamnation à mort « du nommé Louis-Henri de Bourbon ».

Il courut chez lui comme un fou et cria à sa femme : « Le duc d'Enghien vient d'être fusillé. » Et il se mit à écrire sa démission adressée à Napoléon sans qu'elle fît rien pour l'en empêcher : « La fosse que vous venez de creuser à Vincennes sera désormais un obstacle infranchissable entre vous et moi. Vous qui pouvez tout, il y a une chose que vous ne pouvez pas, c'est de me compter au nombre des serviteurs de votre fortune. Vous êtes tout, je ne suis rien ; et c'est moi qui vous quitte. Vous vous appelez le génie, le bonheur, la victoire ; je suis plus fort que vous, car je m'appelle la conscience humaine, et le cri de protestation que je viens de faire retentir a un écho dans tous les cœurs, dans le vôtre même. Et quand nous ne serons plus, il trouvera un écho immortel dans le cœur de la postérité et dans la conscience du genre humain. »

3 août 1824.

Mgr le Duc de Nemours m'a écrit du château d'Eu. Il me donne des commissions que je ferai immédiatement. Dieu merci, la chère Famille se porte à merveille.

CHAPITRE V

L'ENLÈVEMENT DE LA JEUNE ANGLAISE. — VERS GRETNA-GREEN. — DÉTAILS LORS DE LA MORT DE LOUIS XVIII. — LA CENSURE, LE DUC D'ANGOULÊME Y EST OPPOSÉ. — CHARLES X ROI DE FRANCE. — LES RÉVÉRENCES. — Mme DU CAYLA VIERGE ET MARTYRE. — LE DUC DE CROY AMOUREUX FOU DE Mlle DE DILLON. — LES FUNÉRAILLES DE LOUIS XVIII.

Le 8 septembre 1824.

Le duc de Westmoreland est venu ce soir. Ce personnage, ministre de la Grande-Bretagne, chevalier de la Jarretière, tory enragé, n'a pas dédaigné de recourir à un moyen un peu scandaleux pour se procurer une grande fortune qui lui manquait absolument. Il résolut et parvint à se faire aimer de Mlle X..., fille d'un riche négociant de Londres. Il la détermine à se laisser enlever et prend avec elle, en toute hâte, la route de Gretnagreen.

Le père, M. W..., l'apprend, monte en chaise de poste et poursuit à outrance le ravisseur. A force de diligence il l'attrape près des frontières d'Écosse. Là, après une lutte entre les postillons des deux voitures, il dépasse celle du lord.

Celui-ci, avec une présence d'esprit admirable, prend son pistolet, ajuste le cheval du postillon adverse, le tue et continue sa route à toute bride, laissant en arrière le beau-père furieux. Il arrive à Gretnagreen, couche avec la belle, est déclaré époux par le maréchal ferrant, protecteur des amours, et il retourne à Londres braver la colère paternelle. Mr. W... jura que pas un des deux époux n'aurait un sol de sa fortune et il a fait un testament par lequel il la passe à la propre fille de Lord Westmoreland, actuellement

Lady Jersey, que nous avons vue à Paris, outrée de la conduite de son père. Le commerçant londonien mit les clauses les plus violentes : entre autres que si un Westmoreland vient jamais coucher dans une de ses propriétés léguées aux Jersey, l'héritage sera perdu pour leurs héritiers.

La figure de Lord Westmoreland est laide, le teint est aviné, on m'a dit, quand il a été parti, qu'il buvait comme une éponge. Je doute que Monseigneur ait eu beaucoup de plaisir à sa conversation.

M. de Fermon m'a raconté que l'Empereur, alors Premier Consul, avait décidé qu'Ouvrart, Vauleberg et autres, accusés de vols et de dilapidations dans les fournitures de l'armée, seraient mis en jugement et que la loi serait appliquée dans sa rigueur.

Ces bandits, prévoyant leur sort, tâchèrent de parer le coup qui les menaçait et s'adressèrent à tous ceux qui avaient quelque crédit.

Ils offrirent à Lannes, aide de camp du Premier Consul, 300.000 francs, mais il refusa la somme à cause de sa modicité. Ils s'adressèrent à Eugène de Beauharnais et lui proposèrent 500.000 francs qu'il accepta. Aussi le coup tomba-t-il à faux.

Le duc de Vicence m'a dit en avoir eu connaissance et m'a garanti l'exactitude du fait.

Ce dernier m'a encore raconté que la petite Église, qui menace encore la France d'un schisme, a été organisée par le cardinal Fesch.

Il m'a ajouté que les deux plus grands ennemis de l'Empereur ont été Lucien et le cardinal Fesch.

Le maréchal Mortier (1) m'a raconté que, lors de la prise de Saragosse, les magistrats lui apportèrent, en grande

(1) Mortier, duc de Trévise, né à Cambrai, en 1768, fils d'un député à l'Assemblée Constituante. Maréchal de l'Empire en 1804, nommé Pair de France à la première Restauration, il fut privé de ce titre pour avoir siégé dans la Chambre des Cent-Jours. Il refusa de juger le maréchal Ney. Après la Révolution de Juillet, il prêta serment à Louis-Philippe et fut ministre de la Guerre en 1834. Il fut victime, en 1835, de la machine infernale de Fieschi.

cérémonie, une aigrette en diamant, montée de perles énormes, en le priant de l'accepter. Ils lui dirent que cette aigrette venait de Notre-Dame del Pilar.

Le maréchal les remercia, acceptant le présent, mais les chargea de le remettre de sa part à Notre-Dame del Pilar à qui il l'offrait.

Lannes, alors duc de Montebello et son collègue, apprit la chose. Il se transporta à Notre-Dame. Là, après s'être fait rendre compte du trésor qu'elle possédait, il s'en empara et l'envoya en France.

Ce trait est constaté par un témoin oculaire dans la relation du siège de Saragosse par M..., intendant militaire. Le livre fut imprimé en 1818.

Le maréchal Ney avait commencé avec le maréchal Mortier le siège de Saragosse par la rive gauche de l'Èbre. Le plan d'attaque avait été donné par un colonel du génie qui y fut tué dans la suite Le duc de Montebello vint relever Ney, et, suivant sa coutume, blâma l'attaque de son prédécesseur. Il prétendit faire mieux, et attaqua par la droite, où ce fut bien plus meurtrier. On fut obligé de revenir à l'attaque par la gauche qui décida bientôt du sort de Saragosse. Ainsi l'orgueil et la jalousie ont fait perdre à la France de braves soldats, qui seraient venus plus tard défendre leur belle patrie menacée par des barbares.

La guerre d'Espagne a été plusieurs fois le théâtre des haines et des jalousies de nos généraux.

Le 14 septembre 1824, 5 heures soir.

Le Roi meurt à l'heure qu'il est. Son agonie est longue et cruelle, les grandeurs, la couronne, le rang suprême, rien ne préserve du sort commun, du dernier des mendiants au plus puissant des potentats. Dans quelques heures, que restera-t-il de Louis XVIII? un cadavre infect, un amas de pourriture!

Mgr le duc d'Orléans et les Princesses étaient à Eu depuis deux jours avec leurs enfants, enchantés d'un déplacement au bord de la mer. A six heures du matin, le 13, est arrivé un courrier que *Monsieur* expédiait au Prince. A

7 heures, celui-ci était en route, et, à 10 heures, il descendait de *fiacre* au Palais Royal. Les postillons avaient brisé la voiture dans la rue du Mont-Blanc et le providentiel *fiacre* s'était trouvé à point. A 11 heures, le Prince était au château de Neuilly. Ce matin je m'y suis rendu à 10 heures. J'ai vu les Princesses arrivées à 4 heures du matin. A 2 heures un écuyer du Roi, M. de Goyon, vint, par ordre de Monsieur, chercher les Princes. A 2 heures et demie, nous étions aux Tuileries.

L'état du Roi est désespéré et la crise qui a été cause de notre arrivée est l'avant-coureur de la fin qu'on attend d'un instant à l'autre. Il y a deux jours, le Roi a écrit à Mme du Cayla. La lettre était illisible, mais l'adresse était écrite d'une main ferme. On croit que cette lettre n'est pas arrivée à son but. Le Roi ne voulait pas être administré et Mme du Cayla l'y a déterminé. La duchesse d'Angoulême et les Princes assistaient à la cérémonie, rangés autour du lit. Le Roi leur a dit : « Je vous bénis, mes enfants, retirez-vous. »

Ce sont les seules paroles qu'il ait prononcées. Il n'a pas fait appeler le duc de Bordeaux, comme les journaux l'ont dit. Toute la journée il n'a pas dit une phrase, mais seulement oui et non. A 2 heures, au moment de la crise, on lui a demandé de répéter les prières des agonisants. Il a répondu tout sec : *non !* Hier il a dit : « On m'administre trop tôt. » La crise est passée, le mieux qui suit n'est qu'un retard. M. de Boisgelin n'est pas sorti de la chambre depuis trois jours. Nous allons dîner aux Tuileries où nous comptons rester jusqu'à la mort.

15 septembre 1824, 10 heures et demie du soir.

Hier nous avons quitté les Tuileries à 9 heures. Le pouls du malade était meilleur, mais sans possibilité de guérison. Les bulletins sont de plus en plus positifs sur l'état désespéré du Roi.

Ce matin à 4 heures, on est venu nous réveiller. Le Prince a été appelé pour assister aux derniers moments du malade, mais l'heure du Roi n'est pas venue. Il a éprouvé une crise pareille à celle d'hier. La force vitale est énergique chez lui.

Ce matin l'apothicaire lui a présenté un bouillon, il en a avalé une gorgée, puis d'une voix forte, il a dit : assez !

La connaissance est complète et les médecins pensent que les douleurs ne sont pas violentes. Ce qui le prouve est l'assoupissement continuel. Depuis trois jours que dure le redoublement du mal, les affaires sont dans une épouvantable stagnation. Les ministres ne sont occupés que de ce qui peut leur arriver après la mort du Roi. On peut lire sur la figure de M. de Villèle la certitude qu'il a de conserver sa place et la prépondérance ministérielle.

Corbière le suit pas à pas, le cou allongé avec sa figure sinistre. Peyronnet a conservé sa suffisance et son contentement de soi-même. Plaise à Dieu que, sous sa robe noire et son rabat, il y ait un cœur noble et loyal ! Je ne puis le nommer sans penser à la fureur des magistrats, quand on parle de lui, et à leur juste indignation sur le considérant de l'ordonnance de la censure, ordonnance qui a été rédigée avec l'approbation du garde des Sceaux. Un juge de la cour royale, de mœurs et de probité, M. Henin, ultra décidé, m'en a parlé dans les termes les plus sévères.

On assure que *Monsieur* tient prête l'ordonnance de suppression de cette censure. Le duc d'Angoulême est positivement contre et ne craint pas de l'exprimer.

Hier je disais, dans la galerie de Diane, à quelqu'un dont je suis l'ancien camarade :

« Quel cruel spectacle pour une famille de voir son chef périr et combien la famille royale doit souffrir à la vue des maux sans remède et de douleurs qui n'auront de fin que la mort !

— Oh ! me répondit le sot, c'est surtout de voir mourir leur Roi qui doit leur être cruel ! »

Quelle affectation !

Jeudi 16 septembre 1824. Le soir.

Nous quittâmes les Tuileries à 9 heures un quart, persuadés que nous serions appelés bientôt. Ce fut à une heure et demie qu'on vint aviser le Prince d'aller au château. Nous partîmes de suite. L'état du Roi avait bien empiré : affaiblissement total, ventre ballonné, enflure gagnant le cœur.

Tous les maréchaux, grands officiers et autres, accoururent. La galerie était assez remplie, vers le bout, du côté de la chambre du Roi. Depuis 2 heures jusqu'à 4 heures du matin, il n'entra ni ne sortit personne de chez lui. Nous étions dans l'alternative et chacun raisonnait sur le silence qui régnait. La galerie présentait un singulier coup d'œil. Beaucoup de gens dormaient, d'autres attendaient avec impatience, d'autres enfin causaient en se promenant. Le duc de Fitz James, étendu à moitié sur un lit de camp qui était à l'entrée de la chambre à coucher, ronflait à être entendu de partout. A 4 heures deux minutes, la porte s'ouvre : Le Roi est mort.

Ce mot fait courir tout le monde vers la porte, l'extrémité de la galerie s'encombre. Tout à coup, le duc de Blacas vient à la porte et dit à haute voix :

« Le Roi, messieurs ! »

Charles X sort, la figure très altérée Quelques courtisans qui veulent se faire remarquer disent sur son passage : Vive le Roi ! à demi-voix. Il n'a pas l'air d'y faire attention. Les Princes et Princesses le suivent et chacun se retire. Voici ce qui s'était passé dans la chambre à coucher du feu Roi, je le tiens de Monseigneur : Louis XVIII avait toujours été en s'éteignant sans convulsions; le pouls avait cessé de battre, ainsi que le cœur. La respiration continuait encore, la mort morale était arrivée, la vie physique persistait, et cette alternative avait causé le silence que nous remarquions. Enfin, un mouvement des poumons, qui gardaient leur impulsion, permit à l'air de sortir et une forte expiration termina la crise. Le duc d'Aumont, gentilhomme de service, vint dans le cabinet où étaient les Princes, et, s'adressant à *Monsieur*, lui dit :

« Sire, le Roi est mort ! »

Alors, Charles X entra dans la chambre, s'agenouilla, prit la main du défunt, la baisa, et fut imité par le dauphin, la dauphine, la duchesse de Berry, la duchesse d'Orléans, le duc d'Orléans, le duc de Bourbon et Mlle d'Orléans. Après une prière, le roi sortit de la chambre du feu Roi et retourna dans ses appartements, d'où il partit à 6 heures pour Saint-Cloud.

Le 17 septembre 1824.

Nous sommes allés aujourd'hui à Saint-Cloud avec Monseigneur et les deux Princesses. Ils ont été faire une visite de famille. En sortant, le Prince nous a dit : « Le Roi m'a reçu avec effusion, il paraît désolé et effrayé de la nouvelle charge qui lui tombe sur les bras. » Les Princes allèrent ensuite chez la Dauphine et chez la duchesse de Berry.

Le 18 septembre 1824.

Nous sommes partis à 10 heures pour aller faire à Saint-Cloud ce qu'on appelle les *Révérences*. Les Princesses se sont réunies avec toute la famille chez la Dauphine, et ont été faire une révérence au Roi, qui a embrassé les Princes et Princesses en fondant en larmes. La scène était touchante. Après les visites faites, nous sommes allés chez le Dauphin. Mme la duchesse de Berry a été faire une visite à la Dauphine (1), et une révérence au Dauphin, ce qui n'a pas eu l'air de lui plaire du tout. Après avoir mis les princes en voiture, nous avons été saluer le Roi et sa famille. Chez le Dauphin, je suivais Athalin, quand le prince de Talleyrand s'est présenté. Le Dauphin lui a dit en propres termes : « Vous avez rempli avec un grand zèle vos fonctions près de mon oncle, nous vous en remercions. »

Talleyrand a répondu : « Je n'ai fait que suivre mon cœur et mon devoir. » Le Dauphin lui a dit quelques paroles que j'ai moins bien retenues. Nous passâmes ensuite chez la Dauphine.

J'ai rencontré à la cour l'évêque de Forbin (2), dont la figure en casse-noisette est remarquable par l'air de fanatisme qu'elle respire. Il a été auditeur de Napoléon. La

(1) Une fois pour toutes, notons que Mme la Dauphine, c'est la duchesse d'Angoulême, et que la duchesse de Berry, mère du duc de Bordeaux, est appelée « Madame ».

(2) Mgr de Forbin-Janson, fondateur de l'Œuvre des Missions et évêque de Nancy en 1823, déploya toujours un zèle ardent. Il fonda l'Œuvre de la *Sainte-Enfance*, destinée à arracher à la mort et à baptiser des milliers d'enfants chinois voués à périr.

réception a été nombreuse, il y a tant de gens qui tremblent et tant qui espèrent ! La réponse du Roi aux Chambres a été digne d'un Roi constitutionnel. Plaise à Dieu qu'il persévère !

Les membres des Chambres ont crié : Vive le Roi ! Parmi eux, j'ai remarqué Benjamin Constant, Girardin et Méchin.

19 septembre 1824.

J'ai entendu hier à Saint-Cloud plusieurs personnes s'expliquer vertement sur les aumôniers du Roi qui l'ont obsédé à l'heure de sa mort de la manière la plus honteuse. Ils lui criaient à tout moment : Le Roi entend-il? Le Roi recommande son âme à Dieu? Le Roi a regret de ses fautes? Et toujours ils lui criaient à l'oreille la même chose.

L'évêque d'Hermopolis en était, dit-on, impatienté.

Voici un des articles sur le feu Roi, que publient le *Journal des Débats* et l'*Éloile*, feuille ministérielle (18 septembre 1824).

« La maladie à laquelle le Roi a succombé n'a été que le dernier symptôme, le dernier phénomène d'une affection qui durait depuis quelques années. Sa Majesté était née avec une organisation parfaite de la moitié supérieure du corps. Le développement de sa tête et de sa poitrine indiquaient une allure herculéenne. L'organisation de ses membres inférieurs n'avait pas la même perfection. Ils avaient toujours offert des formes arrondies, une consistance molle et un peu de faiblesse.

« Cependant, l'excellente organisation des parties supérieures a longtemps lutté avec succès contre la mauvaise disposition des parties inférieures. Ce que l'on dit de l'impuissance du Roi se trouve vérifié, d'où l'on conclut que la pauvre du Cayla a bien gagné Saint-Ouen et que, sans Rovigo et compagnie, elle serait morte vierge et martyre. On prétend, mais ce ne sont que de mauvaises langues, que son fils est du duc de Rovigo dont elle a été longtemps la maîtresse. »

Le 21 septembre.

Quand on vit arriver l'heure néfaste du Roi, Mme du Cayla alla adroitement chez la duchesse d'Angoulême, et lui demanda si elle n'approuverait pas une démarche auprès du Roi pour le décider à accepter les derniers sacrements qu'il refusait obstinément. Elle ajouta devoir profiter des bontés que le Roi avait eues à son égard pour le décider à son salut. La duchesse approuva et la du Cayla fit de son mieux, employa sa plus persuasive éloquence. Mais le Roi refusa net. L'abbé Rocher, son confesseur, essaya, mais en vain ; comme la favorite, il fut repoussé avec perte. Enfin, le gros canon tonna, l'évêque d'Hermopolis (1) réussit à grande peine et, le lendemain, le Roi fut administré.

L'abbé Rocher, pendant la maladie du Roi, ne cessait de lui répéter les choses les plus touchantes et les plus effrayantes. A la première crise, il s'approcha du Roi et, le nez près de son oreille, il lui cria : « Le Roi m'entend-il? — Oui, dit le Roi, d'une voix affaiblie. — Le Roi veut-il que je lui dise les prières des agonisants pour le repos de son âme?

— Non, non, répondit le Roi impatienté, avec une voix sourde et une colère visible. » Tant qu'il a eu de la force, il a dit : non. On pense qu'il ne voulait pas être cru si mal.

Quelques gens de la cour sont furieux contre les gentilshommes de la Chambre et surtout contre le duc de Blacas, parce qu'il a constamment éloigné sévèrement toutes les personnes qui ont voulu approcher du feu Roi, même les capitaines des gardes.

En général, dans la haute domesticité, on n'est occupé qu'à empêcher le moindre empiètement sur les droits de celle-ci, peu importe ce qui peut en résulter. Que de pauvretés, dans un si grand nombre !

Hier, nous sommes partis de Neuilly à 2 heures un quart. Le Prince, dans une voiture à huit chevaux, et nous, dans

(1) M. de Frayssinous, qui fit partie en 1828 du ministère Martignac.

une à six. Aux Tuileries, le Prince a été reçu par les aides des cérémonies et conduit au salon bleu, où le duc de Bourbon est venu le joindre. A 2 heures un quart, le Roi est arrivé et les Princes sont allés au-devant de lui jusqu'en bas. Le Roi est allé à son prie-Dieu, en face du lit de parade, qui est à la place du trône. Il s'est agenouillé, a entendu un *De Profundis* chanté en faux bourdon d'une manière admirable. Le dauphin était à la droite du mort, le duc d'Orléans et le duc de Bourbon à la gauche.

Après le *De Profundis*, le Roi s'est levé, a pris le goupillon des mains du grand Aumônier, a fait une révérence au Roi mort, a jeté trois fois de l'eau bénite, s'est incliné, puis s'est remis à son prie-Dieu. Il a été imité par le Dauphin, la Dauphine et les Princes et Princesses, avec la seule différence qu'après le salut au Roi mort, ils en adressaient un au Roi vivant. Celui-ci, après une courte prière, s'est dirigé vers la galerie de Diane et a été reconduit à sa voiture par l'escalier du pavillon de Flore, le même escalier par lequel le feu Roi se faisait passer de sa voiture à sa chambre, dans la machine à contrepoids.

Le duc de Croy, frère du grand Aumônier, à l'âge de cinquante-huit ans, est devenu amoureux de Mlle de Dillon qui est jolie comme un amour. Après de longs soupirs, il alla à la campagne où il rencontra la belle de son cœur. Pour le coup, il n'y tint plus et déclara à la mère de la jeune personne qu'il voulait l'épouser ou mourir. Mme de Dillon, dont le mari a mangé toute la fortune, proposa le galant à sa fille, qui, par raison, consentit à ce mariage. Il fut célébré et suivi d'une grossesse qui donna à l'heureux époux un héritier de son nom. Du premier mariage, il avait eu quatre enfants, qui jetèrent les hauts cris et refusèrent de voir leur jolie belle-mère. Ce fut bien pis quand elle fut accouchée. Et depuis, ils ont dédaigné toute communication avec elle. Au bout d'une année, le duc de Croy est mort, et, par contrat de mariage et par testament, il a laissé à sa veuve un fort beau douaire dont elle jouit maintenant, et avec lequel elle fait vivre sa mère et sa sœur dénuées de fortune.

Le 22.

La résolution qu'a prise le Roi de permettre l'entrée du conseil au Dauphin est du meilleur augure. Déjà le Dauphin a fait des tentatives pour la suppression de la censure, qu'il espère obtenir.

Ce matin, nous sommes allés aux Tuileries dès 9 heures et demie. Le Prince (1), grâce aux imbroglios du grand maître des cérémonies, n'a su où descendre et est allé à l'appartement du Dauphin où il a été reçu.

A 10 heures et demie, les Princes sont montés aux appartements du Roi; ils ont fait une prière, puis deux gardes ont pris les entrailles du feu Roi qui étaient enfermées dans une boîte d'or, sur laquelle sont écrits ces mots :

« Ici sont les entrailles de très haut, très puissant et très excellent prince Louis XVIII, Roi de France et de Navarre, très chrétien, décédé à l'âge de soixante-huit ans neuf mois et vingt-neuf jours. »

Le grand aumônier a pris le cœur enfermé dans un coffret de vermeil. Le corps a été porté par les valets de chambre jusqu'à la porte des appartements d'où quatre-vingts Gardes du corps ont porté le Roi jusqu'au char placé sous le vestibule.

Alors les Princes se sont rendus à leurs voitures, et le cortège s'est mis en marche pour Saint-Denis, où nous sommes arrivés à 3 heures. A la porte, le corps, porté par les Gardes du corps, a été reçu par les chanoines de Saint-Denis, à qui le grand aumônier a fait un discours dont je n'ai pas entendu un mot. Le Doyen du chapitre a répondu, et le corps a été mis sous le catafalque. Après quelques chants, il a été porté dans la chapelle ardente où il restera jusqu'à son inhumation; elle se fera dans quarante-cinq jours. Après la cérémonie de l'eau bénite, les Princes sont remontés en voiture et chacun s'en fut chez soi.

(1) Le Prince, dans le texte de Rumigny, se rapporte toujours au duc d'Orléans. M. le Dauphin désigne le duc d'Angoulême.

La foule accourue sur le passage du cortège était immense. Toutes les fenêtres étaient remplies et les rues encombrées. Hors du faubourg, sur la route de Saint-Denis, c'était encore une plus grande affluence.

La foule est à Paris une chose curieuse par sa tranquillité et généralement par sa gaieté. Il n'y a eu d'accident d'aucun genre.

Le duc de Blacas (1) a plaisanté M. de Brézé et lui a dit : « Jamais on ne doit appeler le grand Aumônier « Monseigneur » devant les Princes. »

Le grand maître des cérémonies a été confondu et a avoué la faute capitale qu'il avait commise. Je parie qu'il n'y sera pas repris.

Le 24.

On applique à M. de Brézé un tas de maladresses remarquées pendant le transport des entrailles et du corps. Les gardes du corps pliaient sous le poids et ils le disaient tout haut, se demandant : Qui va devant? Le grand maître des cérémonies remuait comme un diable dans un bénitier et rien ne se faisait.

Le 26.

Le Roi est retourné aux Tuileries. On cite de lui une foule de mots heureux qui doivent partir du cœur et qui sont d'un bon augure pour l'avenir. Le mot de *Charte* ne l'offense pas et tout annonce qu'au règne soupçonneux de Louis XVIII succédera plus de franchise et moins de crainte de la nation.

On parle encore de l'influence de Mme du Cayla, mais

(1) « Louis XVIII, écrit Pasquier, a toujours recherché des intimités; celles qu'il a trouvées composent l'histoire de sa vie, depuis Mme de Balbi et M. d'Avaray, jusqu'à M. de Blacas, M. Decazes et Mme du Cayla. Le général de Rumigny ne ménage guère M. de Blacas, lequel, d'ailleurs, représentant le parti qui voulait rétablir l'ancien régime dans son intégrité, ne pouvait être pour le roi qu'un conseiller imprudent en politique. »

M. de Blacas fut successivement ministre de la Maison du roi, ambassadeur à Naples, pair de France, etc.

vaguement. En attendant, elle crie misère et Sosthènes de Larochefoucault, son amant non payant, prétend qu'elle va mourir de faim. Et cependant, elle possède Saint-Ouen, 4.000 arpents de forêts dans les Deux-Sèvres, une quantité de rentes, et elle achète l'hôtel du maréchal Mortier, duc de Trévise, rue de Bourbon. Elle le paie 750.000 francs, dont une partie comptant. Il est vrai qu'on ne mange ni forêt, ni château, ni hôtel. Aussi, annonce-t-on qu'il lui sera payé une pension alimentaire de 30 à 40.000 francs par an. Pauvre femme !

La revue du Roi a eu lieu. Les troupes étaient dans la plus magnifique tenue, et les Princes à cheval ont été reçus du peuple avec la plus vraie joie. Le Roi s'est montré plein de bonté. Il a fait venir tous les Princes pour l'entourer dans sa marche et dans la revue. Elle a commencé à midi et fini à 5 heures. Monseigneur était en houzard blanc, monté sur son cheval Neuilly. Sa mine et sa tenue militaire ont fait beaucoup d'impression. Le temps a favorisé cette imposante cérémonie, le Roi a dû être content. Un sot de commandant de la garde nationale a eu la bêtise de faire mettre les bonnets à poil de la garde nationale sur les baïonnettes, et cette maladresse gâtait le coup d'œil militaire. Il a voulu faire du zèle, et son but a été mal rempli.

La dénomination « d'Altesse Royale » que le Roi a donnée à Monseigneur le duc d'Orléans et à sa famille fait le sujet de toutes les conversations. Beaucoup de gens sont furieux des marques de confiance que le Roi donne à ce Prince, mais le plus grand nombre est enchanté de l'union des membres de la famille.

Les courtisans ne manqueront pas à s'en donner pour rompre cette intimité (1).

(1) La Société qui allait aux Tuileries n'était pas la même que celle affluant au Palais Royal. Le baron d'Haussey raconte que le Duc d'Orléans le priait sans cesse de venir chez lui et, comme il n'y allait pas, Charles X lui dit un jour devant la Dauphine : « D'Haussey, le Duc d'Orléans se plaint de ce que vous n'allez pas au Palais Royal; pourquoi donc refusez-vous?

— Sire, c'est la certitude de ne rencontrer chez ce Prince de votre

famille que des gens d'une opinion contraire à la mienne et des ennemis de votre Maison.

— Allons, dit le Roi en souriant, vous êtes de ces « ultras » incorrigibles qui croient que l'on conspire contre moi au Palais Royal.

— Je ne suis pas *ultra*, Sire, mais je suis certain que, parmi les gens qui vont au Palais Royal, beaucoup conspirent contre Votre Majesté.

— Bah ! ce sont des contes à dormir debout ; mon cousin est en dehors de tous ces manèges. Il m'est sincèrement dévoué. Voulez-vous aller chez lui?

— J'irai, Sire, si le Roi l'ordonne.

— Je n'ordonne rien de pareil ; vous ferez ce que vous voudrez. Par exemple, s'il devient Roi, prenez garde à vous !

— Alors, comme aujourd'hui, Sire, je n'irai pas au Palais Royal. »

Le Roi se mit à rire et quitta M. d'Haussey.

CHAPITRE VI

SINGULIER RENDEZ-VOUS DE CHASSE. — TALMA JOUE DEVANT UN PARTERRE DE ROIS. — LA MORT DE CÉSAR. — RÉCITS DE CHASSE. — LE DUC D'ORLÉANS RACONTE DES ANECDOTES. — LE TRÔNE DE GRÈCE ET LE DUC DE NEMOURS. — LES AFFAIRES DE GRÈCE. — LE GÉNÉRAL SÉBASTIANI. — LE BRAVE MURAT.

30 décembre 1824.

Le prince de Talleyrand est venu ce soir chez le duc d'Orléans et il nous a laissé entendre que les mémoires de Fouché, duc d'Otrante, qui viennent de paraître, sont d'un M. Fabri, ancien secrétaire de Fouché, d'un M. Juviru, ancien chef de police, et le tout dirigé par M. de Vitrolles, aide de camp du Roi. Voici la phrase du prince de Talleyrand.

« Si M. de Vitrolles était un intrigant, on dirait que les mémoires sont de lui. » Un instant après, il l'a encore dit plus clairement.

On a parlé de chasse et il a exprimé avoir été à la chasse la plus horrible qui soit, par la tuerie des bêtes et par la platitude qui y a présidé : le duc de Weymar, actuellement régnant, donna à Napoléon, à l'empereur Alexandre et au roi de Prusse Frédéric-Guillaume, pendant le Congrès d'Erfurt, en 1808, une chasse dans le champ d'Iéna. La manœuvre que firent les paysans et les troupes qui traquaient devant elles une énorme masse de sangliers fut celle employée par le duc de Saxe à la tête d'un corps de troupes en face de l'armée française à Iéna. Là, sur le champ de la victoire, était l'estrade d'où les rois et empereurs tiraient sur les sangliers. Napoléon, le soir, en était révolté, il trouvait cela par trop bas et surtout que

ce fût en présence du Tsar de Russie qui le souffrait, et même paraissait se plaire à cette chasse.

Le soir, l'Empereur coucha à Weymar, le prince de Talleyrand alla à lui et lui demanda quelle pièce joueraient les comédiens du Théâtre Français venus à Erfurt. Il réfléchit et dit :

« *La Mort de César*.

— Mais, Sire, comment choisir cette pièce pour la voir jouer en présence de rois que cela peut choquer?

— Non, répondit-il, il faut qu'on joue cette tragédie; j'ai assez fait pour les rois, il faut faire quelque chose, maintenant, pour les peuples. »

On joua la *Mort de César*, et Frédéric et Alexandre applaudirent Talma.

Le Prince dit encore que les manuscrits de Sainte-Hélène ont été longtemps entre les mains du feu roi Louis XVIII, qu'il les a vus dans son cabinet avant qu'ils fussent imprimés. Il l'a répété deux fois au duc d'Orléans que cela n'étonnait nullement.

Il parla aussi de Fouché, disant que c'était un garnement, et que l'histoire du règne de l'Empereur ne sera bien écrite que quand on aura sous les yeux les correspondances qu'il a eues avec les ministres, qui tous ont les papiers de cette époque; et que lui a, pour sa part, toutes les lettres qui lui ont été écrites, que M. Daru a les siennes, M. de Vicence *idem*.

La Chambre des Pairs a repoussé l'adresse que M. de Bonald avait rédigée, il y est parlé de trente ans d'anarchie. De 1789 à 1814, il n'y a que vingt-cinq ans; est-ce qu'il entend par anarchie la période de 89 à 1819? C'est flatteur pour Louis XVIII.

Cela prouve la tendance de ces forcenés ultras.

M. Decazes, président de la Cour de Cassation, a reçu l'Ordre du Roi (1).

(1) Il était le favori du Roi, qui le combla de biens, et qui l'appelait son fils, bien qu'il fût de fort petite naissance.

Sous Louis XVIII, il fut successivement Préfet de Police, Pair

9 mars 1825.

Lord William Bentinck, ancien gouverneur des Indes, est venu ce soir. Il m'a lu une lettre d'un officier, lieutenant dans son régiment, qui est dans les Indes orientales. Elle contient un détail curieux sur les chasses de ce pays. Cet officier avait été « tigers-hunting » et avait tué, outre vingt-six à vingt-neuf buffles, d'autres animaux de moindre grosseur. Son lieutenant-colonel avait tué, quelques jours avant, huit tigres, quatre buffles, et beaucoup de menu gibier, outre une quinzaine de sangliers, des paons, etc... On pensera peut-être que c'est une « craque » de chasseur. Soit, mais il est avéré par le récit de tous les voyageurs et par les lettres de tous les officiers au service de la compagnie des Indes que ce pays est rempli d'une prodigieuse quantité d'animaux terribles, et que les chasses dont je parle n'ont rien d'exagéré. Mylord a dit que les oiseaux là-bas ont des cris si aigus, que l'on ne peut dormir dès l'apparition du jour; et, malheureusement, la chaleur excessive force à tenir les fenêtres ouvertes constamment, pour établir un courant destiné à renouveler l'air embrasé que l'on respire.

Monseigneur a dit à ce sujet qu'étant à la Havane, où il laissait, pour la même raison, les fenêtres grandes ouvertes, il entendit pendant la nuit quelque chose qui grimpait le long du mur et qui se laissait choir lourdement sur le parquet. Il se lève, allume une lumière, et découvre un énorme crabe de mer qui s'était introduit par la croisée; son corps massif ne pouvait être enlevé par ses longues pattes sur le mur intérieur. Ces crabes inconnus à la Havane étaient venus du continent d'Amérique.

Leur qualité vénéneuse occasionna un mal affreux à un pauvre nègre, qui avait cru faire une précieuse trouvaille et l'avait mangé après l'avoir fait cuire. Il fut pris des

de France, Ministre, etc. Il se rallia à Louis-Philippe en 1830. Il était modéré, spirituel et opposé à la réaction ultra-royaliste. Il pratiqua, en politique, un système de bascule, qui finit par tourner contre lui. Il se retira en 1818 et créa l'établissement métallurgique de Decazeville.

plus horribles convulsions, et ensuite du tétanos, dont les atroces douleurs lui firent courber en arrière la colonne vertébrale.

Si les climats chauds n'ont pas à craindre l'âpreté et la rigueur de nos hivers, ils ont en revanche, une multitude d'êtres et de plantes nuisibles qui en rendent le séjour peu agréable.

« J'ai beaucoup voyagé, ajouta le Prince, j'ai vu les gens, les mœurs, les choses, et toujours je suis revenu avec joie vers ma bien-aimée patrie, l'appréciant chaque fois davantage. »

Note sur les Affaires de Grèce

Dans les pages qui suivent, on va trouver, un peu éparses, quelques impressions du général de Rumigny sur les événements de Grèce. Déjà se manifestaient les premiers ferments de discorde que la question d'Orient, à peine naissante, allait jeter au milieu des grandes puissances européennes. Nul d'ailleurs n'eût pu, alors, en soupçonner les conséquences futures ni prédire les inextricables conflits et les vrais cataclysmes qu'elle portait dans ses flancs. Après la guerre de Crimée, la guerre turco-russe, la guerre turco-grecque et la guerre des Balkans, en présence du refoulement des Ottomans, de la question de Constantinople, de la rivalité des États balkaniques, du problème d'une Albanie hybride, enfin des compétitions en Asie-Mineure et sur l'Euphrate, est survenu, comme un coup de tonnerre, le drame de Sarajevo, d'où est sortie la guerre de 1914-1918. Or, ni le sang versé, ni les désastres, bouleversements, ruines et révolutions qui l'ont accompagnée, n'ont avancé d'une ligne le problème d'Orient. On peut donc penser que si la paix du monde doit être de nouveau troublée, l'événement redoutable aura sans doute encore le même point de départ.

En 1821, après le Congrès de Laybach, où la diplomatie européenne avait débattu la situation politique du royaume de Naples, une grave nouvelle, qu'elle n'avait nullement prévue, se répandait tout à coup. Les Roumains et les Grecs

de Morée, à l'exemple d'Ali, pacha de Janina, s'étaient soulevés contre la domination des Turcs. Malgré l'opposition de Metternich et de l'Autriche, ces peuples avaient escompté l'appui de la Russie.

Le sultan recourut sans hésiter à la répression sanglante, politique traditionnelle de la Sublime Porte. Le 22 avril 1821, le patriarche grec de Constantinople, trois évêques et quarante notables de la colonie grecque furent « suspendus » sans jugement (c'est-à-dire pendus). En même temps, la Moravie était le théâtre des plus épouvantables excès. Ces barbaries arrachèrent partout des cris d'horreur. La presse française, très « philhellène », se signala par des protestations indignées. La Russie retira son ambassadeur. L'Autriche et l'Angleterre adressèrent mollement des remontrances platoniques autant qu'inefficaces. La Russie offrit à la France une action commune; mais cette négociation échoua. L'insurrection grecque dura ainsi près de sept ans, sans qu'aucun État chrétien vînt au secours des malheureux Grecs.

Sur ces entrefaites, le sultan fit appel à Méhémet-Ali, pacha d'Égypte. Ce dernier envoya des troupes assiéger Missolonghi. La ville fut prise, après que l'héroïque Marco Botzaris se fût fait sauter avec la garnison. Les vainqueurs se livrèrent à toutes les atrocités. Les Turcs, de leur côté, s'emparèrent de l'acropole d'Athènes et menacèrent de brûler la ville et le port. Alors, enfin, la Russie, l'Angleterre et la France envoyèrent au sultan un ultimatum. Ibrahim-pacha, fils du vice-roi d'Égypte, dont la flotte était à Navarin, refusa de souscrire aux conditions d'un armistice qu'on lui offrait. Il fut attaqué à Navarin le 20 octobre 1827 par les flottes, française (amiral de Rigny), anglaise (amiral Codrington) et russe (Herdeim).

La flotte turco-égyptienne fut détruite. La marine française fut admirable pendant la bataille.

La Grèce fut sauvée. Mais il fallut encore que le général Maison, par une glorieuse campagne en Morée, en chassât définitivement l'armée égyptienne (1828).

Il fut décidé que la Grèce serait érigée en royaume. Après bien des négociations et intrigues (dont on trouvera l'écho ci-après), ce fut le prince Léopold de Saxe-Cobourg auquel échut la couronne, au détriment du duc de Nemours, que demandaient les Grecs. Ce fut donc l'Angleterre qui l'emporta sur la France dans ce débat.

Reprise du texte des Souvenirs

Le 17 mars 1825.

Lord William Bentinck (1) est revenu chez Monseigneur et lui a dit qu'il allait se hasarder à lui faire une question pouvant avoir sur l'avenir une grande influence : il désirait savoir s'il était vrai que Son Altesse Royale pensait au trône de Grèce pour un de ses enfants.

Monseigneur a répondu : « My dear Lord, vous devez savoir mieux que personne au monde que je n'ai jamais été un coureur de trônes ni pour moi, ni pour les miens. Je suis complètement satisfait de ma position dans le monde et je ne désire rien au delà.

— Cependant, beaucoup de diplomates ont pensé à Votre Altesse Royale pour gouverner les Grecs; dans le monde politique, on l'a vivement souhaitée.

— Je ne dis pas, mais j'ai formellement refusé pour moi et pour mon fils aîné. On a fait alors des démarches auprès de mon second fils. J'ai pensé n'être pas compétent pour rien décider de pareil au sujet de mes enfants, et, quand j'ai vu que ces bruits prenaient quelque consistance, je suis allé en faire part au Roi de France. Je lui ai tout raconté, le priant de résoudre lui-même cette importante affaire, dont je ne voulais en rien personnellement m'occuper, me bornant à faire des vœux, et à faire mon possible, pour la prospérité de la France et de la Grèce. Mais, continua Monseigneur, est-ce que l'Angleterre n'a pas songé à mettre le prince de Cobourg à la tête des Grecs?

— Non, Monseigneur, ce ne fut même pas matière à discussion pour le cabinet anglais. »

(1) Lord William Bentinck était en Sicile commandant de l'armée anglaise dans les années de l'occupation de Naples par Murat, et il a raconté toute l'histoire de la négociation des Espagnols pour avoir Mgr le Duc d'Orléans, et toutes les tentatives que d'autres peuples ont faites près de Son Altesse Royale pour la décider à accepter l'offre répétée de plusieurs couronnes. Il a su en même temps les refus positifs de Monseigneur.

La conversation s'égara alors sur des sujets moins graves, qu'il n'est pas utile de retracer, car ils n'auraient pas d'intérêt à rester dans la mémoire.

Le 19 mars.

Le général Sébastiani a vu Lord William Bentinck, et lui a dit que le voyage de M. de Metternich avait un but bien opposé à celui que Mr Carning et l'Angleterre se promettaient. Que Metternich voulait faire de la Grèce deux principautés pareilles à celles de la Moldavie et de la Valachie, et qu'il pensait bien que le gouvernement anglais ne souffrirait pas une pareille chose, qui était loin d'ailleurs de pouvoir se faire facilement, qu'il serait à désirer que Carning décidât la France à s'unir à l'Angleterre pour créer en Grèce une puissance forte et imposante, apte à rétablir le contrepoids que la puissance des Ottomans, chancelante et prête à s'écrouler, ne pouvait plus désormais apporter dans la balance européenne. Lord William est demeuré d'accord de la vérité de toutes ces assertions et, après une profonde discussion sur tous ces objets, il a dit au général qu'il en parlerait à son gouvernement. Le lendemain, Lord William a dit à Monseigneur : « Le général Sébastiani (1) possède à fond les affaires d'Orient, je crois nécessaire que Votre Altesse Royale en parle avec lui, si elle veut les bien connaître. »

Le 22 mai 1825.

Le général Belliard est venu hier avec nous chez le maréchal Mortier. En route, il nous a raconté quelques traits de la vie de Murat (2):

(1) Avait eu une superbe et vaillante carrière militaire, après un brillant début à Arcole. Député de l'extrême-gauche en 1819. Ministre en 1830. Ambassadeur en 1833. Maréchal d France en 1840. Sa fille était la duchesse de Praslin, dont on sait la mort tragique.

(2) Joachim Murat, né en 1771, fils d'un aubergiste de la Bastide, près Cahors, lieutenant-colonel en 1794. Il contribua au Coup d'État de Saint-Cloud en dispersant avec 60 grenadiers le Conseil des Cinq-Cents. Napoléon le récompensa en lui donnant sa sœur préférée, Caroline, à laquelle il dut d'être plus tard Roi de Naples. Par son

« Dans la campagne de Moscou (1812), étant aux avant-postes ensemble, et parcourant la ligne des vedettes, Murat me dit tout à coup :

— J'ai envie d'aller enlever le Cosaque qui est là-bas, je suis bien monté.

Je lui représentai que ce serait jouer sa vie bien légèrement. Pour toute réponse, il part au galop, s'élance sur la vedette qui, en le voyant venir si déterminé, s'enfuit vers le poste voisin.

Dès que le soldat est arrivé à peu de distance, il s'arrête et attend l'approche du roi de Naples. Il baisse sa lance en terre, la pique par le fer et ôte son bonnet de l'air le plus respectueux.

Murat, avec grâce, lui rend le salut et voit à l'instant tous les postes sur toute la ligne imiter ce geste.

Cet hommage rendu à la bravoure personnifiée flatta Murat plus que tous les hommages de ses courtisans et fut le sujet des conversations de toute la cavalerie. »

Les lâches Napolitains, qui se sont souillés de la mort de ce brave des braves, se sont montrés bien inférieurs à ces sauvages du Nord de l'Asie.

Quand il eut débarqué et qu'il eut donné dans le piège que des perfides lui avaient tendu, il s'avança suivi d'une trentaine d'officiers italiens, vers les troupes qu'on prétendait être disposées à le traiter comme les soldats à Grenoble avaient traité Napoléon en 1815.

Voyant, au contraire, des dispositions hostiles envers lui, il se défendit comme un lion et, le sabre à la main, se fit jour à travers les assaillants.

Il parvint au rivage, se précipita dans la chaloupe qui l'avait débarqué. Déjà il se disposait au milieu d'une grêle de balles à gagner le large, quand il s'aperçut que la chaloupe était attachée au rivage par une chaîne et un cadenas.

traité du 11 janvier 1814, il sépara misérablement sa cause de celle de l'Empire chancelant. Il combattit contre l'Autriche pour l'indépendance de l'Italie, fut battu à Tolentino en 1815. Brouillé avec Napoléon, il tenta de reconquérir le royaume de Naples, mais aussitôt débarqué sur la plage de Pizzo il fut arrêté, jugé et fusillé le 15 octobre 1815. Triste fin d'un soldat qui s'était battu dans toute l'Europe.

Il se défendit rageusement et ne se rendit que quand une blessure l'eut mis hors d'état de combattre.

Il vit à l'instant faire les préparatifs de sa mort, qu'on avait résolue d'avance. Il alla sur le lieu du supplice d'un pas ferme; il demanda du papier, écrivit tranquillement une lettre d'adieux à la Reine sa femme, refusa de se laisser bander les yeux et découvrit sa poitrine que les balles et la mitraille de quatre cents combats avaient respectée. Le front haut il leur dit :

« Visez juste. »

La mort était venue le frapper, que ses lèvres s'agitaient encore.

Ainsi mourut dans la force de l'âge un des hommes de la bravoure la plus chevaleresque dont l'histoire ait fait mention.

Pour que sa mort fût plus horrible encore, on fit semblant de donner à Naples, par télégraphe, la nouvelle de son arrestation. On reçut à l'instant l'ordre de respecter ses jours, alors que déjà on s'occupait de cacher la victime dans un coin de terre ignoré.

Caroline, sa femme, en quittant Naples, fit venir le Préfet de son Palais et lui ordonna de prendre un état exact de tout ce que le palais renfermait, et qu'elle mettait sous sa responsabilité pour le rendre à son successeur, ajoutant qu'elle ne voulait rien emporter de ce qu'elle regardait comme appartenant au royaume.

Elle a aujourd'hui moins de 40.000 livres de rente ! ! ! (1).

Quel exemple !

(1) Souvent, le général de Rumigny fut chargé par le Roi Louis-Philippe de porter de l'argent à cette reine Caroline qui perdit presque tout et vécut des bienfaits du Roi. (Note donnée par la veuve du général de Rumigny.)

CHAPITRE VII

LE ROI REÇOIT L'ORDRE DE LA JARRETIÈRE. — COSTUME THÉATRAL. — TURCS ET GRECS. — LE GÉNÉRAL FOY. — LE ROI GLISSE A LA CHASSE. — LE DUC D'ALBERT. — M. DE TIGNY MÉNAGE LA CHÈVRE ET LE CHOU.

7 juin 1825.

Le Roi a reçu l'ordre de la Jarretière des mains du duc de Northumberland.

A midi et demi, nous étions dans la galerie de Diane, qui était remplie de gens de la Cour.

A une heure environ, le Roi arriva en costume blanc, pantalon blanc en soie collant aux pieds. Au jarret gauche, un gros nœud de ruban blanc. Les souliers blancs, des crevés au haut-de-chausses, la veste blanche serrée par le haut, plus large vers le bas en passant sur les attaches du haut-de-chausses, boutons blancs ronds, la tête découverte.

La Cour était rangée à droite et à gauche du trône.

L'ambassadeur fut introduit par les introducteurs; les membres de l'ambassade portaient les insignes de l'ordre sur des coussins.

Le costume de Sir Georges Maylet était des plus comiques.

Il portait un manteau de soie rouge, et son vêtement, collant dessous, le faisait ressembler à un malade en rupture de lit, ayant pris son rideau pour se couvrir.

Il y eut une harangue du duc de Northumberland, une réponse du Roi, et surtout un sérieux de part et d'autre qui n'était pas la chose la moins remarquable.

Le bonnet de l'ordre est un chapeau surmonté de plumes de quatre pieds de haut. On a l'air d'avoir mis toute une autruche dessus, c'est un vrai baldaquin. Je suis entré dans ces détails pour faire voir que, malgré le peu d'importance

que, dans ce siècle, on devrait attacher à ces petites choses, les hommes aiment et aimeront toujours les hochets.

Le 27 novembre.

J'ai été très paresseux depuis longtemps; je transcris la note que j'ai apportée de Neuilly et que j'ai écrite hier soir.

Hier, M. Dupin a plaidé dans l'affaire ridicule que le Procureur général lui a faite. Cette attaque est le prélude de celles que médite le parti « ultra » contre la liberté de la presse.

M. Dupin a été foudroyant, et malheureusement peu d'élus ont été appelés à l'entendre à cause du manque d'espace.

Ce soir, j'ai entendu le *Léonidas* de M. Pichot. Le succès a été incontesté, parce que la pièce est pleine de sentiments patriotiques et d'amour de la liberté et que ces sentiments sont le besoin du siècle.

La pièce a un grand acte de trop, mais l'amour-propre, ou le mauvais conseil de quelque ami de l'auteur, l'a empêché de faire ce sacrifice qui lui avait été conseillé par Mgr le duc d'Orléans, quand il a lu sa pièce à Neuilly, l'hiver dernier.

Le public a eu l'air du même avis, nous verrons ce qu'il fera demain.

On annonce ce soir la faillite de M. Saillard fils, qui est de 1.800.000 francs, par suite du jeu sur les 3 % qui ruineront bien d'autres gens. Ils dégringolent d'une manière effrayante depuis quelques années, plus de quarante familles riches sont victimes de cette rage effrénée du jeu.

Le marquis de Livron, qui est devenu l'honorable agent du pacha d'Égypte, le plus barbare des despotes, est arrivé. Il était à Versailles en même temps que moi, mais j'aurais eu honte de l'aller voir, car il est venu pour faire la guerre aux Grecs.

Il mène rondement les écus du Pacha. Voici en substance ce qu'il raconte :

Méhémet-Ali (1) avait promis de ne pas aller contre les Grecs, mais il n'en a pas tenu compte : une promesse faite à des chiens de chrétiens ne pouvait lier un vrai croyant.

Le général Belliard, qui est le chef de toute la négociation avec Méhémet-Ali, m'a dit le soir que son opinion est que le Pacha perdra sa puissance par sa guerre impolitique contre les Grecs, s'il s'obstine à la continuer. Voici ce qui se passe et les pertes qu'il a déjà faites. 15.000 hommes sont partis en mai 1825 d'Alexandrie, 4.000 ont été pris en mer par les Grecs. Des 11.000 débarqués, il ne reste que 6.000. Il y a en mer un renfort de 4.000 hommes disciplinés ou à peu près.

S'il leur arrive malheur, il aura perdu son armée, son argent, et, comme la prévoyance n'est pas son fait, il n'a rien amassé.

Le général Belliard avoue que l'Égypte est plongée dans le malheur et que le commerce y est nul à cause du monopole exclusif que le Pacha exerce pour son compte. Il a des ennemis tout autour de lui. Le grand seigneur guette sa tête, et le capitan Pacha a manqué de l'escamoter quand Kanaris (2) a fait la tentative de brûler Alexandrie et le port avec son brûlot.

1er décembre.

Avant-hier, est mort le général Foy (3), le Démosthène de notre époque. Voici ce dont j'ai été témoin en ce jour mémorable.

Ayant appris d'un de mes amis que le convoi aurait lieu

(1) Méhémet-Ali est le célèbre pacha vice-roi d'Égypte, guerrier et conquérant, qui fit trembler Constantinople.

(2) Constantin Kanaris fit avec ses compagnons Piriakos et autres des exploits de corsaire admirables. Kanaris brlûa successivement ou fit sauter deux vaisseaux-amiraux turcs (juin et novembre 1822) et plusieurs autres navires dont une frégate. Victor Hugo a dit : « En guise de pavillon, le brave Kanaris arbore... l'incendie ! »

(3) Servit en Italie, Allemagne, Espagne, France. Blessé à Toulouse, puis à Waterloo. Député de la Somme, il se montra patriote et sincère; défendit les libertés constitutionnelles avec une conviction généreuse et une éloquence entraînante, qui lui valurent une belle popularité. Il avait été très bien traité par Louis XVIII.

vers une heure et demie, je me disposais à sortir quand j'ai reçu d'Athalin, mon camarade, un mot qui me dit que S. A. R. le duc d'Orléans, partageant la douleur publique, envoyait une de ses voitures au cortège et que je pourrais monter dans cette voiture. Je m'attendais à voir les nombreux amis du général, mais j'étais loin de prévoir quel noble tribut l'on paierait à sa mémoire. Je monte donc dans la voiture aux armes d'Orléans, et je me fais conduire à la demeure du général, rue du Mont-Blanc, nº 62. Arrivé à l'entrée de la rue, du côté du boulevard, je rencontre de tels obstacles causés par les nombreuses voitures qui s'y trouvaient, que je demandai à un passant la cause de la stagnation des équipages : « C'est, me répondit-il, pour aller aux obsèques du général Foy. Le corps est déjà rendu à Notre-Dame-de-Lorette. » Je me dirigeai en conséquence vers l'église, mais, arrivé à la rue Buffant, je dus mettre pied à terre pour me rendre à l'office. La foule, toujours croissante, arrêta ma marche, et ce ne fut qu'après de grands efforts que je pus franchir le seuil de la nef. Après une heure et demie, l'office fut terminé et la masse énorme des assistants s'en alla vers le boulevard. Malgré la pluie qui tombait à torrent, le cortège, sans parapluie et chapeau bas, s'achemina vers le cimetière du Père-Lachaise. Peu de bruit se faisait entendre, 10 à 20.000 personnes en noir marchaient derrière le char, elles se donnaient le bras sur huit de front. Le corbillard était attelé de deux modestes chevaux. Un détachement de la garde nationale en uniforme, armé seulement de sabres et commandé par un sergent, suivait. Le corps était porté par trois à quatre cents jeunes gens qui s'en disputaient l'honneur. Derrière eux venaient les enfants du général et les parents en tête de 3 à 4.000 personnes en deuil. Ensuite, la voiture du général, lanternes allumées et voilées, les voitures des pompes funèbres, la voiture de S. A. R. le duc d'Orléans dans laquelle j'étais venu, après plus de deux cents voitures de maîtres. La nuit qui survint n'empêcha pas la foule d'accompagner les restes du défenseur des libertés constitutionnelles jusqu'à sa dernière demeure. Arrivé, vers 6 heures et demie, après deux heures de nuit au cimetière, nous trouvâmes le champ des morts rempli de plus de 10.000 personnes qui

attendaient le cortège depuis 2 heures de l'après-midi, sous des torrents de pluie. Il y avait une quantité de dames vêtues de noir. Je descendis de voiture et ne pus approcher de la fosse plus près que trois cents pas, à cause de la masse des assistants. Je suis parti à 7 heures, sans avoir pu entendre un mot des discours prononcés sur la tombe du général.

Nul événement n'a troublé l'ordre et les regrets des assistants ; tout s'est passé de façon que la police n'a pu trouver rien à redire.

Le 8 décembre 1825.

Le Roi a eu un léger accident et l'application des sangsues a été jugée nécessaire. Voici le fait : Le Roi, étant à la chasse, a glissé, et un de ses porte-arquebuse, en voulant le retenir, est tombé sur lui.

Le genou a donné dans le côté et la souffrance a nécessité quarante sangsues qui ont fait un bon effet. On pourrait établir une grande différence entre l'état du Roi et de la France, car les sangsues ne font pas un bon effet dans notre pays... Les journaux ont dit que le Roi était tombé en voulant retenir le porte-arquebuse..., seulement, c'est le contraire. « Ceci n'est pas pour changer l'habitude des journaux », comme dit Monseigneur.

Le Comité grec a envoyé à Marseille Louis Gérard, neveu du général célèbre dont j'ai été jadis l'aide de camp. Il part pour la Grèce avec vingt à vingt-cinq compagnons et porte 2.000 fusils, des habits d'uniforme, des sabres. Ils sont pleins d'ardeur et de zèle pour combattre là-bas.

Le duc de Dalberg (1), qui depuis quelque temps tourne, dit-on, au républicanisme, est épris du système des petites républiques, qu'il tâche de persuader aux Grecs d'adopter. Cette idée serait bien étonnante si on ne connaissait l'esprit d'intrigue du noble pair et surtout son allure de girouette.

(1) Neveu du prince primat de l'Église d'Allemagne (prince archichancelier de l'Empire). Il servit dans la diplomatie sous Napoléon. En 1815, rallié aux Bourbons, il fut naturalisé Français. Il accompagna Talleyrand au Congrès de Vienne. A son retour, il fut nommé pair de France. Il tourna à l'opposition. Il avait beaucoup d'esprit.

Monseigneur ne s'exprime pas sur son compte, mais ceux qui, comme moi, vivent sans cesse auprès de lui, comprennent aisément sa pensée, rien qu'à regarder sa loyale physionomie.

Laval, 4 mars 1826.

J'écris cette conversation pour faire voir le peu d'unité d'un ministère aussi antinational qu'il en fût jamais.

M. Bourgot, chef de division du Ministère et de la Politique aux Relations extérieures, eut avec moi une conversation sur les affaires de la Grèce au bal de M. de Werther, ministre de Prusse, le 7 janvier de cette année. Il me dit en finissant qu'il désirait avoir avec moi une autre entrevue à ce sujet.

Samedi 8 février, au moment de mon départ pour Laval, j'ai été le voir au ministère. Voici ce qui s'est passé :

Après les premiers mots insignifiants, je lui demandai quelles étaient les nouvelles qu'il avait du Levant?

« Les Grecs sont perdus, me dit-il, Rigny me mande qu'ils sont tout à fait finis.

— Oh ! oh ! lui répondis-je, c'est un système qui paraît adopté par M. de Rigny de faire croire que la Grèce est moins que rien; mais comme depuis cinq ans, on dit toujours qu'elle est détruite, cela devient une mauvaise plaisanterie. J'ai des nouvelles de Napoli di Romani, du 6 janvier, qui m'assurent au contraire que l'union est plus complète que jamais, et que tous sont d'accord pour élire le duc de Nemours roi de la Grèce (1). »

Pendant ces mots, il prenait une dépêche signée de M. de Chabrol, ministre de la Marine. Il lut quelques phrases, toutes confirmant les idées de M. de Rigny, et dans le sens habituel. C'était daté de Smyrne, le 7 janvier.

Il lut que les intrigues des Vitali avaient recommencé.

« Qu'entend-il, dis-je, par les intrigues des Vitali? Il sait mieux que personne comment tout s'est passé et il lui est bien mal séant de se servir de ces expressions. Il a toujours assuré que le Ministère ne lui avait rien fait dire à ce sujet, et puisqu'il appelle cela des intrigues, pourquoi

(1) Il avait douze ans.

ne les fait-il pas cesser à l'instant, en disant positivement que le gouvernement français s'y opposera?

— Oh ! répondit Bourgot, il l'a peut-être déjà fait, ou peut-être a-t-il désavoué, à cette heure, tout ce qu'on a fait écrire d'ici. »

Il s'est alors élevé entre nous une vive querelle sur la déloyauté qu'il y a à dire à Paris aux envoyés divers que le Roi et la France approuvent cette élection, tandis que l'on agit en sens inverse. Tout cela est bien odieux, mais laisse très calme Monseigneur, auquel j'ai rapporté la conversation.

10 avril 1826.

Hier, M. de Villèle (1) est venu au Palais Royal dire à Son Altesse que le Roi l'avait chargé de venir lui faire savoir qu'il avait lu avec un grand intérêt la note du général Sébastiani dont il était fort content. Que le Roi le chargeait d'assurer à Monseigneur qu'il prenait d'autant plus d'intérêt à la réussite de l'affaire du duc de Nemours, qu'il lui était attaché comme chef de la famille et qu'il y voyait en outre, dans l'avenir, une chose qui pouvait être de grande importance pour la France et que, comme Roi, il y attachait un grand prix. Que le Roi n'approuvait pas la manière dont M. de Rigny s'était exprimé dans ses lettres aux Grecs et qu'il n'avait d'autre mission que de dire que, si l'élection du duc de Nemours (2) avait lieu trop promptement, le Roi serait forcé, par suite de son concert avec les autres puissances, de s'y opposer, parce que la France se trouverait dans la même position que l'Angleterre quand on avait invoqué son protectorat.

Qu'il était chargé par le Roi d'écrire à Rigny qu'il désap-

(1) Il fut ministre sous Louis XVIII et Charles X, tomba en janvier 1828 et fut remplacé par M. de Martignac.

Royaliste ardent et même ultra. Décida la guerre d'Espagne en 1823. Fit voter le milliard des émigrés, puis se rendit impopulaire par des mesures absolutistes. Avait de grandes capacités financières. M. Nettement lui-même a dit de lui : « Il tomba sous la réprobation générale. » Nettement est pourtant grand admirateur de sa personnalité.

2) Au trône de Grèce.

prouvait ce qu'il avait dit de trop. Que le Roi voyait avec chagrin et mécontentement que les Grecs n'avaient nullement suivi les autres conseils donnés dans la note du général Sébastiani, documents à envoyer pour demander la protection de toutes les puissances de l'Europe, qu'il fallait leur en faire parvenir l'injonction au plus tôt, parce qu'alors la France, forte de cet appel, adresserait des notes à ce sujet aux autres puissances de l'Europe, que le Roi pensait qu'une lettre écrite de la main de S. A. Royale en réponse à celle des Grecs, devait le compromettre plus ou moins, ce qu'il devait éviter et qu'il était trop près de lui pour que cela n'eût pas mille inconvénients : qu'en outre on remarquait que dans cette lettre on ne s'adressait pas à lui comme au père du Roi futur et que l'expression : « ou parmi ses sujets » qui y était prononcée l'avait fortement frappé. Que le Roi n'était pas mécontent de la conduite de Roche dans toute cette affaire, mais qu'il voyait que les Vitali étaient tellement pressés qu'ils gâtaient tout par une impatience malheureuse.

CHAPITRE VIII

LES RÉCITS DU SOIR A LA TABLE RONDE. — LE FINANCIER OUVRARD ET L'ORDRE DE MALTE. — L'AMBASSADEUR RODOLPHE APPONYI, LES INVITATIONS AUX GÉNÉRAUX DROLEMENT RÉDIGÉES. — LES SCRUPULES DE Mme DE TALARU. — CONVERSATION ENTRE CHARLES X ET LE ROI DE PRUSSE. — LE POÈTE BÉRANGER ET L'ABBÉ DE PRADT. — SCANDALE AU SUJET DES OBSÈQUES DU DUC DE LAROCHEFOUCAULT LIANCOURT. — LA LIBERTÉ DE LA PRESSE. — JOIE POPULAIRE

Neuilly, le 7 août.

Le duc d'Orléans nous a raconté, aujourd'hui après dîner, l'anecdote qui suit :

« Lors de mon départ de Hambourg en 1796, j'avais retenu ma place à bord d'un navire danois, capitaine Wynn, moitié irlandais, moitié américain. Le capitaine me vit monter à bord un jour avant celui fixé pour le départ. Il conçut quelques soupçons, et finit par croire, m'a-t-il dit aux États-Unis, que j'étais un jeune homme qui avait perdu beaucoup d'argent au jeu. Il y avait à bord un vieil émigré, nommé M. de Nyon, qui en arrivant s'écria : Y a-t-il ici quelqu'un qui parle le français? car je ne sais pas dire un seul mot en anglais. Il descendit dans sa cabine et se coucha.

« Le lendemain en s'éveillant, il dit au jeune homme qui était couché aussi — et ce jeune homme était votre serviteur : « Jeune homme, parlez-vous français? — Un peu? « — Parlez-vous couramment? — Mais oui, très couram- « ment. — A la bonne heure. Vous êtes mon homme. » Et pendant toute la traversée, il ne voulut plus me quitter.

« En passant devant Calais, un capitaine de corsaire

français monta à bord. J'étais assis sur le pont. Le vieil émigré arriva tout effaré et me dit : « Qu'est-ce que c'est « que cela? — Un corsaire. — Un corsaire ! Je suis votre « serviteur ! Vous, vous n'avez rien à craindre, mais moi « c'est autre chose et je vais me cacher ! »

« Le corsaire ne fit aucune attention aux passagers, et M. de Nyon remonta de la cale tout essoufflé du danger qu'il avait couru. »

M. de Nyon n'apprit que dans les eaux de la Delaware le nom du jeune homme qu'il avait pris pour interprète pendant le voyage.

Quand il revint en France, il alla lui faire une visite dans laquelle il lui dit : « Monseigneur, je suis fâché de n'avoir pas assez mérité votre confiance pour que vous m'ayez dit votre secret.

— Un secret, répondit le duc d'Orléans, n'est bien gardé que lorsqu'on ne le confie à personne. »

« M. de Nyon, ajouta le duc après cette histoire, est probablement mort, car je n'ai plus jamais entendu parler de lui, mais la façon peu discrète de ses actes m'avait fait mal augurer de la discrétion de ses paroles. D'ailleurs, l'incognito est une chose si amusante ! »

Le capitaine Wynn est mort la même année de la fièvre jaune.

Le duc d'Orléans a fait faire par Gudin un tableau de cet incident. Il est dans la galerie du Palais Royal, c'est un bon tableau.

Le 28 juin 1826.

Axiotti a été chez M. Ouvrard (1) et a eu avec lui un long entretien au sujet de l'affaire des chevaliers de Malte, dont voici un aperçu : Les chevaliers de Malte, ayant pour

(1) Enrichi par des fournitures de papier, au début de la Révolution, obtint plus tard de Barras le marché des vivres de la Marine et y gagna 15 millions. Sous le Consulat et l'Empire, il fut aussi chargé des approvisionnements militaires. Mais suspecté d'improbité, il fut emprisonné. En 1823, néanmoins, on le fit munitionnaire général de l'armée d'Espagne. Poursuivi par son associé, qui lui réclamait 5 millions, il préféra rester cinq ans en prison que de payer. Il mourut en 1847.

représentant un M. Dubourg, général français, et plusieurs anciens commandeurs, veulent faire revivre l'ordre sur des bases qui diffèrent de celles qui étaient autrefois en usage dans l'Ordre.

Les récipiendaires s'engagent à payer 3.000 francs, et l'Ordre demande aux Grecs les îles de Candie et de Rhodes. Ouvrard est le banquier de l'Ordre. Ouvrard a dit que les chevaliers ne sont pour lui qu'un nom vide de sens, et qu'il a au fond pour but de former une espèce de société comme la Compagnie des Indes Anglaises. Voici son plan : les Grecs céderont probablement les îles demandées et Lord Cochrane est le moyen dont il se sera servi pour l'obtenir. Il battra les Turcs dès qu'il aura les moyens, et ces moyens sont les 6 millions qu'Ouvrard lui offre. Axiotti doit lever deux ou trois mille hommes, se jeter en Candie après avoir détruit la flotte turque avec ses bateaux à vapeur, le tout au nom de l'Ordre. Ouvrard traite avec les particuliers moyennant certaines conditions, et l'ordre est nul puisque l'Ordre n'est pas reconnu. Ces particuliers ne pouvant représenter l'Ordre, et Ouvrard, leur ayant imposé de rudes conditions pour obtenir l'argent qu'il donne seul, parvient facilement à les évincer. Ils sont le masque qu'il met en avant pour marcher à son but; et il l'atteint s'il arrive à traiter avec le général grec. Dès que les 3.000 hommes auront fait quelque chose et qu'il sera maître d'un point de Candie, il publiera son prospectus et traitera avec les banquiers pour un emprunt de 30 millions, afin de soutenir la guerre et de soutenir les Grecs qui sont intéressés au succès de la compagnie, puisque sans la compagnie les Grecs n'ont ni argent, ni vaisseaux, et que, sans les Grecs, l'affaire ne peut réussir pour la compagnie.

On établit à Candie un vaste entrepôt de commerce de la Syrie et tout l'Orient, et la compagnie s'établit sous la protection de la France, comme l'Inde sous celle de l'Angleterre.

Plusieurs circonstances mettent Lord Cochrane à la disposition d'Ouvrard :

1° Le manque de vaisseaux et d'argent, par suite de la mauvaise réussite des bâtiments à vapeur faits à Londres, par Galloway.

2° Cochrane est repoussé par le gouvernement anglais, et l'emprunt grec est mangé si Cochrane refuse. Ouvrard a quelqu'un en vue et son affaire va toujours. Or, voici la proposition que Cochrane doit faire, d'après les vues d'Ouvrard, qui est l'âme de l'entreprise.

Cochrane dit aux Grecs : « L'affaire de ma flotte à vapeur manque; vos employés ont gaspillé et perdu l'argent de l'emprunt et les vaisseaux ne peuvent sortir de la Tamise. J'ai 6 millions que je vous offre. Avec ces 6 millions, je fais mon affaire contre les Turcs; mais les 6 millions je ne les reçois que dans le cas où vous cédez Candie et Rhodes. »

Si le gouvernement n'accepte pas, on gagne des membres influents et on réussit à prix d'argent.

Un M. Gordon et le général Dubourg sont repartis la semaine dernière pour aller dans la Méditerranée; ils vont à Palerme, à Cagliari, à Malte, et ils cherchent Lord Cochrane jusqu'à ce qu'ils le trouvent. Les choses en sont là. Ouvrard rit quand il pense que les vieilles perruques de l'Ordre de Malte sont assez folles pour croire qu'il va employer son temps et sa fortune pour rétablir un Ordre usé, dont les prétentions renaîtraient avec la moindre apparence de puissance et comme il a bien vu sur-le-champ qu'A... (1) ne donnait pas dans le piège, il ne trouve rien de mieux que de lui dire la vérité qui peut et doit lui plaire. Peu de gens, au reste, sont dans la confidence, et les initiés sont prêts, les envoyés Gordon et Dubourg ont des instructions qu'ils ne peuvent dépasser et le traité pour les 6 millions est prêt. Ouvrard, en prison, dirige tout et gouverne cette immense entreprise. L'état de la Grèce fait prévoir le succès de sa mission, et l'état de Constantinople ne permettra pas à la Turquie de secourir Candie, que l'on bloquera complètement. Les populations de l'intérieur seront armées et approvisionnées pour seconder les opérations de l'attaque des côtes.

Ouvrard fournira sur-le-champ de la poudre, des boulets, etc., aux Grecs, avec lesquels il ouvrira un compte courant.

(1) Le nom est en blanc dans le manuscrit.

Le 6 juillet 1827.

M. d'Apponyi, ambassadeur d'Autriche, a donné un bal. Le Roi a ordonné au Ministre de la Guerre d'y aller; mais pas un, ou bien peu d'officiers iront. Voici ce qui a donné lieu à cette affaire : L'Autriche, depuis 1815, ne veut pas reconnaître les titres accordés à nos maréchaux et généraux, par suite de leurs victoires, et dont les fiefs sont dans ses États. M. de Vincent éludait la difficulté et on n'annonçait pas ces Messieurs; il allait d'ailleurs les inviter verbalement, en sorte que personne n'a eu à s'en plaindre jusqu'à ce jour.

M. d'Apponyi, qui est un fat, a trouvé plus joli d'écrire au *duc Soult*, au lieu de duc de Dalmatie, de même au *duc Oudinot*, au lieu de duc de Reggio. Ils s'en sont fâchés; et, comme c'est le ton qui fait la musique, on a trouvé fort mauvaise la manière dont l'ambassadeur s'y est pris. Les officiers de l'armée ont eu le bon esprit de ne pas admettre qu'on insultât leurs chefs aussi sottement, quoique au fond peu de gens aiment nos maréchaux, qui, presque tous, ont montré si peu de reconnaissance envers l'homme qui les avait élevés si haut et qu'ils ont si vite abandonné. Ils auraient pu suivre les destinées de l'armée et s'unir à ses malheurs, ce qu'ils n'ont pas su faire par amour des places et de l'argent.

Le 7 février 1827.

Mme de Talaru, femme du maréchal de ce nom, qui était dernièrement ambassadeur à Madrid, est excessivement peureuse et, étant à la campagne il y a quelques jours, elle pria un homme de la société de lui rendre le service de coucher dans son appartement; mais, pour que la décence fût respectée, elle le supplia de permettre qu'on l'enfermât, dans un sac noué au cou, afin qu'il fût dans l'impossibilité d'attenter à sa pudeur. Or, il faut voir la figure de Mme de Talaru !

Sur la place du Carrousel, on vit dernièrement passer une voiture magnifique, derrière laquelle était un chasseur en grande tenue.

Tout à coup une glace se baisse, une main maigre et décharnée s'allonge, tenant un petit pot de chambre en porcelaine, la petite main sèche vide le pot sans ralentir la marche de la voiture. C'était la livrée de Mme de Talaru. Elle avait l'habitude de se faire tous les soirs des dents avec de la cire.

Aujourd'hui, nous eûmes grand concert au Palais Royal et, pendant la musique dans le premier salon, le général Sébastiani et le garde des sceaux, M. de Peyronnet (1), ont établi une discussion régulière sur la loi qui se discute à la Chambre des députés. Leur conversation, vive et animée, avait attiré un assez grand nombre d'auditeurs, qui ont pu remarquer l'infériorité excessive des raisonnements des ministres. La discussion a été de très bon ton, quoique vive.

Le 6 mars 1827.

M. de Fayes, ministre des Pays-Bas à Paris, m'a raconté hier, dans la rue Gaillon, pendant un orage qui nous avait fait fuir sous une porte cochère, que le roi de Prusse lui avait dit qu'allant pour prendre congé du roi Charles X à son dernier voyage à Paris, le roi de France l'avait engagé à conseiller au roi des Pays-Bas de ne pas persécuter la religion catholique. Le roi de Prusse répondit : « — Mais je viens de la Belgique, et je puis vous assurer que rien n'est plus loin du cœur et des idées politiques et religieuses du roi des Pays-Bas qu'une persécution de ce genre. On vous a trompé sur ce point. Il a bien chassé quelques turbulents, mais il n'a persécuté personne. »

Charles X riposte : « Vous sentez que j'en suis fort affligé, et d'ailleurs les rois doivent préférer leurs sujets catholiques aux autres parce que, plus ou moins, l'esprit d'examen religieux conduit à l'examen politique, et au peu de soumission.

(1) Ancien avocat. Puis procureur général. Ministre de la Justice en 1821. Proposa des mesures radicalement impopulaires (loi sur la presse, loi du sacrilège, etc.). Remplacé lors du Cabinet Martignac, il est rappelé en 1830 comme ministre de l'Intérieur et signe les Ordonnances. Condamné à la prison perpétuelle à la révolution de Juillet, il est libéré en 1836. Meurt en 1854.

— Cependant, fit le roi de Prusse, si on lit l'histoire des derniers temps, on voit que les révolutions de France, de Piémont, d'Espagne, de Naples, se sont faites dans les pays les plus catholiques de la terre, et rien de pareil ne s'est vu dans les pays protestants. »

Le roi de Prusse n'est pas un aigle, il s'en faut; mais cette réponse est pleine de sens et de vérité. Charles X ne répondit rien.

Le 7 mars 1827.

Le poète si français, Béranger, chantait il y a quelques jours à un dîner où était l'abbé de Pradt; sa chanson était intitulée : « *Le Diable est mort.* » A la fin de la chanson, qui est tant soit peu grivoise, l'abbé, qui avait écouté en riant les paroles aimables du poète, se tourna vers le chansonnier et s'écria : « Non, le Diable n'est pas mort, car il vous a inspiré cela. »

Le 3 avril.

Quel nom donner à ce qui s'est passé le 30 mars à l'enterrement du plus vertueux des hommes, le bon duc de La Rochefoucault Liancourt (1). Voici ce dont j'ai été le témoin oculaire : Le convoi était annoncé pour 10 heures, mais, comme les Pompes funèbres et le Clergé ne sont jamais prêts à l'heure, je ne suis arrivé qu'à 11 heures et déjà le corps du plus respectable des vieillards avait été apporté à l'église par les anciens élèves de l'école de Châlons, dont il avait été le fondateur.

Après l'absoute, j'offris mon bras au marquis de Lally-Tollendal, qui ne peut presque plus se traîner sans faire mille cris de douleur.

Après l'avoir hissé dans sa voiture, je marchais dans la

(1) Député aux États généraux en 1789. Fut très dévoué au roi Louis XVI. Consacra sa vie à des œuvres philanthropiques. Contribua puissamment à vulgariser la vaccine. Créa la première école des Arts et Métiers, à Liancourt même. Très libéral d'idées, fut disgracié par Charles X. C'est ce qui explique qu'on ait interdit si malheureusement aux jeunes gens de porter son cercueil (sous prétexte que les règlements de police prescrivaient de transporter les corps sur des chars).

rue Saint-Honoré, vers la grille de la cour de l'église de l'Assomption. J'y rencontrai M. Brunel, le neveu de feu M. Denon, avec lequel je m'entretenais des bienfaits sans nombre que le Duc avait répandus sur les classes ouvrières. La rue était remplie de monde et de troupes destinées à rendre les honneurs dus au grade militaire du défunt.

Nous entendîmes quelques cris, suivis de quelques applaudissements dans la cour, et tout à coup, nous vîmes sortir de la grille la bière portée par huit jeunes gens, marchant au pas et tête nue.

Ils s'avançaient sans obstacle dans la rue Saint-Honoré jusque vers la rue neuve du Luxembourg, quand le lieutenant-colonel qui commandait le détachement s'élança, avec son cheval, vers le cercueil en criant des paroles que je n'entendis pas. Mais un soldat s'avança et frappa le premier des porteurs sur la tête avec le canon de son fusil, un second coup l'abattit sur les genoux et, soit terreur, soit douleur, les autres lâchèrent la bière qui roula dans le ruisseau, aux cris d'horreur de tous les assistants. A ce moment, je me fis jour à travers les soldats et j'arrivai au lieu où le corps gisait dans l'eau, j'adressai, dans mon indignation, les plus vifs et les plus amers reproches aux officiers, en leur criant d'ordonner à leurs soldats de se mettre à leurs rangs. Le lieutenant-colonel vint sur moi le sabre levé en gesticulant comme un furieux. Je lui dis, en jurant, de ne pas s'aviser de me toucher et je reculai son cheval. Il alla d'un autre côté. Dans ce moment, un soldat porta la main à mon habit, et je le repoussai rudement en lui reprochant, ainsi qu'à ses camarades, leur barbare et méprisable conduite. Je dois dire, à la louange des officiers, qu'ils y parurent sensibles et les soldats honteux. Pendant ce mouvement violent, je vis arriver l'officier de la place, dont le calme contrastait avec l'air de tête perdue du lieutenant-colonel. Il ordonna de remettre les baïonnettes au fourreau, ce qui fut fait à l'instant.

Le général Gérard adressa aux soldats les plus violents reproches. Plusieurs eurent l'air ému, ainsi que quelques officiers.

Enfin, le corps, resté par terre dans le ruisseau, fut remis

sur le corbillard, et la maladroite police attira encore plus violemment la haine de tous les bons citoyens. Après l'arrivée du corps à la barrière de Clichy, les troupes se formèrent en bataillons et on écouta avec émotion le discours de M. Charles Dupin. Puis tous les spectateurs indignés se séparèrent. Mais, dans la rue de Clichy, le lieutenant-colonel (de Launay) vint à passer à cheval. Sa vue excita le sentiment de mépris que méritait sa conduite. Il fut hué et accablé d'injures; enfin, il fut couvert de boue; une marchande d'œufs lui en cassa un sur la figure.

On fait une instruction judiciaire, à laquelle je serai probablement appelé, je n'oublierai pas de l'écrire.

Le Roi a reçu la famille de La Rochefoucault. Voici ce que m'a dit un des enfants. Le Roi a témoigné son mécontentement de la lettre écrite par Gaëtan, et a dit au duc de Doudeauville qu'il le recevrait, mais qu'il ne voulait pas lui adresser la parole, pour le punir. Il les a reçus et a dit qu'il était fâché de ce qui était arrivé au convoi de leur père et grand-père, mais que c'est l'étourderie des jeunes gens qui avait provoqué cela. Il est revenu par deux fois sur cette phrase.

La famille a été peu satisfaite et, pour comble, elle a su que le Roi a fait dire à M. Delaunay qu'il était content de sa conduite.

Je tiens ces détails d'un officier supérieur de la garnison.

Le 19 avril.

L'ordonnance du Roi qui relève le projet de loi sur la presse a été connue hier; le soir, il y a eu quelques illuminations, mais aujourd'hui, voici ce que j'ai vu :

Ce matin, j'ai rencontré une troupe de trente à quarante ouvriers imprimeurs portant un drapeau blanc à fleurs de lis et une bannière avec les mots : Vive le Roi ! Vive la liberté de la presse ! Ils criaient : Vive le Roi !

Ils allèrent vers le Carrousel après avoir parcouru plusieurs rues.

A 8 heures et demie, j'ai été voir les illuminations, qui étaient générales; au Palais Royal, les galeries étaient illuminées presque en entier; la rue Vivienne avait tout au

plus dix maisons sans lampions; la place Notre-Dame-des-Victoires avait la totalité des maisons illuminées; la rue Croix-des-Petits-Champs aussi, de même, la rue Saint-Honoré.

Malheureusement, on jetait beaucoup de pétards et d'artifices, en sorte qu'il y a eu plusieurs accidents. Des fenêtres, on lançait des pétards au milieu des passants, ce qui est contraire au bon ordre et à la tranquillité. La police aurait bien dû réprimer cet abus.

Dans la rue Saint-Honoré, j'ai vu passer des groupes de jeunes gens trois par trois, criant : Vive le Roi ! Vive la Charte ! à bas les Jésuites.

En ce moment, il est minuit, j'entends encore des explosions d'artifices. Il y aura encore bien des accidents causés par des jeunes gens imprudents.

CHAPITRE IX

BAGARRES. — CHARLES X ET LA GARDE NATIONALE. — VIVE LA CHARTE. — LE ROI LICENCIE LA GARDE NATIONALE. — INQUIÉTUDE DU DUC D'ORLÉANS. — LES ÉTUDIANTS SE MUTINENT. — GRAND BANQUET POPULAIRE. — LES PRÉSENTS DE NOCE DU GÉNÉRAL BOUCHU. — LE GÉNÉRAL SÉBASTIANI ACCUSE LE ROI DE DOUBLE JEU.

Le 20.

Aujourd'hui, on s'est occupé de ce qui s'est fait hier. La police a publié des ordonnances pour empêcher les attroupements, et je crois qu'il n'y en a pas eu dans la soirée.

Ce matin, une troupe de jeunes gens se tenant par le bras au nombre de trois à quatre cents, ont parcouru les boulevards en criant : Vive le Roi !

En passant devant la colonne Vendôme, ils ont crié : A bas Peyronnet ! Ils se sont présentés aux Tuileries, mais on a fermé les grilles. Ils ont parcouru plusieurs quartiers. A cinq heures, toutes les places ont été couvertes de troupes, mises en colonne serrée par pelotons, l'arme au pied. A 11 heures, ils y étaient encore. Voici ce que j'ai appris sur la soirée d'hier de gens qui n'exagèrent pas. Le Dr Orfila a vu M. Roux. Il amputait quelqu'un dont le bras a été fracassé par un coup de fusil tiré à poudre, alors qu'il voulait empêcher l'arme de faire feu ; le malheur n'a pas été fait par méchanceté.

La rue Saint-Denis et tout le quartier marchand et populeux étaient illuminés de la cave au grenier. Tous les quartiers l'étaient plus ou moins, sauf une partie du faubourg Saint-Germain où on était dans l'obscurité la plus complète. Dans la rue Saint-Honoré, il y a eu des gendarmes repoussés,

mais sans accidents; heureusement, une patrouille de gardes nationaux est allée par le boulevard à un corps de garde de la rue Saint-Martin. Le commissaire de police a engagé Charlet, le peintre qui le commande, à ne pas aller dans la rue Saint-Denis comme il en avait l'ordre.

Charlet a répondu qu'il ne craignait rien et a rencontré, en arrivant à la porte Saint-Denis, une foule de jeunes gens criant et chantant.

Dès qu'ils virent la patrouille, ils se mirent à la précéder en criant :

« Vive la garde nationale ! » et ils l'ont escortée avec des flambeaux jusqu'au quai.

Charlet l'a mis sur un rapport au commandant de la garde nationale.

On vient de me dire que, dans la rue Saint-Denis, il y a encore quelques lampions, mais que tout est en ordre. Le commandant du poste était M. Niel, ancien notaire impérial.

Voici ce qu'on m'a dit aujourd'hui.

Dans une maison de Courbevoie, chez une Mme Lapelletière, veuve âgée, anciennement riche et maintenant pauvre, il y a eu une réunion de soirée il y a huit jours. Plusieurs officiers de la garde y étaient. Mme Lapelletière a dit : « Je suis désolée que le duc d'Orléans soit à Neuilly, parce que je l'ai en horreur. »

Quelques officiers en ont dit autant, le curé aussi. Quelqu'un fit l'observation qu'il était bien extraordinaire qu'on parlât ainsi d'un membre de la famille royale qui était si près du trône. Alors, Mme Lapelletière dit qu'il fallait espérer que jamais il n'y arriverait. Mme Lapelletière est supérieure de la Congrégation à Courbevoie. Plusieurs officiers en sont et je n'ai cité cela que pour faire voir quel est l'esprit de la nouvelle ligue. Je tiens ceci d'un des témoins oculaires et auriculaires.

Le 29 avril.

Le Roi a passé une revue de la garde nationale de Paris. J'étais à mon rang, en avant du Roi, avec les aides de camp du Dauphin, Athalin y était aussi. Voici ce que j'ai vu.

Le Roi est monté à cheval à une heure, il est sorti des Tuileries et a été salué à sa sortie par les plus vives acclamations de : Vive le Roi !

Les quais étaient encombrés ainsi que la route par une foule immense. Les cris ont continué sans interruption.

Au Champ de Mars l'entrée du Roi a produit un grand effet, et les cris de Vive le Roi ! sont partis avec enthousiasme des talus couverts des flots du peuple. Le Roi est allé à la première légion, on a crié : Vive le Roi, et quelques-uns ont dit : A bas les ministres ! On entendait aussi : Vive la Charte ! A la 2e légion, les cris ont augmenté et on a ajouté : A bas les Jésuites ! mais toujours les cris étaient associés à ceux de : Vive le Roi !

Les treize légions en ont dit autant et tous les soldats citoyens paraissaient heureux de voir le Roi. A la 5e légion, Sosthènes de Larochefoucault, sot et vaniteux, a voulu frapper la garde nationale qui criait : A bas les Jésuites. Les voisins se sont élancés sur lui. Cela n'a pas eu de suite.

A la 7e, le Roi a dit à un garde national qui criait : A bas les Jésuites :

« Sortez des rangs. Duc de Reggio, faites sortir cet homme des rangs.

— Lequel, Sire?

— Celui-là, celui-là, dit Charles X, en le montrant du doigt. »

L'autre sortit en disant : « Je ne demande que l'exécution des lois du royaume. » Le Roi a riposté : « Je suis venu pour recevoir les hommages de mes peuples, et non pour recevoir ses insultes. »

Les gens de la Cour étaient dans une vive agitation. Le Roi alla sur-le-champ à sa calèche, dans laquelle étaient la Dauphine, la duchesse de Berry, Mme la Duchesse, et Mlle d'Orléans. Il leur raconta ce qu'il venait de faire. Les talus couverts de 3 à 4.000 spectateurs criaient toujours : Vive le Roi ! à bas les Jésuites ! à bas les ministres !

Après avoir passé la revue de la cavalerie, le Roi se rendit devant le pavillon du Centre et la garde nationale défila en bon ordre et avec la plus belle tenue. En passant, chaque peloton criait : Vive le Roi ! et paraissait le faire avec plaisir et ardeur. Les gens de la Cour du Roi tenaient

des propos assez extraordinaires. Le général Dujeon dit qu'il faudrait faire un « hourra » sur ces gens-là avec les cuirassiers de la garde. Le duc de Guiche dit que le Roi devrait piquer des deux et s'en aller au galop par le pont d'Iéna, parce que ces gens-là ne sont pas dignes de défiler devant lui.

Bien d'autres sottises étaient dites autour de moi.

Au retour, les cris augmentaient, et le Roi fut salué jusqu'au château des mêmes cris de : Vive le Roi ! Vive la Charte ! L'exécution des lois du royaume ! A bas les ministres ! A bas les Jésuites !

La foule se pressait, encombrant toute la route, et on passait avec peine, mais du reste, pas de tumulte, pas de peuple en fureur, tout en tendresse, tout en confiance; je n'ai pas vu autre chose que des gens qui voulaient dire : Le Roi le saura.

On est rentré aux Tuileries à 5 heures un quart. Le Roi dit au duc de Reggio qu'il était content, que cela s'était mieux passé qu'il ne s'y attendait, qu'il avait bien entendu quelques cris inconvenants, mais qu'au total il était très satisfait. Le maréchal est sorti, et nous sommes partis pour Neuilly. J'ai vu avec peine tous les gendarmes sur pied; tous les coins étaient remplis de soldats et on s'apercevait que la police avait voulu faire une affaire d'une chose des plus simples.

Le 30.

Quelle surprise ! *Le roi licencie la Garde nationale.*

Voici ce que nous apprenons :

Le Roi se retirait satisfait. Le génie du mal se réveille :

On a dit au Roi que les cris sont séditieux, que deux légions de la garde nationale, en passant rue de Rivoli, ont crié avec fureur : A bas Villèle ! A bas les Jésuites !

Villèle est venu au château, le Roi lui a parlé. Le duc de Reggio a apporté son ordre du jour. Le Roi a dit avoir changé d'idée sur la revue, qu'il lui donnerait d'autres ordres. Le Conseil s'est assemblé à 9 heures du soir, le duc de Doudeauville a donné sa démission pour ne pas sanctionner une ordonnance aussi ridicule et dangereuse pour l'État. On ajoute que son fils en a fait autant; on dit que

les deux princes ne sont pas sans influence sur cette décision. Les énergumènes du château triomphent : Le Roi est un Henri IV, il a reconquis la Royauté. C'est le grand Roi ! Il a une fermeté admirable, enfin on va agir avec vigueur. C'est sublime.

J'étais dans l'appartement de Monseigneur quand on a apporté le *Moniteur* (1). Il l'a ouvert, il l'a lu et les bras lui sont tombés.

« Oh ! mon Dieu ! s'est-il écrié, quel malheur ! quelle faute ! quel aveuglement (2) ! »

Ce sont ses propres paroles. Cet acte peut éloigner à jamais la population de Paris, du Roi et de la Royauté. Et quel avantage peut-on en tirer?

Le 1er mai 1827.

On dit qu'on voudrait désarmer Paris, mais qu'on ne sait comment faire. On parle de grandes mesures, de violences; tout annonce le triomphe des furieux, jusqu'à ce que la foudre gronde et qu'un nuage de tempête les précipite dans la poussière avec les innocents, victimes des maux qu'ils auront provoqués. Le Roi est allé le 30 à la chasse avec la Dauphine, et, pendant ce temps, la nouvelle court de bouche en bouche.

On m'a dit que des ouvriers du faubourg Marceau ont proposé à des gardes nationaux de se lever au nombre de 10.000 vieux soldats, si on veut les attaquer.

Les gardes nationaux font une paye pour conserver leurs tambours.

Le 2 mai.

Les propos de quelques jeunes, tous de la garde royale, sont du plus pur 93. Marat et Robespierre n'ont pas eu des pensées plus atroces : Il faut sabrer tout; quelques pintes de sang, et le Roi régnera enfin ! Ils parlent de Mgr

(1) Contenant le licenciement de la garde nationale.

(2) En l'espèce, c'est Charles X et non le duc d'Orléans qui voyait juste sur le rôle funeste de la garde nationale. La seule faute fut le choix du moment.

le duc d'Orléans dans des termes épouvantables. On a déchaîné des tigres.

Quelques gardes nationaux ont voulu donner leurs habits aux Grecs. On a fait courir l'avis : ou garder l'habit, le sabre et surtout la giberne et le fusil, ou les vendre. Le temps est gros d'orages.

Le 3 mai.

Tout le monde est inquiet, mais il n'y aura pas d'explosion; on craint trop de mettre le bas peuple en mouvement à cause des souvenirs de 93. On sait que toutes les troupes ont été consignées le jour de la revue et les jours suivants. Elles avaient ordre d'être prêtes à marcher. Vincennes avait levé les ponts-levis. A Versailles, les ordres étaient les mêmes ainsi qu'à Saint-Denis et à Orléans. On voudrait qu'il y ait du désordre pour compromettre les troupes et leur faire sabrer le peuple. Mais le peuple ne veut pas de troubles.

Le 4 mai.

Un homme a été arrêté pour avoir vendu la complainte de la garde nationale; les passants l'ont fait relâcher; un piquet de gendarmes est venu; il a ressaisi le marchand; on l'a fait lâcher de nouveau; l'homme est libre!

Le 18 mai.

Tout avait été assez tranquille jusqu'à aujourd'hui. Les élèves de l'École de médecine ont vu élever violemment à la place de M. Mayndic, médecin qui a rendu tant de services à la science, M. Récamier qui, bien que savant médecin, doit son élévation à son adoption des opinions jésuitiques que l'on déteste. Ils l'ont sifflé au cours du Collège de France, on l'a hué, et, à sa sortie, il a été reconduit au bruit des sifflets. On a eu recours à la gendarmerie. On a fait arrêter quelques jeunes gens. Toujours de la violence. On donne l'habitude de la résistance par de tels préludes aux plus effrayantes tragédies.

Le 19 mai.

Même bruit au Collège de France; les jeunes gens ont rencontré M. Récamier en cabriolet, ils l'ont arrêté, forcé de descendre et l'ont, de gré ou de force, mis à leur tête pour aller chez le Préfet de police réclamer la mise en liberté de leurs camarades. Il y est allé, on attend les résultats. Le soir, il y a eu des charges de gendarmes, mais les attroupements ne se sont séparés qu'assez avant dans la nuit.

Le 20 mai.

Nouveaux tumultes de la part des jeunes gens, les ouvriers des faubourgs ont paru en assez grand nombre, ce qui effraye un peu les « ultras ». Des porteurs d'eau ont désigné deux espions. On les a saisis, battus, et les jeunes gens les ont enfermés dans l'amphithéâtre, en leur disant qu'on allait les disséquer. Ils étaient dans des transes risibles.

Le fameux Vidocq a été saisi et n'a échappé qu'en faisant tomber son habit et se réfugiant dans une maison, où les jeunes gens ne l'ont pas suivi. Il y aurait eu bien du sang de versé sans le chef de l'école qui a invité les gendarmes à se retirer, ce qu'ils ont fait. Les jeunes gens s'étaient réfugiés dans l'école, dont ils avaient fermé les grilles, et ils étaient décidés à assommer à coups de pavés tout ce qui se serait présenté pour les forcer. Et comme les ouvriers étaient en assez grand nombre, au premier coup de feu ils auraient appelé au secours et la fusillade aurait régné dans tout ce quartier populeux, où les troupes auraient pu souffrir des coups de fusil partis de toutes les maisons.

Le 21 mai.

Le cours de M. Récamier est suspendu; le calme succède aux vives inquiétudes que l'on commençait à concevoir.

Le 23 mai.

Le Roi a dit à Monseigneur : « Mes oreilles m'ont bien servi le jour de la revue. J'ai entendu peu d'autres cris que : Vive le Roi ! mais dans la calèche, on a entendu autre chose. »

Il y avait dans la calèche : La Dauphine, — pauvre femme qui a vu 93 ! — la duchesse de Berry, — bien rarement effrayée, — la duchesse d'Orléans, — dont le calme ne se départit jamais, — M[lle] d'Orléans. Ces deux dernières n'ont entendu que : Vive le Roi, à bas les Jésuites, à bas les ministres, mais surtout vive le Roi et, par moments : Vive nos bonnes duchesses !

On croit que c'est à M[me] la Dauphine qu'on peut imputer la faute énorme du licenciement de la Garde nationale (1).

On parle d'une mesure de désarmement.

Le 25.

Il y a eu ce soir un banquet de la compagnie de l'ex-garde nationale, commandée par M. Laffitte. On n'y a porté qu'un seul toast, celui du capitaine. Après le repas, on a fait une collecte en faveur d'un tambour père de famille, ancien militaire blessé, et une en faveur des Grecs.

La première a produit 1.500 francs et la deuxième 300 francs.

A la fin du repas, tous les gardes ont défilé autour de la table en serrant la main à leur capitaine. Ils ont fait le serment de se réunir tous les ans à pareille époque. Il y avait en tout quatre-vingt-seize personnes, quatre malades ont envoyé leur don.

(1) La funeste institution de la garde nationale, en présidant, sciemment ou inconsciemment, à toutes les insurrections, rendait tout gouvernement impossible, qu'il fût monarchiste ou républicain. C'est à sa suppression que l'on doit la stabilité actuelle. Il eût été facile à Louis XVIII, en arrivant, de ne pas admettre cette institution. Sous Charles X et sous Louis-Philippe, il était bien tard.

Le général de Rumigny ne se rend pas compte que son Prince et lui versent tout doucement dans du pur « Lafayette ». Il seront, à leur tour, victimes de cette aberration.

J'ai vu M. Eymond de Genève ce matin chez M. le comte de Muhlien, ministre de Wurtemberg. Il m'a dit que le comte Campo d'Istria est allé à Pétersbourg pour demander à l'empereur Nicolas s'il consent à ce qu'il accepte la présidence de la Grèce. Il n'acceptera qu'à cette condition.

Eymond m'a juré sur son honneur qu'il croyait que la meilleure chose pour les Grecs était qu'ils devinssent empire avec un fils du duc d'Orléans pour chef. Il dit que Campo d'Istria pense de même. Il est convaincu, comme moi, que le seul moyen de sauver la Grèce est de créer une force militaire européenne, pour donner de la consistance au gouvernement. En Grèce, on a nommé Cochrane chef de mer, et Church chef des forces de terre. Le premier a des hommes, le deuxième n'a rien. Je pense que le dernier échouera.

30 mai.

Le général Bouchu, commandant de l'École polytechnique en 1822, était sur le point de se marier, il avait acheté la corbeille et tous les cadeaux de noce. Content de ses acquisitions, il s'endormit, désireux de voir arriver le jour pour porter ses présents à sa belle, et voir son éblouissement destiné à masquer la différence d'âge existant entre eux. Étouffant d'amour et de chaleur excessive (celle du mois de juillet), il avait laissé sa fenêtre ouverte. Le matin son domestique entre et lui dit :

« Mon général a donc été malade cette nuit?

— Non.

— Mon général a donc rêvé cette nuit?

— Non.

— Comment non? Qu'est-ce qui a donc alors fait ce qui infecte la chambre de mon général? »

Le général, impatienté, regarde, et il voit, dans sa chambre, au beau milieu, une énorme ordure.

En fureur, il veut sauter à bas de son lit, mais il lui manque ses bas, ses souliers, sa culotte... et enfin, il ne trouve plus la chère corbeille, ni les présents, ni l'argenterie, ni même son linge. Tout a disparu, il ne lui reste plus que le parfum... et le souvenir.

Force lui fut d'attendre au milieu d'une colère qui se conçoit que son valet ait pu lui procurer des vêtements.

Deux ans après cet événement, un assassin est condamné à mort. Il raconte alors, qu'aidé de plusieurs voleurs, il était entré par la croisée ouverte toute grande, chez le général, qu'ils avaient allumé une bougie et l'avaient dévalisé pendant son sommeil.

Qu'au reste, il dormait si profondément qu'il n'avait rien entendu. Sans ce sommeil il était tué, car un des bandits le surveillait le poignard levé, afin de l'occire au moindre mouvement. Le voyant si calme, ils s'étaient amusés à lui laisser leur carte de visite odoriférante...

Il ajouta qu'il savait combien le général regrettait sa bonne montre et qu'il la trouverait dans un endroit qu'il désigna.

On l'y découvrit en effet.

Le général Bouchu avait épousé une personne charmante, qui est morte au bout de peu de temps.

Le maréchal de Trévise m'a raconté que quelqu'un, passant près de lui dans la nuit qui précédait celle de la mort de Louis XVIII, lui avait soufflé ces mots : « Louis meurt, Charles attend. »

Ce quelqu'un, que je devine, était un courtisan de Louis XVIII, c'est M. de Sémonville.

14 juillet.

J'ai aujourd'hui entendu dire à un général, député de l'opposition, Sébastiani : « Notre attitude est fausse, nous mentons au gouvernement, et il nous ment aussi. Il veut détruire la Charte et nous voulons le brider. Cet état ne peut donc durer longtemps, car les déceptions passent, et la vérité seule persiste et dure. Le Roi caresse la Congrégation, et essaye de nous amuser par des projets de loi qu'il retire ; eh bien ! nous verrons l'an prochain. Ce double jeu du Roi le perdra comme il a perdu Louis XVI. » Toutes ces choses annoncent de graves et sérieux événements pour l'avenir. »

Le général Horace Sébastiani disait : « Les événements

mûrissent en serre chaude; le temps marche trop vite pour les hommes. » Le prince de Talleyrand m'a dit que le Roi avait répondu le 30 avril à la lettre du duc de Doudeauville (1), qui lui envoyait sa démission :

« Mon cousin, j'ai reçu votre lettre. Votre démission me dispense des regrets.

Signé : CHARLES. »

(1) La Rochefoucault-Doudeauville, cousin du duc de Liancourt, était officier supérieur de cavalerie en 1789. Il émigra, mais ne prit pas les armes. Sous le Consulat, il se fixa dans ses terres de Montmirail, où il se montra d'une admirable bienfaisance. Pair de France, il devint ministre de la Maison du roi en 1824 et donna sa démission en 1827, à la suite du licenciement de la garde nationale. Il s'employa à une foule d'œuvres charitables. Sa femme fonda l'hospice La Rochefoucault, à Paris. La Rochefoucault-Doudeauville est l'auteur des « *Pensées* », mais non des *Maximes*. Détail curieux, c'est lui qui fit allonger les jupes des danseuses de l'Opéra.

CHAPITRE X

LES ULTRAS. — LE JEUNE DUC DE CHARTRES AUX EXAMENS PUBLICS. — CONVERSATION ENTRE CHARLES X ET LE DUC D'ORLÉANS. — LE DUC DE NEMOURS APPELÉ AU TRÔNE PAR LES VŒUX DES GRECS. — LE PRINCE LÉOPOLD DE COBOURG ASPIRE A LA MAIN DE LA PRINCESSE LOUISE D'ORLÉANS. — L'ABOLITION DE LA LOI SALIQUE EN ESPAGNE.

Le 8 novembre 1827.

Monseigneur a reçu, le premier de ce mois, une lettre anonyme, par laquelle on le menaçait de lui brûler la cervelle s'il ne donnait pas une somme de 1.700 francs. La lettre dit que, pour signe de son consentement et comme gage *de sa parole d'honneur* qu'il n'arriverait rien à l'auteur de la lettre, il ferait mettre une lumière dans la salle à manger du palais qui donne sur la cour des Fontaines. Monseigneur a envoyé la lettre au préfet de police qui l'a prié de faire mettre la lumière afin de parvenir à saisir l'auteur de la menace. Son Altesse Royale s'y est refusée en disant que ce serait presque manquer à l'honneur que de le faire, puisque l'auteur de la lettre regarderait ce signal comme l'assurance qu'il n'aurait rien à redouter de la police ni du Prince.

Combien y a-t-il de gens capables d'un pareil procédé?

L'ordonnance qui a paru avant-hier (1) a mis tous les esprits en rumeur. Dans une maison d'*ultras* où je me trouvais hier, chacun revendiquait, pour les pairs dont les noms sont sur la nouvelle liste, les prix de sottise et de servilité. C'est ainsi que la première dignité de l'État va se

(1) Nominations de Pairs.

trouver avilie aux yeux de la nation française et de l'Europe.

Mgr le duc de Chartres a subi un examen de mathématiques devant MM. Arago et Pouilley. On l'a interrogé sur la géométrie, l'algèbre, et l'application de l'algèbre à la géométrie. Son examen a été parfait, et M. Pouilley m'a avoué qu'il était loin de s'attendre à la force du jeune prince.

Il a commencé son cours de physique sous M. Gay-Lussac à la Sorbonne.

Nos cours de chimie vont leur train, au Palais Royal. Un cabinet de chimie et de physique, avec un petit laboratoire, a été établi, et M. Pouilley professe.

Monseigneur est le préparateur, nous sommes les aides, Mgr le duc de Chartres et moi. M. Arago a fait installer, dans une galerie au bas du palais, une pile électrique d'une force considérable où nous avons exécuté des manipulations très intéressantes.

Le Dr Adolphe Pasquier professe l'anatomie, et notre vie est très studieuse.

Voici une conversation du Roi avec le duc d'Orléans à Saint-Cloud, qui eut lieu le 29 novembre 1827 :

Le Roi a dit (1) : « Je viens de me débarrasser de La Bourdonnaye; *j'en suis bien aise, c'est un brouillon.* »

Ces propres mots ont été prononcés. Il continua :

« On veut établir en France la République, et détruire la royauté, mais je ne le souffrirai pas.

— Sire, répondit Monseigneur, cela n'est pas exact, personne ne veut de la République, mais ce qu'on craint c'est de perdre le gouvernement représentatif, qui, seul, peut être la source du repos et du bonheur du peuple.

(1) Un peu avant la chute du ministère Villèle, au moment où s'élaborait la combinaison Martignac, on voulait y faire entrer La Bourdonnaye; mais, comme il avait été l'adversaire déclaré de Villèle, encore très cher au Roi, on dut l'écarter. Il avait sans cesse été le virulent adversaire de tous les ministres, qu'il trouvait invariablement trop modérés. Il devint ministre de l'Intérieur dans le ministère Polignac. Puis, toujours en querelle avec M. de Polignac, il fut remercié par Charles X au commencement de 1830.

— Non, non, s'est entêté le Roi, on veut la République, mais je ne me laisserai pas couper le cou comme Louis XVI. »

Il n'y a pas eu moyen de le tirer de cette folle idée (1), qui le mènera à mal. On reconnaît, à cette conversation typique, l'écho des sottes idées des gens qui l'entourent. Monseigneur en est désolé.

Il y a de quoi rire d'entendre raconter le cortège du Roi de Naples dans sa marche de tortue pour jeter sa jolie fille dans les bras de son futur gendre. Outre les premiers officiers dont les fonctions consistent à accompagner le Roi, il y a des tas de valets. De plus, il y a un essaim de faquins, qui sont sans attributions. Ils boivent, mangent et se plaignent de la fatigue. On n'entend que « *Jesus-Christo che dolore !* » Et personne ne songe à se rendre utile. A Grenoble, et sur toute la route, il n'a pas été possible de faire attendre dans l'antichambre un seul domestique, de sorte qu'on ne sait pas par qui se faire annoncer au Roi. Les cuisiniers, depuis Naples jusqu'à Perpignan, ont refusé de faire la moindre cuisine. Le Roi n'est obéi que lorsque cela convient à ces Messieurs.

La future Reine est pleine d'agrément, brune, piquante, l'air passionné et, dit-on, d'un tempérament exubérant.

5 juin 1828, Neuilly.

La duchesse est tout émue encore de la première communion du duc de Nemours. Le charmant enfant a tout juste treize ans et demi. Depuis plusieurs années déjà, on ne l'appelle plus « Moumours » comme aux premiers temps de mon admission dans la famille, où il aimait à soulever mon grand sabre pour essayer de le tenir à bout de bras. Il est allé à l'église de Neuilly, revêtu de son bel uniforme de colonel de chasseurs. Sa mère le couvait des yeux. Il est rare aussi de voir un garçon plus beau. L'abbé Guillon a célébré la messe, à laquelle assistaient Monseigneur,

(1) Le général de Rumigny s'avançait beaucoup quand il niait que l'opinion du nombre inclinât à la République. Il a dû voir plus clair pendant le règne de Louis-Philippe et en 1848 !

M[me] Adélaïde, et les autres enfants : Chartres et Joinville. Ce dernier, qui n'a que dix ans, n'a pas été à la Sainte Table avec sa mère et ses sœurs Louise et Marie. *Madame* voudrait bien que son mari et nous eussions meilleure posture religieuse, mais les événements et les idées voltairiennes n'y prêtent guère (1).

J'ai été très impressionné de cette cérémonie arrivée hier, et qui a donné lieu à une joyeuse et pourtant recueillie fête de famille.

Cela me rappelait le salon de Lady G... à Harwich, transformé en chapelle, où mon frère Hippolyte a fait sa première communion avec d'autres petits émigrés. Nous étions si pauvres que, pour régal, nous avions à déjeuner un peu de beurre sur les rôties du thé. Moi, je n'ai jamais tant pleuré que le jour de la mienne , à Rumigny, au retour d'exil. Ma pauvre maman était si malade !

Monseigneur a dit à son second fils qu'il ne fallait plus être timide, mais savoir agir et parler dans le monde et en public, parce que cela faisait partie de l'éducation des Princes. Le soir, il n'y a pas eu de cercle; on a passé la soirée dans le parc, entre nous. Leurs Altesses Royales étaient tout heureuses. Une bonne pluie avait passé à la tombée du jour, l'air était délicieux et rafraîchi (2).

Le 7 mars 1830.

J'ai négligé la rédaction de mes souvenirs; ai-je eu tort? Comme je suis, ainsi que mes compatriotes, destiné pro-

(1) Le roi Louis-Philippe avait dans sa jeunesse des pensées très chrétiennes qu'il tenait de sa pieuse mère la duchesse d'Orléans, fille du duc de Penthièvre. Cette princesse avait un noble caractère et des vertus sans nombre; pendant l'hiver de 1788, alors que la Seine était gelée de Paris au Havre, elle faisait distribuer aux pauvres mille livres de pain par jour.

(2) On peut rapprocher de cette première communion du prince Louis-Charles-Philippe, duc de Nemours, celle de l'arrière-petit-fils du roi, le prince Charles-Philippe, duc de Nemours, qui la fit à Rome en avril 1914. Il avait huit ans et la reçut de la main du Saint-Père dans la chapelle privée du Vatican. Ses illustres parents, LL. AA. RR. le duc et la duchesse de Vendôme et ses sœurs les princesses Marie-Louise, Sophie et Geneviève d'Orléans communièrent aussi.

bablement à voir de nouveaux événements succéder au repos dont ma patrie a joui pendant quelque temps, je crois devoir reprendre encore avec une nouvelle ardeur ces notes qui pourront peut-être un jour éclairer nos descendants. Le ministère Martignac, culbuté par la Congrégation et l'avènement de MM. de Polignac, *de Bourmont*, d'Haussez, Guernon de Ranville, Mangin, Courvoisier, etc..., doit amener des luttes violentes, dont je veux essayer de rendre compte. Les événements de Grèce sont un des premiers fruits du nouveau ministère. La nomination anti-française du prince de Saxe-Cobourg (Léopold) ne s'est pas passée sans faire dire aux vrais patriotes qu'il est triste de voir dépenser les millions de la France pour faire roi un prince anglais, en dépit du protocole du 6 mars 1829, et exclure Mgr le duc d'Orléans et sa famille d'un trône où le duc de Nemours, son deuxième fils, est appelé par les vœux des Grecs.

Le prince Léopold a écrit à Monseigneur une lettre que j'ai lue. Il y demande la princesse Louise d'Orléans en mariage. Il demande aussi des conseils sur ce qu'il doit faire et à quelles conditions il doit accepter. Le duc d'Orléans lui a répondu qu'il ne lui donnait pas sa fille parce que sa position en Grèce est loin d'être assurée, il lui conseille de prendre l'argent des puissances, et de refuser l'arbitrage, pour n'accepter d'avis que des Grecs, afin de se faire regarder en Grèce comme un vrai Grec. Les conseils sont du plus loyal des princes, et son refus de mariage, celui d'un père qui songe à l'avenir de ses enfants et veut le leur préparer le plus heureux possible.

16 avril.

Je reviens de voyage pour une élection de député qu'on veut faire de moi, pauvre sire, en remplacement d'un plus pauvre sire encore, M. de Casteja, qui a été nommé en 1827 par le grand collège de la Somme. Comme on s'attend à la dissolution de la Chambre, les électeurs veulent s'y prendre d'avance, et ils ont été assez bons pour jeter les yeux sur moi, leur compatriote d'Amiens.

L'abolition de la loi salique (1) par le roi d'Espagne fait un énorme bruit partout. Le Roi en a parlé à mon prince. Il dit que c'est une monstruosité. Il s'exprime très bien à ce sujet. Pendant le dîner du 12, Monseigneur s'est approché du Dauphin, et lui a parlé de cette déclaration en disant que c'est une guerre civile que le roi d'Espagne organise dans son propre pays. La Dauphine, qui se méfie de la force de son époux sur les matières historiques, est venue vers les deux princes et a demandé le sujet de la discussion :

« Madame, c'est sur la déclaration de l'Espagne, a dit Monseigneur.

— Monsieur, a repris la Dauphine, vous ne pensez pas que je la désapprouve.

— Non, Madame, mais cela n'empêche pas que les intéressés ne protestent par tous les moyens possibles. »

La conversation sur ce point en est restée là.

Aujourd'hui, les Princes ont été aux Tuileries, et la conversation s'est animée de nouveau, on a parlé de la protestation du roi de Naples, signifiée par le prince de Cassaro, son ambassadeur.

Le duc d'Orléans a dit au roi que le prétendu décret du roi Charles IV (2) est un faux matériel, contre lequel Louis XVI avait protesté de toute sa force.

Le Dauphin a fait vérifier le fait et a dit au duc d'Orléans :

« Vous avez raison, c'est un faux.

— Monsieur, a répondu le duc d'Orléans, le roi de Naples a protesté, et on devrait en faire autant partout.

— Ah ! oui, a ajouté le Dauphin, mais il faut attendre prudemment, pour faire la protestation complète, à être hors d'Espagne. »

(1) L'abolition de la loi salique en Espagne fut mal accueillie en France parce qu'elle semblait écarter, au profit des princesses espagnoles, les prétendants français éventuels. A ce sujet, Apponyi dit : « On se formalise beaucoup à Paris de l'abolition de la loi salique en Espagne. On croit que la France avait perdu, par cette nouvelle ordonnance, le droit de succession en Espagne. On ignore qu'il existe un acte par lequel la France renonce à cette succession » (Sous Louis XIV).

(2) On s'étayait sur un prétendu Décret du roi Charles IV (né en 1748, mort en 1819).

Monseigneur a riposté : « Nous ne sommes plus au temps où on arrêtait un roi parce que cela plaisait au souverain du pays où il était venu lui rendre visite, et il peut protester tout haut à Madrid sans inconvénient. Quant à moi, je déclare que, si pareille chose m'arrivait, je protesterais par tous les moyens possibles et que je ne cesserais pas avant qu'une pareille infraction aux lois du royaume soit abolie. » Le Dauphin n'a rien répliqué.

CHAPITRE XI

LE PRINCE DE COBOURG HÉSITE A ACCEPTER LE TRÔNE DE GRÈCE. — M. DE RIGNY MANQUE DE FRANCHISE. — NAVARIN. — LE DAUPHIN EST BIEN REÇU A MARSEILLE. — LE GÉNÉRAL DE BOURMONT COMBLÉ DE FAVEURS PAR LE DAUPHIN. — QUELQUES INTRIGUES NAPOLITAINES. — OLIVIERI PRÉCEPTEUR DU DUC DE CALABRE. — ON S'OCCUPE DU BRÉSIL. — LE GÉNÉRAL GOURGAUD ET Mme DE LAR.....

Le prince de Cobourg, désigné pour être prince souverain de la Grèce, est ici ; j'ai eu avec lui une longue conversation sur ses nouveaux États. Il entend bien, à mon gré, le personnel de ses sujets, mais il n'a aucune décision dans la tête, en sorte qu'il ignore quand il partira et ce qu'il fera. Il a eu la maladresse de signer l'abandon des Iles de Candie, qui vont rentrer sous la domination turque, c'est-à-dire qu'on en massacrera les habitants. Il a fait une faute qui lui sera reprochée un jour amèrement. Il a signé l'abandon des défenses naturelles du nord de la Grèce, et il s'est mis par là dans une position difficile.

Les puissances lui fourniront une caution de 20 millions, et on lui laissera une force militaire en Grèce; il la désire française. Il m'a dit ces propres paroles : « Le ministère anglais se conduit mal avec moi, il a déjà peur que je ne m'émancipe. Après m'avoir proposé comme souverain de ce pays, il fait naître mille chicanes et mille difficultés. C'est un gouvernement bien détestable, mon cher Rumigny, et si la Russie ne me soutenait, je serais bientôt perdu.

— Mais, Monseigneur, objectai-je, il faut prendre pour modèle Scanderberg (1) et devenir soldat, vous faire aimer

(1) George Castriot, dit Scanderberg. Héros célèbre, fils du prince d'Albanie (cette Albanie, qui est aujourd'hui une pomme de dis-

des Grecs, les retremper par votre exemple et par de la fermeté. Alors, dans quatre ans, vous vous moquerez des Anglais et irez à Constantinople.

— Oui, sans doute, mais je suis dans un grand embarras, et au reste, j'irai en Grèce, et, si cela ne s'arrange pas, je quitterai le pays. »

Il est dans l'indécision. L'ambassadeur anglais à Paris, Lord Stuart, dit que le pauvre prince est entre deux ménages : L'un, l'ambition, qui lui dit : « Vas-y »; l'autre, sa mollesse naturelle, qui lui conseille : « Reste ici. » Et au total, il ne réussira à rien.

En cela, il ressemble au gouvernement du prince de Polignac en France : il n'aboutit pas. L'affaire de la réclamation de la Bavière, au sujet des États de Baden, est pendante. En 1814, par le traité de Vienne, Saltzbourg devait rester à la Bavière; en 1815, le roi de Bavière, qui possédait Landau en la Bavière Rhénane, désira Manheim et Heidelberg, pour rattacher ensemble ses états. Il céda en compensation Saltzbourg à l'Autriche, qui s'en est mise en possession. Le roi de Bavière ne peut avoir Manheim, que la Russie garantit à Baden; en sorte qu'aujourd'hui, la discussion renaît, parce que la Bavière a dit qu'elle prendrait le pays à la mort du défunt duc de Baden.

On attend ce qui en adviendra.

Le 18 avril 1830.

Mme de Dolomieu racontait hier soir à la table ronde que son domestique est entré un jour chez elle et lui a dit : « Madame voudrait-elle bien permettre que je me reproduise?

— Comment cela? a-t-elle répondu, surprise. »

Il a répété sa phrase. C'était une permission de mariage qu'il demandait. Il l'a obtenue, mais ne s'est pas encore reproduit.

corde). Remis comme otage à Amurat II, il fut élevé dans la religion musulmane et combattit avec les Turcs contre le « Despote » de Serbie. Plus tard, il s'échappa, se fit catholique, chassa les Turcs de l'Albanie et ne cessa de remporter des victoires sur Amurat II et Mahomet II. Il mourut de la fièvre en 1467. De nos jours, les Albanais le célèbrent encore dans leurs chants nationaux.

J'ai dîné hier soir avec beaucoup de députés chez Laisné de Villévêque, questeur de la Chambre des députés. Il a été question des élections; tous croient qu'elles seront constitutionnelles et on a dit que la Chambre est dissoute du 16 avril, et que le ministère ne recevrait pas de bonnes nouvelles des départements.

Le 18 au soir.

Voici la substance de ma conversation avec le maréchal Maison, qui a été envoyé en Morée : M. de Rigny a trompé le gouvernement de France (1), et il l'a fait pour deux motifs, le premier, qu'il voulait plaire à M. le Dauphin et était contre les Grecs; et le second, qu'il s'est laissé gagner par les flatteries dont les Turcs l'ont enivré à Smyrne, où il s'était attaché un certain Black, rédacteur du *Courrier de Smyrne*, qui ne tarissait pas en éloges sur l'amiral.

Il s'est montré faux dans toutes ses dépêches au gouvernement en dénaturant les faits volontairement, et en amenant la confiance sur les succès des Turcs en Morée, confiance qui a été heureusement quatre fois détruite, et qui revenait plus stupidement dans les dires du gouvernement à chaque nouvelle dépêche de M. de Rigny.

Enfin, à l'arrivée du général Maison à Navarin, avec l'expédition, il a dit en confidence qu'il saurait bien la faire manquer. On est venu le rapporter au général Maison, qui s'est empressé de déjouer ses projets. Voici un fait raconté par le maréchal (2) il y a une demi-heure.

Le ministre de la Guerre, M. de Croy, reçoit une dépêche de M. de Rigny, qui lui dit que, *sur son conseil*, le général

(1) D'une part, le général de Rumigny, homme sincère, étaye ses accusations contre l'amiral de Rigny sur les confidences très formelles du général (plus tard maréchal) Maison. D'autre part, on lit dans Pasquier cette appréciation : « ...La rencontre de Navarin n'était dans les intentions ni du Cabinet anglais, ni du Cabinet de France. » D'après cela, le gouvernement français aurait été d'accord avec M. de Rigny pour éviter d'avoir à employer la manière forte; mais les canons seraient partis tout seuls.

(2) Le général Maison fut fait maréchal de France au retour de Morée.

s'est décidé à envoyer une expédition dans le golfe de Lépante, et que c'est un mouvement très utile.

Le ministre, aussi peu militaire que le Dauphin, veut juger de loin que c'est un mouvement de dissémination très dangereux; que le plus grand danger doit accompagner cette combinaison. Il écrit au général que : *Il a reçu une dépêche de M. de Rigny en date du..., qui lui a conseillé de faire une expédition sur le golfe de Lépante; que ce mouvement excentrique a présenté au roi et à Mgr le Dauphin (grand juge vraiment!) un danger imminent et qu'on lui défend de le faire.* Le général, indigné de cette fausseté de M. de Rigny, qui veut s'attribuer un conseil qu'il n'a pas donné, monte sur le vaisseau amiral, donne sa dépêche à Rigny et lui dit de la lire, pendant qu'il va donner quelques ordres. En revenant, il aperçoit Rigny se promenant sur sa galère, tout pensif. Il l'aborde et lui dit :

« Qu'en dites-vous, Monsieur l'Amiral? »

Celui-ci cherche à s'excuser en disant que ce n'est pas lui qui a écrit ces mots. Le général le regarde dans le blanc des yeux et répond :

« A coup sûr ce n'est pas moi. — Or, comme il faut que ce soit un de nous deux, je vous suis bien obligé du conseil, mais je déclare que ce fait m'éclaire. Adieu, Monsieur, je saurai désormais prendre mes précautions. » M. de Rigny devint pâle et ne dit plus rien.

Le maréchal a découvert ainsi comment se sont toujours faites les nouvelles répandues à Trieste et Toulon par M. de Rigny.

Celui-ci les fait lui-même, et, avec Black, il les expédie à Trieste où il a un journal, dont il a gagné le rédacteur par Black. Il a créé l'aviso de Toulon et ses nouvelles arrivent par là.

M. de Rigny détestait l'ancien ministre Martignac (1); il

(1) Ernest Daudet dit avec justice : « L'histoire a témoigné et devait lui témoigner (au Cabinet Martignac) une sympathie particulière, à cause des efforts qu'il tenta pour ramener à la Monarchie le parti libéral. Malheureusement, C'ÉTAIT DÉJA TROP TARD, et ces efforts furent vains. »

En fait, le roi fut renversé par l'erreur d'un de ses amis, le plus sincère et dévoué, il est vrai, mais le plus illusionné de tous, le prince

a dit à table : « En Grèce, l'expédition le tuera, j'espère. » Et il s'était engagé par des promesses à accepter le ministère de la Marine avec M. de Polignac. Cependant, il a eu peur de l'effet que cela a produit, il a fui à Toulon pour se cacher sous le drapeau de Navarin. (Je dirai plus tard toute l'histoire de cette bataille, que le brave amiral anglais Codrington m'a lui-même racontée à Londres, en 1829, le 6 juin.)

Le 23 avril.

Voici ce que nous a raconté à Athalin et à moi l'amiral Codrington, le jour où nous dînions avec lui à Londres :

Lorsque les ordres venus d'Angleterre permirent à l'amiral d'agir d'après les circonstances pour forcer les Turcs à évacuer la Morée, par la force si la persuasion ne réussissait pas, il se rendit, accompagné des deux flottes alliées, à Navarin, où il intima à Ibrahim l'ordre de se retirer et de faire partir la flotte turque. Le capitan-Pacha refusa d'obéir.

Alors Codrington réunit les amiraux alliés qui se trouvaient sous ses ordres à lui, le plus ancien de grade. L'amiral russe, Herdein, témoigna hautement sa joie de combattre les Turcs, mais Rigny montra un froid remarquable qui n'échappa à aucun des deux amiraux. Il parla en faveur des Turcs ; probablement alors, il pensait à tous les présents qu'il en avait reçus. Néanmoins, voyant que Codrington était décidé à aborder franchement l'affaire, il se promit de tout entreprendre pour empêcher celle-ci d'avoir lieu. Il s'avança à son ordre de bataille et se présenta aux Turcs, ayant eu soin de les prévenir qu'il ne tirerait pas si on ne tirait pas sur lui ; mais, à son grand désespoir, ses bons amis les Turcs lui envoyèrent une volée à laquelle il fallut bien répondre, et ses équipages firent alors leur devoir d'une manière admirable. Lui, en eut toute gloire et profit. Il fut déclaré vainqueur de Navarin et personne ne releva toute sa conduite antérieure aux coups de canon turcs, qui ont ainsi plus fait pour lui que jamais. Au reste, il est

de Polignac. Tant le mot de Henri IV est toujours vrai : « Mon Dieu ! gardez-moi de mes amis. Quant à mes ennemis, je m'en charge. »

très possible qu'il sache gré à ces canons de tout ce qu'il leur doit en la circonstance (1).

M. de Rigny était à sa première affaire de mer; mais son capitaine de pavillon, M. Robert, vieil officier couvert de gloire antérieure et de bons services, était, comme homme de mer, bien supérieur à son général. Il prit son mouillage avec un aplomb et une résolution merveilleux. Les commandants étaient tous bons; parmi eux, Hugon, capitaine de frégate, fit des merveilles sur l'*Armide*. Il mit celle-ci dans la plus terrible passe, à l'arrière, pour dégager un vaisseau anglais. Aussi, le commandant anglais fit-il cesser le feu un instant, pour donner au commandant Hugon le salut royal des trois hourras afin de le remercier de son utile assistance.

L'amiral Codrington ne tarissait pas sur la brillante conduite de M. Hugon; il disait que Rigny était très brave, mais qu'il n'était pas homme de mer, et que MM. Robert et Hugon le valaient dix fois sous ce rapport.

Au reste, Codrington disait un bien étonnant de nos marins et surtout des équipages de ligne, dont il admire beaucoup l'instruction. Il nous a dit que, pendant toutes les dernières guerres, nous avons eu le désavantage par le peu de discipline de nos marins; mais, disait-il en anglais :

They fight well. Ils se battent bien.

L'amiral de Rigny était un enfant gâté de la chance. Jeune encore, il cumulait l'emploi de préfet maritime de Toulon, de commandant d'une escadre dans le Levant. Il était amiral, couvert de décorations, quand il fut nommé au ministère de la Marine. Il était chez son frère, receveur général à Moulins; il accourut et trouva une grande opposition à son acceptation de la part de son oncle, qui le pria d'aller motiver son refus à M. de Polignac. Celui-là, à bout d'arguments pour le convaincre, le mena à Saint-Cloud chez le Roi. Charles X finit par lui dire : « Jeune encore, vous avez acquis une grande réputation militaire, conquis les premiers grades de l'armée, et la position la plus brillante. Il ne vous manque que du repos pour jouir de votre gloire. C'est le sacrifice de ce repos que je vous

(1) Le général de Rumigny semble ici montrer un peu de parti pris.

demande au nom de l'intérêt du pays, vous ne me le refuserez pas.

— Sire, répondit l'amiral, des considérations puissantes, surtout la composition du ministère, ne me permettent pas d'accéder aux désirs de Votre Majesté.

— Quels sont donc, dans ce cabinet, les hommes dont le nom vous éloigne?

— Je supplie Votre Majesté de me dispenser de les nommer.

— Je vous l'ordonne.

— Sire, M. de Bourmont.

— Je comprends, reprit le Roi avec vivacité. Mais M. de Bourmont a été indignement calomnié. Quand il s'est trouvé face à face avec son Roi, les armes lui sont tombées des mains, voilà toute la vérité. C'est un tort aux yeux de mes ennemis; aux miens, c'est un titre à ma confiance et à mon affection. »

Un geste de Charles X indiqua la fin de l'audience.

Le 11 mai 1830.

La Chambre des députés est décidément dissoute, et on n'attend que l'arrivée du Dauphin pour le publier. Ce sera le lundi 17 mai.

Le duc de Trévise m'a raconté le fait suivant qu'il tient d'un ami du Roi ne l'ayant pas quitté en émigration. Dernièrement, le Roi avait dit, en parlant des élections : « Nous n'avons rien à craindre, car j'ai adressé de vives prières à la châsse de saint Vincent de Paul. » Si la chose est exacte (1), c'est un fait digne de remarque que cette crédulité en 1830.

(1) Ce propos n'est pas invraisemblable. Lire, dans Apponyi, p. 381 du premier volume des *Mémoires*, l'opinion de Pozzo di Borgo, se terminant par ces mots « ...Il faut aux Français un roi, non un cordelier. »

Le chancelier Pasquier (VIe volume, p. 247) fait, de son côté, une allusion (dubitative) à des visions que M. de Polignac aurait dit avoir eues.

Le 14 mai.

Les Princes sont partis pour aller à Rambouillet au-devant du roi de Naples et de la reine. Il a été convenu que le général Baudrand irait seul, parce que le Roi ne veut admettre à sa table que les généraux, et c'est trop juste, car Napoléon y admettait les colonels.

On dit que les élections seront autant fraudées que possible, et que pour cela on va dégrever les patentes, et se couvrir de cette dépense par les Droits réunis, ce qui fera que 4.000 électeurs constitutionnels à Paris cesseront d'être électeurs.

Il paraît que le Dauphin a été très bien reçu à Marseille, et que le peuple a été très affectueux, mais que l'armée de Toulon a été très froide et que les équipages de ligne sont les seuls qui aient crié : Vive le Dauphin ! Au total, on a été indigné à l'armée de voir le Dauphin combler d'amitiés Bourmont, et je connais trop bien le cœur de mes camarades pour douter de l'effet que leur produit le général qui leur a été donné pour chef. Les langues peuvent être muettes, les cœurs aussi, mais ils sentent et vibrent d'amour ou de haine, selon l'impression.

Le mariage du prince de Calabre avec la princesse de Bavière est manqué, parce que le roi de Naples voulait que sa fille épousât le prince royal de Bavière pendant que son fils épouserait sa fille. Le roi des Pays-Bas consentant à donner sa fille, mais pas son fils, le roi de Naples a demandé un ultimatum qui a été un *non* bien sec.

Maintenant, il paraît que le roi de Naples voudrait renouer l'union de son fils avec la princesse Louise d'Orléans, union que lui et sa femme désireraient vivement; mais il est à craindre que la princesse Louise refuse, par suite de la conduite du duc de Calabre, qui ne veut prendre conseil que de ce misérable évêque Olivieri, qui le domine d'une façon absolue.

Cet Olivieri était envoyé en Sardaigne, quand le roi de Sardaigne épousa la fille du feu roi de Naples, sœur de la duchesse d'Orléans. Il se mit à brouiller le ménage royal

tant qu'il put, si bien qu'à la fin le roi de Sardaigne écrivit à Palerme : « Rappelez Olivieri, ou je le chasse; c'est le démon de la discorde et il est impossible de vivre en paix partout où se trouvera un tel homme. »

Olivieri fut rappelé et la Sardaigne en fut débarrassée.

L'éducation du duc de Calabre lui fut confiée et Dieu sait ce que cela a produit.

Le jeune Prince est dominé par lui au point le plus haut, en sorte que si ce mariage se conclut, il faut absolument que l'on exige le renvoi de ce suppôt de Satan, qui, au reste, ira bientôt rejoindre son maître, car il est malade et vieux.

La malheureuse cour de Naples est infestée de gens de la trempe d'Olivieri, et il n'y a pas moyen de s'en dépêtrer, en raison du peu d'énergie du souverain.

Le colonel Brackinia a dit hier qu'il arrive du Brésil, où il a été comblé des faveurs du souverain et nommé grand cordon des deux Ordres du Brésil, avec le titre d'Excellence. Voici comment il est arrivé à tant de faveurs : en 1828, dînant à Neuilly avec le ministre du Brésil, M. Pedro Branco, je lui proposai dans la conversation les moyens de créer à Dom Pedro des lanciers organisés à l'européenne, et il me dit que l'Empereur le désirait. Un de mes amis irait le trouver et lui organiserait un régiment modèle. Cet ami était Brackinia qui a été dans les lanciers rouges de la garde impériale, et qui a une grande capacité, quoiqu'un peu folâtre dans ses habitudes. Pedro Branca me pria de lui écrire une lettre à ce sujet; je le fis, et il l'envoya à Dom Pedro. On entra en pourparlers avec Brackinia. Tout cela ne s'arrangea pas par suite de la pénurie du Trésor impérial. Brackinia s'occupa alors du mariage de l'Empereur avec la fille du prince Eugène Beauharnais. Il y réussit, et c'est par suite de ce mariage qu'il a été comblé des faveurs de l'Empereur. Il dit que les finances du Brésil sont dans le plus pauvre état possible, que le comte de Barbacenne est d'une rare incapacité. Pour moi, j'ai vu à Paris Barbacenne, qui m'a paru être un garçon fin et rusé, et voilà tout. Il dit que le Brésil a de grandes ressources, si on veut se donner la peine de les tirer du pays, mais que la population manque surtout de l'esprit d'ordre, dans un pays où tout le monde pille et vole à plaisir. Barbacenne

est ici en mission secrète, mais je ne puis dire ce qu'il m'a laissé entendre.

Le 18 mai 1830.

La Chambre est dissoute (1). En conséquence, les électeurs se mettent en grand mouvement, et je suis prié d'accepter la députation dans le grand collège du département de la Somme. Cette proposition me désole en ce qu'elle me tire de mes paisibles habitudes et me lance dans les orages de la politique agissante.

Chacun doit sa vie et son temps à la Patrie. Je m'y dévoue sans ambition et en homme d'honneur. Cependant, il n'est pas sûr que je sois nommé, et je m'applaudirai de ne pas l'être.

Le 20 mai.

Voici un récit qui prouve que la constance est une vertu dont on ne peut plus nier l'existence à Paris.

Je passais à 10 heures et demie dans la rue Grange-Batelière, descendant d'un des commodes omnibus qui passent devant ma maison. J'entends appeler mon nom. Je me retourne et vois, à la fenêtre, le général Gourgaud, ancien aide de camp de Napoléon, qui l'a suivi à Saint-Hélène, me faisant signe de monter.

J'arrive à sa chambre, il me montre des armes données par l'Empereur, entre autres, son épée de général en chef de l'armée d'Italie. A côté du buste de la princesse Pauline Borghèse, était suspendue une chaîne d'or à laquelle pendait un poignard à manche d'agate très bien travaillé. Comme j'allais sortir, il me prie de m'asseoir. Voici notre conversation.

Le général. — « Vous connaissez beaucoup Gudin, le peintre.

(1) En présence de l'hostilité immédiate que la Chambre avait montrée au ministère Polignac, le Roi avait été acculé à la fâcheuse mesure de la dissolution.

Ainsi se dessinaient déjà les conséquences dangereuses de l'aberration qu'avait été le renversement du ministère Martignac. « Ce renversement hâta celui des Bourbons, que seul ce ministère était en état de sauver. » (E. Daudet.)

Moi. — Oui, et je l'aime de tout mon cœur.

— Où est-il?

— Embarqué pour aller avec l'expédition d'Alger.

— Il vous trompe, il est en Bretagne.

— Non, il est à Toulon. »

Après quelques explications sur l'endroit où était Gudin, il ajouta :

« Il fait la cour à Mme de la R......... (femme du député d'Ille-et-Vilaine).

— Non, il est amoureux ailleurs, mais s'il a des attentions pour Mme de la R........., c'est par pure galanterie.

— Vous croyez donc qu'il n'en est pas amoureux?

— Non, je vous le garantis, il aime Mme de..., il en est fou.

— Ah ! mon ami, quel poids vous m'ôtez de sur le cœur ! j'étais décidé à le poignarder, et elle aussi : j'avais d'abord le projet de me battre en duel avec lui, mais, depuis, je pensais que, par un duel il m'échapperait, et j'étais décidé à les tuer tous les deux et à me brûler la cervelle après..., mais êtes-vous bien sûr ? »

J'étais bien étonné et je répondis : « Sur l'honneur, je vous le jure, mon cher ami, croyez-moi, ne vous mettez pas de pareilles idées dans la tête, c'est une folie, et vous êtes trop raisonnable pour vous abandonner à des pensées si extraordinaires.

— Tout ce que vous me dites là je me le suis dit cent fois; je le sais, c'est une espèce de monomanie, mais je n'en suis pas le maître parce que je me creuse l'esprit et que je finis par ne plus penser qu'à cela. »

Je me mis alors à lui faire une morale assez serrée pour l'ébranler, et il me dit avec effusion.

« Vous me faites un bien infini, mon cher Rumigny, merci. »

Il me raconta que, quand Mme de la R......... a dû mourir de la terrible maladie qui l'a rendue affreuse pour toute sa vie, puisqu'elle a l'air d'un spectre à l'œil égaré, il avait pris la résolution de mourir avec elle, de se tuer sur sa tombe. Contre toutes les apparences, elle a guéri; et, depuis, son amour n'a fait que s'accroître. Il l'aime depuis qu'elle a l'âge de douze ans. Il était au mieux avec elle

avant son mariage, et il m'a montré des portraits d'elle à tous les âges de sa vie. C'est un roman dont tout le journal a été écrit par lui, jour par jour, depuis qu'il la connaît.

En m'en allant, je me disais :

« Dieu me préserve, si je devenais femme, d'être l'objet d'un amour aussi constant (1) ! »

Tous les jours il lui envoie un bouquet gigantesque, qui est payé 15 à 20 francs. Ces bouquets sont étalés par Mme de L........... sur le devant de sa loge à l'Opéra, et Gourgaud se tient à son poste, derrière elle, sans permettre à qui que ce soit d'approcher de sa déesse.

Les yeux saillants, et la figure effrayante que lui a laissés la terrible fièvre cérébrale à laquelle elle a échappé, font le plus drôle d'effet entre le bouquet et l'amoureux.

Le colonel de L..........., ancien officier d'ordonnance de l'Empereur, qui sait tout ce qui se passe, n'a pas l'air de s'en soucier. Ils font bon ménage *aux yeux du public.*

La Chute du Roi Charles X

Afin d'établir un lien entre les notes du général de Rumigny, désormais coupées par des lacunes, il ne sera pas hors de propos de rappeler en quelques lignes le drame de 1830.

La personnalité du roi Charles X semblait propre à lui gagner la popularité ; ce fut même la caractéristique de son début de règne. Malheureusement, il péchait par un défaut de clairvoyance, de dangereuses illusions sur l'état des esprits en France; enfin par l'absence de ce sens particulier qui fait les hommes d'État et qui avait été la force de Louis XVIII. Il était, d'autre part, plus enclin à se fier à l'amitié de ses familiers qu'au rai-

(1) Le général de Rumigny n'avait qu'un goût modéré pour la constance, si ce n'est dans son culte pour ses chers Princes.

sonnement des capacités. La contradiction le froissait; il l'écartait au premier mot, si respectueuse qu'elle fût.

Dans le choix de leurs ministres, Louis XVIII et Charles X ne furent pas toujours heureusement inspirés : Fouché, Marmont, Dupont (le général de la capitulation de Baylen), d'autres encore, n'eussent pas dû figurer. Ce fut ensuite un malheur de substituer le prince de Polignac, dont la politique risque-tout entraîna la chute de la royauté, à Martignac, qui représentait la planche de salut au moment où le navire faisait eau.

Du ministre des fatales Ordonnances, Pasquier a dit : « En 1824, M. de Polignac était ambassadeur à Londres. Je l'observai avec soin... Il avait peu d'expérience des affaires; et avec cela son esprit était hanté des projets les plus téméraires, avec une confiance absolue dans tout ce qu'il entreprendrait. Rien pour lui n'était incertain, ni difficile. Il professait une grande admiration pour le gouvernement représentatif qu'il voyait établi en Angleterre, sans en avoir bien pénétré le mécanisme... Il établissait entre nos anciennes provinces et les comtés d'Angleterre des comparaisons enfantines... De tout cela, il résultait que..., si M. de Polignac arrivait aux affaires, il pourrait, avec d'excellentes intentions (1), les mettre dans une confusion dont les plus habiles auraient peine à les tirer. » A cela, il faut ajouter le danger d'un esprit piétiste, mystique même, qui déteignait sur son maître.

Tel était le pilote auquel la Royauté confiait son sort.

Dès les premiers temps de son entrée au pouvoir, M. de Polignac, voyant les centres, rebutés, se fondre peu à peu dans l'opposition, médita un coup d'État. De fait, il n'avait jamais cessé d'y songer, bien qu'il résistât à son collègue de La Bourdonnaye qui, encore plus impatient que lui, ne cessait de demander « ce qu'on attendait ! » De son côté, M. de Polignac disait : « Une majorité? A quoi bon? je ne saurais qu'en faire ! »

Sur les péripéties de la révolution de 1830, nous croyons devoir passer. Nous renvoyons chacun aux études mul-

(1) Jamais, en effet, intentions ne furent plus honnêtes et plus désintéressées.

tiples qui ont été faites sur ce sujet. Mentionnons seulement les phases les plus saillantes. D'abord les deux premières mesures législatives :

Le 19 mars 1830, prorogation de la Chambre.

Le 17 mai, Ordonnance royale prononçant la dissolution de la Chambre et convoquant les collèges électoraux.

C'est à cette époque que se place la conquête d'Alger. Ce fut, comme le dit E. Daudet, le plus mémorable épisode du Gouvernement de la Restauration. Il est à regretter que le général de Rumigny n'en ait pas un peu parlé. Il est vrai qu'il n'y assistait pas. Or, il avait pour règle de ne relater, dans ses notes, que les faits de guerre dont il avait été témoin.

De cette magnifique expédition, le général Trochu a écrit que rarement campagne de guerre fut préparée avec une telle prévoyance dans tous les détails, avec une aussi incomparable maîtrise. Il est nécessaire d'ajouter que M. de Polignac eut une superbe attitude vis-à-vis de l'Angleterre, qui opposait à nos projets des menaces à peine déguisées. Il eut, en accord complet avec le Roi, la fermeté de passer outre sans en tenir aucun compte. Le commandement en chef fut donné au général de Bourmont; celui de la flotte à l'amiral Duperré, caractère un peu hésitant pourtant. Le 14 juin 1830, le débarquement avait lieu à Sidi-Ferruch; le 5 juillet, l'armée entrait glorieusement à Alger.

Il est inconcevable que, dans leurs passions politiques, les partis fassent preuve de si peu de justice quand les Gouvernements ont, d'une manière aussi éclatante, bien mérité de la Patrie. L'opinion ne sut aucun gré à la Restauration d'avoir donné à la France une immense et belle colonie. Telle est trop souvent l'ingratitude des nations. Quant au général de Bourmont, il fut fait maréchal de France. A ce propos, E. Daudet dit :

« L'Histoire qui, dans le passé, avait été sévère pour le général de Bourmont, doit à sa mémoire de rappeler que, dans l'expédition d'Alger, il se couvrit de gloire, révéla d'incontestables qualités militaires, de patriotiques vertus, qui ne faillirent pas, même le jour où il eut la douleur de voir l'un de ses fils mortellement blessé à ses côtés. »

Quoi qu'il en soit, le Gouvernement fut battu aux élections; et alors parurent les fameuses « Ordonnances ».

Qu'était, au fond, au point de vue Illégalité, ce Coup d'État de 1830, auprès de ceux qui s'étaient succédé pendant la Révolution, auprès surtout du 18 Brumaire? Qu'est-il à côté de ceux qu'on vit plus tard, Révolution de 48, 2 Décembre 1851, 4 Septembre 1870? Incomparablement moins. Mais en 1830 la conspiration était générale contre la Royauté; elle n'attendait qu'une occasion pour éclater. La Royauté l'offrit.

Du côté du pouvoir, qu'avait-on préparé pour faire face à la résistance possible? Et que fit-on d'énergique pendant les émeutes des 27, 28 et 29 Juillet? Rien. Là-dessus, les témoignages de tous les partis sont unanimes.

On avait tenu à laisser en dehors du secret les plus essentiels agents d'exécution, le sous-secrétaire d'État de la Guerre (1), le Préfet de Police, le maréchal Marmont, qui allait recevoir le commandement de Paris. Le ministère de la Guerre n'apprit les Ordonnances que par le *Moniteur*. Marmont, dont la lettre de service était signée du 25, ne la reçut que plus tard, le 26, et ne put être à son poste que le 27, à midi. Il trouva les troupes non consignées. Le Préfet de Police (homme d'illusions d'ailleurs) n'eut pas le temps de prendre les mesures d'usage.

En résumé, il n'y avait ni plan pour le cas d'émeute, ni chef dirigeant, ni précautions même élémentaires (poudrières, armureries, Trésor public, etc.), ni instructions à l'armée, ni ravitaillement pour les troupes, qui allaient être harassées, ni effectifs suffisants dans Paris, ni concentration de la Garde royale, ni rappel de ses officiers absents (Voir Apponyi, 2e vol., p. 284).

Le matin des Ordonnances, le Roi était parti pour la chasse. Les jours suivants, à Rambouillet, il trompait l'attente en jouant au wisth, le Dauphin aux échecs, tous deux difficilement accessibles aux mauvaises nouvelles.

(1) « Enfin, jusqu'à Laguerre qui n'a rien su ! » disait-on en riant autour du Roi, à cause du nom parlant d'un des ministres. (Chancelier Pasquier.)

Champagny suppléait M. de Polignac comme Secrétaire d'État de la Guerre.

Quand elles ne furent plus contestables, quand les défections commencèrent à l'extérieur, aux paroles vaines de la veille succédèrent, chez le Roi et autour de lui, le désarroi, le découragement, l'hésitation, les demi-mesures, toujours tardives.

Enfin arriva l'heure où, de toute évidence, il fallut abandonner la partie. Tandis que le Roi se préparait à l'exil, en même temps, à Paris, arrivait le duc d'Orléans venu du Raincy. Prévenant la constitution d'une Convention jacobine, il entrait à l'Hôtel de Ville et prenait possession du Pouvoir, aux acclamations de la foule.

D'une aventure aussi mal conçue et aussi imprudemment menée que le Coup d'Etat des Ordonnances, que pouvait-on attendre d'autre ?

CHAPITRE XII

LES ÉVÉNEMENTS DE JUILLET SE PEUVENT PRESSENTIR. — LE DUC D'ORLÉANS A L'HOTEL DE VILLE.

Lorsque les événements de 1830 approchaient, les têtes étaient en grande agitation dans tous les rangs de la société. Une certaine fièvre s'était emparée des imaginations et l'on sentait en l'air une inquiétude qu'on ne pouvait définir.

Le roi Charles X était un brave chevalier, doué d'une capacité ordinaire; mais au total un bon prince, surtout bon pour ceux qui l'approchaient.

Il était récemment arrivé de son voyage sur la Loire, lorsque le duc d'Orléans et sa famille allèrent lui présenter leurs hommages à Saint-Cloud.

Personne ne prévoyait les événements qui allaient éclater les 27, 28 et 29 juillet.

Lorsque à Neuilly on apprit que Paris était aux mains des révoltés, M. le duc d'Orléans se fit amener son cheval et, suivi du lieutenant-colonel de Berthois, le seul de ses aides de camp présents et de service, il se rendit au Raincy, où les députés le trouvèrent le 30 juillet. Ces députés étaient le duc d'Harcourt et M. Laffitte.

Mais n'anticipons pas, il faut revenir aux événements de Juillet et les suivre *au jour le jour.*

Nantes, 28 juillet 1830.

J'allais partir pour Brest avec ma femme quand je reçois une lettre du duc d'Orléans et un mot d'Oudard, daté de Paris, 26 juillet... Ils me mandent que les Ordonnances, que je viens de lire à Nantes dans la matinée, vont probablement amener des troubles violents et que je rallie mon poste au plus tôt.

Avant de monter en voiture, j'allai sur la place de la Bourse, avec quatre ou cinq personnes, en nous promettant de tout faire pour les empêcher. La foule était déjà houleuse. J'arrive à Angers à 10 heures, par la malle-poste. Les Angevins se promènent de long en large sur leurs boulevards, avec des pistolets dans leur ceinture et des bâtons à la main. Ils jurent de se venger « de toutes les ordures » répandues dans le préambule. Le prétexte de la prise d'armes est le feu que les incendiaires mettent partout depuis quelques mois.

Le 31 à Paris.

A quatre heures du matin, j'arrive à Versailles. La ville est pleine des soldats de la garde. A Chartres, j'ai appris les événements, que j'avais ignorés jusque-là. Sur la route, un jeune homme à cheval, à franc étrier, nous a crié en dépassant la voiture :

« Le Roi a abdiqué en faveur de son fils; tout est calmé. »

A Viroflay, le général Favincourt, à la tête du 4e de la garde et l'artillerie, nous font rétrograder à Versailles.

A midi, on nous relâche. Nous arrivons à Sèvres où je descends dans la cour de la poste. La fusillade commence. Les soldats du 3e régiment jettent leurs armes. Le Dauphin arrive, quelques soldats le regardent de travers. Son escorte crie : Vive le Dauphin ! Un homme me propose de le tuer par une fenêtre, il y a deux fusils dans la maison. Je l'en détourne avec force. Le Dauphin est sous notre fenêtre, il n'en bouge pas.

La retraite est ordonnée. Je m'avance sur le pont, je joins les Parisiens. J'apprends tous les événements, la régence, etc... Je me mets à la tête des Parisiens. Ils m'obéissent. Je passe le pont; une charge de lanciers sort de la porte de la Glacière du parc Saint-Cloud.

Ils arrivent sur nous, tuent un de mes voisins; un lancier près de nous reçoit une balle dans la mâchoire. Je vois tirer sur le duc d'Esclignac, le colonel. Il est blessé à la cheville.

Les lanciers se retirent. Je pars pour Paris à 2 heures et demie. J'arrive au Palais Royal. Le duc d'Orléans m'embrasse.

Je vais à l'Hôtel de Ville où on m'appelle *foutre orléa-*

niste. Je menace de tuer le premier qui me dira cela à titre d'injure.

Je vais m'habiller. Le duc d'Orléans part avec les députés, pour l'Hôtel de Ville. Il passe à cheval, en uniforme d'officier général, et est entouré de 100.000 hommes armés de toutes sortes d'armes; le moindre coup peut le faire périr. J'arrive à sa suite à l'Hôtel de Ville, où une scène des plus extraordinaires nous attendait.

La foule était tellement entassée qu'on ne parvenait pas à se faire jour. Le duc d'Orléans marchait en tête, entouré de gens qui criaient : Gare ! Son cheval était souvent porté par les gens du peuple qui le soulevaient pour lui faire passer les barricades, et les trous que l'enlèvement des pavés avait formés. La pauvre Clio (nom de la jument de Monseigneur) se laissait porter comme un agneau, sans donner un seul coup de pied. Derrière le duc d'Orléans, marchait à cheval, en uniforme, le général Gérard, Berthois suivait en uniforme, à cheval aussi.

Moi j'étais sur Pompée, bonne bête grise, mais séparée des autres, parce que jamais je ne pus me faire jour à travers la foule. M. Laffitte, en chaise à porteur, suivait le Prince. Le Président de la Chambre suivait aussi avec au moins cent députés.

A l'Hôtel de Ville, le Prince fut reçut par le général de Lafayette, le préfet provisoire Alex. de la Borde et la Commission provisoire. Les acclamations du peuple étaient nourries et vibrantes : Vive le duc d'Orléans ! Vive la Liberté ! Vive la Charte !

Les visages étaient ravis; des hommes et des femmes du peuple criaient et applaudissaient de joie en envoyant des baisers au Prince :

« Il ne nous a pas trahis, pas abandonnés, celui-là ! ! ! »

Le Prince monta à la salle des colonnes à l'Hôtel de Ville, dans laquelle se trouvaient les jeunes gens qui m'avaient menacé.

J'étais inquiet, mais les cris du peuple me rassuraient. En effet, malgré leur fureur républicaine, ils restaient calmes.

Dans l'Hôtel de Ville, M. Viennet, député, fit la lecture d'une espèce de déclaration dans laquelle on demandait

l'élection plus large, la nomination des gradés de la garde nationale par leurs soldats. — Quelques-unes des idées du Père Lafayette — (Il est un peu vieux, et surtout incapable d'une pensée gouvernementale, il a fui cette lecture et rentre après). Le Prince se présenta au balcon de la grande salle, tenant par la main le général Lafayette. Les cris et les acclamations deviennent alors frénétiques, et jamais prince n'a été salué par un peuple en armes avec une pareille joie. C'était l'arc-en-ciel après l'orage.

Cette arrivée du duc d'Orléans à l'Hôtel de Ville a surpris Lafayette et les amis de la République. Il a fait bonne contenance et s'est montré bon citoyen. Ce moment a décidé du sort de la patrie.

Le retour du Prince a été aussi beau que son arrivée; seulement le burlesque s'est joint à la grandeur, car, devant Berthois et moi qui marchions en tête, il y avait un homme du bas peuple presque nu, armé d'une hallebarde provenant d'un suisse d'appartement des Tuileries, qui sautait et dansait en faisant le moulinet avec sa hallebarde et qui faisait faire place à force de gesticulations assez effrayantes. Il nous a accompagnés jusqu'au Palais Royal. Nous y sommes revenus par la rue du Coq, où une barricade avait été détruite pour laisser passer le cortège. Les gens du peuple entouraient le duc d'Orléans d'une barrière de fusils chargés, tenus horizontalement et criant : « Prenons garde aux Jésuites. » Cris absurdes et ridicules.

Nous arrivâmes sains et saufs au Palais, où le Prince put s'estimer heureux d'être de retour, sans qu'aucun accident soit venu attrister la joie populaire. Jamais démarche plus hardie et plus décisive n'a été faite par un prince.

Cette opinion de son courage, de son aplomb et de sa confiance dans le peuple assure l'avenir du pays.

CHAPITRE XIII

LE DUC D'ORLÉANS REÇOIT DES DÉPUTATIONS. — CHARLES X EST A RAMBOUILLET. — LE PALAIS ROYAL EN EFFERVESCENCE. — LE PEUPLE SOULEVÉ MARCHE CONTRE LE ROI; IL EST CONDUIT PAR LE GÉNÉRAL JACQUEMINOT. — CHARLES X EN FUITE. — INJUSTE ACCUSATION CONTRE LE DUC D'ORLÉANS : IL N'A JAMAIS CONSPIRÉ. — LES UTOPIES DU GÉNÉRAL LAFAYETTE. — LES RÉDACTEURS DU *Journal des Débats.*

1er août 1830.

Les événements marchent, la population se rassure. On commence déjà à voir quelques uniformes de la garde nationale. On excite par tous les moyens la formation des légions, c'est en elles qu'on met le salut du pays. Nous avons une garde de la troupe de ligne au Palais Royal. Elle est inutile, car les uniformes de l'armée sont tellement en discrédit, que personne ne veut en porter de peur d'être désavoué.

Le Prince vient de recevoir des députations nombreuses. Il y a beaucoup d'allées et venues du parti républicain, mais nous allons parer le coup, car je viens de voir nombre d'anciens militaires qui me promettent de se joindre à nous, pour détruire toute tentative de république. Le duc d'Orléans attend que la Chambre prenne un parti, et il a le titre de Lieutenant général du royaume. Le Palais Royal ne désemplit pas de monde. Il y a bien quelques figures mauvaises, mais pourtant la grande masse a l'air heureux et satisfait. Charles X est à Rambouillet, il a envoyé des émissaires dans Paris. M. de Foissac et de La Tour, général de la garde, sont venus. M. Henri de la Rochejacquelein aussi; ils ont déjeuné avec nous chez Monseigneur. Ils

demandent que la garde royale soit bien traitée et ils ont évidemment pour consigne d'observer ce qui se passe. Ils pourront dire à leur chef que le peuple s'est tellement prononcé contre Rambouillet que la Famille Royale serait massacrée si elle revenait à Paris. Il y a de la rage contre elle, sans trop de raison pour cela; mais c'est un fait que je constate sans autre pensée.

Le duc d'Orléans est entouré de tous ses enfants. Ce spectacle attire les acclamations de personnes rassemblées dans la cour du Palais Royal, qui l'appellent à chaque instant.

Je viens de faire une ronde; personne n'est à son poste, les gardes nationaux de la barrière des Bonshommes sont allés se coucher et le poste n'a pas même un factionnaire. Heureusement pour Paris que la démoralisation règne à Rambouillet, car avec deux cents hommes on donnerait dans Paris une terreur épouvantable.

Il faut dire avec les musulmans : Dieu est grand !

Le 2 août.

La Chambre est réunie, elle refait la Charte. Plusieurs députés sont de vrais niais en politique. Ils étendent les libertés lorsque la guerre nous menace au dehors, car il est difficile de croire que les souverains étrangers avaleront notre révolution comme une pilule, car ils doivent en craindre les suites.

Je viens de faire venir au Palais, pour le garder, une troupe d'ouvriers commandés par deux frères : MM. de Vernon. Je trouve qu'ils ont l'air de chefs de brigands; leurs gens sont en haillons. Ils étaient à la Bourse pendant le combat des trois jours. Ils s'en sont emparés. Je les ai demandés à Carbonel, aide de camp du général Lafayette, dans une visite que je lui ai faite ce matin.

Avec des ouvriers mal armés et qui effraient par leur tournure passablement horrible, je vais faire une police plus sévère qu'avec les meilleurs soldats du monde. Ce sont les vainqueurs du jour !

J'ai fait arrêter un misérable qui voulait proclamer la République. Mes chers ouvriers lui ont donné une raclée

de coups de poing conditionnée. S'il avait fait résistance, ils l'auraient mis en pièces sans pitié.

Dans la cour du Palais Royal, on chante la *Marseillaise*, les jeunes gens des écoles tiennent des propos violents. C'est le quatrième acte de Mazaniello ! Si on m'en croit, on ne laissera pas grandir cette opposition, mais le général Lafayette est le protecteur de ces factieux, et comme ce sont tous ses amis des conspirations passées, nous sommes obligés de tolérer des cris qui m'agacent furieusement.

Le baron de Rothschild est venu offrir au Prince 60 millions s'il les désire sur sa simple signature. C'est sage de sa part, ils lui rapporteront cinq pour cent.

Le 5 août.

Hier nous avons eu des péroreurs dans la cour du Palais. Un jeune homme parlait avec une rage incroyable contre la Royauté, lorsque des ouvriers armés qui gardaient le Palais Royal s'en sont approchés et l'ont tiré par la jambe. L'orateur est tombé du haut de sa borne sur le pavé ; il s'est à peu près brisé le crâne. Je l'ai fait enlever et porter à l'hôpital où il est mort en arrivant.

Personne que moi ne s'est ému de l'accident, j'ai entendu dire en riant dans les groupes : « Encore un bavard de moins ! » Ces orateurs populaires sont des jeunes gens à théories incompatibles avec nos mœurs. Le peuple est quelquefois influencé par eux, mais les honnêtes gens en gémissent.

Hier à quatre heures, est entré chez moi un jeune homme, élève de l'École polytechnique. Il est venu m'annoncer qu'il allait battre la générale et faire marcher le peuple contre Charles X à Rambouillet. Je lui ai dit qu'il n'arriverait jamais à soulever personne si le Gouvernement ne lui donnait aide et des ordres. Il est parti comme un fou. Il est allé battre la générale. Une masse énorme d'individus de tout âge se sont mis en mouvement comme des guêpes qui s'agitent. Le mouvement s'est propagé, ils se sont mis en marche, prenant toutes les voitures, les omnibus, les charrettes, les tapissières, les fiacres, et, au nombre de plusieurs mille, ils se sont mis en route pour aller attaquer la

garde à Rambouillet. Le général Pajol et le général Jacqueminot sont allés les commander. Il n'y a pas vingt hommes à cheval, et jamais armée plus mal organisée, plus cohue, plus en désordre, ne s'est mise en marche. Les paysans sur la route se joignaient à elle, mais, mon Dieu ! quelle curieuse chose ce serait, s'il n'était pas effrayant de voir de pareils hommes courir au-devant d'une mort certaine si la garde veut sabrer.

Ils n'ont que deux pièces de canon. Avec deux escadrons de la plus mauvaise cavalerie contre eux, il ne viendrait pas un homme pour porter la nouvelle de la défaite. Jacqueminot m'a dit aux Champs-Élysées qu'il s'attend à tout et que, malgré les cris de la *Marseillaise* qu'ils poussent en chœur, ils foutront le camp à la première volée de mitraille !

Les élèves de l'École polytechnique sont venus demander des armes. Je n'avais que quelques paires de pistolets que je leur ai abandonnés. Ils m'ont tenu quelques absurdes propos ; ils sont, au moins quelques-uns, légèrement timbrés. On assure que la garde royale est au nombre de 12 à 13.000 à Rambouillet, et qu'ils ont toute l'artillerie moins les deux pièces qui sont venues de Sèvres.

Il est deux heures ; je ne puis trouver le sommeil, car je suis inquiet de la Famille Royale à Rambouillet.

Dieu veillera !

Le 6 août.

Une opposition se forme. A sa tête est un des hommes les plus lâches de la Chambre, Cormenin. C'est un vil serpent, écrivain caustique, il agit en dessous. Il s'était caché dans une cave pendant les combats. Aujourd'hui il proteste contre, demain il se fera démagogue s'il voit tourner le vent dans ce sens.

Il a trahi la Restauration qui l'a comblé, il la sert aujourd'hui et demain il portera le bonnet rouge et se barbouillera de sang, si la guillotine revient à la mode. La Chambre renferme de grands ambitieux, mais la masse est honnête et bonne.

Le duc d'Orléans va être fait roi demain ; cette couronne sera lourde à porter ; mais Dieu lui a donné une âme noble

et dévouée et un courage à toute épreuve. Il a dit à M. Dupin qui lui faisait les beaux éloges de sa future Royauté :

« Mon cher Dupin, ne vous faites pas illusion, ne me félicitez pas autant. Je sais que cette couronne est d'épines dont chaque pointe pénétrera dans ma tête, et je ne la prendrais pas s'il ne fallait pas sauver le pays de l'anarchie qui le menace. »

Dupin ne peut pas comprendre tant de noblesse de cœur.

Les nouvelles de Rambouillet sont curieuses.

La déroute est dans la cour de Charles X. C'est à qui sera le plus découragé. Les soldats attendent les ordres l'arme au bras. L'armée n'a jamais manqué aux Princes décidés, elle abandonne les timorés. On ne se battra pas et tout finira par le départ de Charles X.

Le commissaire du gouvernement, le général Lobau, le général Maison, et Odilon Barrot, avocat, ont été reçus et tout va finir par des arrangements. C'est au moins l'opinion du Prince, qui les connaît bien et qui les juge d'après tout ce qu'il sait d'eux.

Le 10 août.

Charles X est parti avec les gardes du corps. Voici ce qu'on m'a raconté : « Dès qu'il apprit la marche des Parisiens, il demanda au maréchal Maison. — Quelle est votre opinion sur ce qui arrive à Paris? Quel nombre croyez-vous qui soit lancé jusqu'ici? » Le maréchal répondit au hasard : « Au moins cent mille hommes. » Alors Charles X s'est décidé à partir. Il se rappelait le retour de Versailles ! Le fait est qu'il n'y a pas 15.000 hommes et en désordre. S'il était tiré cinquante coups de fusil par la Garde, ce serait fini de l'attaque.

C'est triste, car nous allons voir ces vainqueurs abuser peut-être de leurs faciles succès. Cette cohue est partie follement en équipages de toutes sortes ; avec deux escadrons de cavalerie lancés au galop, tout fuyait en déroute.

15 août 1830.

Je lisais ce matin à un ami les lettres que j'ai reçues du Roi, alors duc d'Orléans, en date des 6, 11 et 25 juillet dernier. Je les transcris ici pour montrer combien il y a des gens trompés ou de mauvaise foi, lorsqu'on entend dire que le duc d'Orléans conspirait pour favoriser la révolution de ces jours derniers qui s'est faite à Paris.

Avant de copier ces lettres, je ferai observer que, parmi les aides de camp du duc d'Orléans, Athalin est le plus ancien, ami et honoré de toute la confiance du Prince, depuis 1814. Je suis, moi, le deuxième aide de camp d'ancienneté, nommé en 1819 et dévoué au Prince corps et âme. M. d'Houdetot attaché au Prince depuis quatre années, est également fort apprécié. Enfin, M. de Berthois le plus récent. Le Prince le connaissait peu au mois de juillet, et certes, s'il eût été question de conspiration, ce n'est pas à M. de Derthois qu'il eût fait cette confidence, à l'exclusion des autres, surtout des deux premiers que le Duc aimait à avoir toujours auprès de lui et sur le courage et le dévouement desquels il savait pouvoir compter.

Cette prétendue conspiration est donc une absurdité, ou un commencement d'attaque, pour éloigner le parti légitimiste du Prince.

Au reste, voici ces lettres, curieuses par leurs dates. Elles sont des 6, 11 et 25 juillet 1830, écrites par conséquent au moment où la conspiration aurait dû avoir le plus d'énergie. On jugera, par le style, du degré d'agitation que ressentait le chef de la conspiration prétendue.

Paris, ce mardi 6 juillet 1830.

Je vous fais mon compliment bien sincère de ce que vous n'êtes pas élu et je viens d'en faire autant à Athalin qui est dans le même cas, avec cette différence pourtant que les élections du grand collège de Colmar sont en sens inverse de celles d'Amiens. J'espère qu'Athalin me reviendra bientôt, mais je lui mande de ne pas se presser. J'espère que, quand vous aurez rempli vos fonctions de grand

électeur, c'est-à-dire d'électeur du Grand Collège, vous ferez votre tournée pour moi, dans mes nouvelles possessions de Bretagne, pour lesquelles Oudard me dit qu'il vient de vous écrire quatre pages. Si vous voulez d'autres renseignements, vous me l'écrirez; je pense que vous viendrez me rejoindre.

Chartres y sera aussi; mais j'ai demandé hier et obtenu l'agrément du Roi pour qu'il aille, dans quelques jours, à Joigny faire une visite à son régiment et housarder un peu, ce qui est toujours bon pour former la jeunesse.

Au mois de septembre, nous irons à Randan. Le prince de Salerne est parti hier à minuit et aujourd'hui je vais m'établir à Neuilly, où je suis très pressé de ramener ma femme que le départ des siens a jetée dans la tristesse.

. . . .

Paris, 11 juillet 1830, dimanche.

C'est en attendant l'heure de partir pour le *Te Deum* auquel nous allons assister pour remercier le Tout-Puissant de la victoire d'Alger, que je vous écris pour vous dire d'abord que j'ai reçu votre lettre de Laval et que j'ai commandé qu'on vous expédie tout de suite un étui contenant les cartes de la Bretagne que vous me demandez. J'espère que vous ferez bonne besogne dans cette tournée et que vous ne vous presserez pas, quoique, pour me retrouver à Eu, vous n'aurez pas de temps à perdre, puisque je compte partir le 4 ou le 5 d'août et y passer le mois, pour revenir ici passer huit ou dix jours et m'en aller à Randan pour un autre mois, ce qui nous mènera probablement au mois d'octobre, le 15 environ. Vous savez que ma sœur est toujours pressée de partir pour Randan, mais qu'elle l'est peu de le quitter. Au reste, je partage ce désir pour avancer mes *Bucoliques,* auxquelles je me serais attelé de nouveau, dès aujourd'hui, sans le *Te Deum*. J'espère que ce sera pour demain. D'Houdetot vient de me dire qu'une affaire grave, dont la conclusion importait à son avenir, le poussait à me demander à ne pas aller à Eu, et j'y ai consenti bien vite, conjecturant ce dont il s'agit et d'autant plus que Berthois est déjà de retour et qu'Athalin

le sera à la fin du mois. Ainsi je ne vois pas que ceci doive vous empêcher d'aller en Bretagne ni rien changer à vos projets. S'il survenait du nouveau et que je crusse avoir besoin de vous, je vous le manderais. Berthois est enchanté de votre habitation de Laval.

Je reviens du *Te Deum* à 5 h. 3/4; je pars pour Neuilly et je vous embrasse de tout mon cœur.

Neuilly, 25 juillet 1830.

C'est au moment de partir pour Saint-Leu où mes princesses auront la satisfaction d'assister aux débuts du comte de Le Wenhilm dans le rôle de Tony que je vous remercie de la lettre que j'ai reçue de vous hier au sein du Conseil. J'ai soulagé M. Badouix que j'avais un peu serré en lui apprenant que son paquet était arrivé à Laval le 20 et que vous seriez à Nantes. Croyez-moi. Vive la chaleur! Vous vous en trouverez bien en route, *quoi qu'on en dise.*

Mais je vois que vous n'arriverez pas à Eu que tard. Au reste, nous serons aussi charmés d'y voir votre chère moitié, si cela vous plaît de l'y amener.

J'espère un peu entamer le mois de septembre à Eu, mais c'est chatouilleux pour ne pas arriver trop tard à Randan. Cela dépendra aussi du temps, car mon objet serait de prolonger un peu les bains de mer, car les enfants en ont un vrai besoin, Nemours surtout, qui, par suite d'un nouvel arrangement universitaire de la distribution des prix, remise au 30 août au lieu du 15, va se trouver retenu tout seul à Paris jusqu'au 18 en tête à tête avec Larnac.

Il caso e triste, mais sans remède. Cela dérange tous les papas et les mamans de Paris; je ne vois pas à qui cela peut convenir. Toutes nos santés sont bonnes. Voilà une lettre de Chartres pour vous, je crains qu'il ne danse un peu trop, mais cela va bien à Joigny. Atha n'est pas arrivé et ne vient qu'à la fin du mois, mais j'espère l'avoir pour Eu, ce que je présume que Berthois désire vivement, car il porte le collier depuis le départ d'Houdetot sur les ailes de l'amour, c'est-à-dire depuis quinze jours, et je vais le

mener à Dreuxenties avec Fontaine. Ce pauvre Jules est souffrant.

Je vous embrasse et il me tarde de savoir comment vous trouvez mes possessions bretonnes.

L.-P. d'O.

Après les événements de Juillet :

Le 16 août 1830.

Le roi Charles X a été rejoint à Rambouillet par toute sa famille. Il va partir à petites journées, escorté par les gardes du corps. La Normandie est un pays calme et tranquille, plus occupé de ses intérêts personnels que de passions politiques. Il y a bien quelque hostilité individuelle contre la malheureuse famille, mais les ordres ont été donnés et il ne se passera rien de triste que leur départ.

J'ai vu les lettres des commissaires, qui disent que le cortège passe sans émouvoir les populations, qui conservent un grand respect pour le malheur.

On m'a assuré que Mme la Dauphine a couru quelque danger, sur la route qu'elle a été obligée de faire pour regagner Saint-Cloud, venant de Vichy, où elle était à faire sa saison d'eau thermale.

Cette princesse est méconnue; elle est bonne, bienfaisante, noble et ferme : « C'est le seul homme de la famille », a dit Napoléon. Pour moi, j'ai pour elle une profonde vénération, un grand attachement; je n'aurais pas hésité à voler à son secours si cela eût été nécessaire (1).

La Famille Royale, pendant son voyage, était escortée

(1) La duchesse d'Angoulême revenait de Vichy où elle était allée prendre les eaux, lorsque étant au théâtre à Dijon, elle fut insultée par les spectateurs. Ceci lui fit comprendre qu'une révolution s'accomplissait à Paris. Elle partit en toute hâte avec Mme de Sainte-Maure et MM. de Faucigny-Lucinge et de Conflans. A Tonnerre, le sous-préfet, M. de Partouneaux, la reçut avec beaucoup d'égards, et M. Charlet, son secrétaire, l'y rejoignit, en lui annonçant le départ de Charles X. La Dauphine, résignée, quitta la préfecture par une porte dérobée à 10 heures du soir. Brave comme toujours, elle traversa des rues isolées, le faubourg Bourbereau, et arriva à la promenade de Paris, où une voiture devait l'attendre; mais, par suite

par les gardes du corps et les officiers de son service. Elle s'acheminait à petites journées vers Cherbourg, où elle s'embarquait sur un navire commandé par M. Dumont-d'Urville, qui a été, dit-on, très convenable, malgré ses opinions avancées, même républicaines. Les commissaires ont conduit Charles X jusqu'à son embarquement. L'ex-roi montra de la dignité jusqu'au bout.

Le fait est que cette révolution, qui menaçait de bouleverser le monde et de devenir du 93 de première force, a été maintenue et contenue par la fermeté du roi Louis-Philippe. Il a sauvé le pays de l'anarchie qui le menaçait et d'un désordre dont nul ne pouvait prévoir les conséquences.

Le 17.

Il y a des charlatans de toutes les sortes; de ce nombre sont les hommes politiques qui ont préconisé des remèdes pour guérir le pays. Ce bon général de Lafayette (1) est de ce nombre. Il a bien voulu me prendre en certaine affection. Hier, je fus envoyé chez lui; il est, comme on le sait, commandant supérieur de tous les gardes nationaux de France. J'avais une communication à lui faire de la part du Roi. Il était au lit (à 10 heures et demie). Il me fit asseoir après m'avoir baisé au front (comme une rosière); il me prit la main et me parla des ouvriers de Paris :

« Mon cher Rumigny, me dit-il,il faut que vous expliquiez au Roi le *seul moyen* d'avoir la paix et le repos de la France : c'est de comprendre dans la garde nationale tous les ouvriers sans exception. Il faut les avoir tous, et comme ils auront intérêt à la tranquillité, on pourra être assuré que toute révolution sera désormais impossible.

— Mais, mon général, repartis-je, cela est bien sur le papier afin de montrer aux étrangers quelle force on peut

d'un malentendu, l'équipage n'y était pas, et ce fut M. de Siraudin, lieutenant de gendarmerie, qui donna à la Princesse sa calèche et ses chevaux. Chose navrante ! Cette ville de Bourgogne avait préparé une fête pour recevoir la fille de Louis XVI, et elle devait s'en échapper la nuit comme une proscrite !

(1) Ceci a été écrit sous l'impression du moment, car, ailleurs, le général a stigmatisé Lafayette, en le traitant d'homme néfaste.

leur opposer en temps de guerre; mais armer les ouvriers, c'est amener l'émeute, le désordre, et enfin rénover 93 et ses mille horreurs. »

Le général Lafayette s'agitait beaucoup pendant mon petit speech : « Oh ! Oh ! s'écria-t-il, les ouvriers ne sont plus aujourd'hui des hommes d'émeutes; ce sont des hommes moraux, dont il faut exalter les bons instincts. Ils aiment la liberté et ils la comprennent bien. »

Cette causerie dura longtemps, et rien ne put faire revenir le général s'entêtant à cette absurdité d'armer le peuple, et le bas peuple surtout, pour faire de l'ordre. C'est toujours l'homme de 1792, il n'a pas fait un pas en avant ni en arrière. Sa maison est le rendez-vous de tous les clubistes, de tous les anciens conspirateurs, de tous les utopistes de la terre. Rien ne le désillusionnera et il mourra à la peine.

Sa manie d'embrasser tous ceux qu'on lui présente le rend d'un ridicule désolant ; les gardes nationaux l'appellent : le père biseur, et lorsqu'ils vont chez lui, ils font mille gorges chaudes sur ses baisers et ses discours, où la fraternité joue un grand rôle.

En un mot, le père Lafayette me paraît un véritable niais politique, quoiqu'il ait beaucoup l'esprit de conversation. Son élocution est très facile, il a le choix des expressions parfait. Il se tient chez lui des soirées où tout le monde peut se présenter; je n'y suis jamais allé, mais on m'assure qu'on y entend les propos les plus singuliers sur le roi, la royauté, et sur tout ce qu'il y a de respecté et de respectable en France. Ses affidés sont, hélas ! Cavaignac fils (Godefroy), Quinard, Joulier, que l'on dit son bâtard, Dupont de l'Eure, le comte de Thiom, qui s'annonce très républicain, et enfin tous ceux qui conspirent depuis 1820.

Les hommes qui viennent de surgir de la Révolution de Juillet sont : les députés de l'opposition constitutionnelle sous Charles X et sous Louis XVIII, parmi eux : Laffitte, Casimir Périer, Benjamin Constant, Odilon Barrot, Dupont de l'Eure, Guizot et les rédacteurs du *Journal des Débats;* enfin M. Thiers.

Laffitte, chez lequel toutes les réunions avaient lieu rue Laffitte, est un homme rempli d'un excessif amour-propre, parlant bien, très paresseux dans ses affaires qui sont dans

le plus grand désordre, à tel point qu'en 1826, M. Seguin, ayant conçu le projet d'acheter tout le bassin houiller de Saint-Étienne, Saint-Chamond et Rive-de-Gier, pour la somme de 3 millions de francs, l'affaire a manqué parce que son crédit était ébranlé, et lorsque nous vîmes Rothschild pour cette même affaire et parlant de Laffitte, il dit :

« Si Laffitte me demande 100.000 francs, je les lui donnerai, mais s'il veut m'emprunter 10.000 francs, je ne les lui prêterai pas. »

Sa paresse est telle que son associé, M. Bernière, voyant les affaires de la maison désespérées et ne pouvant obtenir que Laffitte s'en occupât, prit la résolution de s'empoisonner, et il mourut dans l'escalier de Rothschild.

Sa maison est encore en son nom, mais elle s'en va, et il est impossible qu'elle se soutienne longtemps, à moins d'un miracle ou d'un secours inattendu.

CHAPITRE XIV

LA MAISON DU DUC D'ORLÉANS. — ROYAUTÉ POPULAIRE. — VISITE NOCTURNE. — LE CALME DE LOUIS-PHILIPPE. — IL EST NOMMÉ ROI DES FRANÇAIS. — 1832, LE SERMENT DE FIDÉLITÉ EXIGÉ. — DE FIDÈLES VENDÉENS LE REFUSENT ET SONT MIS EN PRISON. — LE CHOLÉRA. — LEFRANC. — LE PRINCE DE JOINVILLE PASSE SON EXAMEN DE MARIN.

Le 20 août.

La maison du duc d'Orléans était composée de cinq aides de camp, elle vient d'être augmentée de deux, cela fait sept, plus deux officiers d'ordonnance. Le baron Fain va entrer comme secrétaire de cabinet aux mêmes titre et fonctions que sous l'Empire.

Ce sera une bonne acquisition pour le Roi, qui ne peut suffire à la besogne avec Houdard et les débris de l'administration du chevalier de Broral, homme de bien, mais trop vieux pour le travail nouveau. Les réceptions du Palais Royal sont énormes, il vient du monde de tous les partis. Ces réceptions sont naturellement un peu cohue, parce qu'après une révolution récente, on ne peut établir aucune règle, ni aucune mesure. Mille abus se glissent sans qu'on puisse les éviter.

Tous ont les mêmes prétentions, et, en France, l'amour-propre, même égratigné, se change en rage politique. Il faut donc beaucoup de ménagements dans un commencement de royauté populaire, et l'absence de tout uniforme de cour, ou de costume, rend la chose naturellement peu digne.

Les journalistes, qui regardent la révolution comme leur œuvre, se croient bien plus que les députés qui, eux, se croient les égaux des rois. C'est donc une curiosité que ces

réceptions en raison des différentes nuances de gens qui y affluent.

Il y aura plus tard un frein à mettre à ces entrées libres, mais en ce moment, l'inondation des députations de province se fait sur la plus grande échelle et toutes veulent obtenir l'admission chez le Roi avec un drapeau à rapporter en leur ville ou leur canton.

Jusqu'ici le Roi paye tous les frais sur l'apanage d'Orléans et sur le domaine privé, mais cela doit avoir un terme sous peine de ruine et d'impossibilité.

Quelques députations prononcent des discours violents, que le Roi est obligé de réprimer avec habileté, mais il y a des discoureurs qui voudraient une réaction sanglante contre les nobles et les prêtres, ces deux terribles adversaires au point de vue de leur haine et surtout de leur envie.

Ce qui frappe tous les yeux, c'est l'ancien parti bonapartiste venu en masse protester de son dévouement au Roi nouveau.

Casimir Delavigne, ce chantre si admirable des malheurs de notre grande armée, a composé un chant patriotique qui est dans toutes les bouches et dans toutes les voix. Il chante le drapeau tricolore, dont la réapparition a fait verser des larmes de plaisir, car il est pour nous un souvenir de gloire. Le drapeau blanc est certes glorieux, il a couvert bien de nobles actions et de grands faits d'armes, cependant, pour notre génération, le drapeau d'Austerlitz, de Wagram, de Friedland, est le drapeau national. En le voyant, nous oublions Leipsig et Waterloo, que l'Empereur aurait pu éviter, s'il avait eu autant de sagesse que de génie.

Pour le moment, il n'est plus question du parti légitimiste, dont le principe est respectable et respecté par moi; mais qui est impossible à l'heure présente.

Ma peur était, aux événements de Juillet, que le Prince ne refusât de se mettre à la tête de la nation. Je connaissais ses répugnances et sa loyauté. Tout eût été perdu et la France aurait succombé sous une nouvelle république sanglante et sous la conquête étrangère. Car la Sainte-Alliance vit encore et les Prussiens nous auraient écrasés comme en 1814. Elle connaît la faiblesse de l'isolement

et la force de l'union contre nous. 1814 et 1815 sont trop peu éloignés pour que la mémoire puisse être en défaut.

10 septembre.

Les conspirations recommencent et les réunions n'ont pas atteint leur but. Voici un fait curieux qui montre l'esprit de la jeunesse de nos écoles pervertie par quatorze à quinze années d'études absurdes, dirigées par des hommes bien coupables.

Notre éducation nationale est à refaire.

Le 4 août dernier, je fus réveillé à minuit par une visite inattendue, deux membres de la Société des Amis du Peuple demandaient à me parler.

Mon domestique, François Naudin, vint me dire :

« Général, deux hommes à figure sinistre demandent à vous parler.

— Je me lève, fais-les entrer. »

J'avais mis, par précaution, deux pistolets sur ma cheminée.

Ils entrent.

L'un, M. Degenne, aux cheveux longs et plats sur le front, les sourcils couvrant les yeux, la face pâle, la barbe longue; le second, maigre, le front bombé, l'air cadavéreux et sinistre.

« Général, me disent-ils, il faut que nous voyions le duc d'Orléans à l'instant. Il y va de sa vie et du repos de la France. La Société est à refaire et rien des anciennes choses ne doit subsister. Après une révolution comme la nôtre, tout est à renouveler. »

Ma surprise fut grande, je l'avoue, et l'apparition de ces deux membres d'une Société connue pour ses opinions farouches me parut digne d'attention. Me montrant sa chemise toute sale et ensanglantée, Degenne me dit encore : « Nous sommes des combattants, le sang nous a couverts et nous n'avons pas voulu changer de linge que tout ne soit terminé. » Après avoir parlé quelque temps avec ces exaltés, la pensée me vint de les conduire chez le Prince, qui, je le savais, par ses anciennes habitudes, ne

devait pas encore être endormi. Je le leur proposai; ils acceptèrent.

Nous passâmes par les corridors qui, de chez moi, rue Saint-Honoré, au coin de la rue de Richelieu, conduisent aux appartements royaux.

Arrivés près du cabinet de Son Altesse Royale, j'entrai afin de prévenir Monseigneur de cette étrange visite et du motif qui l'amenait.

Lhéritier, neveu du général de ce nom, et Degenne, les deux députés de la Société des Amis du Peuple, furent introduits par moi aussitôt.

Ils saluèrent profondément, puis Degenne prenant la parole d'une voix sépulcrale :

« Monseigneur, la Société est dissoute, rien de ce qui était ne doit plus exister et nous venons vous prévenir que le peuple veut que tout soit renouvelé. »

A ces mots le duc d'Orléans l'interrompit et lui dit :

« Monsieur, comment savez-vous l'opinion du peuple et comment vous intitulez-vous son organe? La Société, dites-vous, est dissoute. La Société a éprouvé un ébranlement, une secousse, mais elle existe, et ce n'est pas quelques rêves de votre imagination qui peuvent la changer en un clin d'œil.

— Vous êtes de braves jeunes gens, séduits par quelque théorie dont vous vous nourrissez depuis longtemps; mais je ne vois pas en vous des envoyés du peuple. »

Cette sortie vive et juste déconcerta un peu les deux envoyés. Ils voulurent reprendre la discussion, que Son Altesse Royale soutint en les traitant comme des têtes fêlées et malades.

Ils se retirèrent un peu abasourdis de ce qui s'était passé. L'un d'eux — Degenne, je crois — m'avoua que le duc d'Orléans était plus fort et plus habile qu'eux.

L'autre, Lhéritier, conspirateur-né, plus faux, prononça quelques mots lugubres en s'en allant. Probablement ils allèrent rendre compte à leur société de l'inutilité de leurs efforts. Degenne vint me revoir et se dévoua au Roi. Lhéritier conspire et conspirera longtemps, il m'a paru être le plus absurde des théoriciens démagogues.

Le 11.

Les ministres se réunissent souvent et Laffitte est devenu l'homme le plus indécis qui existe, il ne sait ce qu'il veut ni ce qu'il peut, son affaire est tout entière, je crois, dans son amour de la popularité où il fait concurrence au général Lafayette et à Dupont de l'Eure, le plus comique comme le plus sot des ministres présents, passés et futurs. Ce dernier est un grognard mécontent de tout et même du gouvernement dont il fait partie. Quand on lui parle, il répond comme un homme qui rêve; il remplit les places de gens incapables, tous ses amis de conspiration et de club.

La soif des places dévore toute la meute des anciens mécontents. Il leur faut des places, des honneurs, une nouvelle décoration, de l'argent, et ils ne veulent plus ni contributions, ni octrois. Ils pensent apparemment que l'or tombe de la lune, mais il leur en faut, ou sinon...

Heureusement que la majorité des Chambres est bonne et sage.

Beaucoup de députés parmi les 221 voulaient donner au Roi une leçon, mais les leçons aux rois coûtent cher aux peuples. Celle-ci a dépassé les pensées des donneurs de leçons. Puisse au moins cette expérience éclairer le gouvernement et les peuples! c'est peu admissible pourtant, car depuis 1789, année de ma naissance, les expériences et les leçons se succèdent, sans fruit pour personne.

Chaque nouvelle révolution augmente la dette, et un gouvernement est à peine en place que ceux qui veulent le renverser (à leur profit bien entendu) augmentent en nombre et se remuent comme des couleuvres dans les fourrés.

Le roi Louis-Philippe est installé comme roi. Il ne s'en souciera pas, mais s'il ne se fût pas décidé à accepter la couronne, l'anarchie allait dévorer la France et le sang des nobles et des prêtres coulerait à flots en ce moment, car j'entends de terribles choses sur cet article.

Ici se place encore une lacune dans le manuscrit du général, des pages en ont été arrachées et nous arrivons au moment où la fin tragique du prince de Condé vient de jeter une vive émotion dans l'opinion publique.

Nous avons été abasourdis par la mort étrange du prince de Condé. On n'a pas idée des racontars, des suppositions qui ont couru à ce triste sujet. La Reine ne peut s'en remettre, elle a bien pleuré et encore plus prié pour son vieil oncle qui — à plus de soixante-quatorze ans — achevait ses jours pendu par le cou à une espagnolette basse, tandis que ses genoux pliés touchaient terre.

On n'a pas idée des insignes méchancetés débitées contre le Roi et les siens : « Ah ! s'est écriée la Reine, comme je voudrais qu'il n'ait jamais eu l'idée de donner ses biens à mon fils ! »

Le duc de Bourbon était circonvenu, entouré par un cercle de familiers hostiles à notre cause. Ils le poussaient à refaire son testament en faveur du duc de Bordeaux qui, maintenant exilé, semblait être moins bien placé sur le chemin de la fortune que le fils du Roi régnant. Le duc de Bourbon, premier prince du sang, depuis l'avènement de Louis-Philippe, n'avait pas la moindre intention de fuir à l'étranger, ainsi qu'on se plaît à le dire, il a fallu un concours de circonstances vraiment extraordinaire pour amener une catastrophe qui restera, je le crois, au nombre des mystères de l'histoire.

Nos ennemis — et nous en avons ! — ne savent non plus qu'inventer. Ce sont les « Ultras », les « Carlistes », qui font afficher des horreurs autour du Palais Royal et crier d'abominables chansons sous nos fenêtres. On nous reproche d'être les amis du peuple, de donner la main aux ouvriers ; on appelle effort de popularité ce qui n'est qu'un effet naturel de la bonté du cœur et de la pensée chrétienne, ainsi que parle notre vénérée Reine ! On ne saurait avoir une idée de ce qu'elle souffre en ce moment.

Toute la délicatesse de sa conscience est en révolte. Elle qui donnerait tout ce qu'elle possède pour soulager les infortunes, elle qui a élevé ses enfants dans les plus purs sentiments de l'honneur ! Voir accuser les siens de cet indigne complot contre le dernier Condé, c'est par trop cruel (1) !

(1) Le général de Rumigny montre une grande indignation au sujet des bruits injurieux qui couraient à propos de la mort du prince

Le 6 juin 1832. Angers.

Le choléra cause de grands ravages. J'ai obtenu un congé pour aller à Laval, où ma femme est venue se remettre

de Condé (ou duc de Bourbon). Comme beaucoup de versions ont été répandues, nous allons donner la plus acceptable. Bourbon avait pour le duc d'Orléans et toute sa famille une sincère amitié. Il avait même, bien que tiède catholique, une vénération extrême pour le beau caractère de la reine Marie-Amélie. Il admirait sa vertu. Parrain du petit duc d'Aumale, l'enfant lui plaisait extrêmement et en chaque occasion il le caressait avec bienveillance.

On a prétendu que Mme la duchesse d'Orléans avait admis chez elle Mme de Feuchère dans le but d'employer le crédit très grand de celle-ci auprès du prince de Condé en faveur de son jeune filleul et de lui faire faire un testament pour celui-ci. Le motif est bien plus noble. On connaît la grande piété de la reine Marie-Amélie. Or, elle n'eût pas considéré comme chrétien de repousser une personne à laquelle l'exemple et de bonnes paroles pouvaient faire du bien; elle ne voulait pas non plus froisser un vieillard sur qui une influence religieuse semblait venir à propos. De même que Mme du Cayla avait, dans des circonstances analogues, comme on peut le voir au cours de ces souvenirs, obtenu du roi Louis XVIII qu'il acceptât les derniers Sacrements (et en cela elle était d'accord avec Mme la duchesse d'Angoulême), de même on pouvait espérer un retour vers Dieu chez les deux coupables d'une même faute. Il serait injuste et odieux de jeter le blâme sur la pieuse Reine dont toute la vie proteste contre une idée d'intrigue et de fausseté. Voici comment les choses se sont passées lors de la nuit tragique à Saint-Leu. Nous le tenons de source directe, de Mme Etchévery, née de Préjean, fille de M. de Préjean, écuyer du prince de Condé. La jeune fille avait environ douze ans, lorsqu'en s'éveillant le matin elle fut surprise par la rumeur de ce qui se passait au château. Au milieu de l'affolement général elle reçut une impression qui ne s'effaça jamais et dont elle garda une absolue conviction de sincérité. La baronne de Feuchère était, on le sait, très violente; elle frappait brutalement son vieil ami. Une fois même, le valet de chambre de celui-ci, le fidèle Manoury, voyant une marque de coup sur le visage de son maître, lui demanda où il s'était cogné. « Je ne me suis pas cogné, répondit le Duc, c'est encore cette méch... » et il regarda vers l'appartement de l'Anglaise sans achever sa phrase. Donc, au cours d'une querelle plus violente que les autres, le Prince, heurté cruellement, tomba sous le choc et, pris d'une syncope ou d'une congestion, ne put se relever et expira en quelques instants. Épouvantée, Mme de Feuchère appela alors le domestique dont elle était sûre et qui lui était dévoué; avec son aide, elle imagina la maladroite mise en scène qui ne trompa personne.

d'une indisposition (1), et je dois rentrer à Paris en passant par Angers. La duchesse de Berri fait encore du bruit; elle agite ses partisans, qui sont en vérité aveugles ou insensés.

La première nouvelle que j'apprends en entrant en ville, par le faubourg Saint-Nicolas, est justement l'arrestation de mon vieil ami d'enfance, Jean d'Ablancourt, qu'on vient d'enfermer au château d'Angers pour refus de serment, avec d'autres entêtés (2). L'idée, inopportune mais persistante chez tous les souverains, est de se faire prêter serment par leurs sujets. Notre Roi n'y faillit pas, et voilà encore une cause de trouble.

Jean d'Ablancourt, qui s'est battu en Vendée depuis l'âge de quatorze ans, a riposté fièrement quand on a voulu lui faire jurer fidélité au roi Louis-Philippe : « Un serment ne se reprend pas, j'ai juré fidélité aux Bourbons. » Et il s'est laissé emprisonner au château malgré les pleurs de sa femme et de ses enfants, que j'ai vus dans la journée. C'est leur ruine. Ils vivaient de la position du chef de famille. Ils l'approuvent quand même.

Le choléra fait aussi des ravages ici, l'hôpital Saint-Jean est rempli de malades.

30 juin.

La Famille Royale est tout occupée du mariage de la princesse Louise. Le roi Léopold, après toutes ses hésitations, a fini par abandonner la Grèce et le voilà sur le trône de Belgique; c'est une autre affaire, notre souverain lui donne sa fille. Le mariage aura lieu en août; mon frère Hippolyte est en ambassade à Bruxelles, toujours chargé des ambassades de famille. La reine Amélie est triste, elle ne peut prendre son parti du départ de « son angélique Louise ». Je n'ai jamais vu ni dans le peuple, ni parmi les rois, une famille aussi tendrement unie que celle du roi Louis-Phi-

(1) La première comtesse de Rumigny était dame d'honneur de Mme Adélaïde. Elle fut victime du choléra à Laval et mourut peu après le passage du général.

(2) Le marquis de la Bretèche et le comte Théodore de Quatrebarbes.

lippe, ni d'êtres aussi beaux, aussi braves, aussi bien doués au physique et au moral, que ces superbes jeunes gens.

Une longue lacune se présente ici dans les Mémoires du général de Rumigny. Peut-être un cahier est-il perdu, peut-être a-t-il négligé son journal.

8 décembre 1832.

Extrait de ma conversation avec Lefèvre-Leblanc.

Le mouvement de Lyon était combiné par le parti républicain avec des mouvements pareils à Strasbourg et Metz. Ce sont les deux points que le Comité de Paris doit essayer de mettre en mouvement, car à Paris, ce ne sera que secondaire.

Ces deux places fortes tombées dans les mains du parti seront le point d'appui d'un mouvement général et tout Paris sera mis en action : « Nous sommes, dit-il, sur un volcan, et chaque occasion sera saisie par eux pour renverser et détruire tout l'ordre social actuel.

Selon lui, M. de Lafayette est un vieux sot qui n'a aucune décision. On le méprise dans la réunion des républicains. Quand j'ai dit qu'il fallait au moins du respect à son âge, il m'a répondu : « Cela m'importe peu. »

Il m'avertit qu'à la police on les instruit de tout ce qui peut leur être nuisible.

On leur a désigné un certain nombre de maisons où on prétend qu'il y a des dépôts de cartouches et d'armes pour s'en servir contre eux. Ces maisons désignées, en cours de troubles, doivent être attaquées dès le début d'une émeute.

La mienne est du nombre ; mais ils savent que je la défendrais à coups de fusil et de pistolet, et cela les inquiète ; il m'a prévenu que j'éviterai le pillage en ôtant insensiblement mes armes, car, dit-il, plusieurs de ses camarades sont touchés de ma bonté pour les malheureux et de mon abord facile.

Lefèvre est dans le parti républicain jusqu'au cou. Il a été arrêté deux fois. Il est dans la misère par suite d'entreprises manquées. Il doit 70.000 francs. Il s'est compromis pour beaucoup de gens de son parti, qui lui doivent beau-

coup d'argent qu'ils ne lui payent pas. Il a plusieurs prises de corps contre lui. Bertide et Thomas le poursuivent après avoir été ses complices, c'est honteux. Mais c'est le vrai symbole des mœurs des hommes de désordre (1).

AIDES DE CAMP
DU ROI — Palais de Saint-Cloud, 22 août 1834.

M. Guérard, professeur de mathématiques du prince de Joinville, nous a raconté ce soir les détails suivants sur les épreuves subies par le jeune prince à Brest.

L'un des deux professeurs inspecteurs de Brest nommés examinateurs du Prince est un homme du mouvement. Il vint trouver Guérard la veille de l'examen et lui dit : « Probablement il ne faudra pas pousser les examens de votre élève très à fond...

— Au contraire, Monsieur, lui dit Guérard, je vous prie, au nom du Roi, de le pousser à fond et de l'interroger avec la dernière sévérité. »

Le jour venu, Guérard était sur les épines; le pauvre Joinville était ému, il disait que tout le monde allait avoir les yeux sur lui, mais qu'il croyait être sûr de bien savoir.

Dans la salle des examens étaient réunis tous les capitaines de vaisseau, un certain nombre d'élèves de marine, quelques marins gradés et enfin douze maîtres d'équipage.

L'examen commença par le binôme de Newton que le Prince, d'abord un peu émotionné, déroula admirablement. Encouragé par le premier succès, il se remit assez vite.

La deuxième question était le calcul de la pile de boulets carrée.

La troisième, la triangulaire. Enfin, toutes les questions furent résolues avec une assurance, une volubilité, un choix d'expressions qui étonna les examinateurs et les assistants.

Les applaudissements de tous témoignèrent de la joie générale de l'assemblée.

En sortant, un maître d'équipage s'écria bien haut :

(1) Mme la duchesse d'Angoulême, dont la charité était inépuisable, payait souvent la libération des prisonniers pour dettes.

« Ah ! le petit N. de D... ! comme il vous décroche les formules ! »

Le lendemain, vint l'examen de navigation.

Le Prince répondit en présence de ces juges si compétents avec une perfection rare, surtout dans cette question :

1° Le vaisseau étant à pleines voiles, il paraît un grain dans le Sud-Ouest, le vaisseau allant au Nord.

2° La tempête se déclare, quelle manœuvre exécuterez-vous?

Il répondit avec un aplomb qui électrisa l'auditoire. En sortant, les élèves demandèrent à l'amiral que le Prince montât au banc de quart, et prît le porte-voix.

Celui-ci y consentit, et le jeune homme, d'une voix ferme, commanda la manœuvre qui fut exécutée par les élèves avec une précision admirable. Il courut des bordées et revint au mouillage.

A chaque mouvement, il répétait avec aplomb le commandement pour faire parer aux manœuvres.

De tous les canots qui entouraient la corvette, partaient des applaudissements.

Enfin le succès a été complet, et le soir, les dames de Brest et les officiers offrirent au Prince des aiguillettes d'or, signe de son nouveau grade d'élève de première classe.

Près de Quimper, vingt bas Bretons en costume doré et vingt femmes en grand costume du pays se rendirent près de lui. Il se mit à dessiner à l'instant et fit le portrait de l'un d'eux, à la grande joie de tous les Bretons qui lui ont témoigné le plus vif plaisir à le voir.

Arrivé à Toulon le 17, il a appareillé tout de suite sur la frégate *La Sirène*.

Que Dieu le conduise et le conserve !

CHAPITRE XV

LE ROI LOUIS-PHILIPPE PARLE DE MÉHÉMET-ALI, IL RACONTE SES VOYAGES. — SUPERSTITION A PROPOS DES BALEINES. — LE SINGE DE GIBRALTAR. — L'ATTENTAT CONTRE LE ROI. — FIESCHI.

Palais de Saint-Cloud, 28 août 1834.

Le Roi vient de nous raconter les faits suivants à propos de Méhémet-Ali, à l'époque de son mariage en 1809 avec la princesse Amélie de Sicile, notre bonne et vertueuse Reine.

La mère de la Princesse lui disait : « Peut-être un jour retournerez-vous en France...

— Non, répondit le Roi, alors le duc d'Orléans, la France nous a oubliés et mes parents de la branche aînée n ont pas plus de chance que moi, et, quand ils y retourneraient, il n'est guère probable que je puisse les y suivre. Cependant, ajouta-t-il, comme s'il avait vu dans l'avenir, il arrivera à Napoléon des événements... Il est conquérant et guerrier, et, quel que soit le nombre de ses victoires, il finira comme Charles XII; *il trouvera tôt ou tard son Pultava.* C'est le sort de tous les conquérants. »

« Méhémet-Ali est dans le même cas, nous dit encore le Roi; il a étendu les bras trop loin, et dans ce moment il a sur lui le corps des Druses qu'il a voulu réduire en esclavage, ainsi que les peuples qu'il a conquis dans l'Yémen. Il s'étend trop, et comme tous les autres lui aussi *aura son Pultava.* C'est mon opinion fondée sur l'étude de l'histoire. Et Alexandre lui-même aurait eu le même sort s'il n'était pas mort si jeune. »

Ensuite on parla de l'Orient, du schah de Perse. Sa

Majesté nous raconta que Lord... (1), qui a été ambassadeur d'Angleterre à Ispahan, et que nous avons vu à son retour à Paris en 1823 ou 24 (j'ai oublié la date), ayant été dans une audience interrogé sur les revenus de l'Angleterre, dit au schah que la poste aux lettres rendait au Trésor 50.000 livres sterling. Le schah se fit expliquer ce que cela faisait en monnaie. Il réfléchit alors profondément sans ajouter une parole.

A quelques jours de là, il fit appeler de nouveau le Lord et lui dit : « Mon cher ambassadeur, vous vous êtes toujours montré mon ami; il s'agit maintenant de le prouver. Il me faut une poste, je veux une poste, allons, dépêchez-vous. Faites-moi une poste. »

Lord..., fort embarrassé, prit une tournure un peu indécise et, ne sachant comment éluder la question, lui dit : « Sire, pour faire une poste, il faut préalablement une chose.

— Laquelle? dit le Persan.

— Que Votre Majesté renonce au droit de couper des têtes à sa volonté, sans cela on n'aura pas confiance dans sa poste.

— Halte-là ! dit le schah, j'aime mieux mon droit que votre poste, car il me rend davantage ! »

Depuis, Lord... n'a plus entendu parler de la poste.

Le Roi nous a raconté hier soir cette curieuse anecdote. Nous étions les quatre officiers de service. Mesdames les duchesses d'Orléans et de Nemours étaient seules au salon.

Le sujet de la conversation était l'accroissement de la terre future et le changement des pôles.

Lors de son voyage en Laponie en 1795, il arriva au cap Nord, dont la mer ne gèle jamais malgré les hivers les plus rigoureux et les plus longs. Près de là se trouve une île sans végétation, élevée d'environ cinquante pieds au-dessus des plus hautes eaux, et criblée de trous creusés par une multitude de perroquets de mer, qui y vivent en paix et s'y multiplient en quantité énorme. Cette île,

(1) Le nom est en blanc dans le manuscrit.

longue d'une demi-lieue environ, est sortie du fond des eaux, et, sur le sommet le plus élevé, on trouve le squelette d'une énorme baleine, dont les os sont couverts d'une immense quantité de noms, entre autres, d'une foule de noms hollandais qui datent de l'an 1600 et même plus tôt. Évidemment, cette île était poussée de la mer sans doute par suite d'une éruption volcanique.

Le Roi ajouta : Dans mon voyage, j'ai bien observé la situation des côtes du continent nord de l'Europe. Les côtes Ouest de la Norwège sont à pic, tandis que la pente des montagnes du côté de l'Est s'allonge et s'étend en pente douce, insensible, de façon à finir par combler à la longue la mer Baltique. En effet, depuis cinquante ans, il est remarquable que le golfe de Bothnie se couvre d'atterrissements, qui gênent et interrompent même la navigation, ce qui finira par lier la Suède à la Russie.

Le Roi nous raconta encore quelle superstition les matelots norwégiens avaient à l'égard des baleines.

Il voulait s'approcher de quelques souffleurs qui étaient au large, mais les matelots refusèrent de l'y conduire, disant que, dans ce cas, les baleines mâles prenaient les canots pour des femelles et qu'elles les coulaient en montant dessus.

Mgr le duc d'Orléans a dit que les Écossais lui avaient expliqué la même chose et que, dans sa traversée d'Irlande en Écosse, il avait éprouvé le même refus des marins pour la même cause, et que les Écossais n'osaient jamais approcher les baleines avec de petits bâtiments, par la même crainte, et qu'il faut qu'il y ait réellement quelque chose de semblable.

Le Roi parla encore beaucoup de l'accroissement de la terre ferme et des découvertes géologiques qui prouvent que la Sibérie a vu végéter sur son sol les plantes des tropiques.

La conversation dériva sur Gibraltar. Le Roi dit qu'en 1811, il était sur un vaisseau anglais au mois de septembre. Le capitaine était un petit homme sec, enfoncé dans d'immenses bottes et avec une figure curieuse. La frégate courait sur Ceuta et, comme la mer est très profonde auprès du roc, elle arrivait droit sur l'écueil.

Les Napolitains qui accompagnaient le duc d'Orléans mouraient de peur et tremblaient que les batteries espagnoles de Ceuta ne fissent feu, à brûle-pourpoint, et ils tremblaient aussi d'aller se briser contre le mur effrayant de la colonne d'Hercule.

Un d'eux s'approcha du Prince et lui dit : « Pour Dieu, Monseigneur, avertissez donc le capitaine.

— On ne parle pas en ce moment », répondit sèchement le Duc.

Les Napolitains épouvantés faisaient leur prière. Pendant ce temps, le capitaine anglais, qui s'amusait de leur effroi, arriva tout contre le roc, et, au moment juste où le beaupré allait se briser, il commanda brusquement : « About ship ! »

Le vaisseau vira noblement au vent et recommença sa marche majestueuse pour doubler le détroit. Alors les Napolitains rassurés se mirent à parler avec une telle volubilité qu'on ne s'entendait plus sur le gaillard d'arrière.

Le Roi nous entretint longuement de Gibraltar et, entre autres particularités, il nous apprit que ce rocher était en Europe le seul asile des singes, et que leur nombre n'augmentait pas sensiblement, quoiqu'il y eût défense rigoureuse d'en tuer un seul. Ils se tiennent toujours sur le roc du côté opposé au vent, occupés à jeter des pierres à ceux qui les approchent.

On le voit, il est difficile de trouver un causeur plus charmant que Sa Majesté. Jamais elle ne parlait pour ne rien dire, et on peut conclure qu'aucun de ceux qui avaient le plaisir de l'entendre ne perdait son temps.

La reine Amélie, les jeunes Princes, avaient coutume de convenir de ceci, quand ils ignoraient une chose scientifique, un fait d'histoire : « On demandera au Roi », disaient-ils. Et jamais leur attente n'était trompée. Notre Souverain, en plus de sa rare intelligence, est servi par une prodigieuse mémoire.

28 juillet 1835.

Voilà ce qui s'est passé à la Revue :

Le Roi avait été averti par la police qu'un complot plus violent que les autres était ourdi contre lui. On ignorait

quel genre d'instrument de mort les conjurés avaient choisi.

Nous étions tous sur nos gardes, et il était convenu, entre les jeunes Princes et les aides de camp, qui devaient accompagner le Roi, que Sa Majesté serait entourée le plus possible afin de lui éviter les balles que les républicains pouvaient essayer de lui tirer, avec leurs pistolets et leurs fusils, s'ils en avaient de cachés.

Notre crainte était surtout qu'on ne tirât sur le Roi par les fenêtres garnies de jalousies. Chaque fenêtre fermée était l'objet de notre attention. La police, avertie du lieu choisi pour commettre l'attentat, redoutait surtout le boulevard du Temple, mais elle ignorait la maison qui avait pu être choisie.

Depuis la Porte Saint-Martin jusqu'à la Gaîté, toutes les maisons avaient été visitées, parce que le bruit vague d'une mine, pratiquée sous le boulevard pour faire sauter le cortège, avait couru.

La revue commença sous les plus heureux auspices; le peuple, sur le passage du souverain, donnait des marques de sincère affection. On remarquait bien, çà et là, sur le boulevard, quelques figures sinistres de républicains; mais la garde nationale était tellement animée que je crus le complot déjoué par son attitude.

Le Roi était arrivé devant la 8e légion, sur le boulevard, en face du jardin turc, lorsqu'une détonation effroyable et semblable à un feu de peloton très vif, mais mal exécuté, se fit entendre. Une pluie de projectiles vint frapper au milieu du cortège du Roi. Une balle atteignit le cou du cheval de Sa Majesté, un éclat de projectile vint heurter le bras gauche du Roi qui y porta la main droite.

Le prince de Joinville s'était glissé entre son père et la garde nationale. Son cheval reçut une balle dans la cuisse et continua sa course sans boiter. Le jeune Prince saisit la bride du cheval de son père et lui dit : « Père, êtes-vous blessé? — Non, répondit le Roi. » Le duc d'Orléans, qui était à la gauche du Roi, s'élança pour lui faire un rempart de son corps; il fut atteint d'un ricochet de chevrotine. Le duc de Nemours seul ne fut pas touché ainsi que son cheval. Le maréchal Mortier, frappé dans le pavillon de l'oreille gauche, tomba raide mort. Il leva les bras

en l'air sans proférer une seule parole avant de s'affaisser.

Le jeune capitaine Villate, fils du maréchal de camp de ce nom, tomba frappé de quatre balles; il expira sur-le-champ.

Le général la Chasse de Vérigny reçut dans le côté gauche de la tête un projectile composé d'un lingot, scié en trois parties rejointes par un fil de fer, qui s'ouvrit dans sa tête. Il fut horriblement blessé.

Le général Pelen a une balle au sommet de la tête; la blessure est légère.

Le général Beyniès, aide de camp du Roi, est atteint d'une balle qui lui perce le nez et lui touche légèrement la joue droite.

Le général Colbert est blessé légèrement d'une balle à la tête.

Le général Belni, du Génie, est percé à l'épaule par une balle; elle pénètre dans la poitrine et sort près de la partie droite de la colonne vertébrale. On désespère de le sauver.

Le lieutenant-colonel Rieusec, de la 8e légion, est frappé à mort par quatre balles. Huit gardes nationaux tombent morts ou blessés grièvement.

Vingt hommes, femmes ou enfants, sont gravement blessés.

Les corps sont transportés au jardin turc.

Le coup est parti d'une fenêtre du deuxième étage de la maison où est situé le café des Mille Colonnes.

Le groupe du Roi continue sa marche, après un instant d'émoi bien naturel. On criait au Roi : « Sire, prenez garde, n'avancez pas !

— Non, je continuerai, répondit Sa Majesté, qui ne put s'empêcher de s'écrier : « Pauvre bon Maréchal ! Quelle perte ! »

Moi et quelques autres, nous nous précipitâmes sur le boulevard, croyant que les insurgés assassins allaient au moins vendre chèrement leur vie.

Les gardes municipaux et les gardes nationaux s'étaient déjà élancés dans la maison et ils criaient par la fenêtre que c'était une machine infernale.

Décrire l'enthousiasme et la frénésie de la garde nationale en apprenant que le Roi avait échappé au danger

couru n'est pas possible. Chacun ne songeait plus qu'à le venger de l'insulte de ces misérables, et, si une voix s'était élevée pour courir sus aux journalistes et aux républicains, ils auraient éprouvé un sort funeste mais bien mérité.

Le Roi, calme au milieu de ce danger, continua paisiblement sa marche au milieu du délire de la garde nationale et de l'armée. Il arriva ainsi à la place Vendôme où une scène d'un autre genre l'attendait.

La Reine était aux Tuileries au moment de l'attentat; elle fut prévenue par le colonel Bayer que le Roi était hors de péril ainsi que ses fils. Par un miracle de la Providence, ils avaient échappé à la mort et même aux blessures. On lui dit que le duc de Trévise était mort et que plusieurs autres personnes étaient tuées ou blessées, mais sans détails.

La Reine, à ce récit, éprouva une telle émotion qu'elle se trouva mal en demandant à partir sur-le-champ. On la porta pour ainsi dire à sa voiture et elle arriva avec ses deux filles les princesses Marie et Clémentine, chez le Garde des Sceaux, place Vendôme, où elle apprit la suite des événements. J'arrivai en ce moment, pensant bien quelle devait être son angoisse, et je vis couler les larmes des yeux de notre adorable Reine, véritable don du ciel! Le Roi revint peu après, au milieu des cris d'amour de toute la population. Oui, le Roi est aimé du peuple et les acclamations de ce jour sont le baume de sa blessure, car une balle lui a frotté le front, n'y faisant qu'une ligne noire de la poudre qui l'a projetée. La contusion est insignifiante.

Le défilé a commencé immédiatement; on ne peut pas se faire une idée de l'enthousiasme populaire. Il faut l'avoir vu pour le croire.

La 8e légion défilait; elle s'arrêta devant le Roi en l'entourant et en lui jurant : A la vie, à la mort! avec des cris de fureur et de rage contre les assassins; c'est elle qui a été abîmée par les projectiles.

On a arrêté un des criminels; il se nomme Gérard (1). Sa

(1) Nom d'emprunt de Fieschi. On lui découvrit deux complices, Morey et l'épicier Pépin. Tous trois furent exécutés.

machine, faite trop légèrement, a blessé le misérable. Lorsque les premiers gardes nationaux sont arrivés devant la maison, ils n'ont pas pu ouvrir la porte de la chambre d'où les coups sont partis. Il a fallu enfoncer deux portes, et pendant ce temps les brigands sont descendus. Fieschi était seul dans la pièce d'où le feu est parti. Le commandant Bitfild, qui s'est élancé le premier dans la maison, a crié de l'escalier : C'est une machine infernale ! Il l'avait vue par le trou de la serrure avant qu'on enfonçât la porte.

Fieschi a été arrêté par un homme de la police qui suivait la rue basse, située derrière la maison. Il avait la figure couverte de sang, par suite de l'explosion de plusieurs canons de fusils chargés outre mesure.

Ce misérable est une espèce de bravo, qui a commis ce crime par fanfaronnade. Ceux qui l'y ont poussé sont plus coupables que lui.

J'ai échappé heureusement et par un grand hasard.

Je commande à la 2e brigade de la garnison de Paris, et lorsque le Roi eut dépassé mon poste, je suivis dans le groupe de l'état-major et je causai avec le duc de Trévise, me tenant à sa gauche. Nous parlions des événements et des avis donnés au Roi. Je lui disais que je venais de pousser mon cheval sur des jeunes gens à figure de Jacobins, qui m'avaient menacé en passant devant moi.

Nous arrivâmes ainsi en causant jusqu'à la rue du Faubourg-du-Temple, lorsqu'un chef de bataillon de la garde nationale m'appela pour me faire voir les figures atroces qui marchaient à la hauteur du Roi et des Princes. Je le quittai plein d'inquiétude pour rejoindre le groupe du Roi, lorsqu'on entendit la fusillade qui me parut être un feu à volonté tiré par les fenêtres. Je courus sur la maison, convaincu d'y attaquer une troupe de forcenés. Je vis rouler dans le groupe une foule de cavaliers au nombre desquels était le maréchal Mortier. A peine Fieschi était-il pris, qu'un jeune homme en casquette rouge menaça le Roi en le sifflant. J'étais sur le boulevard en dehors de la chaussée. Je lui lançai un coup de sabre bien dirigé qui l'atteignit au front. Il s'écroula, mais un groupe l'enleva et il fut soustrait à la police. Le Roi était entouré de ses

enfants. Tous leurs chevaux, sauf un, furent atteints. La Providence les a visiblement protégés !

Par une corde attachée à la fenêtre, un officier de la garde nationale, qui avait couru par la rue basse, descendit arrêter Fieschi, lorsqu'il allait s'échapper par une boutique. Il est blessé à la tête très grièvement.

Le Roi est retourné aux Tuileries au milieu des flots du peuple et des cris les plus délirants. A peine arrivés, le Roi, la Reine et leurs enfants sont repartis pour aller voir la maréchale de Trévise, qui est plongée dans la douleur. Cette visite, faite sans gardes ni escorte, produisit le plus grand effet sur le peuple.

Un complot devait éclater hier. Les conjurés étaient armés jusqu'aux dents, et, placés dans les allées du boulevard, ils devaient attendre la mort du Roi pour agir. J'ai été arrêté par un officier de la garde nationale qui m'a averti que des figures sinistres suivaient les pas du Roi.

Le corps du maréchal de Trévise a été ramené par les gardes nationaux à son hôtel de la Légion d'Honneur.

Les ordres sont donnés pour l'embaumer, ainsi que les victimes qui sont tombées autour du Roi. On leur fera de magnifiques obsèques. Notre Reine veut voir toutes les veuves de ces malheureux.

CHAPITRE XVI

AUX INVALIDES. — OBSÈQUES DES VICTIMES DE LA MACHINE INFERNALE. — LE GÉNÉRAL CORDOVA. — LE ROI DONNE UNE LEÇON A LAFAYETTE. — LOUIS-PHILIPPE AIME A RACONTER SES SOUVENIRS. — SOIRÉES CHARMANTES AUTOUR DE LA TABLE RONDE DE LA REINE. — LES SOCIÉTÉS SECRÈTES. — LA PRESSE.

Le 5 août.

Les obsèques ont eu lieu aujourd'hui. Je commandais toutes les troupes de ligne, le général Jacqueminot toute la garde nationale.

Depuis samedi, tous les corps ont été déposés dans l'église de Saint-Paul, rue Saint-Antoine. Tout Paris est allé visiter avec recueillement ces cadavres de concitoyens.

Le cercueil du maréchal dominait, dans le centre, d'une assez grande élévation. A sa droite était le général de la Chasse de Vérigny, à sa gauche le colonel Raffé, ensuite les gardes nationaux à droite et à gauche, et enfin le cercueil d'une jeune fille de quinze ans tombée morte dans les bras de son père.

Ce spectacle a ému le cœur des plus froids.

A 10 heures, le cortège s'est mis en marche dans l'ordre suivant : un détachement du 5e hussards, un bataillon du 46e, 10.000 gardes nationaux, au milieu desquels les corbillards se trouvaient, conduits dans l'ordre suivant :

Le corps de la jeune fille, entouré de ses compagnes vêtues de blanc, ceux des gardes nationaux et de l'Armée, et enfin celui du maréchal.

A pied, derrière les ministres, les pairs, les députés, les corps constitués, les députations, enfin quatre cents ou-

vriers de M. de Rieusec, regretté de tous ceux qui l'ont connu. L'armée suivait la garde nationale.

Arrivés aux Invalides, les corps ont été portés dans la cour de Napoléon, dont la statue colossale orne le portail de l'église.

Le Roi s'était rendu de son côté aux Invalides avec toute sa famille.

Dès que les corps furent déposés dans la cour, le Roi, entouré des ministres et de ses officiers, vint pour les recevoir.

En arrivant, Leurs Majestés et tous les assistants éprouvèrent la plus vive émotion en voyant quatorze victimes immolées par le plus lâche attentat. Le Roi prit le goupillon des mains du curé, se pencha sur le cercueil du maréchal et lui dit : « Adieu, mon vieil ami, adieu ! » Les larmes l'empêchèrent d'en dire davantage; il continua la lugubre cérémonie; mais, arrivé au cercueil de la jeune fille, lui, père de trois filles presque du même âge, ne put supporter une telle émotion. Il chancela, puis se remit par un effort de volonté et s'avança à pas lents jusqu'à la porte de l'église.

Nous sanglotions autour de lui, et les invalides pleuraient tous.

Lorsque le Roi fut à sa place dans l'église, sous le dôme, une musique funèbre exécutée par les élèves du Conservatoire se fit entendre pendant la venue des cercueils. Quelques uns, en plomb, étaient si lourds que les porteurs durent s'arrêter devant la Reine et ses filles. Elles étaient dans un état difficile à décrire.

Enfin, l'archevêque officia pontificalement, et l'oraison funèbre, dont je n'ai pas entendu une parole, fut prononcée par l'abbé Landrieux.

Après le service, qui fut très long, le Roi vint passer en revue la garde nationale et les troupes qui étaient massées dans les carrés des Invalides. La réception faite au Roi tient du délire. Cette revue improvisée a montré l'ardeur du pays en l'honneur de son Roi et sa réprobation envers les criminels.

20 août.

Fieschi (qui s'était appelé Gérard) n'a rien dissimulé de son crime dans les interrogatoires. Il dit comment il a été frappé, et il ajoute que, sans sa blessure, on ne l'aurait pas fait prisonnier, parce qu'il était porteur d'un fléau avec lequel il défiait vingt hommes.

Sa maîtresse a fait connaître Pépin; et Pépin va être arrêté, s'il ne l'est déjà. Ce Pépin était capitaine dans la 8e légion; il a été mis en jugement et acquitté par les conseils de guerre au mois de juin : il était accusé d'avoir tiré sur la police et il en est convenu après.

25 août.

Pépin s'est évadé des mains de la justice. Voici comment : Le Président de la Chambre de Paris l'a fait sortir de la prison pour faire une perquisition chez lui en sa présence. Le commissaire de police, après avoir obtenu une commission rogatoire de M. Le Gonidec, juge d'instruction, est allé à la maison de Pépin avec seulement deux agents de police. On a procédé à la vidange des fosses d'aisance. Pendant ce temps, Pépin et ses gardiens étaient dans une cour voisine. L'opération commencée à onze heures du soir durait encore à trois heures du matin. Le commissaire de police du quartier Saint-Antoine vint demander à son collègue si on n'avait pas besoin de lui; sur la réponse négative, il lui proposa de venir souper. L'invitation fut acceptée et, pendant ce temps, Pépin fit apporter du vin dont il régala ses gardiens.

Le commissaire reparut un peu ivre; les gardiens l'étaient beaucoup. Pépin profite de l'occasion, en passant sur le corps des agents qui étaient assis sur l'étroit escalier de la cave. Par surcroît de bêtise *ou de trahison*, le commissaire du quartier avait fait retirer la sentinelle que la garde municipale avait cru devoir envoyer dans la maison de l'accusé. Cette évasion a mis tout Paris en rumeur, et elle indigne tous les amis du Roi et du pays. Pépin est évidemment le nœud d'une chaîne qui remonte plus haut...

C'est lui qui a dirigé Fieschi et qui a payé l'achat des armes et des munitions. C'est en outre un jacobin forcené qui est capable de tous les crimes. Fieschi espère échapper à la mort, et voici comment il raisonne : Le Roi a dit, ainsi que le Gouvernement, qu'il n'y aurait pas d'exécution à mort pour crime politique. Le mien est évidemment politique, et j'échapperai. D'autres fois il dit en montrant sa tête : « Il faudra bien qu'elle tombe ! » C'est un véritable bravo italien.

Le baron Mortier a dit au Roi à propos de Cordova, général en chef de l'armée espagnole de Christine : « Cordova était en 1823 ou 24 l'intime de la femme de Don Carlos et en même temps de la princesse de Beyne. Il devint un peu insolent de ses succès et fut renvoyé d'Espagne en 1824. Cet exil doré fut l'ambassade de Danemark, où il alla en qualité de ministre. En 1826, il se fait nommer par ses amis de Madrid ministre à Berlin. Ce théâtre lui parut encore plus étroit, ainsi qu'il le disait ingénument au baron Mortier, alors secrétaire de l'ambassade de France. En 1828, Cordova dit un jour au baron : « Je veux user de franchise avec vous. » Et il lui montra la diatribe la plus effroyable contre la France et son gouvernement. Peu après, Cordova demanda un congé pour aller à Madrid. On le lui refusa pour l'Espagne, mais on le lui donna pour la France et l'Italie. Sa santé était alors perdue par la débauche; il était rongé de maladies honteuses qui ne lui laissaient pas de relâche; il avait même au palais un commencement d'ulcère. Muni de son congé, il arrive à Bayonne et part pour Madrid malgré la défense qui lui avait été faite. Arrivé à la dernière poste, il est arrêté, mais recouvre peu après sa liberté et la permission de rester à Madrid. Don Carlos, sa femme et sa sœur étaient partis pour Lisbonne. Cordova persuada au gouvernement qu'il était seul capable de surveiller Don Carlos, dont il connaissait, assurait-il, toutes les allures. Il était alors dévoré de haine contre lui et sa femme. Il était absolutiste, et jusque-là il avait été des plus violents de son parti.

Il était à Lisbonne lorsque la révolution d'Espagne éclata. Il embrassa le parti de la reine Christine. Les consti-

tutionnels refusèrent ses services en raison de son absolutisme connu. Il était alors brigadier.

Homme plein de détermination, il ne se ralentit pas et s'engagea comme simple volontaire dans l'armée de Navarre. Il commença à semer la division entre les chefs et devint l'homme de Bodil qu'il fit renvoyer ensuite. Il fut bientôt l'homme nécessaire et reprit un tel crédit que le voilà devenu général en chef de l'armée de Navarre. Il est homme de résolution et de courage, mauvais sujet et libertin. Atteint de maladie mortelle, il veut jouir de la vie et a un besoin continuel d'argent pour satisfaire ses passions. Si Don Carlos et sa femme tombent entre ses mains, il sera impitoyable.

29 octobre 1835.

Le Roi nous a dit ce soir devant MM. Barthe et Lehon :

« La manie de la popularité a produit de grands maux et a été la cause de la fausse direction qu'ont prise Dupont de l'Eure et quelques autres personnages à la Révolution de Juillet. »

« Lafayette me dit un jour, continua Louis-Philippe : Il faut que vous sacrifiiez tout à la popularité, parcequ'avec elle vous pouvez tout faire et tout oser. Il est important de céder sans cesse au vœu populaire pour garder la véritable puissance qui est la popularité. Si vous veniez à perdre la vôtre, je me retirerais, je vous en préviens. J'irais à la Grange.

— Mon cher Lafayette, ai-je répondu, il faut souvent se roidir contre ce que vous appelez le vœu populaire, sans quoi on précipite le peuple dans des maux incalculables. Je suis, moi, pour le bonheur du peuple et non pour une popularité acquise par des faiblesses et des fautes dont il saurait bientôt apprécier l'erreur. Vous me menacez de me quitter pour retourner à la Grange, j'espère que vous ne le feriez pas.

— Mille pardons, Sire, je vous quitterais. Et que feriez-vous sans l'appui de ma popularité?

— Je ne vous dirai pas ce que je ferais si vous me quittiez.

— Je vous en prie, Sire, dites-le-moi.

— Mais non.

— Je vous en prie, Sire, que ferait Votre Majesté si je retournais à la Grange?

— Général, dis-je alors, puisque vous tenez à le savoir, eh bien ! je vous y laisserais. »

Lafayette sortit tout décontenancé.

Cette conversation a été tenue entre le Roi et Lafayette dans le cabinet du Roi au Palais Royal, sous le grand portrait de Louis X.

Le Roi a ajouté, après nous avoir raconté tout cela :

« Je n'ai pu regarder ce portrait sans rire quand le général fut parti. »

Cette conversation a eu lieu au mois de mars 1831.

13 décembre 1836.

Le Roi est venu s'asseoir à la table de la Reine lorsque tout le monde a été parti hier soir. Voici ce qu'il nous a raconté lorsqu'on s'est mis à parler de la chapelle de Saint-Saturnin à Fontainebleau :

Du temps de Charles X, cette chapelle était un office où les valets de chambre mangeaient. Je suis un roi chrétien, mais je n'ai pas comme Charles X le titre de « très chrétien » et j'ai été indigné lorsque j'ai vu cette chapelle, construite par Louis le Jeune, ayant une aussi profane destination. Je l'ai fait rétablir au culte.

Les vitraux ont été peints l'an dernier par la princesse Marie, artiste d'un incomparable talent; cette année, sera terminée sa belle statue de Jeanne d'Arc destinée à Versailles, où elle sera sculptée en marbre, l'année prochaine (1).

Sa Majesté nous parla ensuite de la salle d'Henri II où il a fait rétablir les belles peintures du Primatice : « J'étais, le 16 juin 1830, près de la bibliothèque du château, lorsque le roi de Naples y alla. La duchesse de Berry y était aussi. Je lui dis : « Madame voit-elle ce qui est écrit en haut de

(1) C'est, on le sait, une œuvre de premier ordre, pleine d'idéal.

la voûte : *Rex francorum Henricus II,* Roi des Français. Madame le voit, c'est un titre qu'on devrait prendre, il en vaut bien un autre. »

Le 2 juillet 1830, nous étions à Rosny. Charles X et sa famille y étaient. La fête était donnée à la famille de Naples.

Le roi Louis-Philippe nous raconta à ce sujet (toujours hier au soir) que le roi Charles X s'approcha et lui dit : « Avez-vous lu le *Moniteur?*

— Non, Sire, pas encore.

— Il y a dans ce numéro une proclamation de moi. Tenez, j'en ai un dans ma poche. Lisez-le à l'écart et venez ensuite me dire votre avis.

J'y allai, et, m'approchant ensuite de Charles X, je lui dis :

« Sire, j'ai une question préjudiciable à faire. La proclamation est-elle écrite par le Roi ou par ses ministres?

— Mais... il y a des phrases de moi, d'autres sont de Peyronnet, quelques-unes de Polignac.

— Alors, Sire, le Roi me permettra de croire que cette phrase est de Lui : « La Charte sera fidèlement observée. »

— Certes, c'est de moi ! Il faut bien qu'elle le soit.

— Sire, est-ce que Votre Majesté voudrait dire par là qu'elle se servira de l'article 14 (1)?

— Oh ! dit Charles X, sans l'article 14, il n'y a pas de Charte possible.

— Sire, lui répondis-je, il faut bien prendre garde, lorsqu'on veut faire du pouvoir; c'est une affaire délicate et dangereuse et l'exécution de la loi vaut bien mieux. »

Ceci se passait vingt-huit jours avant les événements, et c'est ce qui me décida, continuait Louis-Philippe, à mettre dans ma proclamation ces mots : « La douloureuse interprétation de l'article 14..., etc. »

Charles X a dû profondément sentir ce que je disais là et plus tard se rappeler de Rosny, où il me traitait, d'ailleurs comme toujours, avec bienveillance.

(1) L'article 14 investissait le roi du droit de faire « des ordonnances pour le salut de l'État ».

Le roi Louis-Philippe nous a encore raconté que Pozzo di Borgo et Sémonville étaient à Neuilly le 15 juillet 1830. Pozzo s'exprima ainsi : « Je crois qu'il se prépare quelque chose et que le Roi veut renvoyer la Chambre et faire les Ordonnances.

— Non, répondis-je alors. Je suis sûr qu'il renvoie les Chambres — j'ai les lettres closes dans ma poche.

Mais s'il fait les Ordonnances, Monseigneur, à vous la balle. »

Alexandre de Laborde était présent avec moi à cette causerie du Roi, qui nous raconta de plus avoir retrouvé dans le Louvre vingt-deux tapisseries, dont le fond est en or et qui viennent des ducs de Bourgogne. Son projet est de mettre ces tapisseries dans la salle qu'il bâtira pour les expositions annuelles. On les verra pendant toute l'année.

15 septembre 1836.

Les récits précédents du Roi sont la meilleure réponse aux gens qui prétendent que la Révolution de Juillet était arrangée par lui.

Cette calomnie est d'autant plus facile à repousser que le duc d'Orléans n'avait alors auprès de lui aucun des officiers de sa confiance, parmi lesquels je me mets puisque je lui suis attaché de cœur et d'âme et que je suis auprès de lui comme aide de camp depuis 1819. J'ai vu ses bons et ses mauvais jours. Parmi les plus mauvais, je range ceux où il a été forcé d'accepter la couronne pour sauver la France de l'anarchie qui la menaçait, et dont elle n'est pas encore tout à fait débarrassée. Il y a dans son sein des sociétés secrètes qui la rongent et dont le travail incessant est de répandre la démoralisation et l'insubordination dans la Société et dans l'armée. Dieu merci, celle-ci est à l'abri de leurs atteintes, et s'il y a quelques misérables dans les rangs, la masse est fidèle et parfaite. Les sociétés secrètes sont dirigées par les hommes qui conspirèrent sous Louis XVIII et sous Charles X.

Le marquis d'Argenson, clubiste et lié avec les Lafayette et Dupont de l'Eure, est de ceux qui sont entrés

les premiers dans les comités directeurs. Ils ont organisé les carbonari avec Barthe, qui est bien revenu de ses erreurs, après le pouvoir, dont il est fatigué en ce moment. Les carbonari étaient divisés en groupes de quelques hommes qui ne connaissaient que leur chef. Celui-ci correspondait avec d'autres, et ainsi de suite, jusqu'au Comité.

En 1822 et 1823, le gouvernement a tenu les chefs et n'a pas osé les arrêter et les mettre en jugement. Il y avait alors des réunions chez de jeunes carbonari.

Une de ces réunions eut lieu chez Godefroy Cavaignac, dont le père était un des massacreurs du Midi. Mme Cavaignac disait de ses fils : « Ce sont des Brutus. »

Elle est des plus exaltées, et sa fille, qui est jeune et gentille, est élevée dans les mêmes principes. Lors d'une réunion, elle s'était cachée dans un cabinet de Godefroy. Elle était avec son amie Mlle V..., fille d'un ancien chef de bataillon de la vieille armée.

Elles avaient eu la curiosité d'entendre ce qu'ils disaient.

Lafayette s'assit sur le lit de Cavaignac. Il y avait alors, hélas ! Joubert, avec un petit gros personnage dont le nom ne me revient pas, et presque tous ceux qui conspirent aujourd'hui encore.

On parla des moyens de faire circuler des écrits, des attaques contre le gouvernement; on rit des outrages qui se répandaient par leurs agents, on parla du mécontentement des sociétés secrètes, de l'armée et enfin d'un nommé Louvel; or, c'était avant la mort du duc de Berry. Je ne puis révéler que ce que j'ai appris par une des deux jeunes filles devenue dame depuis lors.

On faisait des quêtes, des cotisations pour payer les procès et pour soutenir une presse désorganisatrice.

Depuis 1830, M. de Chevilly, ami de Cavaignac et de M. de Poissy, chef d'escadron des hussards de Chartres, cousin germain de Cavaignac par sa mère, qui était une beauté en 1798, M. de Chevilly, dis-je, rencontrant Godefroy Cavaignac et parlant de la liberté de la presse que celui-ci disait opprimée, lui dit : « Croyez-vous qu'un gouvernement quelconque soit possible avec cette liberté illimitée de la presse ?

— Je ne vous dis pas cela, fit Godefroy. — Eh bien alors, comment feriez-vous alors avec la République? — Parbleu, reprit Godefroy avec un grand sérieux, si la République arrive, il y aura un seul journal. Ceux qui en colporteraient d'autres auraient la tête coupée. On verrait plus tard s'il y aurait moyen de laisser imprimer quelque chose lorsque les esprits auraient adopté les idées républicaines. Mon cher, ajouta-t-il, voilà tout le secret ! nous voulons détruire et nous crions : Vive la liberté de la presse, pour atteindre notre but. »

CHAPITRE XVII

LES HABITUDES DE LOUIS-PHILIPPE. — LE PRINCE DE SALERNE. — LA DUCHESSE D'ANGOULÊME. — RUMIGNY A LA CHAMBRE. — LES APANAGES. — TENTATIVES D'ASSASSINAT CONTRE L'EMPEREUR. — L'ÉVÊQUE DE NARBONNE.

20 septembre.

Les événements marchent et malgré tout ce que le pays a de bonheur et de tranquillité, l'opposition fait une guerre à mort au gouvernement.

La majorité est bonne, les Princes grandissent et leur appui soutiendra la vieillesse du Roi. Voici sa manière de vivre, on ne la lira pas sans intérêt, je pense :

Le Roi a l'habitude de veiller fort tard. Il ne se couche pas avant deux heures du matin, et se lève entre sept et huit heures. Il sort vite de son lit et gagne son cabinet de toilette, emportant ses vêtements à la main (nous sommes bien loin des levers de Louis XIV). Il s'enveloppe d'une grande redingote grise qui descend aux talons. Il a le col couvert tel temps qu'il fasse. Il arrange son feu lui-même en hiver, s'habille à moitié et se met à écrire. Ensuite il fait sa barbe, ce qui est une longue cérémonie, pendant laquelle il reçoit l'aide de camp de service, ses contrôleurs. Il s'habille tout à fait pour onze heures. Il déjeune frugalement avec du riz cuit à l'eau et un échaudé, sans thé ni café, et ne boit que de l'eau le matin. Ensuite son architecte, M. Fontaine, vient causer avec lui. Fontaine est un des hommes les plus amusants à entendre; c'est une fontaine d'anecdotes sur tous les gens intéressants depuis 1793. Il a été architecte de la Convention, du Directoire, du Premier Consul, de l'Empereur, de

Louis XVIII, de Charles X, de Louis-Philippe; et il sait sur tous des choses curieuses.

Sa conversation amuse le Roi, et c'est malheureusement à la suite qu'il commande des travaux inutiles qui ruinent la famille. Le Roi a soif de la truelle et il n'attend pas la fin d'un travail pour en commander un autre, c'est sa seule passion, et il la satisfait trop largement. C'est la seule chose qu'on ne puisse aborder sans blesser son irritabilité. Il veut justifier cette passion, qu'il sait que ses amis blâment, et il n'a aucune parole assez éloquente pour essayer de la faire admettre.

Après le déjeuner, il fait une promenade, soit à pied, soit en voiture. Ce qu'il préfère c'est d'aller à Versailles ou à Saint-Cloud ou à Neuilly, et partout où il va on trouve une nuée d'ouvriers, dont il n'admet jamais le nombre comme suffisant.

A 4 heures il revient aux Tuileries si sa cour est à Paris. Jamais il n'arrive à l'heure du dîner, lorsqu'il n'y a pas d'étrangers à la maison.

Dubucquoi, son contrôleur de la bouche, va l'avertir lorsque le second service se met à table.

Il entre alors dans la salle à manger, exigeant que chacun reste assis, et il se fait servir les quatre à cinq potages qui sont sa gourmandise. Il fait un mélange de ces nombreux potages, puis il boit un petit verre de vin d'Espagne. Il mange ensuite un morceau de viande rôtie, très peu de ragoûts, un peu de légumes, du macaroni, et son dîner est fini.

Il tient cependant longue table, parle avec l'esprit le plus fin, le plus délié, et toujours de choses instructives pour tous les assistants.

Après le dîner, il lit les journaux anglais, une feuille allemande, et jamais une seule française. Son système est celui-ci : « Je sais mieux les événements que les journalistes; les uns blâment à outrance mon gouvernement, les autres le louent à l'excès, je n'ai donc rien à apprendre et je perdrais mon temps à lire leurs plus ou moins récréatives élucubrations. »

En thèse générale, il ne comprenait pas qu'un roi ou un ministre se laisse aller à lire les journaux, parce que

plus ou moins cela influence leur jugement en bien ou en mal. Ils doivent, selon lui, marcher droit au but, sans se laisser circonvenir.

Pendant cette lecture, le Roi s'endort habituellement. Cette petite sieste est d'une demi-heure, quelquefois plus. Il reçoit ensuite les personnes admises aux petites soirées et tous les ambassadeurs et ministres, les pairs de France, les maréchaux et généraux de division, les députés pendant la session.

Il cause longuement quelquefois et, lorsque tout le monde se retire vers dix heures, il vient s'asseoir à la table où la Reine, les Princesses et leurs dames travaillent, et c'est là le moment de la causerie la plus admirable. Ceux qui y ont assisté ne l'oublieront jamais. C'est un des instants les plus doux pour tout ce qui l'entoure, et moi je m'y délectais.

26 septembre.

Aujourd'hui on parlait de la duchesse d'Angoulême — la Dauphine. Voici ce que j'ai su d'elle.

Lorsqu'elle arriva en France en 1814, on ne savait d'elle que ses malheurs, qui ont dépassé tout ce qu'on peut imaginer de plus affreux. A quinze ans, brutalement arrachée au bonheur qu'elle était en droit d'espérer, elle reste seule survivante de sa famille, prisonnière abandonnée à elle-même. A dix-sept ans, elle va vivre à l'étranger; l'exil succède à la prison. Quand elle rentre dans la patrie cruelle, elle y retrouve la calomnie, l'hostilité des ennemis de sa race. Sa voix rude, la brusquerie de ses manières, lui ont fait une réputation qu'elle ne mérite pas.

Moi, je l'ai vue bonne pour nous autres vieux soldats de l'Empire, qui avons combattu en 1814 jusqu'au dernier moment contre elle et les siens, et je dois dire que jamais on ne s'est adressé à elle sans qu'elle ait essayé de secourir les malheureux soldats.

Elle recevait quelquefois, le soir chez elle, quelques personnes pour assister à de petites sauteries, suivies de soupers très élégamment servis. Dans ces réunions de cent à cent cinquante personnes, elle était bonne, douce, aima-

ble, d'une gaieté parfaite, et elle mettait tout le monde très à l'aise.

Les plus jolies personnes étaient alors Mme de Caraman, sa sœur, Mme de Brou depuis comtesse de Puységur, et une foule de jeunes femmes de bon ton, toutes gaies et gracieuses.

J'y suis allé plusieurs fois, quoique mes antécédents et mes opinions eussent dû m'en exclure. On s'y présentait en frac noir sans aucune recherche.

Lorsque les événements de 1830 survinrent, la duchesse sut montrer une grande énergie, et j'ai regretté de n'avoir pu aller l'aider dans sa marche autour de Paris pour gagner Saint-Cloud. Elle fut obligée de passer par Sceaux et Meudon, pour éviter les paysans qui se portaient sur Paris.

Elle supporta son exil avec un courage rare. On m'a assuré qu'elle regrette la France, en quoi elle est vraiment trop bonne, car sa patrie ne le mérite pas, ne lui ayant épargné aucune ingratitude. Son mari est moins remarquable. Ceci m'est arrivé avec lui. — Étant appelé aux élections de la Mayenne pour le renouvellement de la Chambre des Députés si maladroitement renvoyée en 1830, je me rendis chez lui. Je lui dis que les élections seraient contraires au ministère Polignac, que je votais dans le département de la Mayenne, que le département, éminemment royaliste, avait trois députés du centre gauche et deux ultras, ce qui me prouvait que les élections ne tourneraient pas dans le sens que l'on espérait au ministère.

Il m'écouta très impatiemment, s'agitant tantôt sur une jambe, tantôt sur l'autre, et, quand je lui dis que je croyais remplir un devoir en lui faisant connaître ces choses, il me tourna les talons sans répondre après m'avoir fait un léger signe de tête.

Je ne l'ai plus revu qu'une fois depuis.

Lorsque le roi de Naples était à Paris, il y a quelques mois, j'avertis le prince de Salerne, frère du Roi et de la duchesse d'Orléans, qu'il y aurait des troubles prochains parce que la marche du ministère y conduisait tout droit et que j'engageais le roi de Naples à partir de Paris sans retard.

Le prince de Salerne alla en parler au roi de Naples en présence du Dauphin, qui lui dit alors : « Ce bon Rumigny est fou ; il rêve, cela n'a pas le sens commun. »

Cependant le prince de Salerne ne cessa de prier son frère de partir; et bien leur en a pris, car peu après la révolution éclatait.

Le prince de Salerne est un gros homme, énorme même, bon, excellent, d'un esprit médiocre, criant à tue-tête les choses qu'il croit dire à demi-voix ! Il est le frère du roi actuel. Il y a un officier auquel il ne parle qu'en répétant : « *Avete capiti?* (avez-vous entendu?) »

Cet officier est Diégo Pignatelli, frère cadet du prince de ce nom. Le prince de Salerne ne peut se passer de lui pendant une minute, et on l'entend toujours crier de sa voix forte : « Diégo ! Diégo ! *avete capiti !* » C'est vraiment comique.

Le roi de Naples, fils du vieux roi, mari de la reine Caroline, père de notre bien-aimée reine Marie-Amélie, est un peu contrefait; il est doué de peu de talents, mais il arrivera jusqu'à la fin de sa carrière sans se donner aucune peine pour son peuple. Il est gouverné par ses enfants et plus confiant dans ses valets que dans ses parents. Il est bon homme, mais, comme on le voit, de mince valeur. Son fils annonce plus de moyens et d'énergie; il est bien, mais il n'a pas reçu une très forte éducation par son Oliviéri « maladetto ».

Séance du 5 novembre 1837. —
Écrite le 6 au matin.

M. Spineux ne pouvant pas parvenir à se faire entendre hier à la séance des Feuillants, on m'a interpellé sur les lois de septembre. J'ai dit : Lors de la révolution de Juillet, on pensa qu'on ne pourrait jamais élargir assez le cercle des libertés. Il en résulta des émeutes qui ont ensanglanté les rues de plusieurs villes de la France; Amiens même a été le théâtre d'émeutes... (Le tumulte commença alors).

Je réclamai le silence en disant : « Je ne suis pas avocat et il m'est impossible de recueillir mes idées au milieu

d'un pareil désordre... (à chaque mot les interruptions augmentaient).

Après quelques instants, je repris : « A Grenoble, à Lyon, c'était bien pis; enfin la France entière fut en péril, de bons esprits pensèrent à mettre un frein à ces désordres »... (Nouvelles et bruyantes interruptions.)

« Je n'étais pas député lorsque les lois de septembre ont été votées, mais je me suis associé de cœur au vote antérieur de mes collègues, car j'aurais voulu ces lois avec la conviction qu'elles ont sauvé notre Patrie. » (Le tumulte allait croissant pendant que je parlais. C'était un parti pris, car, avant moi, M. Spineux n'avait pas pu réussir à se faire entendre.)

Sur la question des apanages, je dis : « Les apanages semblent n'être pas populaires; mais je ne concevrais pas qu'une nation de 35 millions d'hommes ne dotât pas les enfants d'un souverain qui, malgré les calomnies répétées sur sa prétendue ladrerie, construit plus de monuments que Napoléon et les autres princes... » (A ces mots j'ai été interrompu violemment.)

Je m'écriai : « Les monuments sont là, ils ne peuvent être mis en poche... » (Bruit toujours croissant, mais autour de moi des bravi.)

Je dis alors vivement : « Messieurs, mes paroles peuvent déplaire à quelques *carlistes* (un d'eux criait plus haut que les autres; je le regardai). — J'en suis fâché ! »

« Toutes les opinions sont consciencieuses ! » s'écria une personne à lunettes.

« Cela peut être dans le for intérieur, répondis-je, au milieu des cris, mais dans les actes extérieurs, *non !* Car de conséquences en conséquences on arriverait à trouver consciencieuses les opinions de Marat et de Robespierre ! — Le matin même, un pauvre homme avait déclaré que ces deux monstres avaient des convictions respectables. »

Après un instant de patience, le bruit étant moins violent, j'ajoutai :

« Je conçois l'opposition contre les ministres et contre tel ou tel système, mais je ne concevrai jamais que des gens d'honneur puissent de sang-froid prêter le serment de fidélité à Louis-Philippe, roi des Français, et à la Charte

constitutionnelle avec la résolution de les détruire et de bouleverser l'État. »

Ici le tumulte fut à son comble, et après quelques interpellations, j'entendis ces mots : « On avait aussi prêté le serment à Charles X.

— Oui, dis-je à l'interrupteur, mais c'est lui qui le premier a manqué à ses engagements, et d'ailleurs je n'aime pas mieux les conspirateurs d'à présent que ceux d'autrefois. »

Le bruit fut tel alors que je me retirai sans pouvoir dire un mot des intérêts matériels du pays, malgré les réclamations d'un grand nombre d'électeurs.

La foule contenue dans la salle était composée par moitié d'électeurs et de personnes qui ne l'étaient pas.

Aix-la-Chapelle, 14 janvier 1841.

Le colonel de Schopler, Prussien en retraite, vient de nous raconter à mon frère et à moi que, lorsque l'Empereur était à Erfurt avec l'empereur de Russie, il y eut une conspiration pour l'assassiner. M. de Schopler était du complot, le frère du général Hirsfeld étant un des conjurés. Les assassins savaient que les deux empereurs devaient aller à la chasse, et pour arriver à leur but, un d'eux se plaça derrière un arbre avec une carabine rayée. Il ajustait Napoléon lorsque l'empereur Alexandre se baissa et couvrit le corps de Napoléon. L'assassin releva l'arme et ne tira pas. Ainsi fut épargné le crime.

Lorsque l'assassin se rendit à Vienne pour le poignarder à Schönbrunn, il y avait en Allemagne six jeunes gens qui s'étaient dévoués, et l'un d'eux, M. Arnim, depuis secrétaire d'ambassade prussien à Berne en 1830, devait partir si celui que le sort avait favorisé ne s'était pas rendu à son poste où il trouva la mort. Ceci a été dit à mon frère par M. de Schopler, qui nous a encore raconté qu'en 1808 il avait réuni quinze hommes déterminés et adroits tireurs, armés de carabines. Ils allèrent sur la route près de Cassel, se poster pour assassiner l'Empereur qui se rendait alors au congrès d'Erfurt. Leur moyen d'assassiner Napoléon était celui-ci : ils devaient scier les arbres de la route

pendant la nuit, ensuite les abattre pour barrer la route et enfin faire feu en attaquant les voitures de vive force. Ils savaient que l'Empereur voyageait sans escorte, entouré seulement de quelques officiers à cheval.

Le hasard fit que l'Empereur ne passa pas par Cassel, et il devint alors impossible d'exécuter le complot.

Le colonel de Schopler est un véritable reître des anciens temps. Il a la rage de la guerre contre les Français, et cela par fanatisme allemand. Il commença par servir en Hanovre, il passa ensuite au service en Autriche, de là en Russie après la paix d'Austerlitz, ensuite au service de la Suisse en 1806 ou 1807 et embaucha en Allemagne des soldats et officiers. Il séduisit entre autres un ministre de Jérôme Bonaparte. Il alla près du duc de Brunswick, puis en Espagne et enfin en Allemagne encore jusqu'en 1815.

Depuis lors, il a été mal récompensé de ses services; comme il le dit lui-même, les gens d'action et d'un zèle trop ardent deviennent incommodes et on a oublié tous ses dangereux travaux pour le laisser de côté, sans fortune, sans autre ressource qu'une modique retraite. Heureusement pour lui, il possède une collection de tableaux espagnols qu'il a envie de vendre.

C'est la vie qu'a menée cet ardent conspirateur cosmopolite, toujours acharné contre nous.

Saint-Cloud, 9 novembre 1841.

Le Roi causait encore dans l'intimité avec nous. Une des premières choses que me confia Charles X, dit-il, est celle-ci : « Le secret du Masque de fer est-il passé jusqu'à vous par le Régent?

— Non, Sire, j'en suis resté à la mystérieuse légende.

— Tant pis, car j'espérais qu'il se serait conservé dans votre branche.

— J'ai vu, a continué Charles X, la reine Marie-Antoinette aux genoux de Louis XVI, lui demandant en grâce le secret du Masque de fer. »

Le Roi a répondu : « J'ai juré de ne le révéler qu'à mon successeur et je tiendrai mon serment; cependant je puis vous dire que ce n'est pas du tout un personnage aussi

intéressant que vous vous l'imaginez, *et si vous le saviez* vous en seriez bien étonnée. »

Le secret est mort avec Louis XVI.

Louis-Philippe ajouta beaucoup de choses sur le prisonnier. Le masque qu'il portait était fait d'une croix de fer couverte de velours. Il est mort à la Bastille en 1786. Il a été enterré à la paroisse Saint-Paul.

Ce que Voltaire a dit de son existence est exact. Son nom seul est ignoré !

Breslau, 10 novembre 1841.

Voici une conversation avec le général de Grolheim, un des hommes les plus remarquables de la Prusse. Je l'ai trouvée assez importante pour la prendre en note :

Moi. — Je ne crois plus à la guerre entre nous, mon général, car maintenant c'est une guerre de nation contre nation qui peut se faire, et on y regarde à deux fois. La Russie peut seulement se permettre des guerres de bon plaisir.

Le général. — Je suis de votre avis et je répète sans cesse : c'est vers l'État qu'il faut tourner nos regards, j'ai bien étudié les nations qui nous avoisinent et j'ai vu que les peuples slaves sont en fermentation depuis longtemps; les symptômes s'y montrent chaque jour davantage et ils attendent une étincelle pour allumer un grand incendie.

L'empereur Nicolas est un homme de grands moyens, mais il tend trop la corde, on lui pardonnerait les grandes oppressions, mais il taquine et il irrite. Je ne serais pas étonné qu'il lui arrivât un malheur : nous aurons certainement de grands événements de ce côté, et si, du vôtre, il n'arrive rien, ce sera vers la Russie que nous aurons bientôt quelque chose à faire.

Sur mon observation que leur frontière était à la merci des Russes et que de Varsovie et des possessions russes il y avait toute facilité d'attaquer la vieille Prusse, le duché de Posen, sans que la Prusse puisse s'y opposer, il m'a répondu :

« Ce que vous dites est vrai et dans les conférences de

guerre il a été convenu que l'on créerait des forteresses du côté de la Russie. On va fortifier Posen, non pas comme un simple point d'appui, mais comme une forteresse de premier rang. La ville va être entourée d'une enceinte bastionnée avec ouvrages en avant, demi-lunes, etc. On va encore faire une forteresse intermédiaire, dont le lieu va être arrêté à Posen. Le ministre de la Guerre y va pour cela. Mon cher général, m'a-t-il ajouté, Votre Excellence peut être persuadée que j'ai bien étudié les peuples russes, j'ai été honoré de la bonté et de la confiance de S. M. l'empereur Alexandre, mais il se passe quelque chose d'extraordinaire dans les peuples slaves; ils sont inquiets et désireux de changements. L'empereur Alexandre a eu de tels désagréments *qu'il est mort de chagrin.* Il n'est pas du tout mort empoisonné physiquement, il est mort empoisonné moralement. Je l'ai vu peu avant sa mort, et il avait le cœur brisé.

« L'Empereur de Russie n'est pas sûr de vivre longtemps. Il agit avec violence dans certains cas; mais lorsqu'il arrive à Moscou au milieu de la noblesse russe, qui est plus disposée à la violence que les nobles de la cour de Saint-Pétersbourg, il s'adoucit, il caresse. C'est un homme de grand talent, mais il finira mal, vous le verrez.

« Je ne sais pas, m'a encore dit le général plus tard, si les mouvements dont je vous ai parlé auront lieu très rapidement; mais, dans mon opinion, je pense qu'avant dix ans il y aura de grands événements du côté de l'Orient de l'Europe. Il faut s'y préparer de longue main. »

Sur ma demande des causes qui avaient amené la fureur des officiers de l'armée prussienne contre les Russes, fureur qui s'exhalait à tous propos, il m'a dit :

« Cette haine est de vieille date, mais le coup de Kalisch y a mis le comble. Les officiers russes ont été si en dehors des habitudes de nos officiers prussiens, qu'il en est résulté un éloignement qui n'a fait qu'accroître les dispositions naturelles de haine entre voisins ne se convenant pas.

« Nous avons beaucoup de Polonais dans notre armée; ils haïssent mortellement les Russes et ils soufflent encore le feu de leur antipathie dans nos rangs, de sorte que tout concourt à créer une hostilité entre nos deux nations. »

Sur ma demande : « Quel est l'état de l'armée russe moralement et militairement? »

Il m'a dit : « L'armée russe est très belle; c'est une armée de guerre. Ils ont de très belle cavalerie, une artillerie admirablement attelée. Ils ont une infanterie très guerrière, mais excepté chez le général Paskiewitch, ils n'ont pas un seul corps où les choses les plus importantes ne manquent souvent. L'Empereur a ses finances en mauvais état et les grands préparatifs qu'il a faits depuis quelques années les ont obérées.

— Mais, lui objectais-je, le matériel correspondant à ces préparatifs doit exister, et il n'y a pas de doute qu'au moment de la guerre il n'aurait plus à examiner que la question des vivres, des approvisionnements, des munitions.

— Oh ! m'a-t-il répondu, en France et en Allemagne on retrouve tout après vingt et trente années. Nous avons du matériel et des effets qui datent de 1808. Mais en Russie, ce n'est pas cela ! On vole avec une effronterie dont rien n'approche et on vend des magasins avec une impudence dont rien ne peut donner une idée. »

Pour terminer les observations sur ce sujet, je dirai l'opinion de beaucoup d'officiers prussiens, c'est que désormais les liens entre la Prusse et la Russie sont disposés à se délier, et qu'il ne dépendra bientôt plus du roi lui-même de vivre en intimité avec l'empereur Nicolas. On disait à Breslau que le roi allait à Varsovie pour empêcher l'empereur de Russie de venir, et que les personnes de la suite de l'empereur auraient éprouvé de grands désagréments au milieu de l'armée prussienne. J'ai entendu plusieurs fois des propos assez vifs contre les généraux russes. Des officiers de la Landwehr de Silésie m'ont dit à moi : Vous, mon général, nous sommes heureux de vous voir... tandis que les Russes, qu'ils aillent... !

Paris, 30 août 1842.

Hier la Chambre des Pairs a voté la loi de la Régence. J'étais aux Tuileries chez le Roi, qui était arrivé du château d'Eu le matin à neuf heures avec le général Teste, le préfet

de Rouen, enfin M. Fouquier, son médecin, et le comte de Chabannes, colonel aide de camp de service.

Le bureau de la Chambre des Pairs, avec le chancelier en tête, sont venus présenter la loi. Le Roi les a reçus avec toute sa bienveillance ordinaire, accrue par le plaisir que lui occasionne le vote de cette loi fondamentale qui est une consolidation de sa royauté et une grande lacune remplie.

Le président du Conseil, le digne et vénérable maréchal P..., était auprès du Roi. Il dit à Sa Majesté : « La sanction n'en est pas pressée, car on ne peut la promulguer que vingt-quatre heures après. »

Le Roi l'écouta, réfléchit un moment et dit :

« Monsieur le Maréchal, si je venais à mourir cette nuit ! Je vais, pour que rien n'y manque, y mettre ma signature. Le garde des Sceaux sera toujours à même d'y mettre le sceau du Roi et la loi ira son train. Il ne faut jamais faire les choses à demi. »

Il partit pour la salle du Conseil, apposa sa sanction, puis il revint gai et content au salon où nous l'attendions.

Cette loi a été votée par 163 boules blanches et 14 boules noires. Ces 14 boules noires intriguaient les Pairs. Voici des noms de votants soupçonnés par eux de les avoir mises :

1° Marquis de Brézé ; 2° Duc de Noailles ; 3° Comte de Bondy (qui s'est trompé en mettant sa boule, il l'a dit tout haut après).

Un second pair a commis la même faute, la même erreur, chose assez commune dans les votes par boules et qui en prouve les inconvénients, moindre cependant que le vote ostensible qui paralyse souvent les courages dans les moments de crise.

Je soupçonne un pair ennemi de Guizot d'avoir voté contre.

Paris, 19 janvier 1843.

Le Roi a raconté devant moi les faits suivants : Il parlait avec notre bien-aimée Reine et son beau et bon fils, le duc d'Orléans, notre futur roi.

On s'occupait de la Convention. Le Roi dit : « Je n'ai

vu qu'une seule fois une séance de la Convention; c'était le jour où Marat fit tant de simagrées ridicules qui accompagnèrent ses premiers discours. Il voulait se tuer, s'empoisonner, énumérant des folies qu'il se serait bien gardé d'exécuter. »

Le Roi raconta encore :

« En 1814, j'étais à l'hôtel Grange-Batelière. Une personne demanda à me parler. Je vis entrer un monsieur; il avait l'air assez distingué, il me dit : « Je vous apporte, Monseigneur, une chose qui vous causera quelque émotion, mais je remplis un devoir.

« Lorsque le duc de Dino fut condamné à mort par le tribunal révolutionnaire, il me fit appeler et, me remettant cette bague qui renferme le profil du Prince votre père, il me dit : « Si jamais vous rencontrez un des fils du duc d'Orléans, vous lui remettrez cette bague et vous l'assurerez qu'elle vient du meilleur ami que le duc d'Orléans ait eu en ce monde; j'ai toujours été plus attaché à lui et à sa famille que qui que ce soit et je meurs leur ami et leur serviteur. »

Le Roi ajouta : « Je lui dis alors que je désirais savoir à qui je devais ce souvenir. Il me répondit : « Monseigneur, il est inutile que je vous le dise. J'ai l'honneur de vous voir pour la première fois et il est probable que vous ne me reverrez jamais. »

Il me parla ensuite d'autres choses et de notre époque et je me retirai par discrétion.

Le Roi aime à se remémorer ses anciens souvenirs, quelque pénibles qu'ils puissent être, et il les raconte avec une bonne foi et une candeur qui émerveillent tous ceux qui sont assez heureux pour l'approcher.

3 février 1843.

Ce soir, le Roi était assis à la table ronde de la Reine où se trouvaient Mme Adélaïde, la duchesse de Marmier, ma femme et moi. A propos d'une plaisanterie faite sur les amendements des Chambres, le Roi dit : « Pour moi, je suis comme l'archevêque de Narbonne. Je mange ce que l'on me sert; je n'y regarde pas de si près. » Il continua :

« Madame de Marmier, dit-il, connaissez-vous l'histoire de l'archevêque de Narbonne?

— Non, Sire.

— J'en demande pardon à ma bonne Reine, reprit Louis-Philippe, mais l'archevêque de Narbonne, Mgr de Dillon, né en Irlande, était en 1789 à dîner chez un grand personnage. Son valet de chambre s'approcha discrètement de son oreille et lui dit à voix basse : « Monseigneur fait-il maigre aujourd'hui? (C'était un vendredi.) L'archevêque, avec sa voix sonore et pompeuse, riposta :

— Qui vous a chargé de me faire cette question? Je mange ce que l'on me sert, je n'y regarde pas de si près. »

M. de Dillon était très original, ajoute encore le Roi. Étant à Londres en émigration, il demanda à être présenté à Georges III. Ce roi très zélé pour sa religion répondit : « Non, je ne puis recevoir un archevêque catholique à moins qu'il ne vienne au château habillé d'un habit de cour avec l'épée de rigueur.

— Qu'à cela ne tienne », fit le prélat.

Et le voilà venu à Windsor en tenue de marquis.

Georges III le reçut très bien : « Monsieur, je sais que vous êtes Irlandais; êtes-vous déjà venu à Londres?

— Oui, Sire; j'y suis venu deux fois. La première en 1745 avec le Prétendant, la seconde aujourd'hui par suite de la Révolution française. »

Il disait avec sa voix de tonnerre : « Vous, Monseigneur le duc d'Orléans, je vous entends, vous avez l'organe net. »

Étant au lit de mort, immobile et silencieux, un chapelain s'approcha et dit : « Il faut que je l'avertisse afin qu'il reçoive l'Extrême-Onction. » Il se baisse à son oreille :

« Monseigneur, vous êtes mal, très mal... »

L'archevêque le regarda fixement et, d'une voix retentissante : « Je vous comprends, cela va bientôt finir; faites apporter tout et faites votre affaire... »

Ceci me rappelle M. de Bièvre, qui toute sa vie fit des calembours; quand on l'avertit que le prêtre allait l'oindre pour le grand voyage, il s'écria : « Remportez vos huiles, je suis frit. »

Une fois, l'archevêque prêcha à la petite chapelle des émigrés à Londres : King's-Street, que les prêtres fran-

çais appelaient l'église de King. On voulut le faire monter en chaire; mais il s'y refusa et commença par s'asseoir sur une chaise tournant le dos à l'autel; puis il poussa l'exclamation : Dieu et le Roi ! et il s'arrêta, puis il fit une petite exhortation et s'en alla.

Le Roi, en nous disant bonsoir, nous a rappelé qu'il y a cinquante-quatre ans qu'il a été reçu Cordelier du Saint-Esprit dans la chapelle de Versailles. Louis XVIII et le comte d'Artois étaient ses parrains.

Il va demain à Versailles pour revoir la chapelle.

CHAPITRE XVIII

RUMIGNY ET LA RÉVOLUTION DE 1848. — CAMPAGNE DES BANQUETS. — MOLÉ. — L'ÉMEUTE VICTORIEUSE. — L'ABDICATION. — MOT PEU GÉNÉREUX.

Détails sur Odilon Barrot

Le 24 février 1848, Odilon Barrot sortit des Tuileries après avoir accepté le ministère de l'Intérieur, objet de ses vœux et de ses efforts, but de sa longue et fougueuse opposition. Il sortit de la cour des Tuileries par le guichet de l'échelle et alla à la barricade qui était située rue Sainte-Anne. Arrivé là, il fut aidé par les émeutiers auxquels il dit : « C'est bien, mes amis, c'est bien. »

Ces paroles furent entendues par un témoin auriculaire, la dame N..., de qui je le tiens.

Dès qu'il fut reconnu, il fut salué du cri de : « Vive Barrot ! »

Il était entouré des plus tristes et atroces figures et le sieur X..., tailleur de cette rue, l'escortait avec des gens du *National*.

Arrivé au coin de la rue Neuve-des-Petits-Champs, il fut hissé sur un cheval qui paraissait harassé. Ce cheval, qui était de bonne nature, remuait et s'agitait un peu malgré ses fatigues. Alors, deux cochers, l'un de M. Paul Seguin, l'autre de M. Charles Seguin, appelés l'un le sieur Cornin et l'autre Leroy, prirent le cheval par la bride pour le calmer. L'un d'eux s'est exprimé ainsi devant moi : « M. Barrot était à demi mort de peur, la tête, abattue sur sa poitrine, était pâle comme la mort. Ses mains ne tenaient pas les rênes et chacun de nous le tenait par le bras pour qu'il ne tombât pas à terre. Il était suivi par

quelques centaines de gueux, qui hurlaient à tue-tête : « Vive Odilon Barrot ! Vive la Réforme ! »

« Tout le monde était aux fenêtres et nous le regardions comme un homme prêt à se trouver mal.

« Nous le conduisîmes au ministère, où nous l'avons descendu de cheval.

« Tous les misérables qui l'accompagnaient le quittèrent dans la cour. »

Réflexions de Rumigny sur les événements de 1848

Les événements qui se sont succédé depuis près d'une année ont justifié la résolution prise par le roi Louis-Philippe d'abdiquer une royauté devenue à peu près impossible. La fausse direction donnée aux idées du peuple, l'aberration dans laquelle la bourgeoisie de Paris surtout s'était laissé entraîner au sujet de la réforme électorale, rendaient la couronne un fardeau intolérable.

Les événements ont prouvé toute la folie des utopies nombreuses qui se sont fait jour parmi nous, les variantes multipliées dont nous avons vu l'exposition dans l'assemblée nationale et dans les clubs ont montré combien était profond le désordre moral et à quel point le peuple français a été perverti.

Les sociétés secrètes, certains journaux, s'étaient donné la mission de pousser les populations ouvrières à l'abîme qui maintenant menace de les engloutir. Le mal était profond ; chaque jour augmentait les divisions politiques ; les passions devenaient plus vives et, lorsque les banquets furent à l'ordre du jour, il n'était plus possible de prévoir les déplorables conséquences de cette situation.

L'anarchie, la terreur, la ruine publique, la misère qui déjà envahit toutes les classes ont succédé à des jours d'une prospérité sans exemple, les plus beaux dont la France ait joui depuis plusieurs siècles. Il faut remonter au règne de Philippe-Auguste pour trouver une série d'années aussi prospères que celles écoulées depuis 1830.

Toute l'Europe a participé à la paix générale, et, malgré la révolution de Juillet 1830, laquelle n'a eu lieu que dans des localités restreintes, aucune époque n'a présenté des dispositions aussi pacifiques parmi l'ensemble des gouvernants. Cette paix entre les peuples d'Europe avait développé le commerce et le bien-être chez tous. Selon l'expression d'un homme d'esprit, une mère et sa fille pouvaient voyager d'un bout à l'autre de l'ancien continent sans avoir à redouter une insulte, ni courir un danger réel. Un moment d'aveuglement, quelques heures de folie ont détruit pour longtemps l'espérance d'un avenir calme et prospère.

Depuis un certain nombre d'années, les utopies les plus audacieuses, les idées les plus anarchiques ont été émises et commentées par une presse sans frein. Les sociétés secrètes se sont nourries des poisons les plus dangereux ; elles ont poussé des rameaux étendus et un génie infernal leur a inspiré l'audace et la persévérance. Elles ont déchaîné les éléments de la plus désolante anarchie. Le gouvernement du roi Louis-Philippe les a servies à souhait. La générosité du monarque, sa répugnance connue pour les punitions de longue durée et les châtiments sévères, la bonté de son noble cœur, ont contribué à assurer l'impunité aux conspirateurs. Ceux qui ont échappé au premier moment du danger qu'ils provoquaient par leurs révoltes étaient assurés au bout de quelques années d'un pardon qui n'était jamais invoqué en vain.

Dans les nations, il y a une masse d'hommes turbulents qu'aucune concession ne peut satisfaire parce que leurs passions et leur avidité sont sans bornes. Ces hommes s'abattaient sur la France comme sur une proie. Ceux qui étaient bannis, chassés pour leurs méfaits, rencontraient, grâce au nom de réfugiés, un asile et du pain.

La libérale constitution du royaume leur assurait un asile contre les châtiments mérités dans leur Patrie. A peine arrivés, ils étaient enrégimentés, asservis par les sociétés secrètes. Un des chefs a dit : « Que nous importe la moralité ! Ce qu'il nous faut pour atteindre notre but, ce sont des hommes audacieux et qui n'ont rien à perdre. »

A l'ombre de nos libertés, le venin se distillait dans les

veines d'un peuple imprévoyant. Depuis longtemps, la nation se laissait endormir par un vocabulaire républicain, quoiqu'elle fût monarchique au fond. Elle se plaisait dans une opposition dangereuse, qui lui cachait l'abîme qu'elle ne croyait pas possible de rencontrer.

Si jamais une révolution a lieu, disait-on, on ne reverra jamais les turpitudes de la première, le peuple a fait trop de progrès pour cela. Ce sera une révolution morale et non pas sociale, la garde nationale de Paris est trop éclairée pour être violente, le dernier des ouvriers a trop d'éducation pour se laisser entraîner à des horreurs comme celles commises il y a cinquante ans. Ces belles paroles endormaient le bourgeois; il est si doux de croire au bien; mais, hélas! le réveil est venu. Les Saturnales de février, les horreurs de juin, ont détrompé bien des hommes et détruit bien des illusions!

La mode de faire de l'opposition devint générale; elle affaiblit le respect bien dû à la constitution la plus libérale qui ait jamais régi un peuple. Elle était devenue sujet de moquerie et la force des lois était à peu près nulle.

L'inviolabilité royale, ce palladium des gouvernements constitutionnels, était une véritable dérision. Dans les dernières années, les écrivains s'attaquaient directement à la personne du Roi. On le mettait en cause, on lui attribuait des vices honteux tels que l'avarice, la cupidité, au moment même où il consommait la ruine de sa famille par des travaux gigantesques qui seront sa gloire dans la postérité.

Depuis quelques années, le Roi avait la pensée d'abdiquer; il ne le fit pas de peur de précipiter les événements qu'il ne prévoyait que trop et qu'il pensait prévenir.

Il savait d'ailleurs tout ce qui se tramait contre le ministère conservateur, mais plein de respect pour sa constitution qu'il avait juré de défendre, il dut conserver ce ministère qui avait pour lui la majorité dans les deux Chambres. En agissant autrement, il eût cru trahir ses serments. La fidélité à la Constitution a pu contribuer à sa perte; mais l'impartiale histoire lui en tiendra compte, aussi bien que du bonheur dont le peuple a joui sous son règne. Lors des événements, le Roi était dans une disposition

d'esprit qui le préparait à la retraite. La mort du duc d'Orléans et la plaie que chaque crise nouvelle creusait plus profondément arrêtèrent cette disposition. Il sentit que sa présence à la tête de la Nation était regardée par l'immense majorité du pays comme plus que jamais nécessaire à son salut. Mais en se résignant, il garda néanmoins l'espérance que la nation repousserait enfin les funestes doctrines dont on l'empoisonnait chaque jour et que lui-même obtiendrait la justice due à son dévouement. Mais déjà le mal était sans remède. Puis, au milieu de toutes les tendances diverses, la Réforme, ce mot magique, apparut au comité qui dirigeait alors les attaques contre le ministère Guizot.

Trompée, aveuglée, la France cria en chœur : la Réforme ! Paris devait à la confiance inspirée par un gouvernement loyal et conservateur sa prospérité, le développement de son commerce ; mais la ville donna dans le piège, réclamant : la Réforme !

Toute la population parisienne fut bientôt entraînée, les sociétés secrètes se chargèrent de la diriger. Le gouvernement prit d'abord les mesures propres à rassurer les esprits. Il y réussit un moment et crut avoir assez fait. Cette fausse sécurité fut la cause de bien des fautes. On pensait que la garde nationale répondrait à l'appel de ses chefs lorsqu'elle verrait l'anarchie s'emparer des rues. On comptait sur le bon sens de la bourgeoisie et sur l'instinct de sa propre conservation. On se trompa encore !

L'heure du banquet (1) venue, un petit nombre d'hommes prit les armes. La plupart s'abstinrent et restèrent chez eux. Sans doute que les organisateurs du banquet ne voulaient que renverser le ministère Guizot et prendre sa place. On ne les accuse pas d'avoir voulu pousser les choses jusqu'où elles ont été, mais leur expérience et l'étude de l'histoire auraient dû leur apprendre que s'il est facile d'exciter les troubles, de lancer en avant les hommes sans

(1) L'opposition, soutenue par les journaux socialistes sectaires *La Réforme* et *Le National*, avait inauguré, le 9 juillet 1847, la campagne des Banquets. En février 1848, les ministres Hébert et Duchâtel interdisent ces banquets séditieux, véritables foyers de révolte. *Le National* déclare quand même qu'un banquet aura lieu le 22.

aveu que renferment les grandes cités, il n'en est pas de même quand il faut les arrêter.

Le 22, jour du banquet, les enfants perdus de l'émeute se trouvèrent sur la place de la Concorde. On en reconnaissait les chefs subalternes à leurs blouses blanches. Quelques pierres furent lancées contre les Tuileries. On n'en voulait encore qu'à la majorité des Chambres et au ministère. Mais, dans la nuit du 22 au 23, un grand nombre d'armes furent données aux émeutiers, par des gardes nationaux et, le 23 au matin, les séditieux prirent une attitude telle qu'on put prévoir dès lors une collision sanglante.

Le Roi était exactement informé des progrès des événements.

Tout le monde était à son poste, et ce fut vers dix heures du matin, en apprenant ce qui s'était passé à la place des Petits-Pères, que le Roi demanda à M. Guizot ce qu'il pouvait faire en ces circonstances. Celui-ci, en homme d'honneur, répondit : « Sire, je ne sais pas ce que je puis faire, mais je sais que je ne puis pas faire ces deux choses : l'une, accorder la Réforme ; l'autre, faire tirer sur la garde nationale. »

Cette réponse fut suivie de l'appel du comte Molé. On sait par le *Moniteur* ce qui se passa à la Chambre et le dévouement des ministres conservateurs, qui attendaient au milieu du danger l'avènement de leurs successeurs.

Pendant que M. Molé cherchait à réunir un ministère, la garde nationale lâchait pied. Déjà même la 3e légion, réunie sur la place des Victoires, croisait la baïonnette contre la cavalerie qui chargeait les émeutiers qui poussaient le cri de : Vive la Réforme !

La résistance devenait de plus en plus opiniâtre ; on faisait des barricades ; les fusils, les munitions, se distribuaient à tous ceux qui en demandaient. Et cette distribution était faite par ceux à qui la Patrie avait confié des armes pour défendre la Constitution et le Roi (1) ! Il n'était pas encore question de renverser le Roi, on n'en voulait qu'à M. Guizot et à ses collègues. Mais le Roi n'avait plus

(1) Toujours le sabre de M. Prudhomme.

que deux partis à prendre : ou verser le sang à flots en faisant attaquer les gardes nationaux, ou céder la place à son successeur. Toutefois, il voulut attendre l'effet de la nomination du comte Molé comme président du Conseil.

Quelques engagements sérieux de part et d'autre eurent lieu le 23. Il était cependant facile de prévoir que, si le ministère n'était pas formé dans la journée, la bataille, le lendemain, serait plus grave et plus générale. Tous les moyens étaient mis en œuvre pour passionner les masses. Vers le soir, la nomination du comte Molé étant connue, elle produisit une satisfaction unanime. Le Roi annonçait assez par cet acte qu'il consentait à la Réforme. Les troupes mirent l'arme au pied, on illumina par toutes les rues.

L'émeute semblait terminée et la joie sincère, lorsque des hommes à figures sinistres et armés de torches vinrent semer l'épouvante dans tous les quartiers par leurs danses et leurs hurlements sauvages. Ils se groupèrent dans les bureaux du *National* et de la *Réforme* où les comités d'action étaient en permanence. Après un conseil tenu par les chefs de ces journaux, le mot d'ordre est donné. Lagrange est désigné pour commander une horde d'hommes déterminés. Ils sont munis de torches et portent des armes cachées. Un tombereau tout attelé est placé sous une porte cochère rue Caumartin. On se propose de répéter ce qui s'est passé lors de la tragique promenade du cadavre d'une femme en juillet 1830. Plusieurs de ceux qui avaient été du premier complot devaient être du second. Arrivés sur le boulevard, Lagrange et ses hommes se placent en face de la troupe qui garde le ministère des Affaires étrangères.

En vain ils insultent les soldats en leur passant leurs torches sous la figure, même en essayant de brûler leurs vêtements. Immobiles à leur rang, ces braves les laissent faire. Ils ont ordre de ne pas tirer ; ils respectent la consigne.

« Cela ne se passera pas ainsi », s'écrie Lagrange furieux. Un coup de pistolet part en même temps. C'est Lagrange qui l'a tiré. La balle va frapper le cheval du chef de bataillon à la jambe. A cette lâche agression, le soldat de la droite du peloton tire un coup de fusil qui, à l'instant, est suivi du feu de chaque homme du même peloton. Tout

soldat qui a été dans le rang pendant quelques mois sait que le feu d'un homme entraîne souvent le feu d'un peloton et d'un bataillon entier, malgré les ordres contraires. C'est un mouvement naturel et nerveux qu'il est difficile de réprimer, surtout lorsque l'attention est distraite par ce qui se passe hors des rangs.

Aucun commandement n'avait été donné; l'impulsion des soldats avait été irrésistible devant cette indigne provocation. De nombreuses victimes tombèrent sur le pavé, et Lagrange et ses complices purent s'applaudir du succès de leur horrible complot. Le tombereau, préparé d'avance par les auteurs de cette machination, fut chargé d'autant de cadavres qu'on en put ramasser. Les hommes de la *Réforme* le promenèrent ensuite dans Paris.

Le funèbre cortège, semant sur sa route le mensonge et la calomnie, criait : Vengeance ! Vengeance ! Le Roi fait assassiner le peuple !

Aussitôt le tocsin sonne dans plusieurs paroisses, et le son lugubre des cloches de Saint-Sulpice et de Saint-Germain-l'Auxerrois annonce à la fois la fin de la monarchie et celle du « bonheur de la France ! »

M. Molé était à onze heures aux Tuileries. Il déclara au roi l'impossibilité de réunir un ministère sous sa présidence. Alors M. Thiers, mandé par le Roi, offrit d'organiser un ministère de gauche et demanda la Réforme, qui fut agréée.

A la même heure, le loyal maréchal Bugeaud prenait les ordres du Roi. Il se rendit bientôt au Carrousel où il fit toutes les dispositions militaires requises en pareil cas.

De l'état-major de la garde nationale, il envoyait ses ordres. Chaque chef de colonne reçut ses instructions. Le commandement fut confié au général Sébastiani, au général Bedeau et au général Perrot, commandant de place.

Toutes les éventualités furent prévues. L'ordre général était de ne pas provoquer, mais de repousser par la force toute résistance armée et contraire à la loi.

L'attentat de Lagrange et de ses complices avait changé la face des choses. Ce n'était plus une émeute plus ou moins intense, c'était une insurrection complète, armée et fortifiée. Aux cris de Vengeance ! proférés par les gens qui escortaient le tombereau, les ouvriers répondirent par

d'autres cris semblables : Vengeance ! On assassine le peuple ! A bas Louis-Philippe ! L'infernal stratagème de Lagrange portait ses fruits. Il n'y aurait pas de peine assez sévère pour punir un pareil forfait, s'il n'était l'effet de la démence la plus caractérisée. Cependant, l'homme qui en est atteint siège sur les bancs de l'Assemblée nationale et du haut de la Montagne, il peut impunément faire entendre ses protestations hypocrites en faveur des bandits qui ont si bien suivi en juin la leçon de février ! Horreur !

On répandait le bruit : le Roi fait massacrer le peuple ! alors qu'il se refusait au contraire à verser le sang pour une cause à peu près personnelle.

Exempt de crainte pour lui-même, comme il l'a prouvé en tant d'occasions douloureuses, il ne put se décider à laisser agir, en toute liberté, les hommes d'énergie qui l'entouraient. La pensée des massacres, qu'il voulait éviter à tout prix, se présentait avec horreur à son esprit. Toute sa vie avait été la preuve de son aversion insurmontable pour les guerres civiles. Il a été conséquent avec lui-même dans ce moment solennel. Sa bonne foi et sa loyauté l'ont fait consentir à déposer une couronne qu'il n'avait prise en 1830 que pour épargner à la France le honteux spectacle dont nous avons été les témoins et les victimes depuis février dernier.

Ainsi finit la journée du 23.

L'abdication du Roi fut demandée par ses ministres du moment. Je les crois de bonne foi et que la Régence leur parut un moyen de conciliation. Le Roi règne et ne gouverne pas. Mot vide de sens, puisque c'est toujours sur le Roi que retombent les fautes de ses ministres. C'est une porte ouverte aux ambitieux qui jettent leur portefeuille lorsque la moindre difficulté ou le moindre danger se présente, puis ils vont tranquillement s'asseoir au foyer domestique pendant que leur Roi en exil, en proie aux souffrances du cœur, est, comme dans le cas présent, dans une position voisine de la pauvreté, sans avenir pour sa famille si digne d'un meilleur sort.

Lorsque le Roi eut abdiqué, il se retira pour prouver

la sincérité de son désir de voir Paris reprendre son calme habituel.

Confiant dans la nation, il remit entre ses mains les fils et la veuve du duc d'Orléans.

C'est le lendemain seulement, à Dreux, auprès du tombeau de ce fils chéri, qu'il apprit l'accueil fait à ces orphelins et à leur mère.

Un détail qui m'a frappé en ce moment d'immense trouble où tant de gens entraient et sortaient du cabinet du Roi, c'est la venue d'un homme en uniforme d'Alfort annonçant que le peuple ne souffrait plus de retard. Louis-Philippe le regarda un moment, puis d'un geste brusque il saisit la plume et écrivit avec son sang-froid habituel l'abdication qu'il remit aux mains de M. de Girardin, qui dit à demi-voix en se retournant : « Je la tiens enfin. » Peut-être croyait-il par là sauver la Monarchie.

La Reine, avec son courage invincible de grande chrétienne, s'opposa d'abord à l'abdication, et lorsqu'elle vit que le Roi allait signer, elle s'écria : « Ils ne sont pas dignes d'un roi aussi bon, et bientôt ils se repentiront. »

Puis, se tournant vers moi, elle me dit : « Allez ôter votre uniforme et accompagnez le Roi. »

Je courus vite chez moi ; je pris en hâte un habit bourgeois. En redescendant, je vis le Roi dans la grande allée du jardin. Il était accompagné de la Reine, du duc de Montpensier et des enfants du duc de Nemours.

ÉPILOGUE DE 1848

CHAPITRE PREMIER

RETOUR EN FRANCE. — LE ROMAN DU GÉNÉRAL DE RUMIGNY. — LETTRE DU PRINCE DE JOINVILLE ET RÉPONSE.

Quand je vis notre cher Roi bien installé en Angleterre et notre bien-aimée Reine auprès de lui, paisible et sereine, admirable comme toujours, je pensai à revenir en France.

Mon auguste maître souhaitait que j'allasse veiller un peu à ses intérêts et sauver, si je le pouvais, quelques débris abandonnés au moment précipité de son départ.

Il ne m'était pas facile de rentrer dans ma patrie, j'étais proscrit; j'avais perdu grades, situation, fortune; en un mot j'étais englobé dans la déchéance de notre souverain. Cependant, puisque telle était la volonté du Roi, je devais partir, essayer d'arriver et de réussir.

J'arrangeai ma barbe et mes cheveux, je pris des vêtements civils très simples, le peu d'argent que je possédais, et je m'en allai sur une barque anglaise qui me passa, à mi-route, à une autre barque française de pêcheurs normands !

J'abordai sans trop de peine. Le désordre était tel en France qu'on ne me demanda aucun passeport, circonstance des plus favorables, car celui que je possédais, au nom de mon valet de chambre François Naudin, n'avait guère de vraisemblance.

J'allai d'abord m'abriter chez mon neveu de Beauvoir; mais tout de suite on se mit à jaser dans le pays, ma nièce

prit peur pour notre sécurité et je crus devoir m'éloigner.

Il me fallait pourtant gagner Paris. J'avais toute ma vie servi mon maître avec un absolu dévouement; à l'heure actuelle, heure de détresse pour lui, je devais plus que jamais le lui prouver.

En carriole, à pied, parfois avec un bidet de louage, je parvins à Compiègne. Auprès de là, au château de Beaulieu, j'avais un excellent ami, le Dr Dubois, ancien député d'Amiens, fils d'un conseiller à la cour royale de Picardie. Je l'avais toujours connu; je songeai qu'il me recueillerait, aiderait, et conseillerait.

En conséquence, j'attendis la nuit dans un petit bois isolé de la forêt, près duquel se trouvait la demeure de mon ami. Je me reposai au milieu des primevères en fleurs et des jeunes pousses de sureau, en songeant tristement que ces jolies choses ne comportaient pas le moindre élément d'un dîner...

Je connaissais le pays et les êtres du château; sur le coup de neuf heures, j'entrai comme un voleur par-dessus une haie et m'en vins rôder autour de la maison. Un chien vint me flairer; je le caressai et il se tut. C'était une brave bête que j'avais connue jadis et dont l'instinct devinait mes honnêtes intentions.

Je vis les lumières s'éteindre aux cuisines; j'entendis le départ des serviteurs pour les communs où ils avaient leurs chambres et je me glissai vers la fenêtre qui marquait le cabinet du docteur. J'y voyais poindre une raie lumineuse sous le rideau tiré.

Les contrevents n'étaient point clos par chance.

Doucement, je frappai aux vitres, attendis et renouvelai mon discret appel, auquel un petit coup de voix de la bête qui me suivait se mêla discrètement.

Alors le rideau s'entr'ouvrit, une forme parut, tourna l'espagnolette et se pencha au dehors.

« N'aie pas peur, docteur; c'est moi qui te demande l'hospitalité. »

Une voix cristalline répondit :

« Père est couché... je ne vous vois pas... qui donc êtes-vous? »

Et puis soudain elle comprit :

« Ah ! général, mais que faites-vous là? Je cours vous ouvrir.

— Mademoiselle Aglaé, de la prudence, n'est-ce pas; je suis proscrit. Il ne faut pas que vos gens me voient... »

Déjà elle avait disparu. Je contournai la maison et attendis devant la porte d'entrée. Ce ne fut pas long. La barre de fer glissa à l'intérieur; le battant s'entrebâilla et je pénétrai; puis j'aidai la jeune fille à replacer la lourde barre de fer.

« Quelle surprise ! général; d'où sortez-vous? me dit celle-ci en me tendant les deux mains.

— J'ai compté sur votre père, Mademoiselle, pour donner abri au fugitif que je suis.

— Ah ! je comprends. Avec quel chagrin nous avons suivi les tristes événements de février ! Que deviennent nos chers souverains?

— Ils sont à Claremont et toujours dignes d'eux-mêmes; le courage et la foi les soutiennent. Moi, je suis envoyé en mission, mais il faut que je me cache; car je suis bien compromis. Cela vous effraie, Mademoiselle? »

Elle haussa les épaules. « N'est-ce pas dans le malheur qu'on connaît ses amis ?

— Ne puis-je voir votre père?

— Il s'est retiré; il était un peu las ce soir. Aujourd'hui il est allé à Compiègne toute la journée pour voir un peu la politique. Je vais aller le prévenir. Venez toujours dans son cabinet, il y a encore du feu (1). »

Nous entrâmes dans la pièce, mais la fenêtre en était restée ouverte et un souffle de vent avait éteint la bougie. Aglaé la ralluma à la flamme de la cheminée.

« Avant tout, dit la bonne créature, vous devez avoir faim; je vais aller voir dans le buffet si je puis découvrir quelque chose.

— Volontiers, mon enfant, depuis ce matin au petit jour, je me cache sans oser entrer dans la moindre auberge; il y a des gendarmes le long des routes.

(1) Madame Dubois et son autre fille étaient alors absentes. La sœur de Mademoiselle Aglaé épousa M. Gravier du Mousseau d'une ancienne et noble famille de l'Allier.

— Pauvre ami ! »

Elle courut, prit la lumière et m'abandonna dans l'obscurité que le feu mourant ne pouvait dissiper. J'étais bien; je reprenais ma chaleur normale, je sentais la sympathie de l'accueil si cordial qu'on me faisait, cela me rappelait Trouville où le Roi et moi avions été si bien reçus chez de simples bourgeois.

Aglaé m'apporta de succulent fromage, des confitures délicieuses et un pain rassis comme je n'en avais jamais mangé ! Et puis elle courut chez son père. J'entendis une exclamation et tout de suite je vis apparaître pieds nus, sa robe de chambre jetée sur ses épaules, le brave docteur.

« Tu sais, lui dis-je, la bouche pleine, celui qui me donne pain et vin mange et boit sa propre condamnation »...

Il se mit à rire, joyeux de me voir; et, me tapotant sur l'épaule :

« Mange, bois et dors chez nous; tu es chez toi. Et notre Roi?

— En sûreté, grâce à Dieu !

— Que j'en suis heureux! cette affreuse crise ne sera que temporaire; j'étais tantôt à Compiègne où les jeunes gens hurlaient leur éternelle chanson :

Mourir pour la Patrie,
C'est le sort le plus beau, le plus digne d'envie...

On a beaucoup parlé, au club, du comte de Paris et de la tutelle du duc de Nemours.

— Je le voudrais... seulement, j'y crois peu, pour l'instant du moins. Comme je te dérange, mon ami !

— Tu me fais plaisir et je te remercie d'avoir compté sur moi. Par quel hasard, Aglaé, n'étais-tu pas couchée?

— Je voulais finir ça, vois-tu, père : une calotte grecque que je brode pour ta fête, et comme c'est demain et que nous y touchons, je livre mon secret. Ce disant, la gracieuse enfant posait sur la tête chauve du cher papa un superbe bonnet de velours noir égayé de guirlandes de fleurs brodées en soie.

— Notre adorée Reine en a aussi brodé pour le Roi, dis-je. Les soirs autour de la table ronde, que de jolis travaux

elle inventait ! Maintenant, chers amis, si vous m'abandonniez ici, je dormirais sur ce canapé et, avant l'entrée des valets, je filerais demain matin.

— Non, décida le docteur, nos gens sont sûrs ; un seul d'ailleurs saura ta présence ici, Jérôme, le valet de chambre ; je réponds de lui. Tu as une triste mine, mon pauvre garçon ; tu vas te reposer quelques jours. Tu ne pourrais d'ailleurs pas entrer à Paris en ce moment ; il y a une garde sévère aux portes et on tire sur les suspects.

— Écoute, j'ai tant vu de batailles et de mitraille que je ne dois pas être tué, crois-le. Je suis criblé de blessures, je tiens tout de même, tu vois. Mais, en effet, je me sens épuisé ce soir, et puisque vous voulez bien de moi tous les deux, je resterai un peu, pourvu que Jérôme seul sache ma présence ici.

— Tu peux être tranquille, tu connais depuis des années ce bon serviteur. »

Pendant que nous causions, Aglaé avait disposé sur le divan une couverture, un oreiller, des draps ; elle dit drôlement en jetant des cendres sur les bûches enflammées :

« Mon général, je couvre le feu. Père, rentre chez toi ; je me retire. » Et elle partit, me laissant si heureux, si bien en ce bon gîte que j'en étais tout ému. Brisé de fatigue, je m'endormis.

Le lendemain, Jérôme entra dans le cabinet où je dormais. Il alluma le feu, posa, devant, un pot de lait et un pot d'eau et me dit :

« Mon général peut être tranquille ; Mademoiselle m'a donné la consigne. Il n'y a que moi qui entre ici ; les femmes sont pour la cuisine et la lingerie. Que mon général ne regarde pas à la fenêtre seulement.

— Merci, Jérôme ; la prison est très douce.

— Sûr qu'elle ressemble pas à celle où j'étais en Prusse ! Mon général va pouvoir passer dans le cabinet de toilette de Monsieur ; pendant ce temps, j'arrangerai la pièce. »

Je suivis le conseil de Jérôme et procédai à des ablutions dont j'avais le plus grand besoin ; seulement j'eus beau, avec l'aide d'une brosse, vouloir rendre présentable mon malheureux habit : il portait trop de traces de mes courses

à travers bois et fourrés, et je n'y parvins pas. Force me fut de me montrer en tenue de vagabond devant la jolie maîtresse de maison.

A midi, elle m'apporta elle-même à dîner et je ne pus que baiser ses mains blanches pour la remercier. J'avais assez de peine à me servir du bras gauche brisé deux fois en Russie; un rhumatisme s'y était ancré : aussi étais-je fort maladroit. Mon cher maître avait coutume de dire souvent : « Ce maladroit de Rumigny ! » Et comme une fois j'avais eu l'air triste devant ce reproche, le bon cœur du Roi lui inspira bien vite cette atténuation : « Il n'y a que les braves à l'être ainsi. »

Cette journée de paix fut délicieuse pour moi; j'étais amolli béatement; je regardais avec un immense plaisir la belle jeune fille qui avait tant de bienveillance pour le proscrit. Elle me donna du linge à son père, arrangea elle-même mon rabat et me servit encore le souper. Quand je lui demandai si nul de la maison ne soupçonnait ma présence, elle répondit en riant : Personne. Seulement la cuisinière a trouvé que mon père et moi nous avions eu aujourd'hui un formidable appétit !

Le lendemain était un dimanche. Le docteur se rendit à Compiègne, et dans l'après-dîner, comme je lisais tranquillement, les pieds sur les chenets dans ma prison, la jolie Aglaé vint me trouver.

« J'ai envoyé tous les domestiques à vêpres, expliqua-t-elle ; Jérôme est seul ici. Il faut venir prendre l'air ; depuis trois jours vous ne bougez pas. Nous allons aller au jardin.

— Quelle joie ! Oh ! Mademoiselle Aglaé, comment pourrais-je jamais vous exprimer ma reconnaissance?

— En revenant, quand vous ne serez plus obligé de vous cacher. »

Nous sortîmes. Il faisait un clair soleil printanier. Le jardin sentait la jacinthe et la violette. Aglaé, avec ses boucles noires, ses frêles mains blanches sortant de fines manchettes, son col rond et frais entouré d'une broderie qui retombait sur sa robe grise, était l'incarnation du printemps.

« Quel âge donc avez-vous? osai-je avec un soupir.

— Vingt ans.

— Ah ! et vous n'avez pas encore songé au mariage?

— Si, on me l'a offert déjà plusieurs fois. J'aime mieux rester avec mon père; les crises que nous traversons me laisseraient trop inquiète loin de lui. Il a besoin de mes soins.

— Moi, je n'ai personne; je suis tout seul, vous le savez. J'ai eu la douleur de perdre ma chère femme, qui ne quittait pas Madame Adélaïde; c'est affreusement triste. A présent que notre Roi est parti, que deviendrai-je seul ?

— Vous irez à Claremont.

— A mon tour de service sans doute; mais, entre temps, je tâcherai de vivre à Maison-Rouge comme un vieil abandonné. Le Roi m'a donné, vous le savez, la jouissance de ce château, enclave de la forêt de Bondy; mais je pense que, si la vente des biens de la famille royale a lieu, je perdrai même cet abri. A mon âge, c'est dur de voir brisés tous ses espoirs ! après une lutte de toute la vie ! »

Je me tus; Aglaé avait les larmes aux yeux. Elle me dit très bonne :

« Vous viendrez avec nous. »

Seulement elle me laissa soudain sous la glycine mauve, dont les grappes essayaient de s'ouvrir accrochées aux branches sans feuilles; je pense qu'elle avait compris ma pensée, lu mon cœur. Peu après, Jérôme vint me dire de rentrer; puis le docteur revint. Il me regarda assez sévèrement.

« Mon pauvre Théodore, je crains que tes blessures n'aient un peu détraqué ta cervelle.

— Pourquoi dis-tu cela? Hélas ! je devine, ta fille t'a dit mes confidences.

— Rien. Seulement j'étais derrière la haie du jardin, j'allais rentrer, quand j'ai entendu tes doléances, tes soupirs, et tu penses bien que j'ai compris.

— Hé bien si tu as compris, réponds. J'adore Aglaé, j'ai cinquante-trois ans (1), c'est vrai; mais j'ai un nom que je n'ai pas laissé déchoir. Le Roi est, j'ose le dire, un ami pour moi et me garde sa protection. Quand le trône sera rendu à celui qui doit l'occuper, j'aurai une charge impor-

(1) Le général, né en 1789, se rajeunissait de six ans.

tante à la cour, où ta jolie enfant fera fort belle figure. Avant de me rejeter, parle-lui au moins. »

Le soir même, il lui parla et me dit avec le bonsoir :

« Aglaé est, le croirais-tu, tentée par le désir de te consoler, de te rendre plus douce la vieillesse qui t'attend ; mais moi, j'exige une année de persistance dans de tels sentiments. Si à Pâques 1849 elle et toi avez encore la même idée, je te dirai, bien que j'aie seulement cinq ans de plus que toi : Je suis ton père ! »

Lettre du général de Rumigny au prince de Joinville

Paris, 20 septembre 1850.

Monseigneur,

Je ne puis vous dire combien je suis touché du souvenir du Roi dans un temps où le mal faisait des progrès qui nous ont coûté tant de larmes. J'ai été l'un de ses plus fidèles, et si j'ai un regret, c'est de n'avoir pas pu le lui prouver en répandant mon sang au 24 février ; mon sacrifice était fait et j'étais prêt à tout. Que de maux nous eussions épargnés à notre malheureuse patrie et que de jours eussent pu être réservés au roi ! J'ai eu encore de grandes inquiétudes pour la reine des Belges, mais, grâce au ciel, les nouvelles que mon frère m'a transmises chaque jour me rassurent et me donnent la plus complète espérance.

Si la Reine se rend à Bruxelles, soyez assez bon, Monseigneur, pour me le faire savoir, car je ne pourrais pas aller à Londres avant la fin du mois d'octobre, époque à laquelle j'espère que tout sera terminé.

J'attendais ce moment pour vous faire part d'un événement qui doit influencer sur le repos de ma vie ; je ne puis m'habituer à n'avoir pas d'intérieur et quelqu'un qui

prenne auprès de moi intérêt à ma destinée. Après bien des réflexions j'ai fixé mon choix sur une personne aussi attachée que moi à Votre Royale Famille. Elle n'a que vingt-quatre ans révolus, mais elle a les goûts de la vie des champs, et je veux comme elle vivre dans la retraite en consacrant ma vie à écrire, à moins qu'une guerre civile ne vienne demander le concours de mon expérience et de mon courage que je sens loin de fléchir. Mlle Aglaé Dubois est bien jeune, je le sais, pour mes presque soixante ans, mais elle n'en est pas effrayée et elle est entièrement décidée à me servir de sœur de charité si les infirmités viennent m'assaillir dans quelques années. Elle vient de renouveler le vœu d'être ma consolation et ma compagne dans la mauvaise et dans la bonne fortune, et je suis décidé.

Sa raison, sa profonde instruction, son amour du travail qui ne laisse jamais place au repos, et surtout le dévouement fanatique à Votre Famille qui est dans son âme comme dans la mienne, me laissent sans inquiétude pour l'avenir. C'est à son père, prévenu par moi, que vous devez la loi qui sauvera vos fortunes contre un complot dont j'ai su tous les détails que j'écrirai pour que le monde connaisse aujourd'hui la perfidie humaine.

Mon frère et mes sœurs se montrent peu favorables à mon projet; on a voulu me proposer un parti plus riche, des dames plus en rapport avec mon âge, on m'a même parlé d'une Écossaise fort riche : je n'ai voulu suivre que l'entraînement de mon cœur.

Grâce au Roi, mon revenu nous suffira, et comme les mines de la Mayenne vont se trouver très à propos dans une position que je n'attendais pas, je pourrai laisser après moi, à ma nouvelle épouse, une fortune assurée viagère si je meurs sans enfants.

J'ai donc tout lieu de croire que je serai heureux dans la vie modeste que je terminerai à Maison-Rouge, si le prince de Joinville me laisse cet asile solitaire au milieu de la forêt de Bondy.

Nous y vivrons en ermites, entourés de voisins qui ont pour moi une bienveillance que je dois sans doute à ma vie loyale et fidèle.

Veuillez, Monseigneur, excuser la longueur de ma lettre.

Je prie Votre Altesse Royale d'agréer une fois de plus l'hommage dévoué de son respectueux serviteur.

T. DE RUMIGNY.

Le prince répondit par courrier au général :

Vous ne doutez pas, mon cher Rumigny, de notre approbation à votre choix. Vous avez bien mérité le bonheur et le repos; que le bon Dieu vous l'accorde. Merci de vos bonnes lettres et de toutes les appréciations qu'elles contiennent; vous savez toute la vieille affection que depuis notre enfance nous avons tous pour vous. Nous ne changeons pas. Je ne sais ce que peut contenir l'avenir; mais ceux qui aiment leur pays trouvent toujours l'occasion de le servir. Quant à la bassesse actuelle et à l'humiliation qu'elle me fait éprouver, je m'en console en pensant que c'est inhérent à la nature humaine... Mais si un jour on fait vibrer les bonnes cordes, nous retrouverons cette France généreuse, que nous avons connue, honorée, servie, et peut-être pourrons-nous encore lui être utiles.

Je vous envoie, mon cher Rumigny, avec mes vœux bien sincères pour votre bonheur, un petit souvenir.

Tout à vous.

Fr. D'O. (1).

Le général ne raconte pas ce qui a trait à son mariage. Il passe presque toujours sous silence ce qui lui est personnel. Il a une année de stage à faire; il l'emploie à travailler et il reparaît fréquemment à Beaulieu, où il est toujours accueilli avec le meilleur empressement.

Chaque jour, Aglaé s'attache davantage à ce brave soldat si loyal, si juste et si fidèle à son Roi. Elle aime comme lui les exilés et, ne pouvant faire plus, prie pour eux. Souvent, le « vieux Théo », comme il se nomme lui-même, quand il arrive chez sa fiancée, lit au père et à la fille les lettres touchantes du Roi et de ses fils. Et puis, en famille, on reparle du passé... et de l'avenir.

Le général est libre au bout de peu de temps. Il circule

(1) François d'Orléans, Prince de Joinville.

en France sans danger, il prend régulièrement son service à Claremont et il avoue que ce sont des moments exquis que ceux vécus auprès de cette Famille modèle dans l'adversité ainsi que dans les honneurs. Il a un culte pour la reine Marie-Amélie, qu'il nomme souvent : « Notre divine Souveraine ». Il n'aime pas le général Dumas, parce qu'il a fait souffrir la Reine à propos de l'élévation au rang de dame d'honneur de sa vieille et fidèle femme de chambre (1); il affecte avec elle un orgueil déplacé que très doucement lui reproche la bonne Amélie : « Le cœur n'a pas besoin de blason ni de couronne. » Cette simplicité très chrétienne fut d'ailleurs toujours l'apanage de la famille d'Orléans. Ses membres regardent assez vaguement aux titres et prennent souvent dans le sein du peuple les gens de leur entourage. Ceci irrite les autres; le général Dumas n'est pas le seul à éprouver un sentiment de jalousie. En attendant son mariage, l'amoureux sexagénaire continue son journal.

(1) Mlle Moser. Le marquis de Beauvoir affirma qu'elle n'eut jamais le titre de *Dame d'honneur*, mais qu'elle était simplement admise à la table de la Reine.

CHAPITRE II

LOUIS-NAPOLÉON EN MARCHE VERS L'EMPIRE. — LE VICE-AMIRAL JACOB. — LA SAINTE REINE MARIE-AMÉLIE. — MORT DE LA REINE DE BELGIQUE. — BOURMONT ET GÉRARD.

Paris, 11 avril 1850.

Il y a eu conspiration le lundi de Pâques lors de la revue passée par le prince président Louis Bonaparte à Vincennes. Voici ce que j'ai appris :

Les Pontonniers, ainsi nommés de leur condamnation à la déportation, et les sociétés secrètes se proposaient d'enlever le Président et le général Changarnier au retour de la revue.

A cet effet, ils se réunirent en nombre sur le passage du faubourg Saint-Antoine, et dès que le Président parut dans la voiture, où se trouvaient le ministre de la Guerre d'Hautpoul et deux officiers d'ordonnance, ils se mirent à la suivre en criant des injures, disant : « Vive la république et la démocratie, à bas le Président ! » et lancèrent quelques bâtons dans les jambes des chevaux qui allaient au grand trot et qu'ils cherchaient à joindre, semblables aux loups de la Moscovie qui suivent les traîneaux. Ils traquaient leur proie, et si un cheval se fût abattu, ils l'auraient massacré sans pitié. Dans la confusion des cris on distinguait : A bas le gibier de potence ! à bas le tyran !

Ils guettaient Changarnier ; mais comme il était à cheval et bien accompagné, ils n'osèrent pas se porter contre lui. Ils criaient : « Vive la république démocratique ! »

Un soldat se trouvait au milieu de la foule. Le général piqua droit à lui et lui demanda brusquement pourquoi il ne saluait pas son général. Le soldat ôta son bonnet et dit au général : « C'est par hasard que je suis là. » Le général

prit son nom et son numéro. Les misérables n'osèrent pas lui dire un mot.

La conspiration était, dit-on, dirigée par un sieur Roche, homme de lettres déjà connu par ses excès démagogiques.

Le 6 octobre 1850.

Le vice-amiral Jacob, qui est passablement original, a perdu sa femme il y a quelque temps (en 1849). Je crois que Mme Jacob était une très belle modiste, que le petit et tendre amiral aima à la folie. Cependant, il lui refusait à peu près tout ce qu'elle aimait, de son vivant. Ainsi pendant le règne de notre bon roi Louis-Philippe, il lui refusait des objets nécessaires à sa toilette et il la désolait par sa ladrerie. Jacob est fort riche; il a acheté l'ancienne Abbaye de Lury.

Mme Jacob mourut; mais un an avant le jour fatal, l'amiral la conduisit dans un endroit de son parc où s'élevait un monticule de terre assez élevé avec, au dessous, une espèce de glacière :

« Mon amie, lui dit-il, j'ai fait faire ceci afin que nous ne soyons pas même séparés après la mort. »

On ne dit pas quelle fut la réponse de Madame l'Amirale. Seulement la chronique scandaleuse répondit qu'elle aurait autant aimé une autre compagnie. Au reste, elle est fort excusable, car l'amiral est le plus laid petit vieillard que je connaisse et, quoique très brave, il doit être quelquefois un triste compagnon pour une dame bien étoffée. Lors de la mort de sa femme, l'amiral régla le cérémonial. Il la fit apporter de Paris et conduire en grande pompe au lieu de son repos. Le char funèbre avait quatre chevaux. Celle qu'il traînait morte avait été revêtue de sa plus belle parure, des diamants, des bijoux; on l'avait embaumée. Elle fut déposée dans un tombeau ouvert, fermé seulement d'une vitre et, chaque semaine, deux fois, l'amiral allait s'asseoir auprès d'elle. La porte qui referme son trésor est en fer d'une énorme épaisseur, close par une serrure dont le mari seul connaît le secret. Les murailles ont cinq pieds d'épaisseur et le tout est couvert d'arbres immenses. L'amiral n'a auprès de lui qu'un prétendu neveu,

dont l'histoire est assez bizarre et, pour l'amuser, l'amiral a deux jeunes filles, dont l'une est, dit-on, la prétendue du jeune homme, l'autre sa sœur cadette. On cancane beaucoup sur cet intérieur de l'amiral, qui est content si son neveu l'est. Il en fait son héritier.

1856.

L'amiral Jacob est mort. Il a voulu être enterré auprès de sa femme et le caveau a été ouvert à cet effet.

Sans trop léser le neveu, il a laissé un legs considérable aux pauvres de Lury.

Dans ses dernières années, l'amiral s'était raccorni; il était devenu un vrai squelette. C'était une espèce d'original, très brave marin, qui a laissé une belle mémoire et une petite perruque blonde qui lui allait bien drôlement.

Bruxelles, 15 octobre 1850.

J'ai vu la Reine, notre sainte reine Marie-Amélie, mère de douleur et de résignation, et tous les Princes, frappés encore d'un deuil affreux, quarante-cinq jours après celui du Roi. La douce reine Louise est morte comme elle avait vécu, angéliquement. Son tendre cœur a beaucoup souffert, le roi Léopold n'ayant pas toujours compris ce qu'il devait être. Il avait des bontés et en a encore pour une Mme Mayer, femme d'un employé de sa maison. Mme Mayer est belle et coquine. Elle a été la maîtresse de M. Pape, le célèbre inventeur des instruments de cuivre. Il la voit chaque fois qu'elle arrive à Paris et il m'a plusieurs fois offert de me la faire connaître. Elle est donc la plus grande inspiratrice de Pape, qui a du génie musical, mais nul esprit.

Le pauvre Roi vit dans la confiance la plus extraordinaire sur son compte. La Reine avait malheureusement été avertie et sa jalouse tendresse avait été surexcitée depuis longtemps.

J'avais assisté au mariage de notre chère Princesse; elle n'avait eu que peu d'envie de ce mariage, car Léopold ne l'avait pas fascinée. Elle se mariait sans amour, plus par devoir qu'autrement; mais bientôt le cœur fut conquis

et elle devint éperdument amoureuse de son royal époux. Comme il arrive souvent chez l'homme, l'amour se changea en amitié, et, comme le Roi avait été toujours gâté par le beau sexe, il désira le changement et la Reine s'en aperçut. Elle en a beaucoup souffert et les détails que j'ai appris m'ont démontré que cette passion malheureuse, jointe au chagrin dont elle était assaillie, depuis la mort de son frère aîné le duc d'Orléans, a miné sa santé. Elle succombe, non à une maladie de poitrine, mais à une maladie d'entrailles devenue chronique, aggravée par les douleurs morales.

La reine Marie-Amélie est maintenant tourmentée pour la princesse Clémentine qui, par suite de ses chagrins, éprouve quelques changements dans sa santé.

Elle s'inquiète un peu, et cependant, comme la princesse est très robuste, on peut espérer qu'elle n'en ressentira rien de fâcheux. Les enfants de la reine Louise promettent beaucoup. L'aîné, le duc de Brabant, prince royal, est un beau garçon plein d'espérance et d'avenir. Il sera, j'espère, digne de ses oncles. Le second a peut-être moins de capacités brillantes; mais il paraît plus sérieux et plus studieux. La princesse Charlotte est ravissante de beauté et de gentillesse. Elle est l'idole de son père qui la gâte de son mieux. Le roi Léopold perd dans la reine Louise son plus fort appui auprès du parti catholique. Elle était le lien qui unissait les libéraux qui entourent et obsèdent le Roi et les catholiques qui sont le parti le plus nombreux de la Belgique. C'est donc une perte de cœur et une perte politique en même temps. Le Roi la regrette sincèrement. Il s'apercevra bientôt de la perte qu'il a faite, les sages conseils et la haute raison de sa femme lui feront défaut.

Il est d'un caractère indécis et plusieurs croient que lorsque son fils aîné aura l'âge voulu, il sera tout disposé à abdiquer pour se débarrasser de beaucoup d'ennuis, dont il se soucie peu.

Bruxelles, 16 octobre 1850.

Je viens de lire le livre de Vaulabelle intitulé : *Campagne et bataille de Waterloo* (*juin 1815*).

Pages 25 et suivantes il dit : Que ce fut après avoir connu le deuxième ordre du jour, celui appelé l'ordre de mouvement, que le général Bourmont partit. Ceci est inexact; voici les faits :

Bourmont reçut à son passage à Philippeville l'ordre de camper à Florenne. Il sut ainsi qu'il recevrait dans la nuit l'ordre de mouvement. Or, cet ordre arriva à minuit au général Gérard. Nous le copiâmes et je fus chargé de le porter à Florenne à trois heures du matin. Nous étions au mois de juin; le 15, il faisait jour... Je me rendis à Florenne, qui n'est pas éloigné de Philippeville, et c'est en arrivant, à quatre heures (1), que j'appris, par les cris des soldats et leurs imprécations contre les officiers supérieurs, qu'il y avait quelque événement extraordinaire.

Je pense qu'ici un mot sur Bourmont ne sera pas hors de propos.

Il était jeune lors de la guerre de Vendée, dont sa famille est originaire. Il fit cette guerre avec quelque distinction et il commandait ce que les Vendéens appelaient une division en 1794. Lorsqu'ils marchèrent sur Le Mans, il faisait partie de l'avant-garde, alors que les premiers Vendéens s'emparèrent du Mans après Louverné. Après la déroute, il reparut à la tête des chouans et il eut avec les gardes nationaux de Laval une petite affaire sur la route du Mans, dans laquelle il échappa miraculeusement. M. Prairie, de Laval, qui était un des premiers tireurs du pays, voyant Bourmont à vingt-cinq pas de lui, l'ajusta avec un fusil à deux coups, mais les deux coups ratèrent successivement. Depuis, Bourmont continua à commander les chouans jusqu'à la pacification complète. Plus tard, il entra au service (sous l'empire), en qualité d'adjudant commandant, c'est-à-dire chef de bataillon d'état-major. Il se distingua et devint en 1813 colonel, chef d'état-major de la division Gérard, dont j'étais alors chef de bataillon-premier aide de camp.

(1) Ceci démontre péremptoirement que Bourmont ne put communiquer l'ordre de mouvement à l'ennemi, puisqu'il déserta avant que le dit ordre fût apporté à son quartier général de Florenne par Rumigny.

Il fit avec gloire la campagne de 1813. Il était avec nous à l'attaque de Mersebourg en Saxe et à la bataille de Lutzen.

J'étais lié avec lui d'une grande amitié et nous vivions comme des frères. Dans un combat contre les hussards noirs prussiens en avant de Richoffheim sur la route de Dresde à Bautzen et à Breslau, le colonel de Bourmont s'était lancé bride abattue sur les hussards. Il fut atteint de plusieurs coups de sabre. Je volai à son secours et je fus assez heureux pour l'arracher aux coups que lui portait un officier prussien, qui lui en donna cinq à six sur les bras. Je blessai cet ennemi, qui abandonna alors le malheureux colonel. Plus tard, devant Reichenbach, après la retraite de Bautzen, lorsque le même boulet tua le maréchal Bessière et le général Bruyère, je me suis trouvé pris dans des terres grasses et humides, exposé aux coups de deux lanciers prussiens. Bourmont accourut comme la foudre et passa son sabre au travers du corps d'un des lanciers, qui, pendant que je me défendais contre son camarade, venait pour m'enfoncer sa lance dans le dos.

Ces services réciproques nous avaient liés, et c'est avec douleur que je me rappelle ces jours glorieux ternis pour lui par une action que rien ne peut justifier.

Nommé général de brigade en 1813, Bourmont devint à Mayence général de division.

Cette récompense énorme était justifiée par ses talents militaires, quoique la brillante défense de Mayence par le général Noirot, alors colonel du 18e de ligne, soit le fait de celui-ci. Bourmont avait préparé la défense et barricadé les issues d'une ville ouverte; mais il fut blessé en ma présence d'une balle au genou dès la première attaque de la ville.

La veille, nous avions eu, lui et moi, une occasion heureuse dans la maison de campagne appelée la Chapelle, appartenant à M. Andriame, marié à Mlle Merlin de Douai.

Bourmont attaqua les Russes directement, pendant que je conduisais une attaque par le jardin. Nous sautâmes par les fenêtres à travers une quantité de Russes, notamment dans la salle de billard qui fut encombrée de morts.

Je raconterai plus tard en détail cette défense de

Mayence, l'un des plus beaux faits d'armes de 1814. Le commandant Gérard, aujourd'hui général de division, s'y est brillamment distingué comme à Leipsig, où nous repoussâmes ensemble les forces prussiennes.

Bourmont, après la guérison de sa blessure, vint dans le corps du maréchal Macdonald, et en 1814 je le vis à Paris. Il demeurait rue Bourtibourg, nº 20.

Le 20 octobre.

Lorsque 1815 arriva, je revins à Paris auprès du général Gérard, que j'avais quitté lorsqu'on me mit à demi-solde après avoir refusé la confirmation de mon grade de colonel accordé à la bataille de Montereau.

(Ici figure de nouveau le récit de la défection de Bourmont. Comme son texte est identique, mot pour mot, à la relation qui en a été donnée précédemment par le général, il est inutile de le reproduire. Voici comment se termine ce passage) :

Bourmont, on l'a vu, ne trahit pas les secrets de l'armée, mais sa seule apparition aux avant-postes prussiens, en venant de Florenne dont il n'était qu'à deux lieues, dut les instruire que le corps d'armée du général Gérard avait quitté Metz pour se porter sur Charleroi. C'était donc un changement de front à gauche exécuté par l'armée française puisque ce corps était à l'aile droite. Les Prussiens ne s'y trompèrent pas, et les officiers de Bourmont, moins discrets, dirent tout haut que les Français avaient attaqué. Cela expliquerait la concentration de l'avant-garde ennemie lorsque nous attaquâmes vers onze heures du matin (1).

Il en résultait naturellement un léger retard dans le IVe corps, mais cependant il était au point désigné par l'Empereur à peu près à l'heure voulue.

(1) Cependant il est connu, et Rumigny l'a dit précédemment, que l'irruption de nos colonnes surprit l'ennemi. Le dernier alinéa du présent chapitre indique d'ailleurs que le IVe corps arriva à l'Empereur en temps voulu.

CHAPITRE III

LE MARIAGE DU GÉNÉRAL DE RUMIGNY (D'APRÈS DES RENSEIGNEMENTS OBTENUS DE LA FAMILLE). — CADEAU PIEUX DE LA REINE. — CADEAU DU ROI DE PRUSSE. — ÉPISODE RÉTROSPECTIF. — LES DERNIÈRES PAGES DU JOURNAL DU GÉNÉRAL. — LA FIN.

Depuis quelque temps, le Dr Amable Dubois avait été nommé inspecteur des eaux à Vichy. Il avait là un poste des plus importants et l'occupa jusqu'à sa mort, arrivée en 1887, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

Sa fille se maria le 7 novembre 1849 à l'église Saint-Louis d'Antin, à Paris, avec le général de Rumigny, qui avait pour la circonstance revêtu toutes ses décorations. L'église était comble; les vieux camarades, les amis très nombreux du docteur Dubois s'étaient rendus auprès des nouveaux mariés pour les féliciter. La Famille Royale en exil n'avait pas oublié d'envoyer l'expression affectueuse de ses sympathies. Aglaé pouvait faire honneur à son mari. Grande, svelte, elle avait un charmant visage, très doux, des yeux lumineux d'intelligence et un fin sourire. Lui, semblait rajeuni par le bonheur et ne savait de quelle reconnaissance payer cette délicieuse jeune fille qui se confiait à lui.

Pourtant il y avait un nuage sur le front pur de la jeune épouse; elle ne se dissimulait pas que le vieux coureur de batailles avait un cœur un peu volage; mais elle sut bien vite le ramener à la pratique religieuse qu'il avait abandonnée depuis la mort de sa mère. Elle lui réapprit à prier et elle eut un jour un témoignage d'amitié, bien précieux de la part de la reine Marie-Amélie, auquel elle fut grandement sensible.

Le général, tout content d'être revenu aux principes de sa religion, avait écrit à la Reine pour lui demander un de ses chapelets. La Reine répondit vite une lettre exquise, par laquelle elle annonçait l'envoi de deux chapelets, l'un pour le général, en grains blancs, l'autre en corail rouge

pour Aglaé. « Dites-le quelquefois pour celle qui vous les donne », ajoutait Sa Majesté.

Il est probable que le général obéit. Quant à sa femme, elle le récite encore, tous les jours, non pour la Reine, qui doit être une sainte au ciel, mais à ses intentions pour ceux qui restent de ses descendants.

Le ménage s'était installé à Maison-Rouge, très joli domaine adossé aux bois et sur le bord d'un étang.

Ils y avaient placé tous leurs souvenirs.

C'étaient d'abord les portraits de la Famille Royale, au grand complet. Il y avait, sous globe, la Jeanne d'Arc sculptée par la princesse Marie d'Orléans, devenue princesse de Wurtemberg, et que celle-ci avait offerte au général lors d'une circonstance racontée plus haut. Il y avait encore un tableau où l'on voyait le général à cheval au milieu de la bataille, en Algérie, où il était allé remplacer le général Bugeaud; et enfin, un superbe vase en porcelaine de Saxe, offert par le roi Frédéric-Guillaume de Prusse à M. de Rumigny, voici en quelle circonstance :

Dans les grandes guerres de Napoléon Ier, le lieutenant de Rumigny, avec sa troupe, s'empara de Leuwenberck. Les soldats, dès l'entrée dans la ville, se révoltèrent et voulurent la piller. Le lieutenant fut forcé pour les ramener à l'ordre de brûler la cervelle à l'un de ses soldats, plus audacieux que les autres.

Bien longtemps après, le lieutenant, devenu aide de camp du roi Louis-Philippe et général, fut désigné par le roi de France pour assister aux manœuvres de Prusse.

Le roi de Prusse l'invita à assister à une grande revue des troupes assemblées. Mais Frédéric-Guillaume se montra très mécontent de la tenue de la Landwehr de Leuwenberck qui remuait sous les armes, s'agitant outre mesure. Il en témoigna son mécontentement au général commandant, qui lui demanda de la leur pardonner, expliquant que la cause en était due à la présence du comte de Rumigny. Celui-ci, dans les guerres de l'Empire, avait sauvé leur ville du pillage.

Le Roi ne dit rien; mais, deux jours plus tard, il envoya son hôte à Leuwenberck, où il fut reçu en grand honneur par la ville.

Dès son retour à Paris, Frédéric-Guillaume lui adressa un magnifique vase de Saxe, sur lequel est peint le panorama de la ville qu'il avait su préserver.

A ce précieux don, était jointe une lettre du Roi :

« Monsieur le lieutenant général !

« Je désire vous laisser un souvenir des manœuvres de Silésie, auxquelles vous avez assisté l'automne dernier. J'ai choisi à cet effet un vase offrant l'image d'une ville qui, à une époque de triste mémoire, vous a dû une vive reconnaissance et la conserve jusqu'à ce jour.

« Je suis votre très affectionné. Frédéric-Guillaume.

« Sans-Souci, le 18 juin 1842. »

Quand ils eurent achevé leur installation à Maison-Rouge, le général pensa qu'il devait un peu faire voyager sa jeune femme et il l'emmena sur le Rhin.

Très intelligent, gai, sachant beaucoup, le comte de Rumigny était un charmant causeur. Partout il avait à conter un souvenir, une anecdote : « Une fois, dit-il, le camp était là-bas, dans cette plaine; je n'étais encore que sous-lieutenant et, comme je n'étais pas riche, j'avais un pauvre vieil uniforme trop court du temps de Fontainebleau. Mon colonel m'envoya porter un papier à l'Empereur. En entrant, je fis le salut militaire; naturellement, ce geste découvrit mes poignets rouges et maigres.

L'Empereur s'en aperçut, sourit et dit : « Votre habit n'a pas la vertu de la précieuse tunique de Trèves, il ne grandit pas avec son possesseur. Quel âge avez-vous, lieutenant?

— Dix-huit ans, Sire », répondis-je en rougissant.

Napoléon me congédia d'un signe bienveillant. Le lendemain soir, un tailleur venait me prendre mesure, mais je ne vis jamais la facture... L'Empereur était généreux; il aimait à donner largement. Mais, autour de lui, on gaspillait ferme; et à sa chute bien des membres de sa famille se trouvèrent dans la misère. Sans la bonté de notre roi Louis-Philippe, la reine Caroline aurait manqué du nécessaire. Régulièrement, j'allais, de sa part, lui porter des subsides, et à Louis-Napoléon lui-même, notre souverain ne marchanda pas des secours. »

Pendant ce pittoresque voyage, le ménage de Rumigny se trouva un soir sur le même bateau que le roi Maximilien de Bavière. Celui-ci se faisait suivre d'un violoneux qui, après les repas, lui donnait une aubade. Il remarqua le couple, dont l'attitude vis-à-vis de lui indiquait l'habitude des usages de la cour. Il vint vers les époux et leur parla avec bienveillance.

Arrivés à Manheim, les autorités policières s'opposaient à l'entrée des Français en ville à cause des troubles politiques.

Le général et sa femme ne pouvaient trouver à se loger, mais le roi Max les prit sous sa protection et, les classant parmi sa suite, les fit entrer dans son hôtel.

Le général de Rumigny reprend encore son journal et donne un dernier effort. Dans la tranquille solitude de Maison-Rouge, il travaille au classement de ses notes, aidé par sa jeune épouse qui écrit sous sa dictée et se plaît à comprendre et commenter les faits si intéressants qui ont traversé la vie de son mari.

Voici une brève dépêche de M. de Maupas et des notes sur le coup d'État de 1851 :

Le 2 décembre 1851, Paris.

CABINET DU PRÉFET DE POLICE

—

Le IIe Arrondissement est enlevé et les représentants aussi. Nos commissaires de police font des prodiges de courage. Cent représentants environ sont enfermés à la caserne du quai d'Orsay. C'est là un point immense.

Le Préfet de police.

Signé : MAUPAS.

P. S. — MM. Berryer et de Falloux sont à Mazas. C'est rigoureux, je le répète et je le pratique. Avec la force seule, nous serons les maîtres de la situation.

A ce soir les barricades !

Du canon, du canon et du courage !

Du canon !

Au Prince Président de la République.

26 décembre 1852.

M. Ta... nous a dit : « Je tiens les faits suivants de personnes irrécusables :

« Le 25 octobre, un commissaire vint trouver le portier

ou concierge de la maison qui est occupée par Lady Yarmouth, sur le boulevard au premier.

« L'appartement est grand et vaste, dit-il, il ne peut pas rester inoccupé pendant la cérémonie de demain.

— Monsieur, répond le concierge, les maîtres n'y sont pas et nous ne pouvons donner les clefs.

— Il ne s'agit pas de cela, dit le commissaire; il nous faut l'appartement, et que cela convienne ou non, demain nous l'occuperons. »

Avec la perspective d'une occupation par force, le concierge se soumit, et le lendemain, à une heure, le commissaire amena la garde nationale de Bagnolet qu'il installa dans les appartements de Lady Yarmouth, malgré les protestations contraires.

Autre fait.

La famille Morel de Tincé possède une maison neuve à l'angle de la rue Drouot, boulevard des Italiens. Un commissaire ou agent de police s'adresse à l'architecte chargé de terminer les travaux de location.

« A qui l'appartement du premier étage?

— A M. Morel de Tincé.

— L'appartement sera-t-il occupé demain 16?

— Non, Monsieur, le propriétaire est absent.

— Eh bien ! il faut que j'y mette douze personnes qui appartiennent à mon administration.

— Mais, Monsieur, je proteste.

— Protestez tant que vous voudrez, j'ai des ordres, je les exécuterai de gré ou de force. »

Le 16, le commissaire amène douze hommes; puis il se ravise, il en amène encore trente. Enfin, il s'adresse à l'architecte :

« Monsieur, j'ai encore dix ou douze dames à vous amener.

— Mais, Monsieur, ma femme et mes filles ne peuvent pas être dans les mêmes chambres que des femmes envoyées par la police.

— Monsieur, je ne vous demande pas la permission; c'est l'ordre de mes supérieurs et voilà les dames. Placez-les ! »

Il fit entrer alors des filles vêtues de robes plus ou moins élégantes, couvertes de bouquets de violettes et armées

de gros bouquets de la même fleur. Lors du passage du Président, tout ce monde hurla, trépigna et lança des bouquets au triomphateur. Cette démonstration est citée dans le rapport officiel.

Autre fait.

On convoqua les directeurs des chemins de fer. Dans la réunion, on proposa des mesures pour mettre les députations de ces différents chemins en harmonie. Péreire présenta une bannière verte et or qu'il avait fait apporter. Elle fut repoussée et il fut convenu que chacun serait libre de choisir une bannière sur laquelle on mit simplement : Louis-Napoléon.

La députation de Rennes fut placée par les soins de M. L. P. M. Il assura que le seul cri de : « Vive l'Empereur » fut poussé par le porte-enseigne et que personne ne dit un seul mot.

A la place de la Bastille, il y eut de grands cris de : Vive la République ! C'est au total une chose manquée; l'effet ne fut pas produit. Mais il paraît que, dans les provinces du Midi, il y eut de l'enthousiasme chez les paysans. On a malheureusement trop montré les ficelles que l'on a fait agir, et, sous ce rapport, l'Empereur doit être très mécontent de l'adresse des Préfets, surtout à Paris, où il aurait fallu mettre plus de tact et d'habileté.

On lit dans le *Times* du 2 février 1852 ces paroles curieuses : la France seule peut renfermer dans deux courts mois cette collection de faits historiques.

Le coup d'État. — La moquerie d'une élection. — La grande moquerie d'une constitution. — Les massacres parisiens. — La chasse militaire des républicains rivaux. — Confiscation à plaisir. — Proscription en masse. — Les déportations à Cayenne dont le compte emploierait la moitié des vaisseaux de l'État. — La délivrance des prisonniers en détail. — Les emprisonnements de Bordeaux. — Un demi-millier de baïonnettes pointées contre la France. — Un million d'espions insinués dans chaque maison particulière. — Une presse sans plume. — Des ministres mis seulement en place pour être remerciés. —

Un chaos de violences, de peurs, de doutes, dansant devant les yeux du spectateur étourdi, comme les étranges figures de la lanterne magique, en laissant sur sa rétine un spectre fangeux de hideur et de grotesque.

C'est triste, cette appréciation étrangère, mais est-ce complètement faux?

Le vieil officier laisse souvent tomber sa plume. Il regarde la jeune et gaie compagne qui a consenti à partager ses derniers jours et au lieu d'écrire il raconte. Il est intarissable, sa vie a été tellement remplie. Alors, Mme Aglaé, sans rien dire, relève le porte-plume et voilà son écriture fine, à elle, qui court à la suite des pages. Elle questionne son mari; elle l'oblige à préciser, à mieux fouiller sa longue mémoire. Ce qui lui plaît surtout, ce sont les descriptions de la Famille Royale, les soirées si douces à Neuilly quand la Reine, jamais inactive, promenait ses doigts sur un fin travail pour l'un des siens. C'était la meilleure époque de la vie, avant les deuils et les départs quand ils étaient là tous, les enfants de bénédiction envoyés par le bon Dieu. Le Roi arrivait le dernier; on lui faisait place à la légendaire table ronde. Mme Adélaïde, « l'homme d'État », comme disait le prince de Talleyrand, interrogeait des yeux son frère pour savoir si la journée finissante n'avait amené aucun trouble. Puis soudain fusaient de joyeux rires. C'étaient Chartres si vif, Nemours plus grave, Joinville et Montpensier, puis Louise, Marie-Clémentine, qui avaient trouvé un sujet de gaieté : « Père, racontez-nous quelque chose », disait l'un des jeunes princes exprimant la pensée de tous. Et, alors, le Roi, heureux de cet admirable cercle de sympathie, commençait un récit. — Ah! disait alors Aglaé, comme j'aurais voulu être là-bas! Est-ce ainsi à Claremont? — Les soirées s'arrangent toujours avec ceux qui restent ou qui passent, mais les fronts penchés ne se redressent plus, non parce qu'ils ont perdu leur couronne, mais parce que trop de deuils les ont alourdis. Et Rumigny se taisait, souvent une larme venait noyer ses cils... tandis que la jeune comtesse respectait son silence. Elle vivait un autre temps, mais elle ne pensait pas comme ceux de son époque, et, avec son mari, comme lui, elle aimait le passé et ceux qui le représentent en gloire pour la France!

Peu après le retour des époux en France, la loi de spoliation de 1852 faillit les chasser de Maison-Rouge. Les biens

du Roi étaient vendus. Le général n'avait aucune fortune, les mines de la Mayenne étaient à l'état de rêve; ce fut la petite dot de la jeune comtesse de Rumigny qui servit à racheter le domaine. A cette occasion, le général écrivit au prince de Joinville :

MONSEIGNEUR,

« Ma femme a racheté de ses deniers la propriété où la bonté du Roi nous avait placés. Je pense que Votre Altesse Royale sait que ce domaine lui appartient toujours et qu'elle sera chez elle quand elle daignera venir où sont ses fidèles serviteurs. »

Général DE RUMIGNY.

LA FIN DU GÉNÉRAL

Le général continua pendant cinq années son service près des Princes. Il allait régulièrement à Claremont, mais ses ressources très modiques ne lui permettaient guère d'emmener sa femme, qui menait une vie assez retirée que sa haute intelligence, ses talents et l'estime de tout l'entourage rendaient agréable. Puis le temps fit son œuvre; l'ancien soldat, qui avait tant combattu, sentit les irrémissibles atteintes de la vieillesse. Il renonça à ses courses lointaines, passa ses journées à écrire et dessiner, car il avait un fort joli talent d'aquarelliste. La goutte le tenait souvent cloué en son fauteuil, et il fallait le courage dévoué de sa chère Aglaé pour supporter les boutades d'un homme souffrant et par suite injuste. Mais rien ne rebutait celle qui avait accepté un devoir. Elle soigna son mari pendant cinq ans sans perdre un instant sa douce sérénité. Il mourut en la bénissant, et le nom de son Roi sur les lèvres, le 24 juin 1860. La jeune veuve écrivit à la reine Marie-Amélie, bien malade elle-même. Elle en reçut de précieuses consolations et continua sur la terre le chemin parcouru si dignement et où elle demeure encore au milieu de ses amis, de ses fleurs, de ses souvenirs, en sa jolie villa Joinville, à Vichy.

1914.

APPENDICE

Récit de l'arrivée, du séjour et du départ de S. M. le Roi Louis-Philippe Ier, Roi des Français, à Trouville-sur-Mer, arrondissement de Pont-l'Evêque (Calvados), les 29 février, 1er et 2 mars 1848, par M. Louis GUITTIER, ancien Maire de Trouville.

Le 25 février 1848, vers neuf heures du matin, la nouvelle arrivait à Trouville, que, la populace de Paris s'étant insurgée, le Roi, pour éviter l'effusion du sang, avait cru devoir signer son abdication, et s'éloigner momentanément de la capitale, avec la Reine et la Famille Royale, laissant à Monseigneur le Duc de Nemours la Régence jusqu'à la majorité du Prince Royal...

Dès le soir de ce même jour, on apprenait que l'insurrection était devenue formidable, que la République était proclamée, les Chambres des Pairs et des Députés dissoutes, et les rues de Paris couvertes de barricades, que la Famille Royale était partout menacée de mort, et qu'aucun de ses membres n'avait pu trouver un lieu assez sûr pour tenter de séjourner dans cette ville si souvent la cause des malheurs de la France, enfin, que les ministres avaient dû fuir de Paris : on allait même jusqu'à dire que certains d'entre eux se trouvant dans les mains des révoltés, leur perte était inévitable...

Ces bruits funestes causèrent à Trouville un effet pareil à celui qui se manifesta sur tous les points de la France.

A Trouville aussi, depuis plusieurs années, les journaux dits de l'opposition avancée avaient des abonnés, peu nombreux, il est vrai, mais enfin ces journaux étaient lus et commentés : ces feuilles avaient là, comme partout, égaré l'opinion. Nombre d'hommes d'ailleurs sincèrement roya-

listes, sont devenus par leur lecture, adversaires déclarés d'un ministère opposé à la prétendue réforme...

Désirant être éclairé sur le caractère et la réalité de ces bruits alarmants, je quittai Trouville dès le matin du samedi 26 février, et je me rendis auprès de M. Cordier, sous-préfet à Pont-l'Évêque; je lui fis connaître mon dessein de partir aussitôt pour le Val Richer, où je supposais que je pourrais avoir des nouvelles de M. Guizot; j'ajoutai que, dans de telles circonstances, c'était pour moi et pour ma famille un devoir de ne rien négliger pour faire informer M. Guizot de la possibilité de gagner l'Angleterre, en s'embarquant à Trouville, où nous pouvions, en attendant le moment propice, lui offrir une retraite, que nul républicain de la veille ou du jour ne serait tenté de violer.

M. Cordier s'opposa vivement à cette course au Val Richer; il m'objecta que certains indices le portaient à croire que déjà M. Guizot et MM. Hébert et Duchâtel se trouvaient en lieu de sûreté, que je devais bien penser qu'un étranger arrivant à Val Richer dans un pareil moment allait être nécessairement remarqué, qu'il ne serait pas prudent de s'y montrer, dans l'intérêt même de M. Guizot, qu'il fallait attendre, croire aux sympathies des honnêtes gens pour lui et ses collègues, dont heureusement aucun ne se trouvait sous le coup des assassins, et se tenir prêts pour le cas où notre concours serait nécessaire.

. . . .

Je dus me rendre à ces raisons; et, revenu le soir à Trouville, je fis part à MM. Billard et Liétoul, mon gendre et mon beau-fils, de ce qui m'avait été dit par M. Cordier sur le danger de ma visite au Val Richer, dans un moment où déjà de mauvais bruits s'étaient propagés...

La journée du dimanche 27 n'apporta aucun changement apparent à Trouville.

Cependant, certains individus, jusqu'alors paisibles, mais qui nourrissaient depuis longtemps des pensées hostiles au ministère, parlaient hautement aux ouvriers, si nombreux dans la localité, de corruption, de trahison même, de la part des ministres.

Un certain nombre de ces ouvriers écoutait avec passion ces orateurs improvisés par l'événement affreux que Paris subissait depuis trois jours avec tant d'humiliation.

. . . .

Inquiets, profondément attristés d'avoir vu s'écrouler en quelques instants un Trône qui était pour la France et pour

l'Europe un gage de sécurité, de bonheur, nous lisions avec un profond dégoût les détails incroyables que nous apportaient les journaux... Il n'y avait cependant pas de doutes à élever; et pour nous comme pour les partisans de la Royauté, la résignation devenait un devoir... Paris avait abandonné la cause du plus grand et du meilleur des rois... Des vœux, des vœux sincères pour la conservation du Roi, de la Reine et de leur famille auguste, là, désormais, devaient se borner notre concours et nos prières, puisque tous nous ignorions ce qu'ils étaient devenus.

Mais la divine Providence en avait autrement ordonné.

. . . .

En effet, dès le soir de ce même jour, dimanche 27 février, un pilote de Honfleur, décoré en 1846 par Sa Majesté, le sieur Hallot, ayant eu l'honneur de servir sous les ordres de Monseigneur le Prince de Joinville, dont il était l'un des canotiers, venait à Trouville pour s'entendre avec le patron d'un bateau de pêche de ce port : celui-ci s'était engagé à transporter en Angleterre, moyennant 3.000 francs, trois hommes qui lui seraient amenés le lendemain; il devait partir avec ses passagers, à la marée de nuit du lundi 28 février. Hallot quittait Trouville après cet arrangement et reprenait immédiatement la route de Honfleur pour revenir bientôt, conduisant une voiture dans laquelle se trouvaient MM. Dubreuil, chef de bataillon en retraite, Depauligne, capitaine en retraite, et de Perthuis, officier de la marine. Ces Messieurs étaient descendus à l'hôtel du Bras-d'Or, tenu par M. Levasseur, annonçant qu'ils séjourneraient quelque temps à Trouville.

Dans la journée, le capitaine Pierre Barbey, syndic des marins, ayant été informé que quelques personnes venant de Paris étaient logées chez M. Levasseur, se présenta à l'hôtel et s'annonça comme un ami de Mme la comtesse Foy, arrivée la veille à Trouville en compagnie de son beau-frère, M. Foy, sous-préfet à Bernay (Eure). Il dit que Mme Foy l'avait chargé de s'informer si, dans le nombre des personnes qui venaient de Paris, il ne s'en trouverait pas quelques-unes de sa connaissance. Sur la réponse négative de ces étrangers, le capitaine Barbey se retirait, lorsque M. Dubreuil engagea la conversation avec lui; le capitaine, dans sa franchise de marin, déclara qu'il serait heureux de pouvoir rendre service, que son emploi de syndic le mettait à même de réussir aisément là où d'autres pourraient échouer complètement : il montra tant de bonne volonté et de réso-

lution généreuse que M. Dubreuil l'engagea à dîner avec lui et ses deux amis.

Pendant le dîner, M. Dubreuil observa attentivement l'homme qu'un hasard heureux venait de lui amener; il vit qu'il pouvait risquer une partie de son secret et le confier à la probité, à l'honneur du marin.

« Mon cher capitaine, lui dit-il, pour mon propre compte, je n'ai pas besoin de bateau, non plus que mes braves compagnons; mais il n'en est pas ainsi de mon beau-père, M. Lebrun, homme avancé en âge, qui désire gagner l'Angleterre le plus tôt possible; le désordre et l'horreur qui règnent dans Paris lui ont causé une si vive impression, qu'à tout prix il veut quitter la France; je pourrai peut-être me décider, ajouta M. Dubreuil, à accompagner mon beau-père et revenir immédiatement à Trouville; je n'ai rien à craindre, et, du reste, je n'ai rien d'arrêté à ce sujet.

— Eh bien ! Monsieur le commandant, s'écria M. Barbey, faites venir Monsieur votre beau-père à Trouville, et je trouverai bien moyen de le faire passer en Angleterre !... j'y réussirai, fût-ce même M. Guizot... M. Dubreuil alors annonça au capitaine Barbey que M. Lebrun arriverait la nuit prochaine à Trouville, et qu'il lui faudrait lui trouver une maison paisible et retirée afin de lui éviter la moindre émotion.

Le capitaine Barbey, dans la pensée que M. Lebrun était quelque personnage dont la vie était menacée, proposa sur-le-champ la maison de son frère, M. Victor Barbey, laquelle remplissait toutes les conditions désirées. Les arrangements furent bientôt terminés, et on arrêta que l'on se reverrait le lendemain.

Le 28, dans la matinée, le général de Rumigny, qui avait pris le nom de Dubreuil, alla reconnaître la maison de M. Victor Barbey où M. Lebrun devait descendre dans la soirée. La mer, depuis plusieurs jours, était affreuse; la tempête redoublait de fureur. M. Edmond de Perthuis et le capitaine Barbey reconnurent que l'embarquement serait impossible pour ce jour-là, et qu'il faudrait attendre au lendemain, si le temps s'adoucissait.

La journée parut bien longue aux fidèles serviteurs du Roi !... Vers minuit, accompagnés du capitaine Barbey, ils se rendirent sur la route de Pont-l'Évêque pour attendre M. Lebrun... Le capitaine Barbey ignorait encore le nom véritable que portait la personne à laquelle il prenait un si loyal intérêt...

Pour éviter toute méprise, ils se divisèrent en deux groupes, afin d'observer à la fois les deux routes de Honfleur; M. Edmond de Perthuis et le capitaine Barbey se rendirent sur le chemin d'Aguesseau, conduisant à la forêt de Touques, et M. Dubreuil, M. de Pauligne avec le sieur Hallot attendirent la voiture au delà des parcs aux huîtres, sur la route de Pont-l'Évêque...

Vers une heure et demie du matin, 29 février, le bruit d'une voiture se fit entendre; et, au signal convenu, le bon Racine, jardinier du pavillon de M. le comte de Perthuis, à la côte de Grâce, qui était venu par la grande route de Pont-l'Évêque, s'arrêta : M. Lebrun descendit et le fidèle M. Thuret, qui était auprès de lui dans la voiture, se chargea de quelques effets appartenant à M. Lebrun.

La voiture retourna sur-le-champ vers Honfleur.

Le Roi apprit, chemin faisant, le secours que lui apportait le loyal capitaine Barbey, et se rendit à la maison du frère de ce dernier en donnant le bras à M. de Rumigny; le capitaine Barbey arriva peu après, et apprit avec plaisir l'installation de M. Lebrun dans la maison de son frère. Le lendemain, ou plutôt dans la matinée, le général de Rumigny fit connaître à M. Barbey le vrai nom, le rang suprême de M. Lebrun; la fidélité de M. Barbey fut encore surexcitée par les paroles affectueuses du Roi et l'assurance de sa gratitude pour les services qu'il avait déjà rendus.

La journée entière se passa tranquillement; aucun incident ne vint troubler les préparatifs du départ du Roi. Cependant la tempête continuait; la mer, excessivement grosse, éloignait tout espoir d'un départ prochain; il était évident qu'il serait impossible de quitter le port, si le vent impétueux qui régnait alors ne venait à se calmer; à cet état de mer venait s'ajouter celui qui résultait de la hauteur des eaux dans la Touque; les navires ne pouvaient flotter avant quarante-huit heures, parce qu'alors avaient lieu les marées de quartier, et qu'il fallait attendre le retour des vives eaux, si même encore la tourmente venait à cesser.

Le maître du bateau ayant été informé que le syndic avait délivré des permis d'embarquement pour MM. Lebrun et Dubreuil (1), ainsi que pour M. Thuret qui devait partir avec eux, reçoit de son chef les instructions convenables, et le départ fut remis au lendemain 1er mars, à la marée

(1) C'est-à-dire le Roi et le général de Rumigny qui avaient pris ces noms d'emprunt.

du soir, si toutefois le bateau venait à flotter. En outre, dans la pensée que ce même bateau ne pourrait peut-être pas quitter le port, en raison de la hauteur insuffisante de la rivière à la marée précédente, M. Barbey crut devoir en retenir un autre, qui arrivait de la pêche; cette seconde embarcation, étant restée en dehors dans l'intérieur des estacades, pouvait facilement reprendre la mer.

Cette nouvelle disposition prise, M. Barbey n'avait plus qu'à chercher le moyen d'obtenir le concours de M. Foissey, lieutenant d'ordre des douanes; il avait appris que les postes avaient été doublés et que des préposés s'étaient embusqués près des estacades.

La veille, vers minuit, son neveu et une autre personne avaient été vus et poursuivis par les préposés, au moment où ils s'assuraient de la surveillance exercée sur le rivage. Il était donc impossible de tenter l'embarquement, sans la participation du lieutenant d'ordre. C'est alors que M. Barbey, sachant pouvoir compter sur l'assistance de M. Billard, médecin des douanes, vint le trouver vers 5 heures du soir du 29 février, et lui demanda d'obtenir que M. Foissey permît, à la marée du soir du 1er mars, que trois personnes pussent s'embarquer, sans obstacles de la part des préposés.

Le lieutenant dînait ce jour-là chez M. Billard et j'étais avec eux depuis une demi-heure, lorsque M. Barbey vint s'asseoir à la table où nous étions. L'air ému, attristé, de M. Barbey nous frappa; il dit que, l'un de ses petits-enfants étant malade, il priait M. Billard de le venir voir immédiatement; ils sortirent ensemble, et je restai seul avec le lieutenant qui, comme moi, ayant remarqué l'air chagrin de M. Barbey, me dit : « Le capitaine a quelque autre embarras que la maladie de l'enfant de sa fille, mais cela s'éclaircira plus tard...

— Quel embarras voulez-vous qu'il ait? répondis-je; il peut heureusement vivre sans son emploi de syndic, et si les républicains le lui ôtent, il reprendra le cabotage... Oh ! non, ce n'est pas cela, mais vous verrez...

— Allons, allons, dis-je, je viens avec plaisir de vous voir approcher vos verres, et, ma foi, nous sommes tous si malheureux à présent que c'est vraiment un devoir de bannir toute pensée d'inimitié.

— Vous avez vu, Monsieur Guittier, que je le voulais bien, reprit le lieutenant; mais pourtant qu'il ne pense pas que je m'endormirai. *J'ai des ordres, et je les suivrai :* mes hommes ont vu cette nuit son neveu aux estacades; on sait

que des étrangers sont chez son frère, qu'ils veulent s'embarquer; c'est bien, mais cela n'aura pas lieu que je n'aie vu leurs papiers...

— Vous voulez paraître méchant, lui dis-je, mais vous ne l'êtes pas; il ne serait pas juste que vos griefs contre M. Barbey vous portassent à nuire à des personnes qui auraient intérêt à n'être pas vues de tout le monde; laissez donc faire, dès lors que votre responsabilité n'est vraiment pas engagée... »

Le lieutenant m'avait quitté depuis un instant, lorsque mon gendre rentra dans la salle à manger, où j'étais seul; il me dit avec une vive émotion : « Le capitaine Barbey n'a pas d'enfant malade; vous ne sauriez imaginer quelles personnes il veut faire passer en Angleterre?

— Est-ce M. Guizot? Mais non, c'est à nous que M. Guizot se serait adressé.

— L'un de ses collègues, peut-être?— Non, me répondit M. Billard, c'est le Roi, notre bon Roi, Louis-Philippe !... »

. . . .

Ce que j'éprouvai alors, je ne l'oublierai de ma vie, mais je ne pourrais l'exprimer ici... Je me recueillis un instant, et dis : « Eh bien ! tant mieux, le Roi a bien fait de venir ici, nous le sauverons, et je m'embarquerai avec lui; j'aiderai à le soigner pendant la traversée, car elle sera dure, et je le ferai respecter de nos marins qui ne le connaîtront pas.

« En voyant mon respect, mon empressement à me mettre à ses ordres, nos braves Trouvillais ne manqueront pas à me seconder; une fois arrivé en Angleterre et quand le Roi sera en sûreté, je reviendrai auprès de vous... » J'éprouvais, comme M. Billard, une émotion que je ne pouvais maîtriser, mais c'étaient des larmes amassées depuis trois jours et bientôt mon chagrin fit place à une exaltation que je n'avais jamais ressentie. Je ne pensai plus à la honte que nous subissions tous, à la vue des actes insensés de ces tribuns improvisés, toute ma pensée s'arrêta sur les moyens de rendre moins pénibles, pendant le voyage, les fatigues morales et physiques de notre bon Roi.

A dix heures, je revins auprès de ma femme et je l'informai de ce qui se passait; mon départ était résolu, elle l'approuva; et nous disposâmes tous les objets qui me parurent indispensables pour la périlleuse traversée que le Roi devait faire le lendemain par une horrible tempête.

Au point du jour, je retournai chez mon gendre et le

mis au courant de mes dispositions; je lui donnai le détail des objets que dans la journée j'allais faire déposer sur le bateau. « Il n'est pas probable que le départ ait lieu cette nuit, me dit M. Billard; vous voyez que le vent ne diminue pas et que la mer est affreuse; comment voulez-vous qu'un bateau puisse prendre le large par un temps pareil, et comment croire aussi que le Roi, déjà avancé en âge, puisse s'embarquer du canot dans le bateau... Est-ce que le Roi pourrait y parvenir? Par une mer aussi houleuse et aussi agitée..., il y aurait péril, dans une pareille tentative, il est impossible à mon avis que le capitaine Barbey songe encore à l'embarquement.

— Je conçois ce danger, lui dis-je, mais je crains qu'on ne précipite l'embarquement; le lieutenant d'ordre est, sinon l'ennemi, du moins l'adversaire assez passionné du capitaine Barbey, il s'opposera à laisser partir, sans avoir visité leur passeport, les étrangers qu'il sait être en ce moment chez le frère du syndic, s'il est vrai surtout, comme il me l'a déclaré hier, qu'il a reçu des ordres récents. (C'était vrai.)

— Vois le capitaine Barbey, engage-le à différer d'un jour, si ce délai peut préserver le Roi de quelque danger. »

. . . .

M. Liétout, de son côté, ne se tenait pas dans l'inaction et parcourait le quai et la place Bellevue; se mêlant aux groupes, il combattait les plus exaltés, en les rappelant à des idées de justice et de modération, les engageant à ne pas se montrer hostiles envers des hommes qui viendraient à Trouville, par suite des persécutions qu'ils auraient à redouter dans d'autres localités; il ajoutait que c'était un devoir pour tout le monde de montrer de la bienveillance envers toutes les personnes qui pourraient venir séjourner à Trouville. Certains nommaient quelques-uns des ministres; et, déjà, ils avaient des renseignements sur la présence de plusieurs étrangers chez M. Victor Barbey : tous, ou presque tous, s'accordaient à dire qu'il fallait aider aux douaniers *à veiller.*

La journée du 1er mars se passa ainsi; le capitaine Barbey avait eu l'honneur d'avertir le Roi et le général de Rumigny que l'embarquement aurait lieu *à sept heures précises du soir.*

Vers six heures, nous étions réunis dans le salon de M. Billard. Là se trouvaient MM. Lemaître, employé chef aux contributions indirectes; Barbey, syndic; Billard et moi. Nous arrêtâmes qu'il fallait *absolument* obtenir le concours

de M. Foissey, lieutenant d'ordre, en lui disant que le Roi *était à Trouville* et voulait s'y embarquer *ce soir même à sept heures* pour gagner l'Angleterre...

M. Billard se rendit aussitôt chez M. Foissey; ne l'ayant pas trouvé chez lui, il pria Mme Foissey de dire à son mari qu'il voulût bien venir le trouver aussitôt son retour et, comme il nous expliquait pourquoi il revenait seul, M. Liétout entrait au salon en toute hâte.

« Ne pensez plus à un embarquement, nous dit-il, nos adversaires ne sont pas restés inactifs, car voici ce qui m'a été dit à l'instant même par le sieur X. :

— Saviez-vous les nouvelles, Monsieur Liétout ?...

— Mon Dieu ! non, je ne sais rien...

— Eh bien ! nous en savons, nous, et les voici :

« Des ministres sont en ce moment chez Victor Barbey... son frère le syndic veut les faire embarquer, mais il ne réussira pas... Le commissaire de police sait cela; il va bientôt aller visiter la maison de Victor Barbey et s'assurer de la vérité... *Il n'y va pas aller seul,* car on veut savoir qui sont ces hommes que le syndic veut faire passer en Angleterre...

« J'ai tenté inutilement de faire abandonner ce projet inquiétant, ajouta M. Liétout, en représentant à celui qui m'en faisait part, que si, en effet, des ministres étaient à Trouville, c'était pour tout le monde un devoir de les préserver de toute insulte, de toute agression, que tous les ministres avaient donné des preuves de l'intérêt que Trouville leur inspirait et que nous leur devions à tous de la reconnaissance et non de la haine. — Je n'ai point été écouté, dit-il en finissant, voyez ce qu'il y a à faire; je crois que la maison de votre frère va être visitée dans peu d'instants, ajouta-t-il en s'adressant à M. Barbey. Dieu seul sait ce qui pourra arriver, si *les curieux* qui sont en ce moment sur la place Bellevue se mettent à la suite du commissaire de police; quelques-uns ont des armes, on me l'a assuré. »

Ce rapport nous consterna; il faisait évanouir toute pensée d'embarquement. Après un moment de réflexion : « Ne trouvez-vous pas, dis-je au capitaine Barbey, qu'il serait prudent que le Roi changeât de maison à l'instant même? » Et j'ajoutai sur sa réponse affirmative : « Veuillez vous rendre auprès du Roi et l'informer avec toute la réserve convenable de ce qui se passe : dites à Sa Majesté que M. Liétout et moi nous vous suivons, pour la supplier de venir habiter la maison de M. Billard, où sa personne sera en sûreté... »

Pendant que ces choses se passaient en ville, le Roi et le général de Rumigny se préparaient à partir à sept heures du soir, suivant l'avis donné par le capitaine Barbey. Mme Moisy, l'intéressante fille de M. Victor Barbey, avait préparé elle-même les mets servis sur la frugale table du Roi; à cinq heures et demie, le dîner était fini; à six heures, le Roi s'était préparé au départ, et à six heures et demie il avait mis son manteau, attendant l'heure avec impatience...

Le général avait remarqué que des hommes rôdaient autour de la maison; il écoutait attentivement, lorsque M. Thuret le prévint que quelqu'un le demandait en bas; le général descendit, et pendant ce temps le capitaine Barbey montait précipitamment l'escalier et entrait aussitôt suivi par le général. Le Roi s'était levé; le capitaine Barbey, prenant la main de Sa Majesté, dit convulsivement : « Sire, nous sommes trahis !... il serait imprudent que le Roi restât plus longtemps chez mon frère; M. Guittier attend Votre Majesté, pour l'accompagner dans une autre maison. » Et, précipitant sa marche, il entraîna pour ainsi dire le Roi, jusque dans la cuisine, où déjà M. Liétout se trouvait avec moi depuis un moment.

Le Roi, m'ayant vu m'avancer vers sa personne, me dit : « C'est vous, Monsieur? — Oui, Sire, répondis-je. Je suis un ancien maire de Trouville, un sujet fidèle et dévoué à Votre Majesté. M. Liétout, le capitaine Barbey et moi allons avoir l'honneur d'accompagner le Roi dans une maison où sa personne sera à l'abri de la curiosité des indiscrets... »

Depuis deux minutes environ, le général était remonté dans la chambre, il en descendit aussitôt; il venait de s'armer pour accompagner le Roi dont la personne pouvait courir un danger, pendant le court trajet de la maison de M. Barbey chez M. Billard; cette précaution résultait des remarques faites par le général quelques instants auparavant (Note de M. le général de Rumigny).

Le Roi, ayant pris mon bras, me dit en sortant de la maison :

« Je me nomme M. Lebrun, et mon gendre qui est auprès de nous se nomme M. Dubreuil. »

En effet, le général donnait le bras à M. Barbey, suivant le Roi, à deux ou trois pas de distance; M. Liétout suivait aussi, tenant l'autre côté de la rue de Paris; il était temps, en effet, de supplier le Roi de quitter la maison de M. Victor Barbey.

Voici, à ce sujet, ce que racontait le 8 mars le sieur X... :

« Je vous ai bien vu sortir il y a huit jours de la maison de Victor Barbey; un monsieur vous donnait le bras, M. Liétout vous suivait, puis un autre grand monsieur qui donnait aussi le bras au capitaine Barbey. J'étais en observation depuis un quart d'heure avec B... Il avait des pistolets, mais moi je n'en avais pas; vous avez passé auprès de nous sans nous voir.

— Eh bien ! dis-je à ce jeune homme, il ne vous a pas pris envie de venir me demander le nom de la personne qui me donnait son bras?

— Ma foi non; d'ailleurs, ce n'est pas à vous, ni au capitaine Barbey que j'aurais eu la pensée de faire une question indiscrète... Au surplus, moi je n'étais là que par curiosité, car pour B... il avait encore plus d'envie que moi de savoir si c'étaient des ministres, qui étaient chez Barbey; cependant, il ne vous suivit pas, ni moi non plus. »

Je vis dans ce récit l'embarras, le danger même dans lequel le Roi pouvait se trouver, si le commissaire de police et les gens de l'estacade se fussent hâtés, et si, par un bonheur providentiel, M. Liétout ne se fût trouvé en mesure de nous informer chez M. Billard de ce qui allait bientôt se passer. Qui pourrait expliquer ce qui allait survenir dans cette tumultueuse visite de la maison de M. Victor Barbey?... Il est permis de croire que ces deux hommes étaient là, en attendant les commissaires de police et les autres *curieux*.

Ces deux hommes furent aperçus du général de Rumigny, qui, croyant à une agression, avait la main dans sa poche sur un pistolet armé. Depuis sa sortie de la maison de M. Barbey, dix minutes s'étaient à peine écoulées que le Roi s'asseyait dans un fauteuil du salon de M. Billard chez lequel il avait fallu entrer secrètement... Une obscurité profonde ne permettait pas de distinguer le moindre objet.

M. Liétout me précédait en me tenant la main gauche, tandis que Sa Majesté, s'appuyant sur mon bras droit, était suivie du général (qui tenait de sa main gauche aussi l'un des côtés du manteau dont le Roi était couvert, tandis qu'à l'autre main le général avait un pistolet armé, dont les canons étaient dirigés vers mes épaules et à une distance telle que le général dut plusieurs fois raccourcir son bras en s'apercevant que l'arme touchait son habit) (Note de M. le général de Rumigny).

Le capitaine Barbey venait enfin après le général ; c'est ainsi que le Roi traversa le parterre situé derrière la maison de mon gendre et arriva dans le corridor conduisant au salon

où, après une minute environ d'attente, M. Billard apporta une lumière.

Cette lumière mit fin à cette précaution, assez périlleuse pour moi, de la part du général, qui craignait une trahison; il n'avait pas assisté d'abord et n'avait pas entendu ce que j'avais eu l'honneur de répondre à Sa Majesté, au moment où le Roi m'avait dit dans la cuisine de M. Barbey... C'est vous, Monsieur.

Je pris respectueusement la parole en disant : « Nous supplions le Roi de croire que sa personne est ici plus en sûreté qu'elle ne le fut jamais dans son Palais des Tuileries. Nous sommes tous dévoués au Roi, que nous voyons plus grand dans son infortune que dans tout l'éclat de la grandeur royale. »

J'osai continuer en disant : « Ah ! si le Roi, au lieu de venir à Trouville, eût voulu mettre sa personne en sûreté auprès de Monseigneur le Duc de Montpensier au château de Vincennes !...

« Nous, Normands, et tous les honnêtes gens du royaume, nous l'eussions bientôt débarrassé des insensés qui auraient tenté de l'y assiéger.

— C'est vrai, j'y ai songé, daigna répondre le Roi, mais je n'ai pas voulu que, pour ma cause personnelle, ni pour aucun des miens, l'histoire pût me reprocher la mort d'un seul Français... et d'ailleurs, en adoptant ce parti, je pouvais amener la guerre civile. »

Je repris aussitôt, en suppliant le Roi de m'excuser : « Ce ne sont pas des Français, Sire, qui ont voulu le départ du Roi !... Ce sont des malheureux que le Gouvernement de Votre Majesté aurait dû faire mettre en jugement depuis longtemps... »

Le respect m'imposa silence; tant de hardiesse m'était venue de l'émotion universelle...

Le Roi voulut savoir les noms de chacun de nous : j'eus l'honneur de répondre que M. Lemaître, debout auprès du fauteuil de Sa Majesté, était le neveu de M. Lemaître, commandant l'un des bataillons de la garde nationale de Coutances, décoré par Sa Majesté elle-même en 1845.

Une heure après l'entrée du Roi dans la maison de M. Billard, et dans un moment où Sa Majesté daignait permettre à MM. Barbey, Liétout et moi, de l'entretenir et que le général de Rumigny se trouvait assis, près de l'une des croisées de la chambre, dans laquelle un lit était préparé pour Sa Majesté, M. Lemaître s'approcha du général et

lui dit assez bas pour n'être entendu de personne, et en lui présentant un sac d'argent :

« Voici, général, tout ce que je possède; il y a là dedans 500 francs : je vous supplie de les accepter pour le service du Roi; ne lui parlez pas de ceci, général. Sa Majesté refuserait cette faible marque de mon dévouement. Acceptez, général; accordez-moi cette faveur...

— Je ne puis rien accepter, répondit le général, le Roi ayant reçu quelques fonds depuis le moment où il a dû quitter Paris. Cet argent pourra satisfaire aux dépenses du voyage; je ne puis, mon cher Monsieur, faire ce que vous proposez si loyalement pour le service du Roi; je conserverai le souvenir de votre bonne action; elle sera appréciée de Sa Majesté, qui en sera bientôt informée... »

M. Lemaître se vit, à son grand déplaisir, obligé de remettre son sac d'argent dans sa poche et alla le reporter chez lui.

Je dis au Roi que MM. Billard et Liétout, mon gendre et mon beau-fils, exerçaient la médecine à Trouville, l'un depuis vingt ans, l'autre depuis six années,

Que le capitaine Barbey, ayant l'honneur d'être connu de Sa Majesté, il me restait à dire que j'avais exercé les fonctions de maire à Trouville pendant près de huit années, qu'un bureau des postes devant être créé à Trouville, j'avais prié alors M. Target, notre excellent Préfet, de recevoir ma démission,

Que j'avais tenu ce bureau pendant cinq ans et qu'il était occupé en ce moment par Mme Liétout, ma belle-fille, directrice des postes depuis trois années...

On parla bientôt devant Sa Majesté du motif qui avait fait adopter le parti de supplier le Roi de changer de demeure; ce sont des individus qui ont manifesté l'intention d'aller s'assurer chez M. Victor Barbey si ce n'étaient pas des ministres qui se trouvaient chez lui. Nous avons au moins la satisfaction de pouvoir assurer à Sa Majesté que, dans leur nombre, il ne se trouve pas deux Trouvillais : ce sont, pour la plus grande partie, des hommes et des jeunes gens étrangers à la population...

« Eh bien ! dit Sa Majesté, si vous croyez que la curiosité seule les anime, faites ouvrir les portes, je vais me montrer à eux... »

On aurait pu, cependant, et sans aucun danger pour la personne du Roi, ouvrir les portes. Tous sans exception, je le crois, et j'en ai la conviction intime, se seraient mis aux ordres du Roi avec le même empressement, le même

respect que ceux qui, en ce moment, avaient l'honneur de se trouver devant Sa Majesté.

La tranquillité constante, la conduite honnête et régulière de toute la population, nous donnaient toute sécurité à cet égard... La curiosité inquiétante de certains d'entre eux n'était excitée que par le désir de s'assurer si, en effet, des ministres se trouvaient dans la ville... Tous ou presque tous avaient ignoré que les ministres avaient été remplacés, dans la nuit du 23 février, par d'autres personnages qui, dans la candeur de leur âme, avaient eu l'ingénuité de croire *à la modération de la populace de Paris !...*

Amenés, depuis plusieurs mois, et successivement, au plus haut degré d'effervescence morale, par les récits pompeux des journaux avancés qui racontaient, en les amplifiant encore, les faits et gestes des organisateurs et discoureurs des Banquets réformistes !... Disons le mot vrai : anarchistes !...

(L'ordre, avant tout, était donné de n'y pas porter un toast au Roi !... Ces niais, ces ingénus buvaient, mangeaient et *parlaient,* sans que cette défense leur serrât la gorge.)

Que Dieu daigne leur pardonner à tous leur aveuglement funeste; et qu'en aidant avec ardeur et sincérité à réparer autant qu'il se peut le mal immense qu'ils ont occasionné à la France, à l'Europe et à la Société humaine, leur conscience puisse un jour les absoudre de leur égarement, que l'histoire cependant ne pourra se dispenser de publier !...

Le Roi remarqua l'absence de M. Thuret, aux soins duquel il était habitué; je me chargeai, sur l'ordre de Sa Majesté, de le faire venir auprès de sa personne en allant une seconde fois dans la maison de M. Victor Barbey : M. Thuret n'était plus là... Comme on attendait la visite du commissaire de police, il avait dû se réfugier dans une maison voisine, où je vis Mme Barbey et sa fille, Mme Moisy, fort émues de ce qui venait de se passer...

M. Thuret rentra enfin; il apportait une caisse de très petite dimension, achetée à Dreux, et qui renfermait des bas de laine et des mouchoirs de poche; il me chargea d'une écharpe en laine blanche à bordure rose, objet qui m'avait été spécialement recommandé par le Roi; cette écharpe était un ouvrage de Sa Majesté la Reine. Le Roi fit paraître un vif plaisir en revoyant M. Thuret qui, depuis une demi-heure environ, était éloigné de sa personne. Nous écoutions dans un silence respectueux tout ce qui venait de bon, de sensé, de cette bouche auguste; aucun de nous n'avait jamais

eu le bonheur de voir de près la personne du Roi; et cependant, au bout d'une heure à peine, il nous semblait que nous étions depuis longtemps connus de Sa Majesté, et que, souvent déjà, elle nous avait parlé avec cette bonté infinie qu'elle nous montrait en se mettant à notre portée, si je puis m'exprimer ainsi.

Sur l'observation qui fut faite par M. Liétout que, du dehors sur la place Bellevue, où se trouvaient fréquemment quelques-uns de ceux que, devant Sa Majesté, nous nommions *des curieux,* on voyait le salon éclairé plus qu'à l'ordinaire, on décida de prier le Roi de monter dans la chambre où Sa Majesté devait passer la nuit : on y avait allumé du feu, et le lit était prêt, lorsque le Roi entra dans cette chambre. Mais ici encore, la lumière devait éveiller quelques soupçons; M. Liétout se fit apporter des couvertures de laine et les plaça devant les croisées dont les persiennes avaient été fermées d'avance; le général et M. Thuret aident à ce travail.

Le Roi, ayant demandé qu'on apportât *la plus haute chaise de la maison,* la fit placer près du lit et, s'étant assis, Sa Majesté voulut que M. Liétout vînt s'asseoir auprès d'elle; et après quelques moments de repos, pendant lesquels le Roi avait daigné adresser la parole à chacun de nous, tout en parlant avec le général et M. Thuret, Sa Majesté ajouta :

« Mais depuis un moment, je ne vois pas M. Billard? Où est-il donc ce bon M. Billard?

— Sire, répondit-on à Sa Majesté, il est dans un café où depuis trois jours se réunissent quelques personnes du parti républicain. M. Billard est là depuis une heure; il sait que Votre Majesté est en sûreté, entourée d'hommes dévoués : M. Billard cause, lit les journaux et, par son maintien dégagé de toute apparence de préoccupation, il écarte toute conjecture de la part de ceux qui seraient tentés de croire, de penser même que le Roi ou quelques-uns de ses ministres honorent en ce moment sa maison, car, comment pourraient-ils imaginer que, dans un cas semblable, M. Billard se tiendrait au café?

— C'est bien, très bien pensé, daigna répondre Sa Majesté... »

Depuis un moment, nous parlions de nous retirer pour que le Roi pût se mettre au lit, lorsque M. Billard entra et nous dit que si l'on attendait au lendemain 2 mai pour le départ du Roi, il ne serait pas possible d'empêcher qu'il ne fût reconnu; que l'on parlait au café de veiller toute

la nuit afin de connaître les personnes qui, depuis vingt-quatre heures, avaient habité la maison de Victor Barbey.

« Je regrette, ajouta M. Billard, d'apporter d'aussi fâcheuses nouvelles, mais je crois que la prudence exige que Sa Majesté ne passe pas la nuit dans la ville; il est indispensable que le Roi retourne à Honfleur : il faut espérer que Sa Majesté y pourra attendre sans danger que la mer soit praticable; et, en finissant, M. Billard ajouta encore : il ne faut pas trop s'inquiéter de la douane; j'ai vu le lieutenant, sans cependant lui dire toute la vérité sur les personnages qu'il savait être chez M. Barbey... »

Ce rapport nous était à l'instant même confirmé par celui tout à fait identique de M. Cocquard, secrétaire de la Mairie, qui entrait quelques minutes après M. Billard. M. Cocquard accourait en hâte lorsqu'il fut arrêté brusquement par M. le capitaine de Pauligne, qui veillait auprès de la maison de M. Billard.

« Où allez-vous?... lui demanda le brave officier... — Défendre le Roi, dit M. Cocquard. — Entrez alors... » Et voyant le général de Rumigny : « Monsieur, dit-il, je me nomme Cocquard : mon nom n'est pas noble, mais mon cœur est comme le vôtre; je viens me faire tuer s'il le faut aux pieds du Roi... »

Le général lui serra la main avec effusion et daigna le présenter à Sa Majesté : M. Cocquard nous fournit d'amples détails sur la visite avortée de la maison Barbey, sur l'assistance que le commissaire de police s'était engagé à donner à ces visiteurs inquiétants et sur les efforts par lui tentés auprès de ce commissaire pour l'engager à renoncer à ce projet.

M. de Rumigny reçut avec une grande bienveillance M. Cocquard, qu'il avait vu avec intérêt, plusieurs années auparavant, à Paris dans l'étude de M. Casimir Noel, notaire.

Tout nous confirma dans la pensée qu'il était nécessaire de suivre l'avis émis par M. Billard. Ceci avait été raconté au général de manière à ne pouvoir être entendu de Sa Majesté, qui, en permettant à MM. Lemaître, Barbey et Liétout de l'entretenir, avait constamment les yeux tournés vers nous. Le Roi voulut savoir ce que MM. Cocquard et Billard nous expliquaient et, s'adressant à ce dernier, Sa Majesté dit : « Voyons, Monsieur Billard, que se passe-t-il?

— Sire, répondit M. Billard, j'avais l'honneur d'informer le général que les mêmes gens qui se proposaient d'aller avec le commissaire de police chez M. Victor Barbey pa-

raissent décider à veiller une partie de la nuit; j'ajoutai qu'il serait bien difficile, impossible même, d'empêcher que le Roi ne fût reconnu, en partant demain matin de Trouville...

— Alors, dit Sa Majesté, il faudra donc partir cette nuit?... Mais à quelle heure?... Il y a bien loin d'ici Honfleur, et de bien mauvais chemins surtout; il faudra aussi y arriver une heure avant le jour, et comment pouvoir s'y rendre?...

— Sire, répondis-je à mon tour, je connais ces chemins comme nos quais; j'en ai fait vingt fois et plus le trajet : je demande respectueusement au Roi la permission de régler, d'ordonner même en sa présence, les préparatifs et l'heure du départ. »

Sur un signe affirmatif de Sa Majesté, j'ajoutai : « On partira à minuit; à cette heure-là, *les curieux* seront probablement tous rentrés chez eux pour sécher leurs vêtements trempés par les grains de la soirée; quelques douaniers seuls nous verront passer sans penser à barrer le chemin. Votre Majesté, malgré les fatigues précédentes, peut heureusement marcher jusqu'à un mille de distance de Trouville. A minuit et demi, deux voitures, conduites par MM. Billard et Levasseur, viendront par la route s'arrêter au point où le Roi aura daigné les attendre quelques minutes. Votre Majesté montera dans le cabriolet de M. Billard; le Général se placera auprès d'Elle, et moi j'aurai l'honneur de conduire. M. Levasseur recevra dans sa voiture l'escorte, qui sera composée de MM. de Pauligne, Edmond de Perthuis, Thuret, Barbey et Lemaître, tous armés ainsi que M. Levasseur.

— Cependant, si quelque obstacle, une opposition quelconque, venaient à empêcher les voitures de sortir de la ville, que feriez-vous? demande le Roi... »

Je m'empressai de répondre que rien ne pouvait empêcher M. Billard, médecin, de sortir de chez lui dans son cabriolet à telle heure de la nuit qui lui conviendrait, et qu'il en était de même de M. Levasseur, propriétaire de l'hôtel de la poste aux Chevaux. Le Roi approuva avec un plaisir que chacun put remarquer les détails du départ prochain pour Honfleur lorsque je dis surtout qu'on serait arrivé bien avant cinq heures du matin : dès quatre heures même si Sa Majesté l'ordonnait.

« Allons, Monsieur Guittier, vous êtes désormais notre capitaine des gardes, daigna me dire Sa Majesté.

— Je remercie respectueusement le Roi, répondis-je, et j'accepte de tout cœur cette fonction, dont j'espère m'acquitter de manière à obtenir l'approbation de Sa Majesté. »

Et, en m'approchant, j'ajoutai : « Je demande la permission d'être aussi pendant deux jours un fourrier du logis du Roi. Je connais un château situé à deux heures de distance de Honfleur, dans lequel Votre Majesté et les personnes de sa suite seront en sûreté, pendant le temps nécessaire pour obtenir un passage convenable et sûr; ce château appartient à M. Constance Poupart, l'un des hommes les plus honorables de notre arrondissement; M. Poupart, en 1845, a eu l'honneur d'être présenté au Roi par M. Guizot.

— Je me souviens de cela, je me rappelle très bien M. Poupart, daigna répondre Sa Majesté.

— Le Roi demeurera à la Pommeraye (c'est le nom du château) autant de jours qu'il plaira à Sa Majesté. C'est un lieu sûr, éloigné de toute habitation, sur le bord de la Seine; le Roi s'y reposera avec les fidèles compagnons de son exil, pendant que j'irai préparer le départ à Quillebœuf, si je ne parviens pas à l'obtenir à Honfleur. Il faut bien en venir là, puisque malheureusement Trouville est impossible en ce moment. Je demande aussi au Roi la permission de soumettre à Sa Majesté, pendant la route, ce qui me paraît utile pour l'embarquement.

— Bien, bien », daigna répondre Sa Majesté qui avait écouté attentivement ces détails donnés à elle seule, mais cependant de manière à ce que le Général entendît et approuvât.

L'heure avançait; nous savions à chaque instant ce qui se passait au dehors, et pour éloigner de plus en plus tout soupçon, M. Billard avait dû retourner une seconde fois au café. Le Roi recevait les visites de MM. de Pauligne et de Perthuis et leur donnait ses ordres en secret; bientôt, nous cessâmes de voir ces deux messieurs. Ce fut dans l'un des moments de la rentrée dans sa maison que M. Billard rencontra dans le vestibule M. de Pauligne qu'il ne reconnut pas, à cause de l'obscurité, et du peu d'instants aussi, qu'il avait eu l'honneur de le voir auprès de la personne du Roi. Cette rencontre amena, de la part de M. Billard, une déclamation dont il eut bientôt un vif regret.

J'étais approché de M. de Pauligne. M. Billard lui dit : « J'ignore, Monsieur, qui vous êtes et ce qui vous amène ici; mais si vous êtes venu pour trahir le Roi, je vous jure que vous ne sortirez pas vivant de cette maison. »

Et M. de Pauligne répondit aussitôt : « Mais, Monsieur, je vous en donne l'assurance; je suis attaché à la personne du Roi, et vous en aurez tout à l'heure la preuve.

— Alors, Monsieur, veuillez monter, répliqua M. Billard; j'aurai l'honneur de vous accompagner. » Ce qui eut lieu à l'instant même. Et à l'accueil fait par Sa Majesté à son loyal serviteur, M. Billard revint vite de sa méprise; il chercha, mais en vain, à faire des excuses à M. de Pauligne, qui ne resta que très peu de temps auprès du Roi pour recevoir ses ordres.

M. de Pauligne sortit aussitôt et nous ne le revîmes plus que dans la voiture qui avait reçu l'escorte. M. le général de Rumigny ainsi que M. Thuret restèrent seuls avec nous auprès de Sa Majesté. Le général parlait peu; son maintien grave, presque sévère, attirait vivement notre attention; nous admirions ce respect, cet empressement filial envers le Roi qui, d'ailleurs, était plein de bonté, dans ses expressions, dans son regard pour l'illustre et brave général.

Quant à M. Thuret, sa tristesse et son inquiétude étaient bien naturelles; le Roi lui dit : « Allons, mon bon Thuret, il ne faut pas vous attrister ainsi; cela me ferait de la peine... Imitez-moi, sachez résister à l'adversité; vous savez que ce n'est pas la première fois qu'elle me poursuit; je l'ai déjà bravée, comme je le fais en ce moment; imitez-moi; comptons toujours sur l'appui de la Providence... »

. . . .

A la demande de quelques-uns de nous, M. Thuret voulut bien raconter succinctement les embarras, les persécutions odieuses dont le Roi et la Famille Royale avaient eu à souffrir depuis plusieurs jours... Enfin, nous vîmes tous avec un vif intérêt M. Thuret, sinon oublier la cause si légitime de sa tristesse, mais s'efforcer de vaincre ses soucis cuisants. Car il laissait en France sa femme et ses chers enfants, une famille aimée; les craintes pour les jours du Roi; tout cet affreux désordre qui avait remplacé en si peu d'instants des jours naguère paisibles et sans dangers; c'en était bien trop, mon Dieu, pour qu'il fût permis à l'homme honnête et bon comme M. Thuret de surmonter de telles angoisses, sans en paraître abattu et consterné...

A cet instant, le Roi avait auprès de sa personne :

M. le général de Rumigny;

M. Thuret;

M. Lemaître;

M. Cocquard;

M. Billard;
M. Liétout (sorti depuis une heure, venait de rentrer);
M. Guittier.

L'absence volontaire de M. Barbey à ce moment fut expliquée à Sa Majesté par M. Billard, auquel le capitaine avait dit en partant : « Je vais rester chez moi jusqu'au moment où je devrai me rendre au point que je dois surveiller; je ne rentrerai pas ici, parce que je ne veux pas indiquer aux républicains que les ministres sont à présent dans votre maison : ces gens-là épient mes démarches, je me retire chez moi, la prudence l'exige. »

Dix heures allaient sonner. Je pris la liberté de faire remarquer à Sa Majesté que le moment du départ approchait, que la privation du sommeil pouvait déranger la santé du Roi, si heureusement conservée jusqu'à ce moment : j'exprimai le désir de voir Sa Majesté accepter un peu de vin de Bordeaux.

« Non, je ne boirai pas de bordeaux, dit le Roi.

— Sire, j'ai encore quelques bouteilles de vieux malaga, s'empressa de dire M. Billard, si le Roi daignait en accepter, cela pourrait combattre avantageusement le froid humide de la nuit.

— Ah ! vous avez du malaga, eh bien ! j'en prendrai un peu, voulut bien dire Sa Majesté... »

En parlant du trajet que Sa Majesté allait entreprendre, j'avais entendu le Roi dire au général : « Mais ce sera bien du monde là-bas.

— Non, Sire, avait répondu le général, l'escorte sera renvoyée à l'entrée du chemin de traverse, et Votre Majesté donnera congé à M. Guittier, à quelque distance du lieu où le Roi veut se rendre... »

J'entendis ces paroles et ne cherchai pas même à m'en expliquer le sens; il ne m'appartenait pas plus d'adresser la moindre question à Sa Majesté qu'à son noble compagnon; je devais conduire la voiture du Roi jusqu'au point où il plairait à Sa Majesté de me donner congé... Me mettre d'accord pour le départ, avec MM. Billard et Levasseur, telle devait être, en ce moment, ma principale occupation. Du reste, cette explication me devint facile, lorsque, le 3 mars, à mon retour de Quillebœuf, M. Le Carpentier, maire de la ville de Honfleur, me dit que S. M. la Reine était restée au pavillon de M. le comte de Perthuis, pendant tout le temps que le Roi s'en était absenté.

Je compris ces mots alors : « Ce sera bien du monde là-bas. »

La certitude de revoir dans quelques heures son ange gardien, la sainte compagne de ses jours, c'en était bien assez pour ramener au cœur de ce bon Roi le modèle des bons époux, un peu de cette douce sérénité que chacun de nous avait pu remarquer. La crainte aussi de causer quelque émotion à la Reine avait dicté seule ces paroles du Roi à M. de Rumigny...

L'heure du départ approchait; nos dispositions étaient à peu près terminées. M. Liétout était revenu depuis quelque temps de son excursion sur les quais et le chemin de Touques; il avait recommandé à sa femme, directrice de la Poste aux Lettres, de tenir entr'ouverte depuis minuit jusqu'à minuit et demi la porte extérieure de son bureau pour le cas où, contre toute attente, le Roi ne devrait pas aller au delà.

Le sieur Eugène Ledresseur, qui s'était trouvé près d'un groupe de jeunes gens qui stationnait soit près des estacades, soit sur la place Bellevue, vint nous dire qu'un jeune homme de ce groupe, le sieur X..., étant tombé à l'eau, avait été sauvé par ses camarades qui l'emportaient : ce renseignement fit taire sur ce point notre inquiétude.

En emportant chez lui le jeune homme, qui avait failli se noyer, ses camarades, encore nombreux sur ce point, désertèrent tous. Par la pluie qui n'avait cessé de tomber qu'à de rares intervalles... ils s'ennuyaient beaucoup..., ils ne pouvaient penser que les ministres quitteraient la ville pendant cette nuit si obscure et si humide.

Ils partirent donc avec la volonté de revenir dès le matin du lendemain... Mais ce lendemain n'arriva pas pour satisfaire leur curiosité quelque peu inquiétante.

Le Roi ayant voulu savoir comment on allait se rendre à l'endroit où devaient venir les voitures, M. Liétout dit aussitôt : « Si Votre Majesté daigne le permettre, voici dans quel ordre on marchera : le Roi donnant le bras à M. Guittier sera précédé à quelques pas de distance par le général, qui a approuvé tout à l'heure cette disposition... J'accompagnerai M. de Rumigny; il me veut auprès de lui à cause de ma taille qui se rapproche de la sienne. »

A cinq ou six pas en arrière et sur la ligne du côté de la rivière que suivait le général, marchaient MM. Thuret, Cocquard et Lemaître; et pour le cas, bien impossible, où le Roi voudrait s'arrêter sur le quai, Votre Majesté daignerait entrer dans le bureau de la poste, dont la porte sera tenue entr'ouverte par ma femme, qui est la directrice de ce bureau; elle aura près d'elle Mme Noel Canque, dont le

mari s'est placé en observation aux Parcs aux Huîtres et en communication avec le capitaine Barbey, qui s'est chargé de la surveillance du poste des douaniers dit de la Couture au Marais, sur la route de Touques. Ce poste étant dépassé de deux ou trois cents mètres par Votre Majesté, les voitures se rendront à ce point pour le service du Roi et de son escorte.

« Je vois que tout est bien disposé, daigna reprendre le Roi; je viens de vous entendre dire que votre femme est directrice de la Poste : mais elle perdra son emploi s'ils apprennent qu'elle a pu faire quelque chose pour moi...

— Sire, s'empressa de répondre M. Liétout, ma femme tient ce bureau des bontés de Votre Majesté. Il est bien juste que nous le perdions pour son service.

— Vous avez un bon cœur et je vous remercie; j'ai aussi remarqué que vous avez été longtemps sorti, voulut bien ajouter Sa Majesté. Qu'avez-vous fait pendant votre absence?... Est-ce qu'il y a encore beaucoup de maisons après le bureau de la Poste?...

— Oui, Sire, reprit M. Liétout. Le bureau de la Poste, étant situé à peu près au centre du quai se trouve à cinq cents mètres environ de distance des Parcs aux Huîtres; et, entre ces deux points, il existe un assez grand nombre de maisons; c'est aux Parcs aux Huîtres que stationne M. Canque, et il n'en partira qu'après le passage de Sa Majesté. Jusque-là, il communique avec M. Barbey, ainsi que je viens d'avoir l'honneur de l'expliquer au Roi. J'ai dû faire des courses parce que M. Guittier n'a pas voulu demander au Roi la permission de s'éloigner pour quelques moments d'auprès de sa personne; sans cette cause, il eût fait lui-même sa revue, mais il savait que je pouvais faire ceci comme lui, et que je serais moins remarqué à cette heure tardive. M. Billard a dû retourner une dernière fois sur les quais, se montrer en un mot; et, ainsi que Votre Majesté aura bientôt l'occasion d'en faire la remarque, tout est arrangé, tout concourt à une parfaite réussite; nous nous étions distribué la tâche afin de la mieux remplir; et le Général a eu la bonté de tout approuver.

— Bien, je vois que tout va se passer tranquillement, et je vous en félicite, Messieurs, daigna nous dire Sa Majesté, car je ne voudrais pas que la vie de personne pût être compromise...

— Nous supplions le Roi de bannir toute inquiétude, reprit M. Liétout; j'ai tout vu, tout examiné avec la plus

sérieuse attention. Votre Majesté ne rencontrera pas le plus léger obstacle dans sa course; car Dieu protège toujours le Roi... »

Minuit avait sonné... Le général venait de nous dire assez bas pour n'être pas entendu de Sa Majesté : « Vous savez, Messieurs, qu'on n'arrête pas le Roi... »

Notre vive et unanime réponse expliqua aussitôt nos sentiments.

« Alors, c'est entendu, dit le général; mais vous, Monsieur Liétout, êtes-vous armé?...

— Non, général, je le serais à présent si j'avais pu prévoir il y a quelques heures que j'aurais l'honneur de marcher auprès de vous...

— Hé bien ! prenez ceci; ça ne rate pas, et s'il faut vous en servir, tirez à bout portant... »

En disant cela, le général mettait à la main de M. Liétout un pistolet à deux coups. « Et pour vous, Monsieur Guittier, qui allez être à côté du Roi, voici une canne à épée...

— Bien, général, répondis-je; nous croyons tous ne pas être obligés à faire usage de ces armes, mais si la nécessité venait à s'en montrer, vous nous verriez tous aussi à l'œuvre... »

MM. Cocquard et Lemaître s'étaient munis d'armes; ils le déclarèrent au brave général, qui, pendant toute la soirée, ne s'éloigna pas une minute, un seul instant d'auprès la personne du Roi. Par son noble et courageux dévouement, le général nous inspirait à tous une confiance, une résolution qu'aucun de nous jusqu'alors ne connaissait en lui. Nous avions tous la pensée d'un certain péril; mais, Dieu le sait, uniquement pour celui que la Providence nous chargeait de défendre... On partit : le Roi l'ayant ordonné. Lorsque M. Billard vint m'annoncer que la sellette du harnais manquait. S'il n'eût été déjà parlé de cette circonstance, de cet embarras momentané, je me serais abstenu de le consigner ici.

Mais comme ce fait, partout ailleurs insignifiant, s'était fixé dans une mémoire auguste, j'ai cru devoir le rapporter en détail; il a eu pour résultat de lever un obstacle sérieux au départ du Roi, cette raison seule me serait un devoir de l'expliquer en détail.

A mon retour de Pont-l'Évêque le 26 février dans la soirée, je descendis chez M. Billard, mon gendre; et, le domestique, en ôtant le harnais du cheval, s'aperçut que l'une des courroies du reculement s'était rompue; il porta, le len-

demain, dimanche 27, ce harnais ou plutôt la sellette chez le sellier, pour faire recoudre cette courroie... Ce travail n'ayant pas été fait sur-le-champ, et le domestique ayant négligé les jours suivants d'aller demander au sellier cette partie du harnais, elle était restée dans la petite boutique de ce dernier, boutique située sur le quai Joinville; et dans laquelle ce sellier ne couche jamais... Dans la persuasion que ce sellier ne serait pas dans sa boutique, à une heure aussi avancée, M. Billard se rendit chez M. Levasseur, qu'il trouva faisant atteler son cheval au char à bancs; il lui fit part de l'embarras dans lequel il se trouvait, et M. Levasseur, n'ayant en ce moment aucun harnais de cabriolet, indiqua l'écurie de M. David, ancien adjoint, où, certainement, il devait se trouver un harnais de cabriolet. En s'y rendant, M. Billard aperçut de la lumière dans la boutique du sellier; il y entra et lui fit la demande de la sellette de son harnais, en lui disant avec humeur qu'il était obligé de partir à l'instant même; le sellier se mit aussitôt à l'ouvrage et, tout en faisant son travail, il expliqua aussi à M. Billard la cause de sa présence dans sa boutique à l'heure où l'on se trouvait...

Et dit que, vers dix heures et demie du soir, étant occupé à finir un travail demandé pour le lendemain de grand matin, le nommé M... était venu se placer devant sa boutique armé de deux pistolets d'arçon chargés, et lui avait à plusieurs reprises tenu ces propos : Il faut que tu viennes avec nous chez Victor Barbey; il a chez lui des ministres, il faut les prendre : viens avec moi et dépêche-toi. Voici un pistolet pour toi, et je garde l'autre pour leur faire leur affaire... En disant ceci, cet homme, qui était dans un état d'ivresse complet, agitait ses pistolets et, plusieurs fois, leurs canons s'étaient trouvés en face de moi, ajouta le sellier; je lui avais dit plusieurs fois aussi de s'en aller et de me laisser tranquille. Voyant enfin que j'étais exposé à être la victime de sa maladresse, je suis sorti de ma boutique, et m'étant saisi très brusquement de son arme que je lui ai arrachée des mains, il en tomba sur le trottoir en s'écriant qu'il avait la jambe cassée. Des hommes se sont trouvés là, ils l'ont emporté, car il ne pouvait plus marcher. Voici pourquoi, Monsieur Billard, vous m'avez trouvé aussi à l'heure qu'il est dans ma boutique; cet homme m'a retardé de plus d'une heure et demie dans mon travail. Ce détail commencé en recousant la courroie était achevé par le sellier en apportant la sellette et en la plaçant sur le cheval qu'il aidait M. Billard à atteler.

Ce dernier partit aussitôt dans son cabriolet pour l'amener au point fixé pour le rendez-vous. Je lui dis d'en trouver un autre aussi vite que possible. La pendule marquait dix minutes après minuit.

Le Roi quitta son appartement, prit mon bras, sortit sur la place Bellevue que nous savions déserte, par le rapport du jeune Ledresseur, rentré à minuit cinq minutes, dans la maison de M. Billard.

Sa Majesté suivit les quais, sans qu'aucun homme se montrât, à l'exception des deux douaniers qui virent silencieusement passer le cortège. On arriva devant le bureau de la Poste, où Mmes Liétout et Canque étaient en observation, puis aux Parcs aux Huîtres, où depuis deux heures M. Canque se trouvait. Il vint quelques pas au-devant de M. Liétout qui, de son côté, s'était porté vers lui en devançant un peu le général. M. Noel Canque annonça que tout était tranquille. Enfin, à quelque distance de ce point, le capitaine Barbey se présenta au général en disant que la même tranquillité régnait sur toute la route. Le poste des douanes fut bientôt dépassé; deux préposés seuls l'occupaient.

Le Roi parcourut facilement cette distance; le temps était moins mauvais, les grains avaient cessé. Pendant cette marche silencieuse, le Roi daignait me confier ses inquiétudes accablantes sur le sort de ses enfants. Eux seuls occupaient ses pensées; il s'oubliait pour eux.

Il semblait ne pas savoir qu'il était là, ce bon et tendre père, sur un grand chemin, à une heure semblable, accompagné, il est vrai, d'hommes dévoués à sa personne, mais, excepté le général, obscurs et inconnus.

M. Thuret n'était pas venu avec le Roi; il avait voulu rester pour veiller aux objets, si peu nombreux d'ailleurs, qui appartenaient à Sa Majesté. M. Thuret arriva dans le cabriolet de M. Billard. MM. de Pauligne et de Perthuis vinrent dans le char à bancs amené par M. Levasseur. Parvenu au point indiqué pour attendre les voitures, le Roi voulut le dépasser; Sa Majesté me disait n'éprouver aucune lassitude; on approchait de Touques. A un mille et demi de distance de la maison de M. Billard, il fut reconnu qu'une marche rétrograde était nécessaire; le Roi alors me demanda si je pensais qu'il fût possible qu'un obstacle imprévu retardât l'arrivée des voitures...

« Mon Dieu, non, Sire; il ne peut pas se présenter d'autres causes d'un léger retard que la recherche, par mon gendre, d'un harnais pour remplacer le sien, recherche assez difficile

à Trouville après minuit. Je supplie le Roi, ajoutai-je, de pardonner à M. Billard ce retard involontaire; je le déplorerais si le Roi se sentait fatigué et si le temps, qui est devenu passable, ne rendait moins pénible pour Votre Majesté cette attente qui va bientôt cesser. » Arrivés près de la maison de M. Auguste Durosay, à cinq ou six cents pas en avant du bourg de Touques, on entendit un bruit de voitures, venant au train de poste. Au bout de quelques minutes, leurs conducteurs, MM. Levasseur et Billard, étaient arrivés auprès de Sa Majesté.

MM. Billard, Canque, Cocquard et Liétout, en pleurant amèrement, reçurent leur congé de Sa Majesté, qui daigna les remercier avec émotion et leur tendit pour la baiser sa main qu'ils pressèrent avec effusion.

Bientôt, Sa Majesté monta dans le cabriolet; M. de Rumigny se plaça auprès du Roi; je pris les rênes et nous partîmes. M. Levasseur avait fait avancer son char à bancs qui avait reçu, dès en partant de l'hôtel du Bras-d'Or, MM. Edmond de Perthuis et de Pauligne et où montèrent MM. Thuret, Lemaître et Barbey.

Cette voiture, dont tous les voyageurs étaient armés, précédait de cinquante à soixante pas la voiture du Roi.

On passa dans Touques sans rencontrer un seul douanier. Le trajet se fit paisiblement, lentement même, et favorisé par un temps qu'on ne devait pas attendre, à en juger par les heures précédentes. Le Roi, couvert d'un bon manteau, ne se sentant nul besoin de dormir, voulut connaître quel moyen j'allais employer pour parvenir le plus promptement possible à un embarquement à Honfleur. Aussi, à peine le bourg de Touques fut-il dépassé, que Sa Majesté me dit :

« Allons, Monsieur Guittier, expliquez-nous votre premier plan. Expliquez-le sans vous presser; nous avons du temps pour causer. Je veux bien connaître ce premier plan, le bien comprendre et ensuite j'entendrai le détail du second. »

J'avais dit, quelques moments auparavant, que j'avais deux moyens à indiquer pour le passage du Roi, et que l'un et l'autre de ces moyens me semblaient infaillibles.

« Mon premier plan, puisque le Roi veut l'appeler ainsi, consiste :

« A me rendre ce matin vers huit heures et demie chez M. Lecarpentier, maire de la ville de Honfleur; je lui dirai que le Roi est à cette heure même descendu au pavillon de M. de Perthuis; que Votre Majesté s'étant fait conduire à

Trouville, pour y prendre passage sur un bateau pêcheur, la tempête qui dure encore n'a pas permis de prendre la mer..., que le Roi m'a donné l'ordre de le ramener au pavillon, que ce matin même aussi, vers cinq heures, le Roi m'a congédié à la Croix-Rouge, en me recommandant de prier M. Lecarpentier de se rendre auprès du Roi, ce jour même à six heures du soir, pour recevoir les ordres qu'il plaira à Sa Majesté de lui donner...

« J'ajouterai que le Roi a une entière confiance dans la volonté de M. Lecarpentier de trouver à Honfleur, soit par lui-même, soit par des amis, un navire qui sera mis à la disposition de Sa Majesté.

« J'expliquais aussi à M. Lecarpentier que, dans le cas peu probable où il se trouverait dans la nécessité de renoncer à procurer l'embarquement à Honfleur, soit pour Le Havre, soit pour l'Angleterre directement, je crois, de mon côté, pouvoir réussir à Quillebœuf où je vais me rendre ce soir, en passant par le château de la Pommeraye que le propriétaire, M. Constance Poupart, va faire disposer pour recevoir le Roi et sa suite pendant le temps nécessaire pour les préparatifs de l'embarquement à Quillebœuf...

« Voilà, Sire, mon premier plan; et je dois ajouter encore que, sous tous les rapports, M. Lecarpentier, l'un des hommes les plus justement estimés de notre contrée, est, par sa haute raison et son dévouement à la personne du Roi, en position d'exécuter les ordres de Sa Majesté. »

Le Roi avait écouté attentivement, comme le général, ce que je venais d'expliquer, en parlant assez haut pour être entendu des deux côtés à la fois. Je ne craignais pas d'être entendu aussi de quelque indiscret; on ne voyait aucun voyageur sur la route. Il était alors une heure et demie du matin, le 2 mars.

En recevant l'ordre de Sa Majesté de répéter ce que je venais d'expliquer, j'avais recommencé en abrégeant le plus possible.

« Bien, avait dit le Roi, priez de ma part M. Lecarpentier de venir ce soir au pavillon à six heures; à présent, vous allez nous dire quel est votre second plan, puisque vous en avez deux et que vous croyez que l'un et l'autre sont bons.

— Ce second plan, Sire, je l'espère, ne sera pas suivi; mais comme je le crois infaillible et qu'il serait le seul praticable si je ne trouvais pas ce matin M. Lecarpentier chez lui, je vais avoir l'honneur de l'exposer à Votre Majesté.

— Oui, sans doute, dit le général; on ne saurait prendre trop de précautions.

— J'irai chez M. Lecarpentier; je suis à peu près sûr de le trouver, aujourd'hui surtout, que tout est confusion et désordre, et c'est à lui seul que je désire m'adresser. Je suppose que je l'aie déjà vu et qu'il ait entendu le détail de mon second plan; ce sera à lui de le rendre inutile et il n'y manquera pas s'il le peut. Je vais donc aller à Quillebœuf : partant de Honfleur ce matin à dix heures, je serai vers midi au château de la Pommeraye, où je trouverai peut-être M. Poupart; il sera bien heureux, comme M. Lecarpentier, son ami, de pouvoir se mettre aux ordres de Votre Majesté.

« En son absence, je ferai au jardinier les recommandations les plus précises, en le prévenant que, demain dans la soirée, M. Poupart viendra recevoir quelques amis qui doivent passer quelques jours au château; de son côté, M. Lecarpentier *ira lui-même* avertir M. Poupart à Pont-l'Évêque; lui-même, c'est plus sûr...

— C'est vrai, voulut bien dire le général, c'est le moyen d'éviter tout malentendu.

— Pour moi, ajoutai-je, j'aurai revu pendant le jour le chemin vicinal de Saint-Sauveur à la Pommeraye; c'est là une précaution nécessaire pour demain soir... puisque Votre Majesté voudra bien permettre que je sois de nouveau son conducteur. De la Pommeraye, je me dirigerai par Pont-Audemer vers Quillebœuf, où je suis certain de voir plusieurs navires anglais, que la violence des vents d'Ouest a dû y faire relâcher; là je descendrai chez M. Quesney, médecin, l'un de nos amis, et M. Launey, ancien capitaine au cabotage, son beau-père, tous deux justement estimés.

« Après leur avoir expliqué la cause de ma visite, je leur demanderai de trouver un capitaine de leurs amis, un homme sûr, pour faire passer en Angleterre M. Lebrun et Dubreuil son gendre avec M. Thuret et moi, car je supplie Votre Majesté de permettre que je l'accompagne jusqu'en Angleterre. Enfin, nous arrêterons que pendant les soirées des 4 et 5 de ce mois, de neuf heures et demie à onze heures, M. Quesney nous attendra chez M. le Curé de Sainte-Opportune, à trois milles en avant de Quillebœuf, sur la route de Pont-Audemer; nous pourrons arriver ainsi à Quillebœuf à minuit; cette précaution étant nécessaire pour arriver à cette heure tardive, en société de M. Quesney, connu de tous les préposés des douanes, dont il est le médecin. M. Ques-

ney ainsi que son beau-père, par la juste considération qui leur est acquise, me prêteront un concours efficace. Là aussi, j'ose l'assurer, tout ce qui se rattache à l'exécution de ce plan s'accomplira sans difficulté. C'est là, Sire, mon second plan; mais j'ai confiance dans l'exécution du premier. Je promets à Votre Majesté d'employer tout mon temps à exécuter sa volonté de quitter la France au plus tôt. Je serai demain soir à sept heures au Pavillon, ainsi que le Roi m'en veut bien donner l'ordre.

— Votre course à Quillebœuf peut devenir nécessaire, il faut y aller aujourd'hui, daigna répondre Sa Majesté.

— D'autant plus nécessaire que le Roi ne pourrait sans inconvénient rester désormais plusieurs jours au Pavillon. Tout se sait bien vite en ces temps de trouble et de désordre, dis-je, et je crois urgent le départ très prochain de Honfleur : il me faut vingt-quatre heures pour être de retour de Quillebœuf... Et, si c'est là que le Roi devra s'embarquer, Votre Majesté resterait plus de trente-six heures encore au Pavillon, et ne le quitterait que demain soir vers 8 heures pour venir se reposer à la Pommeraye...

— C'est bien long, bien du temps encore à passer au Pavillon.

— Enfin, Sire, et j'ose espérer qu'il n'en sera pas ainsi, si à Honfleur comme à Trouville l'embarquement était impossible... La Pommeraye et Quillebœuf satisferaient à la volonté du Roi... »

Déjà nous avions dépassé les villages de Bonneville-sur-Touques et de Canapville; nous approchions de l'auberge située à l'extrémité de la riche campagne de Saint-Martin-aux-Chartrains, sur la grande route de communication établie entre celle de Honfleur et Pont-l'Évêque et le bourg de Beaumont-en-Auge, route créée pour l'avantage de la contrée, par les soins de feu M. Follebarbe, notaire, cet excellent et respectable maire de Beaumont.

En revoyant cette auberge, où l'avant-dernière nuit le Roi, accompagné de M. Thuret, s'était arrêté,

Le Roi dit au général :

« C'est l'aubergiste de cette maison qui, en nous voyant « arriver la nuit dernière et en donnant l'avoine au cheval « attelé à la petite carriole, dit en s'adressant à moi, au « moment où je venais de mettre le pied à terre : Il paraît, « Monsieur, que vous venez du côté de Paris?... Dites-moi, « je vous prie, s'il est vrai que le roi Louis-Philippe est mort?

« Assez embarrassé pour répondre à cette question faite

« à moi-même et dans un tel moment, ajouta Sa Majesté, « je dis à cet aubergiste : Il est vrai, mon brave, que nous « venons des environs de Paris, mais nous voyageons depuis « plusieurs jours et je ne crois pas que le Roi soit mort; « non, certainement, il n'est pas mort... »

— Ma foi tant mieux, répondit l'aubergiste, car on avait dit ici qu'il était mort. « Je m'étais chargé de répondre à « ce brave homme, parce que je craignais que Racine ne « s'engageât dans une explication qui pouvait finir par « l'embarrasser... »

Ce récit d'un fait si extraordinaire, d'une question semblable faite à lui-même, fit sourire le Roi, pendant qu'il le racontait.

On avait atteint le haut de la côte de la forêt de Touques, dite la côte de la Griserie. Le Roi, depuis quelques moments, gardait le silence; peu pressés par l'heure, nous allions lentement : le Roi s'était endormi d'un bon sommeil, et nous avions dépassé le village d'Equemauville, lorsque le Roi s'éveilla, nous touchions presque au chemin de la chapelle de Grâce, et, au bout de quelques minutes, on y arrivait : il était alors 3 heures et demie du matin (2 mars).

Il y eut là un assez long instant d'arrêt, durant lequel une scène bien attendrissante se passa : MM. de Perthuis, de Pauligne, Thuret et les personnes qui étaient avec ces Messieurs descendaient du char à bancs qui allait ramener MM. Lemaître, Barbey et Levasseur : ces derniers, pendant qu'on transportait du char à bancs les quelques effets qui appartenaient au Roi, recevaient leur congé de Sa Majesté, dont ils saisirent les mains tour à tour et qu'ils pressèrent avec la plus vive affection : le Roi se montrait bien touché d'un si douloureux chagrin...

Tous aussi embrassèrent le noble général qui pleurait également; il n'avait pu résister à l'émotion que lui causait l'expression touchante de ces respectueux et si sincères regrets...

. . . .

Le Roi et le général restèrent seuls dans le cabriolet... MM. de Perthuis, Thuret et de Pauligne marchaient à quelque distance en avant. Je devais aussi parcourir à pied le chemin de traverse et conduire le cheval; l'obscurité profonde qui régnait alors exigeait cette précaution. Je suivais bien lentement et avec la plus grande attention la ligne du chemin; l'ornière de gauche me guidait presque toujours : j'avais un pied dedans pour tenir quartier et, par là, éviter

des cahots, des secousses bien incommodes au précieux fardeau que ma voiture transportait. J'arrivai enfin après trois quarts d'heure au carrefour de la Croix-Rouge; là, M. de Rumigny me dit de m'arrêter.

Le général descendit du cabriolet et voulut bien tenir le cheval pendant que j'allais aider à Sa Majesté à mettre pied à terre; j'y réussis heureusement, en soutenant avec force le Roi de mes deux mains; son poids ne me parut pas plus considérable que celui de ma chère petite-fille, Pauline-Eugénie-Augusta Liétout, alors âgée de trois ans et quatre mois, que je conduisis *le 8 mars 1848* avec sa mère, Mme Liétout, et son aïeule paternelle, ma femme, à la chapelle de Grâce, pour remercier la Sainte Vierge de sa protection dans tout ce qui avait été entrepris pour obéir à la volonté du Roi ! C'était l'accomplissement d'une promesse faite et de l'heureuse nouvelle qui m'avait été donnée *le 3 mars* par la lettre que M. le général vicomte de Rumigny m'avait fait l'honneur de m'écrire de Newhaven; deux heures après l'arrivée de Leurs Majestés sur le sol britannique.

Lettre dont voici la copie :

Newhaven, 3 mars 1848.

MON CHER MONSIEUR GUITTIER,

« Nous sommes arrivés à bon port, cette nuit, après une « horrible tempête du Nord, qui a dû bien affliger nos amis. « Les santés sont bonnes, mais épuisées par des fatigues « morales et physiques, faciles à concevoir. Que Dieu vous « bénisse, vous, votre famille et vos amis; dites-leur bien « que le Ciel est juste et que la vertu et la charité sont « toujours récompensées. Nos amis vont s'établir dans un « cottage humble comme leur fortune; ils y vivront en gens « de bien, faisant des vœux pour la gloire et le bonheur de « leur pays. Pour moi, je me fixerai chez eux tant que je « ne leur serai pas à charge; puis j'irai près du tombeau de « ma mère attendre en paix que j'aille la rejoindre; j'ai « servi quarante-trois ans, j'ai de belles et honorables bles- « sures; j'ai les souvenirs de quinze campagnes, dont dix « du plus rude de l'Empire; j'ai de quoi occuper mon temps « et mon esprit à les écrire. Rappelez-moi à votre famille « et à nos bons et loyaux amis...

« Formez-vous en gardes nationaux; armez-vous, compri-

« mez les perturbateurs et rappelez-vous que la France serait « déshonorée si une poignée de fous pouvaient la compro- « mettre aux yeux du monde.

« Votre dévoué, « DE RUMIGNY. »

P. S. — Je puis vous dire que toute la famille de nos amis sera réunie dans huit jours.

« A présent, me dit le Roi, vous allez nous laisser; j'irai « à pied d'ici au Pavillon; vous voyez que j'ai du monde « avec Rumigny... Allez dans quelques heures chez M. Lecar- « pentier; partez ensuite pour Quillebœuf, et demain soir « à sept heures, venez au Pavillon.

— Je ferai exactement tout cela, Sire; et j'osai prendre pour la baiser la main que le Roi me tendait.

— Non, daigna me dire Sa Majesté; embrassez-moi et faites bon voyage. »

J'éprouvai une bien vive émotion à cette marque de bonté...

J'embrassai aussi de tout mon cœur l'illustre général et je vis le Roi s'éloigner en lui donnant le bras. Il était quatre heures un quart du matin : MM. de Perthuis, de Pauligne et Thuret précédaient de cinquante pas environ Sa Majesté. Arrivés à quelque distance du Pavillon, MM. Thuret et de Perthuis devancèrent M. de Pauligne, qui attendit le Roi auprès de la maison de M. le baron de Ville d'Avray.

Arrivés à la porte du parterre, ouvrant sur le chemin de la chapelle, M. de Perthuis sonna et appela Racine qui vint ouvrir aussitôt. Déjà aussi M. le général Dumas, qui n'avait pas quitté la personne de Sa Majesté la Reine, pendant la longue absence du Roi, s'était levé et demandait des nouvelles de Sa Majesté.

Lorsque la Reine, à laquelle l'inquiétude et le chagrin causaient une insomnie continuelle, entr'ouvrit elle-même la porte du petit appartement où Sa Majesté avait pour lit un simple canapé, elle s'écria :

« Le Roi ! où est le Roi? Mon Dieu ! que lui est-il arrivé?...

— Majesté ! s'empressa de répondre M. Thuret, dont la Reine avait reconnu la voix, Majesté, le Roi arrive, le Roi est ici bien portant, et dans quelques minutes le Roi sera auprès de Votre Majesté... Le Roi n'ayant pu s'embarquer à Trouville revient à Honfleur pour partir avec la Reine.

« Le Roi se porte à merveille, et Sa Majesté craignant de

causer quelque émotion à la Reine, a voulu que je vinsse annoncer son retour à Votre Majesté. Voici le Roi ! »

En effet, le Roi entrait en ce moment et racontait bientôt à sa sainte compagne la cause de son retour auprès d'elle...

(*Note de M. Thuret.*)

. . . .

N'ayant pu résister au désir de retracer bien imparfaitement, sans doute, l'instant de bonheur ressenti par Leurs Majestés, en se revoyant après soixante heures d'une douloureuse séparation, qu'il me soit permis maintenant d'expliquer, en peu de mots, mes démarches ultérieures, pour accomplir ma triste mission.

Après avoir pendant quelque temps suivi une fausse direction dans le but de dépister les malveillants, je me dirigeai, du carrefour de la Croix-Rouge, vers la grande route de Honfleur à Pont-l'Évêque; puis, après avoir suivi cette route jusqu'au delà d'Equemauville, je retournai vers Honfleur; enfin, vers sept heures, je fis entrer ma voiture dans la cour de l'auberge du Bon-Laboureur, sans crainte d'être reconnu. Je pris quelques instants de repos et me rendis vers huit heures et demie chez M. Lecarpentier, qui s'empressa de me demander la cause de ma présence à Honfleur; dès que nous fûmes seuls : « Cher Monsieur, lui dis-je, le Roi est en ce moment au Pavillon de M. de Perthuis; Sa Majesté a dû y entrer ce matin même vers cinq heures.

— Comment ! le Roi? s'écria M. Lecarpentier.

— Oui, le Roi, notre bon roi Louis-Philippe est là; il attend de vous le moyen de s'embarquer pour l'Angleterre. »

Je racontai ce qui s'était passé à Trouville, le projet que j'avais formé d'opérer l'embarquement à Quillebœuf pour le cas où, malheureusement, lui, M. Lecarpentier, aurait été absent de Honfleur, ma course projetée à la Pommeraye et enfin à Quillebœuf, l'heure à laquelle M. Poupart allait être averti par M. Lecarpentier *lui-même* à Pont-l'Évêque, si je ne trouvais pas M. Poupart à la Pommeraye. Tout fut bien convenu entre nous, et je le quittai, vers neuf heures, en lui disant de nouveau que le Roi le recevrait ce jour même à six heures au Pavillon.

Pendant que M. Lecarpentier, heureux de pouvoir montrer sa fidélité au Roi, allait agir de son côté, je partis de Honfleur et, à midi, j'étais à la Pommeraye. En effet, lorsque le 6 mars, j'eus l'honneur de venir chez lui, à Pont-l'Évêque, M. Constance Poupart me témoigna toute sa gratitude

d'avoir aussi disposé de sa maison de la Pommeraye pour le séjour de Leurs Majestés. M. Poupart voulut bien me dire :

« Vraiment, c'est une grande obligation que ceci me fait contracter envers vous; je n'aurais pu moi-même faire mieux, si j'avais eu l'honneur d'être admis en présence du Roi pendant son séjour à Trouville. »

Je n'y trouvai pas M. Constance Poupart; il était à sa maison de Pont-l'Évêque, mais il allait être averti vers midi, par M. Lecarpentier, ainsi que nous en étions convenus; je chargeai le jardinier de faire les dispositions nécessaires pour recevoir son maître et des amis qui viendraient avec lui, le lendemain soir, et je partis pour Pont-Audemer; je traversai la ville, dont je remarquai avec plaisir la tranquillité dans un pareil moment.

A six heures, j'étais à Quillebœuf chez M. Launey, beau-père de M. Quesney. Je partis le lendemain 3 mars de Quillebœuf, à huit heures du matin; tout avait été arrangé, convenu et bien compris de mes bons et estimables hôtes. Le père, la mère, la fille, le gendre, *seuls pour deux journées* dans leur jolie maison située au centre du quai, attendaient, avec une impatience facile à comprendre, MM. Lebrun et Dubreuil avec M. Thuret et moi. Enfin, je partais avec la certitude de la réussite la plus complète. M. Quesney voulut m'accompagner jusqu'au delà du village assez populeux de Sainte-Opportune; je vis en passant la maison curiale et je quittai M. Quesney en lui disant au revoir et à bientôt.

M. Quesney fut exact, comme je le savais bien; il vint au presbytère de Sainte-Opportune pendant les deux soirées, du 4 et du 5 mars, et y resta, chaque fois, de neuf heures à onze heures; il avait averti le respectable curé en lui disant que plusieurs personnes viendraient probablement, pendant l'une de ces soirées, lui demander l'hospitalité pour quelques moments. Là, comme à Quillebœuf, le secret le plus honnête a été gardé.

Deux navires, l'un à destination du Havre, l'autre devant partir pour l'Angleterre directement, attendaient, sur la demande de M. Launey, les personnes qui désireraient s'embarquer à Quillebœuf. Bien que la tempête eût cessé depuis vingt-quatre heures, le capitaine de ce navire, ami intime de M. Launey, avait consenti à rester à Quillebœuf une journée de plus que tous les autres, qui avaient appareillé dès le 4 au matin. M. Launey avait obtenu ce consentement en promettant à l'un et l'autre de ces capitaines de

s'embarquer aussi lui-même avec ces étrangers, qu'il désirait accompagner dans leur voyage. M. Launey, son gendre, M. Quesney et sa famille, savaient qui devait venir à Quillebœuf, mais ces capitaines, ses amis, ne savaient pas la vérité sur le rang de ces étrangers.

Je traversai Pont-Audemer par la grande rue, afin de m'assurer si l'on demandait des passeports aux voyageurs; je vis quelques gardes nationaux devant le poste de la mairie; ils étaient là pour remplir leurs devoirs d'honneur, paisibles et dévoués à l'ordre, mais non pour de vaines et puériles investigations; on me laissa librement passer sans paraître remarquer que j'étais étranger à la ville et aux environs. A cinq heures, j'étais à l'auberge du Bon-Laboureur, et à cinq heures et demie à celle des Rouliers, sur le cours d'Orléans; dix minutes après, j'étais chez M. Lecarpentier, qui s'écriait en me voyant : Ils sont partis; ils sont à présent en Angleterre !...

« Que Dieu les bénisse et les protège; à vous, cher Monsieur, la reconnaissance des honnêtes gens. » Telle fut ma réponse à cette heureuse exclamation...

. . . .

Ensuite, M. Le Carpentier voulut bien me donner quelques détails; j'appris que, peu d'instants après l'avoir quitté la veille, M. le général Dumas était venu chez lui, sur l'ordre du Roi..., qu'ils étaient convenus, sauf l'approbation de Sa Majesté, que Mme Lecarpentier, accompagnée de son mari, allait se rendre vers six heures du soir au pavillon, que le Roi donnerait le bras à Mme Lecarpentier et que la Reine daignerait prendre celui de M. Lecarpentier pour descendre ainsi le coteau de Grâce et gagner le quai.

Que Leurs Majestés s'embarqueraient sur le paquebot le *Courrier* pour gagner Le Havre et prendre immédiatement passage sur l'*Express,* paquebot anglais qui attendait Leurs Majestés.

M. Lecarpentier avait fait remarquer au général que toute la population était tranquille et paisible, que l'esprit de tous les habitants de Honfleur était essentiellement disposé au bon ordre, au respect de chacun, qu'aucune ville en France n'offrait sous ses rapports honnêtes plus de garanties que les habitants dont il répondait sur sa vie, que d'ailleurs il n'était pas encore remplacé, qu'il était toujours maire de Honfleur et que son autorité ne serait pas méconnue si, toutefois, et contre toute probabilité, il devenait nécessaire d'en faire usage pour le service ou la sûreté de Leurs Ma-

jestés. M. Lecarpentier finit en assurant le général qu'il ne s'éloignerait d'auprès de Leurs Majestés qu'au moment même où le navire se mettrait en mouvement pour partir.

. . . .

Les dispositions faites au Havre par l'honorable M. Featherstonaugh, consul d'Angleterre, et M. Besson, officier de Marine, avec M. Adolphe d'Houdetot, receveur des Finances, et M. Jones, vice-consul, dispositions dont le Roi fut informé vers neuf heures du matin de ce même jour, 2 mars, par M. Jones, venu à cet effet au Pavillon, rendirent inutile le plan proposé par M. Lecarpentier à M. le général Dumas.

Le général revint plus tard remercier M. Lecarpentier de la part du Roi.

(*Note de M. le général Dumas.*)

. . . .

Leurs Majestés quittèrent le pavillon de M. le comte de Perthuis vers les six heures du soir, le 2 mars 1848, en se dirigeant vers la chapelle de Grâce, pour descendre le coteau par le chemin de l'Observatoire. Le Roi, précédé d'une vingtaine de pas par M. de Pauligne, donnait le bras à M. Thuret, la Reine avait donné le sien à M. Edmond de Perthuis; MM. Besson, Jones et Mlle Moser, attachée à la personne de la Reine, suivaient à quelque distance de Leurs Majestés.

Racine, le bon et honnête Racine, jardinier du Pavillon, venait enfin, apportant les quelques vêtements qui composaient toute la garde-robe de Leurs Majestés.

M. le général de Rumigny, afin de s'assurer que de ce côté aucun indice inquiétant ne se manifestait, était entré dans la ville par le chemin dit de la Charrière du Puits.

M. le général Dumas, en se rendant au bateau qui allait bientôt partir, avait quitté le Pavillon une heure avant que le Roi et la Reine s'en fussent éloignés. Le général avait voulu de nouveau revoir M. Lecarpentier et le remercier encore une fois de sa loyale coopération : ceux des habitants qui voyaient ainsi Leurs Majestés descendre le coteau et parcourir les rues de la ville, s'imaginaient que ces étrangers, selon l'usage constant, venaient visiter la chapelle de Grâce et son admirable entourage, ses habitants, peu soucieux, jamais indiscrets envers les nombreux visiteurs que ce point unique des côtes de la Normandie y attire, étaient bien éloignés de soupçonner la vérité.

(*Notes de MM. les généraux Dumas et de Rumigny.*)

On arriva sur le quai, vis-à-vis de l'hôtel du Cheval-Blanc. Leurs Majestés s'embarquèrent sur le paquebot le *Courrier,* avec les nobles compagnons de leur exil; on gagna Le Havre, dont les quais, comme toujours, étaient garni d'une foule nombreuse; là aussi, se trouvait le digne M. Featherstonaugh, ce consul, ce représentant si élevé d'une sage et grande nation; il vit le Roi débarquer, s'approcha de sa personne et lui demanda en anglais comment il se portait. Sa Majesté répondit en cette langue avec autant de facilité et d'*accent* qu'elle aurait pu le faire en sa langue même; et, prenant le bras du consul, le Roi parcourut en suivant les quais la légère distance qui séparait le *Courrier* du paquebot l'*Express,* dont les feux depuis deux heures étaient allumés.

Le général de Rumigny, M. Thuret, étaient auprès du Roi et s'embarquèrent avec Sa Majesté; bientôt après, la Reine, venue à quelque distance, donnant le bras à M. Besson, s'embarquait, suivie de Mlle Moser, le général Dumas, MM. Adolphe d'Houdetot, Jones et de Pauligne.

(*Note de M. le général de Rumigny.*)

La noble et délicate mission de MM. Featherstonaugh, d'Houdetot, Jones et Besson était accomplie; ces Messieurs quittèrent l'*Express* aussitôt, et après avoir reçu les remerciements de Leurs Majestés.

Le capitaine Paul, informé d'avance du rang suprême de ses passagers, donna immédiatement l'ordre du départ; et, malgré les questions indiscrètes de certaine autorité de bien fraîche date, l'*Express,* ayant largué ses amarres, se mit aussitôt en mouvement, emportant vers la terre étrangère ceux qui, par suite d'une surprise inouïe, d'un audacieux attentat, étaient ainsi contraints d'abandonner la France si longtemps heureuse sous leur règne.

. . . .

Le but était atteint; le Roi, la Reine, étaient désormais à l'abri de tout acte de violence; mes vœux étaient exaucés : aidé de mes parents et de mes amis, j'avais eu quelque part dans l'accomplissement d'un fait inouï et sans exemple dans l'histoire de mon pays; c'était beaucoup pour moi, et pour ceux qui m'avaient si loyalement secondé...

Ce souvenir sera pour nous tous une sauvegarde contre toute adversité, toute infortune, et à quelque épreuve que le sort doive nous soumettre, tous aussi nous aurons pour

consolation intime d'avoir servi avec le dévouement du cœur.

Je reçus la preuve bien honorable et bien touchante de l'opinion, de la pensée du Roi, en notre faveur à tous, lorsque, le 2 septembre 1848, j'eus l'honneur d'être admis à Claremont, en présence de Sa Majesté.

J'étais entré à peine dans la pièce précédant le salon, que M. Thuret me reçut avec la plus franche cordialité. Et aussitôt M. le général comte Dumas, aide de camp de service en ce moment, eut la bonté de me dire qu'à l'instant même le Roi viendrait au salon, où le général m'avait déjà fait entrer. J'avais à peine remercié le général de sa bonté, de son accueil honorable, que le Roi parut et daigna s'avancer vers moi, et, sans me laisser le temps de poser le genou à terre, Sa Majesté me dit : « Je suis content de vous voir. Comment vont nos amis là-bas?... MM. Billard, Lemaître, Liétout, Cocquard et M. Barbey, leur famille, la vôtre à tous?...

— Comment, dis-je, le Roi s'est-il souvenu de tous ces noms?...

— Si je m'en souviens !... Oui, assurément, dit Sa Majesté en plaçant sa main sur son cœur; tous vos noms sont là, et je ne les oublierai pas, si j'ai le bonheur de rentrer en France, je n'y serai pas six mois avant d'aller revoir Trouville et vous revoir tous !... La Reine a été informée que vous êtes ici. Elle veut vous voir. »

En effet, S. M. la Reine parut aussitôt et daigna m'accueillir avec la même bonté, j'oserais dire le même contentement, si ce mot n'accusait pas un sentiment de vanité dont je me crois cependant, en toute conscience, bien éloigné.

Pour compléter le récit des faits qui se rattachent au séjour du Roi à Trouville, je dois ajouter quelques lignes :

J'avais écouté avec un vif plaisir les détails si intéressants que voulait bien me donner M. Lecarpentier. Bientôt après, je le quittai pour me rendre au Pavillon, où une lettre, un ordre nouveau, pouvaient m'attendre.

Au moment (sept heures du soir) où la femme du bon Racine m'assurait *qu'aucun étranger, ni même M. Edmond de Perthuis, n'étaient venus depuis plusieurs mois au Pavillon,* et comme j'allais me retirer, arrivait à fond de train un tilbury, dans lequel, à la clarté de la lumière que tenait Mme Racine, je reconnus M. Cordier, sous-préfet de Pont-l'Évêque, remplacé depuis deux jours par le sous-commissaire, M. Taillefer, avocat à Pont-l'Évêque. Il était accompagné de M. Pierre Barbey, syndic des marins à Trouville...

Comme je leur exprimais mon étonnement de les voir à la Côte de Grâce, à une heure aussi avancée :

« Je viens, me dit M. Cordier, d'être informé de la présence du Roi dans l'arrondissement de Pont-l'Évêque; et, quoique mon autorité soit brisée depuis hier, j'arrive en toute hâte pour tenter d'être utile à Sa Majesté; je viens annoncer au Roi que j'ai fait disposer une barque de pêche, en ce moment à l'ancre sous Vazoui. L'équipage est sûr, et si Sa Majesté veut profiter de ce moyen pour s'embarquer, elle pourra le faire sans obstacle. »

Ce projet de M. Cordier, de faire préparer, assurer même l'embarquement du Roi, sous la falaise de Vazoui, avait été bien promptement disposé. M. Dauge, imprimeur, et l'un de ses amis arrivaient au Pavillon une demi-heure après MM. Cordier et Barbey, qui les avaient devancés pour se mettre aux ordres de Sa Majesté.

L'embarquement ne pouvait être empêché, retardé même par la présence du douanier en surveillance sur ce point de la côte, où allaient bientôt se trouver réunies quinze personnes au moins servant d'escorte au Roi, qui avait eu auprès de sa personne MM. les généraux Dumas et de Rumigny, ses aides de camp, MM. Thuret, de Pauligne et de Perthuis, enfin MM. Cordier, Dauge et Barbey, en ajoutant à ce nombre celui des matelots du canot et quelques-uns de ceux de l'équipage du bateau de pêche; il n'est pas douteux que l'embarquement se fût effectué sans obstacle, et surtout (car le Roi ne l'eût pas permis) sans exercer aucun acte de violence envers les préposés des douanes : telles étaient aussi les intentions de toutes les personnes qui auraient accompagné le Roi...

En apprenant le départ du Roi et de la Reine pendant la soirée de la veille, MM. Cordier et Barbey m'avaient quitté aussitôt pour faire donner l'ordre aux matelots de rentrer dans le port de Honfleur; ceci n'était plus possible à cause de la basse mer; ces braves marins durent passer la nuit à la mer et attendre la marée du lendemain pour effectuer leur retour au port.

M. Cordier voulut les récompenser de cette mission de confiance en faisant remettre une somme de 600 francs à la personne qui les avait engagés à accomplir cet acte de dévouement. Cette somme dut être distribuée à ces hommes honnêtes, dont je voudrais ici pouvoir citer les noms.

C'est en entendant ce récit à Claremont, le 2 septembre 1848, que le Roi daigna prier M. le général Dumas de pren-

dre note de ce fait, raconté en présence de S. M. la Reine, qui avait voulu être présente et tout entendre, lorsque le Roi m'avait ordonné d'expliquer *avec le plus minutieux détail* tout ce qui s'était passé après le départ de Leurs Majestés de Honfleur ou plutôt du Pavillon...

Le Roi désira aussi qu'une seconde note fût recueillie par M. le général Dumas ; lorsque j'eus raconté que, peu de jours après le départ de Leurs Majestés, M. le capitaine des douanes de la Brigade de Honfleur était venu à Trouville et, dînant chez M. Billard, nous avait dit : « Si le Roi eût daigné me faire l'honneur de descendre chez moi, j'aurais le lendemain accompagné Sa Majesté jusqu'au navire, après, toutefois, avoir fait placer sur deux rangs tous les hommes de ma Brigade pour faire faire place au public et je ne me serais retiré avec mes hommes qu'après le départ du Roi, qui aurait reçu à Honfleur, de la part des habitants, des témoignages universels de respect, d'admiration et de regret sympathique. »

Sa Majesté m'ayant fait l'honneur de me demander les noms du capitaine des douanes, je citai M. le baron de Mathonville, gentilhomme estimable et d'un esprit aussi élevé que judicieux. « On m'a dit que le Roi n'avait pas d'argent; j'apporte 6.000 francs, que je serai heureux de pouvoir utiliser pour le service de Sa Majesté.

— C'est très bien, dis-je en l'interrompant, mais le Roi et la Reine sont assurément, à l'heure qu'il est, en Angleterre. Partis hier à six heures et demie par le paquebot le *Courrier,* qui les a transportés au Havre, Leurs Majestés se sont immédiatement embarquées sur l'*Express,* qui les attendait depuis vingt-quatre heures, et le départ pour l'Angleterre a eu lieu sur-le-champ.

— Bien que notre dévouement ne puisse être mis à l'épreuve, nous nous réjouissons de cette heureuse nouvelle ! reprit M. Cordier. Dieu aura permis que la traversée ait été bonne, et au milieu de l'affreux malheur qui frappe notre pays, les amis du Roi et de sa famille auront au moins de vives consolations !...

— Mais, d'où savez-vous cette heureuse nouvelle? Et comment se fait-il que je vous trouve ici vous-même?

— Vous allez bientôt voir M. Lecarpentier; il va vous raconter les détails du voyage de Leurs Majestés, dis-je à mon tour; pour moi, je suis venu au Pavillon avant sept heures, parce que j'en avais reçu l'ordre de Sa Majesté au moment où le Roi me congédiait hier matin vers 4 heures, au carrefour de la Croix-Rouge. »

M. Cordier me donna rendez-vous pour le soir même, chez lui, à Pont-l'Évêque. J'y arrivai à onze heures; Mme Cordier, Mme Aumont, sa mère, MM. Dauge, imprimeur, Barbey, syndic, étaient avec le maître de la maison, dans la salle à manger, où se trouvait aussi M. Isabel de la Blotterie, procureur du Roi, non encore remplacé (il le fut deux jours après); il avait écouté avec bonheur tout ce que ces Messieurs avaient raconté touchant le départ du Roi et de la Reine, et il se retira bientôt pour rentrer chez lui.

Le souper finissait à peine qu'une personne s'étant fait annoncer nous dit : « Une voiture attelée de quatre chevaux vient d'arriver; cette voiture est escortée par la gendarmerie de Dozulé; je viens d'apprendre que ce sont les commissaires de Caen qui sont là. Il faut voir ce qui les amène ici, après minuit. »

Nous sortîmes aussitôt; M. Cordier prit la rue à droite, le capitaine Barbey et moi le côté opposé; à peine avions-nous fait quelques pas que nous rencontrâmes M. Frappier, lieutenant de gendarmerie; il nous reconnut à la clarté du réverbère et nous dit aussitôt : MM. les commissaires du département arrivent à l'instant même à Pont-l'Évêque; ils sont descendus chez M. Taillefer : veuillez m'accompagner, Messieurs, les commissaires désirent vous voir.

Nous allâmes chez M. Taillefer.

En entrant dans un salon au rez-de-chaussée, nous vîmes M. Taillefer assis dans l'un des angles de cette pièce, et, auprès d'une table, deux hommes, que ni moi ni M. Barbey ne connaissaient : c'étaient les commissaires républicains. L'un, nommé Marie, que l'on disait banquier à Caen avant le 24 février; l'autre..., je n'ai pas su son nom. Le sieur Marie, qui avait jugé convenable de garder le silence pendant assez longtemps, se tourna enfin du côté de M. Barbey et lui dit :

« Veuillez, citoyen, nous dire de nouveau ce que vous avez déclaré au citoyen sous-commissaire dans l'interrogatoire qu'il vous a fait prêter la nuit dernière dans votre maison à Trouville... »

M. Barbey renouvela sa déposition et, lorsqu'il eut fini, ce fut à mon tour de parler. J'expliquai succinctement ce qui s'était passé à Trouville, depuis l'instant où Sa Majesté avait dû quitter la maison de M. Victor Barbey; le temps que le Roi avait habité la maison de M. Billard, mon gendre; le trajet fait par Sa Majesté pendant la nuit du 1er au 2 mars et le congé qu'elle m'avait donné vers quatre heures du matin au carrefour de la Croix-Rouge, près Honfleur.

Et, en continuant, je dis que, des affaires m'ayant appelé au delà de Honfleur, j'avais appris ce soir même, à mon retour dans cette ville, que le Roi, la Reine et les personnes de sa suite s'étaient embarqués la veille, 2 mars, à Honfleur, pour se rendre au Havre, où, étant arrivées, Leurs Majestés avaient aussitôt pris passage sur l'*Express,* paquebot anglais venu au Havre les attendre, et que ce navire était parti sur-le-champ pour Newhaven.

« Ah ! fit en m'interrompant le sieur Marie, qui vous a dit cela?...

— Qui me l'a dit? Mais... c'est tout le monde, c'est toute la ville de Honfleur, qui sait cela... puisque le *Courrier,* qui ne devait pas partir hier soir pour Le Havre a été vu, dès quatre heures et demie, chauffant ses chaudières et se préparant à partir. Alors, trente ou quarante personnes se sont embarquées en même temps que Leurs Majestés, et, dans ce nombre, il s'en est trouvé plusieurs qui ont parfaitement reconnu le Roi et la Reine. »

Je continuai en disant : « J'ai voulu remplir un devoir sacré envers le Roi; et en même temps j'ai pensé que je faisais un acte convenable au Gouvernement actuel, qui ne pouvait pas vouloir la mort du Roi, mais dans le tumulte qui pouvait survenir, il pouvait arriver aussi qu'une balle lui ôtât la vie. C'eût été une honte éternelle pour la France et un grand malheur pour Trouville particulièrement. »

Évidemment, le sieur Marie n'avait plus rien à me demander, car il resta quelques minutes dans un mutisme complet.

Alors je dis à M. Barbey : « Il paraît que Monsieur n'a plus de question à nous faire? Si vous voulez, capitaine Barbey, nous allons nous retirer. » Nous sortîmes à l'instant même.

Nous allions atteindre l'hôtel du Bras-d'Or pour faire atteler nos chevaux au moment où un gendarme nous dépassa, galopant de toute la vitesse de son cheval; il se rendait à Honfleur, portant un ordre ou plutôt une perquisition de faire vérifier les faits que j'avais déclarés.

Nous arrivâmes à Trouville à cinq heures et demie du matin...

. . . .

Telle a été la part que chacun de nous a prise à Trouville et à Honfleur, à ce mémorable et funeste événement qui a privé la France du meilleur de ses Rois.

Tous, nous avons obéi avec ardeur et persévérance *à la volonté du Roi,* en cherchant à faciliter, sans délai, son éloi-

gnement d'un pays où, au péril de nos jours, nous eussions voulu contribuer au rétablissement de son autorité.

Fait à Trouville, le 24 février 1851.

GUITTIER (1).

(1) Le récit du passage du roi Louis-Philippe à Trouville, par le maire Guittier, est scrupuleusement vrai. L'écrivain était maître d'école, — cela se voit, — il aimait le Roi et lui fut dévoué, cela se voit aussi. Mais, plus tard, il manqua de discrétion. Il écrivait souvent au Roi et se plaignait au général de Rumigny de n'avoir pas de réponse, ce à quoi l'aide de camp répondait qu'à moins d'avoir la plume aux doigts jour et nuit, les Rois et Princes ne pourraient jamais répondre à leur volumineux courrier.

Ces lettres contenaient toujours des demandes en retour du service rendu, grand service incontestablement. Rumigny, qui savait la gêne du Roi en exil, donnait, sans le lui dire, sur sa maigre bourse. Un jour, impatienté, il dit au solliciteur : « Monsieur, quand le dévouement veut du retour, il perd de sa valeur. Les gens vraiment dévoués ont-ils à revendiquer autre chose que la certitude d'être appréciés en les sentiments secrets de leurs Princes? Ils s'effacent en toute circonstance et ne se rebutent jamais. »

Cette théorie fut pratiquée par le chevaleresque Rumigny et par sa femme.

TABLE DES MATIÈRES

TROISIÈME PARTIE

ÉPILOGUE DE 1848

APPENDICE IMPORTANT

IMPR. DE MONTLIGEON. LA CHAPELLE-MONTLIGEON (ORNE). — 6229-6-21.